

Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

SAMEDI 8 JUIN 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14420 - 6 F

Fast-bistouri

La « nouvelle Afrique du Sud »

DÉCONVENUE pour M. Nelson Mandela, qui fait escale à Paris sur le chemin de Moscou : les autorités soviétiques l'ont averti, jeudi 6 juin, que, pour des raisons de calendrier, elles ne seraient pas en mesure de le recevoir. Cet incident de parcours serait passé inaperçu si le vice-président du Congrès national africain (ANC) n'avait déjà dû renoncer à pareil déplacement en octobre dernier, pour des raisons identiques invoquées par ses interlocuteurs, alors qu'il était déjà en route vers le Kremlin.

Moscou jure ses grands devoirs qu'il ne faut surtout pas voir malice au second report de cette visite. Force est de constater, cependant, que l'Union soviétique, empêtrée dans ses propres difficultés, ne manifeste plus à l'égard de l'ANC, dont le romancier sud-africain Breyten Breytenbach dénonçait récemment la « culture stalinienne », la même solidarité agissante que par le passé.

De retour d'Abuja, où il vient d'assister au 27^e sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. Mandela a, tout de même, eu la consolation d'obtenir le vote d'une énième résolution qui se prononce, comme il le souhaitait, pour le « maintien des sanctions et des pressions sur l'Afrique du Sud ». Etant entendu que l'OUA réexaminera sa position si le régime de Pretoria « prend des mesures concrètes pour éliminer l'apartheid ».

RÉPONSE du berger à la bérgerie ? Comme promis par le président Frederik De Klerk, le Parlement sud-africain a voté, jeudi, malgré la farouche opposition de l'extrême droite blanche, la suppression de deux des trois lois-clés de l'apartheid qui portaient sur la discrimination en matière de terre et d'habitat. Reste, d'ici au 30 juin, à défaire le dernier vestige de ce système inique, qui classait la population selon des critères raciaux.

Et tout, alors, sera dit ? Pas vraiment. Car il faut, maintenant, briser la « nouvelle Afrique du Sud » avec des hommes de toutes couleurs qui, sous les lois de fer de l'apartheid, n'ont pas appris à pratiquer la vertu de tolérance. Le démarrage des négociations sur le contenu d'une nouvelle Constitution bute sur des promesses non tenues par le gouvernement, notamment à propos de la libération de l'assemblée des prisonniers politiques, et sur un climat de violence endémique entre groupes noirs rivaux.

MAIS les choses ne sont guère plus assaisonnées, dit M. De Klerk, qui s'emploie avec succès à briser l'isolement diplomatique de son pays, s'apprête à se rendre au Kenya et pourrait prochainement rencontrer son homologue nigérian, nouveau président en exercice de l'OUA. Geste de bonne volonté : M. Mandela vient d'inviter les prisonniers politiques à cesser leur grève de la faim, que certains ont commencée il y a déjà plus d'un mois.

Signe des temps, le gouvernement a ouvert, jeudi, à la presse la bagne de Robben-Island, où M. Mandela a passé dix-neuf de ses vingt-sept ans de détention. On peut voir la cellule monacale de deux mètres sur deux, et la carrière où il allait casser des cailloux...

Lire page 4 l'article de CATHERINE SIMON sur le rôle des premiers ministres en Afrique



L'OTAN et la sécurité européenne

Paris et Washington réduisent leurs divergences sur la défense

La France et les Etats-Unis ont minimisé leurs divergences sur la défense européenne et le rôle de l'OTAN, jeudi 6 juin, lors de la réunion à Copenhague des seize ministres des affaires étrangères des pays membres de l'alliance atlantique. Dans leur communiqué final, les ministres soulignent la nécessité d'instaurer une « complémentarité » à terme entre la rénovation de l'alliance et le projet européen de défense commune.

COPENHAGUE

de notre envoyée spéciale
Le ton n'était pas à l'empoi-gnade franco-américaine, jeudi 6 juin à Copenhague, contrairement à ce que pouvait laisser escompter le discours fait deux jours plus tôt à Paris par M. Roland Dumas devant l'Euro, et dans lequel il avait déclaré sans détour que les Etats-Unis n'ont pas à « dicter aux Européens ce qu'ils ont à faire ».

Quelques jours plus tôt, à Lille, M. Mitterrand avait exprimé ses « réserves » sur la façon dont l'alliance atlantique envisage de se réformer et très clairement exclu que la France intègre le nouveau dispositif militaire qui en résultera. Réserves et irritations ayant

ainsi été publiquement exprimées, on a pu revenir à Copenhague à des propos plus amènes et s'entendre sans très longs débats, ni sans drame, sur un texte relatif aux aspects politiques de la réforme de l'OTAN, dont tout le monde se dit satisfait.

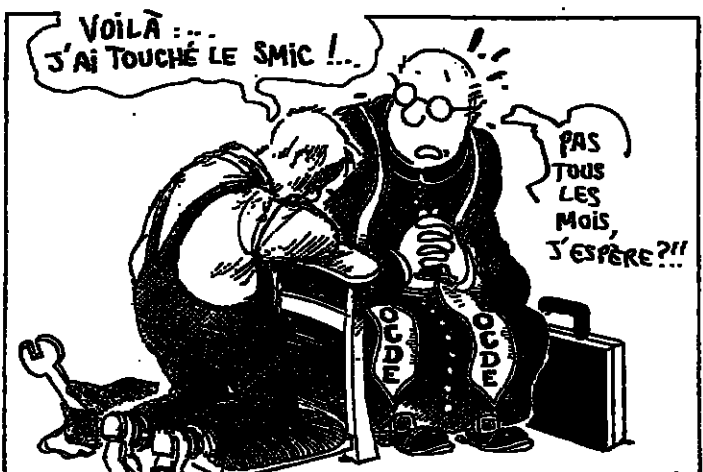
M. Baker y a contribué en reconnaissant dans son intervention la légitimité des discussions en cours dans l'Europe des Douze sur les questions de défense et de sécurité. « Les Etats-Unis », a dit le secrétaire d'Etat américain, « soutiennent comme ils l'ont toujours fait l'idée de l'intégration européenne ».

CLAIRE TRÉAN
Lire la suite page 8

Dans son rapport sur l'économie française

L'OCDE recommande le freinage des bas salaires

Le rapport de l'OCDE sur l'économie française décerne un satisfecit aux pouvoirs publics pour leur politique conjoncturelle : monnaie forte, inflation maîtrisée, déficits modérés. Mais l'organisation internationale se montre plus critique sur certains handicaps structurels : le niveau du SMIC est jugé trop élevé pour les travailleurs les moins qualifiés, ce qui accroît le chômage. Le RMI et l'automatisme du financement des collectivités locales sont également mis en cause.



Lire page 25 l'article d'ALAIN VERNHOLLES

Le bac ne sera pas modifié en 1992

A peine nommée premier ministre, M^{me} Edith Cresson avait relancé le débat sur le baccalauréat, responsable, à ses yeux, de la désorganisation du troisième trimestre dans les lycées et les collèges publics. Elle avait notamment suggéré d'alléger l'examen actuel, de plus en plus coûteux, qui mobilise pendant plusieurs semaines les enseignants et les locaux scolaires. Dans son entourage, on laissait entendre, jeudi 6 juin, que le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, avait été invité à mettre en place, dès la session 1992, une formule de contrôle continu, au moins sur la moitié des épreuves.

Mais le projet de rénovation des lycées, préparé par M. Jospin, et qui doit être arrêté d'ici fin juin, prévoit la réorganisation progressive des filières à partir de la rentrée 1992 pour une transformation du bac en 1995. Devant les difficultés de mise en œuvre, le gouvernement a finalement décidé de s'en tenir au calendrier prévu par M. Jospin.

Lire page 11 l'article de GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

Les limites de la tactique Gorbatchev

Si le président soviétique reste l'interlocuteur privilégié des Occidentaux sa crédibilité est toujours faible en URSS

MOSCOU

de notre envoyée spéciale
Immuable, le rituel ouvre le grand journal du soir de la télévision soviétique : adieux de M. et M^{me} Gorbatchev à une rangée d'officiels gris sur le tarmac, décollage de l'avion présidentiel pour Oslo, atterrissage à Oslo, retransmission

quasi intégrale des cérémonies d'arrivée... Jeudi 6 juin, les téléspectateurs auront encore droit à vingt minutes de visite présidentielle en Suède, suivies, un peu plus tard, d'un long documentaire sur la récente tournée au Kazakhstan. Rarement, sans doute, le décalage entre l'image et la réalité aura été aussi grand en six ans de règne

de Mikhaïl Gorbatchev : ces jours-ci, dans les conversations moscovites sur l'air du temps et l'avenir du pays, c'est à peine si l'on mentionne le nom de Gorbatchev, un peu comme celui de quel-qu'un qui a fait son temps.

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite et l'article de MICHEL TATU, page 7

Le bonjour d'Antoine

L'écrivain Antoine Blondin est décédé dans la nuit du 6 au 7 juin. Il était âgé de soixante-neuf ans

par Bertrand Poirot-Delpech de l'Académie française

Si un écrivain c'est quelqu'un qui ne s'accommode pas de l'état des choses, Blondin fut un grand. Même sa prose, il trouvait à y redire. Quand un seul mot méritait nature à ses yeux dans une page, il froissait le tout. Editeurs et lecteurs n'auraient cessé d'attendre sa copie. Ses paroles, aussi, avaient du mal à sortir. Il attendait qu'elles viennent, drôles ou assassines. Le regard attendait, noir d'innocence furieuse, un regard d'enfant qui va donner du pied dans la commode. A la fin, cela faisait tout drôle, ces yeux de l'enfance perdus dans un visage chiffonné de vieil homme de bois. On aurait dit une mauvaise farce, le comble du désaccord.

Rien de ce monde n'allait, selon lui. Sauf l'amitié, peut-être.

Une nuit à boire entre fanatiques de rugby ou de Marcel Aymé, cela remettait les choses en place. Mais les deux n'aimaient pas trop ces entorses à la désolation générale. Ils ont pris à Blondin son meilleur compagnon, sur une route, dans les années 60. La mort de Nimier, il ne s'en est jamais remis. Il s'estimaient orphelins, ou veuf, d'il ne savait quoi. Entre deux timides, fous de littérature, que peut-il se passer, après le dernier verre du lendemain matin ? Rien de transmissible ; de la nostalgie à fendre l'âme, voilà. J'ai partagé quelques équipées avec eux deux, du côté de Rouen. Les immeubles s'écartaient devant nos capots ; on pissait devant les badauds, dans les pianos et les boîtes aux lettres ; des vagabonds lettrés surgissaient des fourrés. La chance des soiffrés, vous connaissez ?

Lire la suite page 13

L'Algérie sous haute surveillance militaire

M. Sid Ahmed Ghazali devrait annoncer rapidement la formation de son gouvernement

page 3

Qui a tué Rajiv Gandhi ?

Quinze jours après l'assassinat de l'ancien premier ministre indien, le mystère demeure presque entier

page 8

La rencontre PC-PS

La gauche ouvre « un dialogue nouveau »

page 9

Le débat sur la défense

L'« incertitude » a remplacé la « menace » : l'instabilité qui en résulte conduit à réviser les dépenses militaires

page 10

Un entretien avec Harlem Désir

« Il faut admettre que les gens se révoltent », nous déclare le président de SOS-Racisme

page 2

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34

PRIX DU LIVRE INTER 1991

NINA
BOURAUI
LA VOYEUSE INTERDITE
roman
urf
GALLIMARD

Mort du saxophoniste Stan Getz

Le saxophoniste américain Stan Getz est mort jeudi 6 juin dans sa résidence de Malibu, à Los Angeles (Etats-Unis). Il était âgé de soixante-quatre ans.

Celui qu'on appelait *The Sound* - le son - était sans doute l'un des musiciens les plus impressionnants. Ses derniers concerts européens (tournées de l'été 1990 et « Banlieues bleues » en janvier dernier) prouvaient la qualité intacte de sa virtuosité et de son imagination.

Personnalité considérable pour la communauté des musiciens et parfois contestée pour sa nonchalance, son goût jugé facile et ses infidélités à l'idée du jazz, Stan Getz aura su faire accéder les airs les plus légers, les plus anodins, l'air du temps

même, à l'expression musicale la plus accomplie. Il est l'un des rares à avoir été simultanément un « musicien pour musiciens » et le professionnel dillettante de la bossa-nova.

De Woody Herman à la jeune percussionniste Terri Lyne Carrington, il a joué avec les plus considérables de ses contemporains, représentant à la fois la vérité et les mythes du jazz. Reconnaissable à tout instant par son timbre et sa suavité dans la plus insignifiante de ses notes. Comme Miles Davis ou Dizzy Gillespie, il a couvert l'histoire d'un demi-siècle de jazz, tous styles, toutes époques et toutes modes confondues.

Lire page 13 l'article de FRANCIS MARMANDE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 130 PTA ; G.-B., 56 p. ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 460 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Un entretien avec le président de SOS-Racisme

« Il faut admettre que les gens se révoltent ; il faut accepter le conflit civique »
nous déclare M. Harlem Désir

A la veille de la fête annuelle que son mouvement organise le samedi 8 juin sur l'esplanade du château de Vincennes, M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, admet que son mouvement a perdu des soutiens médiatiques et financiers pendant la guerre du Golfe, mais affirme qu'il a gagné des militants. Il demande à nouveau un « plan d'urgence » pour les banlieues.

« Vos prises de position sur la guerre du Golfe ont porté atteinte à votre crédit auprès des médias et aussi dans les milieux politiques. D'autre part, les banlieues recommencent à flamber. N'aurait-il pas été opportun de reporter votre fête ? »

« Non, nous montrerons qu'il y a des gens qui ne baissent pas les bras. Est-ce une fatalité que les banlieues explosent ? Est-ce une fatalité que l'on meure dans les commissariats ? Comme en 1987, après la mort de Malik Oussekine, la fête sera un acte de mobilisation.

« Pour ce qui est de la guerre, chaque jour qui passe montre que les choses n'étaient pas aussi simples et manichéennes qu'on nous l'a raconté. Pour les Kurdes, les Libanais, les Palestiniens, on ne peut pas dire que le nouvel ordre mondial soit vraiment le droit, la justice et la liberté. J'ai jugé de mon devoir d'exprimer, pendant la guerre, ma position en mon âme et conscience. Chacun sera en mesure de juger avec le temps. Les excommunications arrogantes et les anathèmes lancés contre nous à l'époque ne sont plus de mise. Nous voulons faire de cette fête un grand moment de fraternité.

« Tout de même, SOS-Racisme y a perdu des militants. Et de l'argent, puisque Pierre Bergé vous a quitté. »

« Des soutiens dans le monde médiatique, oui nous en avons perdus. De l'argent, oui. Des militants, non, nous en avons gagnés, parce que nous avons gagné du crédit. Et pour moi, le soutien d'un homme comme Abraham Serfaty (1), exprimé dans vos colonnes depuis sa prison de Kamita, vaut plus que tout le reste.

Le traitement technocratique

« Que les banlieues continuent à flamber, n'est-ce pas un échec pour votre mouvement, créé il y a sept ans ? »

« Vous plaisantez ! Ce n'est pas moi qui ai inventé le chômage massif dans les banlieues. Qu'aurait été la situation sans l'action des militants, y compris ceux de SOS, ces dernières années ? Combien d'autres quartiers n'exploseraient pas, grâce à ce travail de tous les jours des associations ? J'aimerais qu'on vienne voir ce qui se fait dans les « maisons des pots » autour de l'aide aux devoirs pour les petits, par exemple.

« Cela dit, c'est un échec pour la société française. Nous, ça fait trois ans que nous ne cessons d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la dégradation du climat dans les banlieues. On nous

dit : « Vous exagérez, vous faites cela pour embêter le gouvernement. En réalité, l'intégration est en marche, les choses se font toutes seules, dans le silence... » Or il y a décrochage d'une partie de la population, et de certains quartiers.

« Les pouvoirs publics ne se sont pas donnés les moyens de remettre en cause cette dérive. On créait un secrétariat général à l'intégration, on annonçait une politique de la ville, mais l'intendance ne suivait pas. Si bien que l'on a plutôt accru les frustrations et découragé les acteurs de terrain. On a cru que la société française pouvait vivre avec 10 % de chômage. Eh bien non, ça péte ! Parce que dans certains quartiers, pour les jeunes, ça veut dire 30 % ou 40 % et aucune perspective, ni de statut social, ni d'argent. Et tout ça dans une société de plus en plus dominée par le « yuppie » et l'argent.

« La grande erreur des trois années qui viennent de s'écouler a été de penser qu'on pouvait tout régler par des procédés technocratiques dans les banlieues. Or l'essentiel, pour les pouvoirs publics, ce devrait être d'aider à faire émerger, face à lui, un interlocuteur et de redonner du sens à un dialogue civique. Mais il faut accepter que cet interlocuteur intervienne comme un perturbateur du fonctionnement technocratique. Il faut accepter que des gens revendiquent, admettent qu'ils se révoltent. Il faut accepter qu'il y ait un conflit civique.

« On peut faire une analogie avec ce qui s'est passé au dix-neuvième siècle, avec l'industrialisme, le capital-travail exploité. Aujourd'hui, c'est l'exclusion qui devient la question sociale et c'est dans l'espace urbain qu'elle se révèle. La fracture est entre ceux qui sont intégrés, ceux qui sont « in » comme dit Jean Tournier - qui sont dans la société de consommation, de la réussite - et ceux qui sont « out », qui frappent à la porte et parfois violemment aux vitrines. L'émotion urbaine, c'est un peu la grève sauvage d'un état de reconnaissance des syndicats et des négociations par branche. C'est penser que le conflit ne peut s'exprimer normalement et civiquement, ça ça finit par exploser.

« Mais les exclus ne sont aussi sur des critères raciaux. Si vous souhaitez qu'ils aient des représentants, des élus, vous finirez par créer, à l'américaine, des ghettos raciaux, avec des représentants raciaux, dans une société qui accepterait cette méthode, parce qu'elle l'arrange bien, finalement... »

« Pour l'instant, ce n'est pas le dialogue qui risque de faire émerger une identité raciale ou ethnique, c'est son absence. C'est l'échec des « instruments » républicains, l'école, des « instruments » sociaux, le travail, ou des « instruments » politiques, qui peut pousser au repli sur un autre espace de solidarité. Dans un premier temps, cet espace sera celui des autres exclus avec lesquels on vit dans la cité. Ce sera un repli localiste qui répond à la crise des grands repères idéologiques. Puis, très rapidement, cela peut devenir la communauté ethnique avec l'idée



que si l'on est exclu, méprisé, c'est d'abord parce que l'on est issu d'une minorité rejetée pour des raisons raciales. C'est là que l'on se cherchera la fraternité, la convivialité, les valeurs que l'on n'aura pas trouvées ailleurs... ainsi que des représentants.

« Ces populations n'auraient d'autre relation avec la société française qu'un rapport de forces communautaires. Il ne leur resterait plus qu'à constituer des lobbies communautaires avec des têtes de pont politiques, des têtes de pont économiques, sur un modèle américain.

Dérive

américaine

« Nous n'en sommes pas encore là. Je crois au contraire que tous les mouvements des jeunes issus de l'immigration de ces dix dernières années expriment une aspiration à être reconnus comme partie intégrante de la société française. Il faut prendre appui sur cette volonté, amorcer le dialogue, aussi exigeant soit-il de part et d'autre, en donnant à l'interlocu-

teur un statut de citoyen qui lui fait une place dans la communauté nationale. Si on ne le fait pas, inévitablement, un autre mode de régulation se mettra en place... »

« Qui ne serait pas forcément un mode de régulation violent. Les communautés s'arrangeraient entre elles... »

« Oui, ce pourrait être une façon, malheureuse, de gérer la paix civile. Mais aux États-Unis, même s'il y a une classe moyenne noire partiellement intégrée dans le monde économique, une élite dans l'université, le show business, des maires de grandes villes, il y a aussi, pour la masse des Noirs, le crack, les gangs, les ghettos. Oui, nous aussi, nous aurons des universitaires, des cadres sortis des grandes écoles, des chefs d'entreprise, des maires, des présentateurs de télé. Et alors ? Il n'y a malheureusement pas d'effet mécanique entre la promotion d'une élite et le sort des autres.

« Que faire pour éviter cette dérive ? »

« Je ne crois pas qu'il faille compter sur une recette miracle. Il faut se garder des effets de mode. Pendant six mois on pense que la solution c'est l'urbanisme, puis pendant six mois encore, ce sont l'éducation et les valeurs républicaines, après on découvre l'emploi. Pourquoi pas le sport ? Je crois qu'une action de longue haleine doit être menée patiemment sur tous les fronts et que le problème est d'abord une question de choix de priorités politiques et budgétaires, pour la société et l'État. C'est aux citoyens et aux gouvernements de savoir ce qu'ils veulent.

« Si on n'apporte pas des réponses sociales, économiques et politiques, on ne pourra pas enrayer la montée de la violence, des replis communautaires, du racisme, de l'antisémitisme, de l'antisionisme. Ça conduit à un antisémitisme noir tout à fait effrayant. Elle produit la haine de tous contre tous parce que chaque

communauté est le bouc émissaire des autres. Les Noirs ne peuvent pas blâmer les Hispaniques, qui ne supportent pas les Coréens, lesquels se considèrent comme les concurrents des Blancs... »

L'argent existe

« Le discours que vous tenez aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celui de SOS-Racisme en 1984. Qu'est-ce qui a changé ? »

« En 1984, SOS est né d'une réaction morale, d'un cri du cœur contre la haine, les crimes racistes. Puis nous avons travaillé sur le terrain, dans les écoles, les quartiers. Nous avons beaucoup appris.

« En 1988, lors du retour de la gauche au pouvoir, nous attendions une politique volontariste d'intégration. On a malheureusement préféré la gestion technocratique. Aujourd'hui, tous les instruments sont en place. Nous avons obtenu la création d'un ministère de la ville et d'un ministère de l'intégration. C'est le moment de rendre sa dignité au politique en démontrant leur efficacité.

« La façon dont on gère les situations post-explosions montre

bien que, quand on veut, on peut débloquer des fonds. Que l'argent existe. Quand il faut indemniser les commerçants, on le trouve. Quand il faut payer les heures supplémentaires des CRS, on le trouve. Quand il faut payer les places de prison pour les petits délinquants, on le trouve. Il faudrait mieux mettre sur pied un plan d'urgence national pour les banlieues, désigner des responsables qui seront les interlocuteurs des habitants, qui pourraient débattre dans les quartiers, organiser une table ronde et dire : « Voilà, ça, ça et ça on peut le régler maintenant. » Le reste, évidemment, relève de l'action à moyen et à long terme des ministères concernés. On aura rendu sa dignité au politique. On sera en mesure de rendre confiance dans le long terme.

« Une politique volontariste, de mobilisation industrielle, économique pour réussir les échéances de 1993, très bien. Mais la France ne peut aborder les échéances européennes sans mettre à profit toute sa richesse humaine. De ce point de vue, l'intégration est une nécessité pour le dynamisme de toute la société. »

Propos recueillis par
JEAN-YVES LHOMEAU

(1) Abraham Serfaty est un prisonnier d'opinion arabe. Il vient d'être libéré par le Pen Club international (Le Monde du 3 avril).

Témoignage

Frédéric Feydit
un grand spécialiste de l'Arménie

Nous avons appris, avec retard, le décès, le 11 mai dernier, de Frédéric Feydit, qui fut en France un grand spécialiste de l'Arménie.

Né en 1908, Frédéric Feydit fut, de 1949 à 1977, à l'Ecole des langues orientales de Paris, le huitième titulaire de la chaire d'arménien, créée en 1798 par le Directoire, sur recommandation du général Bonaparte. Il y avait succédé à Georges Duménil, qui avait occupé ce poste de 1937 à 1948, avant sa nomination au Collège de France. Frédéric Feydit découvrit sa vocation de linguiste à l'âge de seize ans, grâce à son professeur de lettres R. Grand-saignes d'Hauterives.

Elève de Frédéric Macler à l'Ecole des langues orientales, d'Antoine Meillet à l'Ecole pratique des hautes études et de Louis Marès à l'Institut catholique de Paris, il poursuivit ses recherches archéologiques de 1933 à 1936 à l'Ecole des mékhitaristes, les moines arméniens catholiques de l'île Saint-Lazare à Venise.

Auteur notamment d'une *Grammaire de l'arménien moderne* (Venise, 1935) et d'un *Manuel d'arménien occidental* (Paris, 1948 et 1969), il jeta les bases de l'étude scientifique de l'arménien contemporain.

JEAN-PIERRE MAHÉ
directeur d'études à l'Ecole
pratique des hautes études

COURRIER

Bouc émissaire

Dans leurs difficultés, les Français ont besoin d'un bouc émissaire. Les États-Unis ont depuis longtemps tout désigné à cet effet. De même que les Britanniques et les Allemands, M. Cresson introduit les Japonais et leur protectionnisme. Mais si celui-ci explique le déficit de la balance commerciale avec le Japon, il n'explique pas pourquoi les Japonais nous ont pris quantité de marchés dans des pays tiers. La raison en est pourtant simple : le produit japonais est nouveau ; il est de première qualité ; il répond aux besoins du consommateur ; il n'est pas cher ; il est toujours en stock, prêt à la vente ; le service après-vente est impeccable. L'industrie américaine, à l'avant l'époque, fut forcée de se rendre à ces évidences.

Protégée contre les envahisseurs japonais, l'industrie européenne pourra continuer à vendre cher à un consommateur captif. C'est ce que fait déjà l'agriculture du Marché commun. Bien à l'abri derrière les frontières, des secteurs entiers survivront, jouissant d'avantages indus (par exemple, la retraite à cinquante-cinq ans des sédentaires de la SNCF). Et il y aura, en 1992, trois millions de chômeurs.

J. GROSSIDIER DE MATONS
Washington

Carême et ramadan

L'épiscopat français signalait à M^{me} Tasca que la télévision parle plus du ramadan musulman que du carême chrétien. M^{me} Tasca répondant en invoquant la loi et les principes, tout le monde pense qu'un grand débat religieux est sur le point de commencer. Erreur. Si la télévision touche au ramadan, c'est parce qu'un carême musulman dans un pays de tradition chrétienne est un événement, et si elle ne parle pas du carême chrétien, c'est parce que, dans un pays marqué par le christianisme, il s'agit d'un non-événement.

Quant à se demander si, du côté de ce qu'on appelle la ou les religions, il se passe des choses intéressantes quoique non spectaculaires (intéressantes peut-être parce que non spectaculaires), nous y sommes tout à fait indifférents, et ce n'est pas demain qu'on en causera. Qu'est-ce qui se passe de ce côté-là ? Par exemple, ce que Jean-Pierre Jossua, parlant pour les chrétiens, désigne ainsi : « L'Evangile, la figure de Jésus, la proximité de Dieu ».

ROBERT DE MONTVALON
Paris

Corporatismes

Le public ignore que, sous prétexte de le protéger, se développe dans l'industrie une tendance qui rappelle par certains côtés les anciens excès du corporatisme : il s'agit de la certification du personnel.

Cette technique de fermeture, qui avait été expérimentée avec succès par certaines professions libérales, se développe actuellement dans l'industrie, au nom de la qualité. Tout le monde comprend par exemple l'importance des contrôles non destructifs pour la sécurité des avions ou la sûreté des centrales nucléaires. Une norme a donc été préparée par la profession pour organiser le contrôle des contrôleurs, des centres d'examen ont été répartis sur le territoire national et, avec l'appui d'un commissaire du gouvernement, la certification a été rendue obligatoire dans un certain

Université LUMIÈRE Lyon-II

ECOLE DOCTORALE SCIENCES ÉCONOMIQUES

Responsable : P. Dockès

Deux DEA

DEA Économie de la production
coordonné par Saint-Étienne
J.H. JACO

DEA Monnaie, Finance, Banque
coordonné par Saint-Étienne
J.M. SERVE

Cinq équipes de recherche

Centre A. et L. Walras - CNRS (P. Dockès)
Centre Monnaie, Finance, Banque (B. Courbis)
CREUSE, Saint-Étienne (P. Milsud)
Économie des changements technologiques - CNRS (D. Dufourt)
Laboratoire d'économie et de statistiques appliquées (C. Lebas)

Faculté de Sciences économiques et de gestion
16, quai Claude-Bernard 69365 Lyon cedex 07

Tel : 78-69-71-69

Limite de dépôt des dossiers d'inscription aux DEA :
1^{re} session : 20 juin - 2^e session : 24 juillet

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lecoq, gérant directeur de la publication
Bruno Fappert, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferracci, Philippe Harrenman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1992)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-99
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-26-25
Télécopieur : 40-60-30-10

ALGERIE
La capitale est

La capitale est... (text continues in columns)

... (text continues in columns)

... (text continues in columns)

... (text continues in columns)

... (text continues in columns)

... (text continues in columns)

... (text continues in columns)

... (text continues in columns)

... (text continues in columns)

... (text continues in columns)

... (text continues in columns)

... (text continues in columns)

ETRANGER

ALGÉRIE : après l'entrée en vigueur de l'état de siège

La capitale est sous haute surveillance militaire

Alors que le nouveau premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali, continuait ses consultations en vue de former une nouvelle équipe gouvernementale qui pourrait être installée rapidement, Alger a vécu jeudi 6 juin, avec un certain calme, sa deuxième journée d'état de siège. Dans un communiqué rendu public le même jour, le bureau politique du FLN a justifié les « mesures exceptionnelles » prises, la veille, par le président Chadli Bendjedid et « rendues nécessaires en raison des développements de la situation ».

ALGER,

de notre correspondant

Les voitures ont repris possession de la chaussée et les magasins, dans l'ensemble, ont relevé leur rideau. Mercredi, les queues

s'allongeaient encore devant les boulangeries. Le lendemain, l'approvisionnement en pain, de base pour de très nombreuses familles au pouvoir d'achat rogné par l'inflation, semblait partout normalement assuré. Aucune grève - interdite par le décret sur l'état de siège - n'a été signalée.

Il n'empêche que l'armée est ostensiblement présente à tous les carrefours, gardés par des dizaines de chars ou de véhicules blindés. Sous l'œil vigilant de leurs caméras, doit être sur la détente de leur fusil-mitrailleur, des soldats contrôlent les voitures, avec une prédilection pour les véhicules immatriculés en province ou pour les taxis, souvent soumis à une fouille minutieuse.

Conformément aux dispositions de l'état de siège, des perquisitions, suivies de saisies d'armes et d'arrestations, ont été opérées dans quelques quartiers populaires de la capitale, là où les intégristes sont bien implantés. C'est notamment le cas à Belcourt, où les autorités sem-

blent avoir arrêté plusieurs militants de l'association Hidra oua Takfir, organisation intégriste réputée pour sa violence. Dispersés entre plusieurs mosquées d'Alger, mais basés principalement à Belcourt, les « Takfirs » sont à l'origine des violents incidents survenus lors du dernier Ramadan, lorsque plusieurs dizaines de fanatiques avaient tenté d'empêcher un spectacle de variétés dans une salle d'Alger.

Concert de casseroles

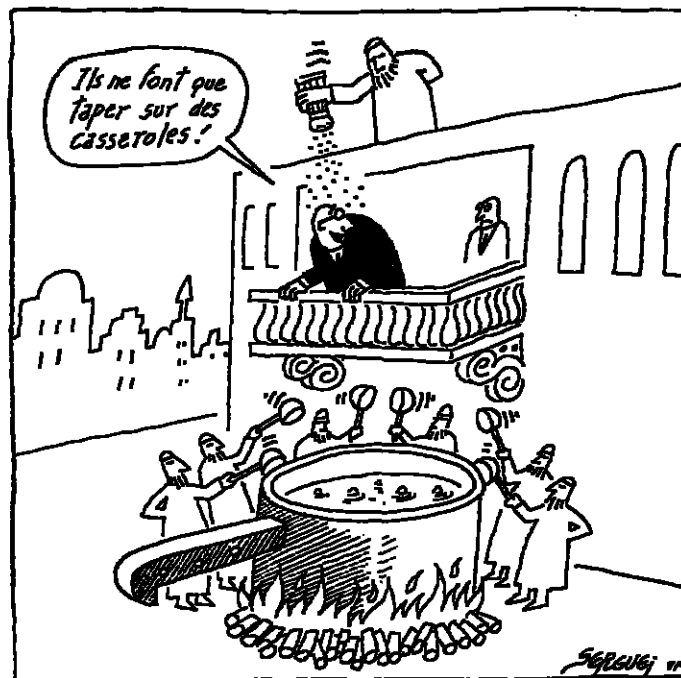
Le couvre-feu imposé dans les seules wilayas (départements) d'Alger, de Tipaza, de Boumerdes et de Blida - ce qui laisse supposer que les quarante-quatre autres wilayas n'ont pas connu de troubles importants - a été mis en place, pour la première fois, jeudi à partir de 23 heures et jusqu'à 3 h 30 le lendemain. Cette mesure a été, grosso modo, respectée, sauf dans les quartiers populaires d'Alger tels ceux de Belcourt, de

la Casbah et de Bab-el-Oued, où des groupes de jeunes ont salué son entrée en vigueur en restant à discuter dans la rue, soutenus par les femmes qui, aux balcons, poussaient des youyous et tambourinaient avec leurs instruments de cuisine.

Des tirs de balles traçantes ont été aussi aperçus dans le ciel. D'autre part, l'agence de presse officielle APS a indiqué que cinq membres des forces de l'ordre avaient été blessés, dans la nuit de jeudi à vendredi, par des balles tirées par trois groupes armés, dans plusieurs fiefs intégristes, notamment ceux de Kouba et de Bachdjarrab.

Quelques barricades ont été dressées dans le quartier de Chateaufort, vite démantelées par la police. Celle-ci a, en outre, interpellé trente personnes, accusées d'avoir tenté d'incendier, dans le quartier d'El Harrach, une usine de transformation de produits alimentaires.

GEORGES MARION



Les médias locaux ont eu du mal à couvrir les événements

ALGER

de notre correspondant

La presse algérienne francophone, qui traverse de nombreuses difficultés liées notamment aux pénuries de papier et de distribution, a, dans l'ensemble, pu rendre compte des derniers événements. Seul *El Moudjahid*, l'organe du FLN, a paru sans interruption ces deux derniers jours, avec le bénéfice d'informations privilégiées, ce qui lui a permis de rendre compte de l'instauration de l'état de siège, proclamé dans la nuit du 4 au 5 juin, à une heure où, normalement, le journal est « bouclé ».

Le quotidien n'a, cependant, pas eu le temps de recueillir toutes ses pages. Alors qu'il a « une », il reproduit la déclaration du président de la République qui annonce la suspension du processus démocratique, *El Moudjahid*, en pages intérieures, consacre un gros cahier à la campagne électorale des candidats du FLN.

Les autres journaux ne sortent qu'irrégulièrement depuis quelques jours. *Horizons* a paru normalement, jeudi soir, mais avec une pagination réduite. Comme *El Moudjahid*, il reproduit surtout les communiqués officiels et les dépêches de l'agence officielle APS, sans se risquer à d'autres commentaires. Le *Quotidien d'Algérie*, *El Watan* et le *Soir*, trois quotidiens indépendants, n'ont pas pu paraître, mercredi. La veille, les manifestants

avaient investi le périmètre de la maison de la presse où *El Watan* et le *Soir* ont leurs locaux. L'intervention des forces de police qui cherchaient à les en déloger et la riposte des émeutiers, tout l'après-midi et jusqu'à une heure avancée de la nuit, avaient noyé les bureaux sous les gaz lacrymogènes, rendant impossible la confection des journaux.

Sondages

El Watan a reparu jeudi, avec un retard d'une demi-journée et une diffusion réduite. Les difficultés d'impression et de distribution. A côté de reportages sur la journée de la veille et de l'avant-veille, ses journalistes ont sollicité les réactions de plusieurs responsables politiques et ses commentateurs habituels ont fait leur travail.

Le *Quotidien d'Algérie* n'a toujours pas retrouvé le chemin des kiosques, et le *Soir*, victime de déprédations commises dans ses locaux, a préféré mettre à l'abri son contenu matériel informatique, ce qui l'a empêché de paraître à nouveau, jeudi. Quant à *Alger républicain*, proche du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS), d'obédience communiste, il vit une crise politique, ce qui lui interdit de paraître depuis une dizaine de jours.

La situation n'est guère plus brillante du côté des hebdomadaires. Seul *l'Hebdo libéré* est sorti, jeudi, en ayant eu le temps de remanier son sommaire. Son directeur, M. Abdel-

rahmane Mahmoudi, critique vivement ses confrères du secteur public audiovisuel pour avoir usé de « prétextes pour ne pas assurer la couverture réelle des événements qui sont en train d'embraser le pays ». Il étirait aussi l'ancien gouvernement pour sa gestion de la crise : « La situation née de la répression de l'extrémisme insurrectionnel du Front islamique du salut (FIS) et du départ du chef du gouvernement est plus porteuse d'ouvertures sur l'avenir que de dangers réels », assure-t-il.

Algérie actualité a, quant à lui, déclaré forfait. Son numéro qui devait être tiré mercredi était essentiellement consacré aux résultats d'un sondage... donnant le FLN vainqueur, au premier comme au deuxième tour des élections législatives prévues le 27 juin et le 18 juillet. Il devrait paraître, samedi, avec un nouveau sommaire.

G. M.

Quatorze journalistes français refoulés. - Quatorze journalistes appartenant à différents médias français n'ont pas été autorisés à entrer en Algérie, jeudi 6 juin, pour y couvrir les événements. Ces envoyés spéciaux, qui n'étaient pas en possession d'un visa, ont été réembarqués pour la France sur ordre de l'autorité militaire chargée des points de police dans le cadre de l'état de siège en vigueur depuis mercredi. - (AFP)

CÔTE-D'IVOIRE : deux blessés légers au cours d'une manifestation. - Deux personnes ont été légèrement blessées, mercredi 5 juin, à Abidjan, lors de la dispersion par les forces de sécurité d'un rassemblement interdit, ont indiqué des sources officielles. Environ trois cents personnes participaient à cette manifestation, organisée par la Ligue ivoirienne des droits de l'homme en protestation contre l'intervention de l'armée à la cité universitaire, à la mi-mai. D'autre part, un mouvement de grève lancé par le Syndicat national des enseignants du secondaire a été largement suivi mercredi. - (AFP, Reuters)

ZAIRE : un syndicaliste serait mort sous la torture. - Un des syndicalistes, arrêtés lundi 3 juin à Kinshasa, est mort mardi des suites des mauvais traitements infligés lors de son arrestation, a annoncé, mercredi, l'Union nationale des travailleurs zairois (UNTZA). - (AFP)

SEYCHELLES : le président démissionnera si le multipartisme l'emporte. - Le président Albert René a déclaré qu'il se « retirerait de la scène, tranquillement », si la population choisissait le multipartisme lors du référendum prévu d'ici à la fin de l'année. Le chef de l'Etat, qui a été conduit à accepter l'organisation de ce référendum sous la pression des églises, a précisé qu'il ne prendrait « pas part à un système multipartite » auquel, selon lui, l'économie de l'archipel ne survivrait pas. - (Reuters)

C. S.

ETHIOPIE

Un premier ministre « provisoire » a été nommé à Addis-Abeba

Les dirigeants du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE), au pouvoir depuis le 28 mai, ont désigné, jeudi 6 juin, un premier ministre « provisoire ». M. Tamrat Layne, a annoncé l'agence de presse éthiopienne ENA. Un gouvernement, également « provisoire », devrait être prochainement formé, a précisé l'agence.

M. Tamrat Layne, très lié aux anciens maquisards du Front populaire de libération du Tigré

(FPLT), était membre du Mouvement démocratique du peuple éthiopien (MDPE), organisation peu influente, rattachée au FDRE en 1989. Théoriquement, l'administration installée par le FDRE devrait laisser la place à un « gouvernement de transition », issu des débats de la conférence nationale, prévue début juillet.

Bien que la situation semble se normaliser lentement à Addis-Abeba, nombre de ressortissants étrangers continuent à tenter de

quitter le pays. Malgré des tracasseries administratives qui ont retardé leur départ de 24 heures, deux cent quarante-quatre Italiens ont pu s'embarquer, jeudi, à bord d'un avion à destination de Djibouti.

Les familles des fonctionnaires de l'FOUA - dont le siège est à Addis-Abeba - devraient également être évacuées assez vite, ont assuré les dirigeants du FDRE. - (AFP, Reuters)

ANGOLA : la visite de M. Jonas Savimbi à Paris

Le chef de l'UNITA sera candidat à l'élection présidentielle de 1992

« Nous sommes satisfaits de l'accueil que nous avons reçu en France. D'autant plus satisfaits qu'avant, comme vous le savez, nous y étions ignorés... », a déclaré, jeudi 6 juin lors d'un déjeuner de presse, à Paris, le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimbi. Quelle revanche, en effet, pour l'ancien guerillero ! En octobre 1986, lors de son séjour en France, M. Savimbi n'avait eu droit qu'à quelques entrevues, en catimini, avec M. François Léotard, alors ministre de la culture, et M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale. Boudé hier par la classe politique française, le voilà aujourd'hui accueilli à bras ouverts, à l'égale d'un chef de gouvernement.

Reçu, mercredi, par M. Roland Dumas - avec qui il affirme avoir eu un entretien « très détendu » - et par le nouveau ministre de la coopération, M. Edwige Avice - dont il a

salué « l'esprit d'ouverture et l'extrême gentillesse », le chef de l'UNITA a rencontré, jeudi, le maire de Paris, M. Jacques Chirac, qui a rendu hommage à son « réalisme » et à sa « détermination ».

L'accord de Lisbonne, signé le 31 mai par l'UNITA et le gouvernement de Luanda, « est le meilleur accord que nous puissions conclure », a estimé M. Savimbi. Tout en reconnaissant le rôle « de premier plan » joué par l'Eglise catholique et les efforts de médiation du Portugal, il a estimé que, « de toute façon, avec six mois de guerre de plus, nos forces seraient entrées dans Luanda », laissant ainsi entendre que les autorités angolaises n'avaient plus d'autre choix que la négociation. « Convaincu » que son mouvement sortirait victorieux des élections, prévues fin 1992, il a annoncé qu'il serait candidat à la présidence.

C. S.

italie
LA SUBLIME PARENTHÈSE.

Ce sera trois jours à Venise
pour découvrir qu'un rêve
peut être aussi grand
qu'une ville.

Trois jours, deux nuits :
2 500 F
par personne en chambre double
dans un hôtel trois étoiles avec petits
déjeuners (au départ de Paris).
Consultez votre agence de voyages.

Venise avec Alitalia c'est 2 vols par jour.

Alitalia

(Publicité)

PRÉFECTURE DE L'EURE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'ÉQUIPEMENT

SERVICE ETUDES ET TRAVAUX

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Travaux d'aménagement
et de construction
entre l'autoroute A 13
et l'échangeur de BECDAL
d'une bretelle autoroutière
et des raccordements au réseau routier
Classement contractuel
dans la catégorie des autoroutes
de la section concernée de la RN 154

Travaux de mise en compatibilité des POS

LE PRÉFET DE L'EURE

Vu

- le code de la voirie routière et notamment son article L. 122-1,
- le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 123-8 et R. 123-35-3,
- le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-14-1 et suivants,
- la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,
- le décret n° 85-453 du 23 avril 1985, pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 susvisée,
- le dossier établi par le CETE NORMANDIE CENTRE en juillet 1990,
- la décision du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, en date du 16 avril 1991, qui autorise la mise à l'enquête publique,
- la décision du président du tribunal administratif de ROUEN désignant M. ROY Maurice, ingénieur général honoraire des ponts et chaussées, en qualité de commissaire-enquêteur,
- le rapport du directeur départemental de l'équipement de l'EURE.

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture de l'EURE.

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER

Il sera procédé à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement aux normes autoroutières d'une bretelle d'accès à l'autoroute A 13 et au classement dans la catégorie des autoroutes de la section concernée de la RN 154. La bretelle d'accès se situe entre l'autoroute A 13 et l'échangeur de BECDAL sur le territoire des communes de VAL DE REUIL, INCARVILLE, LOUVIERS, PINTERVILLE et ACQUIGNY. Les travaux d'aménagement porteront sur la bretelle d'accès proprement dite et sur les travaux de construction des voies de raccordement.

L'enquête publique portera également sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes d'INCARVILLE, LOUVIERS, VAL DE REUIL et PINTERVILLE.

ARTICLE 2

Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur : M. Maurice ROY, ingénieur général honoraire des ponts et chaussées. Il siègera administrativement à la mairie de LOUVIERS.

ARTICLE 3

Les pièces du dossier, ainsi que deux registres d'enquête, seront déposés à la mairie de LOUVIERS, siège de l'enquête pendant 30 jours consécutifs, du 3 juin 1991 au 3 juillet 1991, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur les registres, aux jours et heures d'ouverture de la mairie, soit du lundi au vendredi de 8 heures à 18 heures, sans interruption, et le samedi matin jusqu'à 12 heures.

Toute correspondance relative à l'enquête peut être adressée au commissaire-enquêteur, à la mairie de LOUVIERS.

Celui-ci recevra en personne les observations du public, à la mairie de LOUVIERS, le jeudi 27 juin de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 17 heures et le vendredi 28 juin de 9 heures à 12 heures.

Un exemplaire du dossier d'enquête sera adressé pour information aux maires des communes d'INCARVILLE, PINTERVILLE, ACQUIGNY, VAL-DE-REUIL.

ARTICLE 4

A l'expiration du délai ci-dessus, les registres seront clos et signés par le maire de LOUVIERS puis transmis dans les vingt-quatre heures avec le dossier d'enquête et les documents annexés au commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur entend toute personne qu'il lui paraîtra utile de consulter. Il établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. Il consigne dans un document séparé ses conclusions, en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération.

Le commissaire-enquêteur transmet, dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, les registres et le dossier d'enquête, accompagnés de son rapport et de ses conclusions motivées au préfet de l'EURE.

ARTICLE 5

Le préfet adresse, dès réception, copie du rapport et des conclusions au président du tribunal administratif, au demandeur, au maire de LOUVIERS.

Ce dernier tiendra ces documents à la disposition du public, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions auprès du préfet, direction de la coordination et des affaires économiques. 1^{er} bureau.

ARTICLE 6

Un avis portant les indications contenues dans le présent arrêté à la connaissance du public sera publié quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et dans les huit premiers jours de celle-ci, dans les journaux suivants :

- Le Figaro,
- Le Monde,
- Paris-Normandie, éditions de l'EURE,
- Eure-Inter, édition de LOUVIERS.

Cette formalité sera justifiée par un exemplaire de ces journaux, qui seront annexés au dossier d'enquête.

Un avis d'enquête sera affiché à la porte de la mairie de LOUVIERS, et publié par tous autres procédés en usage dans la commune, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et pendant la durée de celle-ci.

Un avis d'enquête sera également affiché et publié dans les communes d'INCARVILLE, PINTERVILLE, ACQUIGNY, VAL-DE-REUIL.

Cette formalité sera justifiée par un certificat des maires.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité, le demandeur procédera à l'affichage dudit avis sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage des travaux projetés et visible de la voie publique.

ARTICLE 7

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :
- aux maires d'INCARVILLE, PINTERVILLE, LOUVIERS, ACQUIGNY, VAL DE REUIL,
- au commissaire-enquêteur,
- au directeur départemental de l'équipement de l'Eure.

ARTICLE 8

Le secrétaire général de la préfecture de l'EURE, les maires d'INCARVILLE, PINTERVILLE, LOUVIERS, ACQUIGNY, VAL DE REUIL, le commissaire-enquêteur, le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

EVREUX, le 13/05/91
LE PRÉFET,

AFRIQUE

Un nouvel acteur : le premier ministre...

Soucieux d'assurer la survie de leur régime, nombre de chefs d'Etat africains ont promu à leurs côtés ce personnage providentiel chargé d'assurer la « transition démocratique »

Depuis la fin de 1990, pratiquement pas un mois ne se passe sans qu'un poste de premier ministre ne soit créé dans les régimes présidentiels d'Afrique noire. A croire que les chefs d'Etat, de Yaoundé à Bamako en passant par Bangui ou Dakar, se sont donné le mot.

Est-ce le pressentiment d'orages et le souci de retarder des échéances démocratiques qu'ils jugent menaçantes pour leur propre avenir? Les régimes africains semblent, en tout cas, pressés de découvrir - ou de redécouvrir - les vertus oubliées de la délégation de pouvoir... ou de son apparence.

Le profil de ce nouvel acteur vedette est quasiment le même d'une capitale à l'autre. Appelé à jouer la dangereuse partition du « premier des seconds rôles », ce personnage providentiel est immanquablement doté d'un brillant curriculum vitae et d'une réputation de gestionnaire rigoureux et intègre. Autant de qualités qui, à en croire les clameurs de la rue et les remontrances de moins en moins discrètes des bailleurs de fonds occidentaux, font cruellement défaut à nombre de présidents. Devant une telle floraison de talents, ceux qui déplorent la « fuite des cerveaux » africains auront de quoi se réjouir.

Le dernier des « premier-ministres » était l'ethiopien Tesfaye Dinka, subitement catapulté, le 26 avril, de son fauteuil de ministre des affaires étrangères à celui de chef du gouvernement. La nomination de ce « technocrate relativement modéré », selon la bienveillante formule diplomatique, n'aura précédé que de quelques semaines la chute du président Mengistu. Ce sont aussi des considérations d'urgence qui avaient prévalu en Centrafrique, en mars, pour la désignation de

M. Edouard Frank, ou au Cameroun, fin avril, pour celle de M. Sadou Hayatou.

A Bangui, la création du poste de premier ministre, accompagnée d'une promesse d'ouverture vers le multipartisme, semble avoir suffi à calmer l'opposition, et le chef du gouvernement à essuyer les plâtres.

C'est, en effet, M. Oyé Mba - et non le ministre de l'éducation - qui a dû monter au créneau, début mai, pour dénoncer devant le Parlement la « surenchère » à laquelle, selon lui, se livraient les enseignants grévistes du campus universitaire de Yaoundé. Dans sa réponse, il a surtout évoqué les conditions draconiennes posées par le Fonds monétaire international, qui exige désormais, au Gabon comme ailleurs, une réduction importante de la masse salariale des agents de l'Etat. Céder à ces revendications reviendrait à créer un précédent, dont ne manqueraient pas de se prévaloir les autres catégories de fonctionnaires. Pas question en ces temps de vaches maigres.

Porte-voix
présidentiels

Son homologue tchadien, M. Jean Alingue Bayevou, nommé par le président Idriss Déby quelques semaines après la chute de M. Hissène Habré, le 1^{er} décembre 1990, est tout aussi discret. Non par timidité ou penchant pour les coulisses. Mais parce que la situation n'est pas si agitée que la crise si agitée qu'il ait à monter en première ligne.

En revanche, au Cameroun, la vague de contestation, partie il y a un an du fief anglophone de Bamenda, s'est récemment étendue à Yaoundé, la capitale, et à Douala, la métropole économique, devenue en quelques semaines un des bastions de l'opposition. Conduit à lâcher du lest, le régime du président Paul Biya s'est résolu bien tardivement à céder aux revendications favorables au multipartisme et à créer, en catastrophe, un poste de premier ministre. Mais il persiste à refuser l'organisation d'une conférence nationale, réclamée à grands cris par l'opposition.

Dans ce contexte explosif, le nouveau premier ministre en est réduit au rôle de porte-voix présidentiel, nommé, dans le même temps, d'adopter une opposition rendue de plus en plus virulente par la répression des manifestations. N'ayant aucune « carotte » à offrir aux contestataires - plus d'une trentaine ont été tués depuis avril - M. Hayatou brandit maladroitement le « bâton » policier. La nomination d'un « homme à poigne » à la tête de la sûreté générale va dans ce sens.

Le Gabon, la Côte d'Ivoire et le Sénégal n'en sont pas encore arrivés à ce stade-là. Mais les récents désordres universitaires et les difficultés économiques grandissantes sonnent comme un avertissement. A Libreville - où M. Casimir Oyé Mba a été nommé premier ministre en avril 1990 - l'ouverture au multipartisme et l'entrée de l'opposition au Parlement ont provisoirement réussi à calmer les

brèches. Le président Omar Bongo est même sorti renforcé des péripéties électorales de novembre. Mais l'édifice reste fragile. A peine repoussé du terrain politique, le danger resurgit sur le terrain social. Et, là aussi, c'est au chef du gouvernement à essuyer les plâtres.

C'est, en effet, M. Oyé Mba - et non le ministre de l'éducation - qui a dû monter au créneau, début mai, pour dénoncer devant le Parlement la « surenchère » à laquelle, selon lui, se livraient les enseignants grévistes du campus universitaire de Yaoundé. Dans sa réponse, il a surtout évoqué les conditions draconiennes posées par le Fonds monétaire international, qui exige désormais, au Gabon comme ailleurs, une réduction importante de la masse salariale des agents de l'Etat. Céder à ces revendications reviendrait à créer un précédent, dont ne manqueraient pas de se prévaloir les autres catégories de fonctionnaires. Pas question en ces temps de vaches maigres.

Semblable à plusieurs de ses pairs africains, le premier ministre gabonais a fait ses classes auprès des organismes financiers internationaux. Il partage avec ses homologues ivoirien, M. Lassane Ouattara, nommé chef du gouvernement en novembre, et sénégalais, M. Habib Thiam, désigné en avril, un « profil de carrière » quasiment identique, dont l'intérêt majeur est de pouvoir séduire les bailleurs de fonds étrangers. Un profil de « super-VRP ».

La Côte-d'Ivoire, également engagée dans une politique d'ajustement structurel, connaît des désordres universitaires analogues. Les classes moyennes urbaines, enhardies par l'avènement du multipartisme, ne semblent pas prêtes à se taire devant les sacrifices que le gouvernement exige d'elles.

Le Mali - qui ne dispose ni des atouts agricoles de la Côte d'Ivoire, ni des ressources pétro-

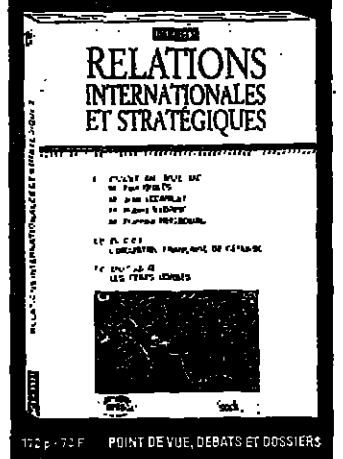
lières du Gabon - s'est doté d'un premier ministre de même facture, dans l'espoir évident de renflouer les caisses de l'Etat, que le régime de l'ex-président Moussa Traoré avait largement contribué à vider. M. Soumana Sacko, qui dirige le nouveau gouvernement « de transition », a reçu bon accueil à Paris où, dès sa première visite, il a obtenu la promesse d'un soutien financier.

Calmer
la rue

Le vent de libéralisme économique qui souffle sur l'Afrique par FMI et Banque mondiale interposée peut avoir un double effet. La vieille garde des chefs d'Etat le sait bien, qui place des premiers ministres comme on pose des fusibles, pour apaiser la colère de la rue et prévenir un éventuel « court-circuit démocratique ». Hormis le Zimbabwe, bien rares sont les pays où l'acceptation du multipartisme n'a pas été immédiatement suivie par la nomination d'un premier ministre. Plus rares encore sont ceux où la désignation d'un chef de gouvernement a précédé l'instauration du pluralisme.

En cette période charnière, chacun cherche ses marques et brandit ses hochets. Face à l'irrésistible multiplication des premiers ministres, dont l'« espérance de vie » est imprévisible, les oppositions africaines continuent de prôner le même scénario. Acte I : instauration du multipartisme. Acte II : tenue d'une conférence nationale et révision de la Constitution. Acte III : organisation d'élections pluralistes. Ce leitmotiv, devenu classique d'un bout à l'autre du continent, ne pourra pas masquer longtemps l'absence d'imagination politique des chefs de file de la contestation.

CATHERINE SIMON

POUR MIEUX COMPRENDRE
LE MONDE D'AUJOURD'HUIL'ETAT
DU MAGHREB

sous la direction de
CAMILLE ET YVES LACOSTE

Cet ouvrage contribue à une meilleure compréhension des cinq pays de la région (Mauritanie, Maroc, Algérie, Libye, Tunisie) qui, du fait de leur appartenance au monde méditerranéen et du passé colonial, entretiennent tant de liens avec l'Europe, sur les plans culturels, économiques, politiques... Ce livre est d'autant plus utile que les relations franco-maghrébines semblent être marquées par une incompréhension croissante. L'état du Maghreb aborde toutes les dimensions permettant de comprendre les évolutions actuelles : civilisation, histoire, géographie, démographie, arts et culture, vie quotidienne, institutions, vie politique, économie et travail, diplomatie et relations extérieures, etc.

Placé sous la direction de Camille et Yves Lacoste, L'état du Maghreb rassemble au total 185 articles rédigés par 110 spécialistes.

LA DÉCOUVERTE

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »

Société anonyme
des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, rue M. Gambourg
94852 IVRY-CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN : 0185-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-28-33

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 261.311 F

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Françoise Hugot, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 206 136 F

Téléfax : 45-55-04-70 - Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composant 36-15 - Taper LEMONDE
ou 36-15 - Taper LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SURSE-BELGIQUE LUXEMB. - PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez noter l'obligance d'envoyer tous les montants en espèces à l'impression

هنا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Les tentatives de règlement au Proche-Orient

M. Shamir aurait rejeté un appel de Washington à faire des concessions

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, semble avoir rejeté, dans une lettre au président George Bush, un appel des Etats-Unis à faire des concessions en vue de permettre la tenue d'une conférence de paix sur le Proche-Orient, ont indiqué jeudi soir 7 juin des responsables américains à Washington.

Dans cette lettre, M. Shamir critique les pays arabes pour leur refus de négocier directement avec Israël, ont indiqué ces sources qui ont refusé d'être identifiées. Tout en n'excluant pas une participation israélienne à des discussions sur la paix au Proche-Orient, la missive du premier ministre israélien semble compromettre les efforts de

l'administration américaine pour organiser une conférence régionale qui se tiendrait sous les auspices de Washington et de Moscou.

La lettre de M. Shamir répond à celle de M. Bush qui demandait à Israël de faire des concessions afin de rapprocher les points de vue des participants. M. Bush avait également écrit aux responsables syriens, jordaniens et saoudiens pour tenter de débloquent les négociations en vue de la tenue de cette réunion.

M. Shamir aurait refusé de satisfaire les demandes de Washington sur une participation de l'ONU et sur la périodicité de cette réunion. Les réponses des

autres destinataires ne sont pas connues. Le premier ministre israélien aurait refusé la présence d'un observateur « sélectif » de l'ONU à la conférence, comme l'avait suggéré le président américain, a-t-on indiqué de mêmes sources. La Syrie insiste en particulier pour une participation de l'ONU à ces discussions. Selon l'une de ces sources, le premier ministre israélien aurait proposé que les Nations unies soient tenues informées des pourparlers, mais n'y assistent pas.

M. Shamir aurait également refusé une reconvoque de la conférence de paix après six mois de travail pour examiner les pro-

grès effectués lors de discussions menées sur deux plans, entre Israéliens et pays arabes, d'une part, et Israéliens et Palestiniens, d'autre part. Les participants arabes à cette conférence souhaitent qu'elle se réunisse régulièrement.

La lettre de M. Shamir « réitère la volonté d'Israël de poursuivre les efforts en vue des discussions de paix », a cependant indiqué une autre source. « Mais elle souligne aussi que le but de cette initiative est d'arriver à des négociations directes et bilatérales entre Israël et les pays arabes pour la première fois dans l'histoire de cette région », a expliqué cette source. (AFP)

Une rencontre entre Israéliens et Palestiniens sous l'égide des Nations unies

« Nous sommes incapables, seuls, de faire la paix »

HELSINKI

de notre envoyé spécial

Comment réunir les dirigeants arabes et israéliens autour d'une même table de conférence pour parler paix ? Cette question occupe et préoccupe - depuis trois mois - le secrétaire d'Etat américain, James Baker. Elle a donc, en bonne logique, dominé la rencontre à Helsinki, cette semaine, entre quelques-uns des acteurs - et experts - du drame proche-oriental, à laquelle les Nations unies avaient convié une cinquantaine de journalistes européens. Pendant trois jours, chacun a pu longuement préciser ce qu'il espérait - ou redoutait - d'un tel événement diplomatique.

Les responsables palestiniens sont, de longue date, les plus fervents promoteurs d'une conférence internationale de paix. Lassés du statu quo, leur pire ennemi, ils se disent prêts à « ouvrir à tout moment et sans condition préalable des discussions, bilatérales ou non, avec le gouvernement israélien ». « Peu importe le nom qu'on donnera à cette conférence », observe M. Yasser Arafat, membre du comité exécutif de l'Olp. Ce qui compte, c'est la légitimité qu'elle confère au processus de paix. Et c'est aussi l'intérêt d'Israël que la communauté internationale

se porte garante des éventuels résultats.

Mais l'Olp ne se contentera pas d'une « cérémonie sans lendemain », d'une conférence sans points de repère ni calendrier, vouée d'office à l'impuissance. Pour éviter un rapide échec, estime M. Arafat, il faut une entreprise exige une volonté internationale et un « suivi » de longue haleine, comme vient d'en témoigner, sous d'autres cieux, la réconciliation anglaise. « Le processus de paix n'est pas une partie de pêche », où l'Olp prendrait tous les risques de rentrer bredouille, souligne M. Hanan Ashrawi, professeur à l'université de Bir-Zeit (Cisjordanie) et l'un des interlocuteurs palestiniens de M. Baker, lors de ses quatre récents passages à Jérusalem.

Conférence ou « tribunal » international

Hostile à toute conférence internationale qui irait au-delà d'un simple lever de rideau solennel sur des négociations directes israélo-palestiniennes et israélo-arabes, le gouvernement de Jérusalem n'avait envoyé aucun représentant à Helsinki (la Jordanie et la Syrie ayant, elles aussi, déclaré forfait). Deux responsables de l'opposition de gauche - M. Haim Ramon et le vétéran du parti Mapam, M. El-

sar Granot - parlèrent donc au nom d'Israël, en bravant l'interdiction légale qui leur est faite d'être des membres de l'Olp - mesure contre laquelle le pacifiste Abbie Nathan vient encore de protester à Tel-Aviv par un jeûne de quarante jours.

Député travailliste, appartenant au courant minoritaire - le plus à gauche - de son parti, M. Ramon ne croit pas aux vertus d'une conférence internationale. Comme la majorité des Israéliens, il prédit qu'elle s'érigera en « tribunal » mettant l'Etat juif en accusation et incapable, au demeurant, de lui « imposer une solution ». Comme le Likoud au pouvoir à Jérusalem, il prône des négociations directes, inaugurées ou non par une conférence purement protocolaire. Mais à la différence fondamentale de la droite israélienne, il demande l'évacuation des territoires occupés et proclame le droit des Palestiniens à l'autodétermination, pourvu qu'ils renoncent une fois pour toutes au terrorisme et reconnaissent le droit d'Israël à exister.

Pour M. William Quandt, ancien conseiller des présidents Nixon et Carter, on ne peut espérer, à la faveur d'une conférence, rééditer l'exploit de Camp David. A l'inverse, en effet, de M. Begin et Sadate, le Likoud et l'Olp ne s'accordent pas sur un

« cadre minimal de référence », et interprètent différemment la résolution 242 du Conseil de sécurité, socle de tous événements négociés. En outre, ces deux partenaires ne sont pas sur un pied d'égalité.

Mais il est, selon M. Quandt, quelques bonnes raisons d'espérer : la lassitude des peuples après quarante ans de conflit, l'indécision d'un bon tiers des Israéliens qui laisse une marge de manœuvre à leurs hommes politiques, la coopération accrue entre Washington et Moscou. A cet égard, et sans s'embarrasser de nuances, l'ambassadeur soviétique Anatoly Philypov affirmait que l'initiative « Baker » avait laissé la place à « une initiative de paix commune », dont l'URSS revendique désormais la coprésidence.

Pourtant si, dans sa plus récente résolution consacrée à cette question (20 décembre 1990), le Conseil de sécurité a souhaité, unanimement, la « tenue d'une conférence internationale, au moment approprié », il s'est bien gardé de fixer le moindre échéancier, faute de l'indispensable consensus entre Américains et Soviétiques. C'est d'abord à eux que s'adressait l'appel de M. Ashrawi : « Nous, Israéliens et Palestiniens, avons besoin des autres, car nous sommes incapables, seuls, de faire la paix ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER

A TRAVERS LE MONDE

ESPAGNE

L'ETA revendique les derniers attentats

Dans un communiqué repris par le journal basque Egin, le mouvement séparatiste basque ETA a revendiqué jeudi 6 juin l'attentat qui avait fait neuf morts le 29 mai à Vic, près de Barcelone, et ceux qui avaient visé des intérêts espagnols à Rome le 28 mai. Le communiqué ne mentionne pas l'attentat qui a coûté la vie à un officier mercredi à Madrid, attentat interprété comme une réponse des séparatistes au démantèlement de leur « Commando Barcelone », accusé d'avoir commis la tuerie de Vic, et dont deux membres ont été tués par la police le 30 mai. Le chef du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, cité par la radio Cadena Ser, a précisé qu'il avait donné le feu vert aux policiers pour qu'ils ouvrent le feu les premiers et assurés qu'il n'y aurait pas de négociations avec l'ETA, dont le bras politique, la coalition Henri Batasuna, portait, a-t-il dit, la responsabilité première des assassinats. (AFP, Reuter.)

JAPON

Nouveau scandale financier

M. Hiroto Takai, ex-président du groupe immobilier Chisan, désigné il y a quelques années par la revue américaine Forbes comme le deuxième homme le plus riche du monde, a été arrêté, jeudi 6 juin, sous l'inculpation d'évasion fiscale. Il s'agit de la plus importante fraude fiscale commise au Japon par un individu (3,3 milliards de yens).

Les revenus dissimulés au fisc provenaient de manipulations

boursières, dont une opération de 5,5 milliards de yens (1) menée avec M. Kotani, bien connu sur la place de Tokyo, également emprisonné. L'arrestation de M. Takai était attendue depuis quelques semaines (le Monde du 18 mai).

Connu pour faire partie de ces spéculateurs « sauvages » qui sont apparus ces dernières années au Japon, M. Takai n'était pas moins l'un des principaux bailleurs de fonds japonais de la Fondation « France-Libertés » de Danielle Mitterrand. Contre la demande des Français, il avait été intégré, non sans réticence, au groupe d'une trentaine d'hommes d'affaires qui soutiennent l'action de la femme du président de la République au Japon, qui ne tenaient apparemment pas à être associés à ce personnage. (Correspondant.)

(1) Un yen vaut 0,04 franc.

LIBYE

Les excuses tardives du colonel Kadhafi à la Grande-Bretagne

Le chef de l'Etat libyen, le colonel Mouammar Kadhafi, a présenté ses excuses pour la mort, le 17 avril 1984, d'une femme britannique lors du siège du Bureau du peuple libyen (ambassade) à Londres, qui avait entraîné la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, a annoncé, jeudi 6 juin, un député britannique, M. Teddy Taylor, de retour d'une mission privée en Libye.

Il a indiqué que le gouvernement libyen et son dirigeant avaient exprimé leurs « regrets » pour la mort d'Yvonne Fletcher, vingt-cinq ans, tuée par des coups

de feu tirés de l'ambassade lors d'une manifestation d'opposants libyens devant les locaux diplomatiques. Il a ajouté que le gouvernement libyen avait également offert un chèque de 250 000 livres (425 000 dollars) à une organisation caritative de la police britannique. Le Foreign Office a immédiatement répliqué qu'il n'était « pas question d'une amélioration des relations avec la Libye tant qu'il n'aurait pas de preuves convaincantes que les libyens ont renoncé à leur soutien au terrorisme international, y compris à l'IRA (Armée républicaine irlandaise). » (AFP)

MAURITANIE

Vague d'arrestations

Un nombre indéterminé de personnes, dont deux anciens ministres du président Ould Taya, accusés d'être responsables des émeutes de dimanche à Nouadhibou, ont été arrêtés, mercredi 5 juin, a-t-on appris de source autorisée à Nouadhibou (nos dernières éditions du 7 juin). Figurent, sur cette liste, MM. Djibril Ould Abdallah, ancien numéro deux du régime, et Messoud Ould Boukhair, ancien ministre du développement rural, l'un des dirigeants du mouvement des Haratine, descendants des anciens esclaves noirs, ainsi que MM. Ladj Tracé et Ould Bedr Dine, chefs de file du Mouvement national démocratique (MND).

Après les violentes émeutes de Nouadhibou qui avaient été notamment provoquées par une hausse du prix du pain et qui avaient fait plusieurs blessés, le lieutenant-colonel Ould Baba, le ministre de l'Intérieur avait affirmé que l'Etat prendrait « toutes les

dispositions nécessaires pour sauvegarder l'ordre, la stabilité et la protection des citoyens ».

Le 15 avril, alors que de nombreuses lettres ouvertes favorables à la démocratisation du régime circulaient, le colonel Ould Taya avait annoncé, par surprise, l'adoption par référendum d'une nouvelle Constitution « avant la fin de 1991 », puis des élections législatives et sénatoriales « dans un cadre multipartite ». (AFP)

SOMALIE

Les sécessionnistes du Nord ont formé leur gouvernement

Le nord de la Somalie, qui a fait sécession le 18 mai en se proclamant « République du Somaliland », s'est doté d'un « gouvernement élargi », a annoncé, mardi 4 juin, la radio locale émettant d'Hargeisa. Les ex-maquisards du clan Issak, déjà dominant au sein du Mouvement national somalien (MNS), détiennent toutefois tous les postes-clés.

En effet, outre le président Abdurrahman Ahmed Ali (dit Abdurrahman Tur) et le vice-président Hassan Essa Jama, la majorité du gouvernement nordiste est composée de membres du clan Issak. Sur dix-sept ministres, seulement trois sont originaires du clan darod et deux du clan gadabursi.

M. Saleyban Aden (dit Saleyban Gall), ancien ministre des affaires étrangères du MNS, chargé du bureau de Londres, a été désigné au poste de ministre de l'Intérieur. Le ministère de la défense est, lui aussi, occupé par un « baron » du clan Issak, M. Mohamed Kahen Ahmed, ancien chef d'état-major du MNS, plus récemment chargé des services de renseignements au sein de l'ancienne guérilla.

LIBAN

Le gouvernement a nommé quarante nouveaux députés

BEYROUTH

de notre correspondant

Le conseil des ministres libanais, réuni en session extraordinaire jeudi soir 6 juin, a nommé quarante députés pour aboutir à une répartition équilibrée entre chrétiens et musulmans au sein du Parlement, conformément à l'accord de paix de Taëf.

Par le double jeu du pourvoi des trente et un sièges vacants (vingt-neuf par décès et deux par accession à la présidence de la République) et des neuf sièges nouvellement créés et réservés à des musulmans - deux sunnites, trois chiites, deux druses, deux alaouites - le Parlement passe d'un rapport de six députés chrétiens pour cinq musulmans (un principe sacro-saint intouchable à l'égalité entre les deux communautés, avec cinquante-quatre députés de part et d'autre. Avec ce-

tant, d'entrée, une petite entorse : le pacte de Taëf, qui est à l'origine de cette procédure pseudo-électorale, a bloqué le nombre de sièges vacants à ce qu'il était au moment de son entrée en vigueur officielle. Depuis lors, un député maronite est décédé. Son siège n'a donc pu être pourvu et la répartition effective de l'Assemblée est en conséquence de cinquante-quatre députés musulmans et cinquante-trois chrétiens.

Cela étant, tous les ténors qui s'étaient portés candidats ont été nommés, dont treize ministres sur les quatorze qui brigaient un siège parlementaire, entraînés par le premier d'entre eux, le chef du gouvernement, M. Omar Karamé. Le quatorzième ministre-candidat, un Arménien, M. Agop Joghadarian, s'était fait une raison en se retirant pour laisser la place à un phalangiste, M. Antoine Chodet, nommé à titre de compensation pour ce parti auquel on enlevait le siège maronite de Beyrouth pour le donner à un des « enfants chrétiens » de Damas, M. Elie Hobeika.

Autre exclu du partage des sièges : le chef du Parti communiste, M. Georges Haoui, qui, bien que n'admettant pas d'avoir été évincé par un candidat de dernière minute - un intouchable ami des Syriens, M. Michel Murr - a d'autre ressource que la protestation verbale. Pourtant, M. Haoui est lui-même un vétéran de Damas, mais les priorités ont joué en sa défaveur.

Parmi les promus figurent, outre les trois ministres (MM. Omar Karamé, Walid Joumblatt, Nabil Berri, Soleiman Frajidi, Elie Hobeika, Fares Boueiz, Marwan Hamadi, Mohamed Jaroudi, Talal Arslan, Michel Murr, Abdallah Amine, Mohamed Beidoun, Mohsen Dalouh), une femme députée, M. Nevla Moawad, veuve du président René Moawad, deux députés alaouites, communauté nouvellement promue à la dignité parlementaire avec deux sièges d'emblée, MM. Ali Eid et Abdel Rahman Abdel Rahman, enfin le fils du président Hraoui, M. Roy Hraoui (en plus de son gendre M. Boueiz, déjà cité parmi les ministres-députés nommés).

LUCIEN GEORGE

DÉCOUVREZ LA SUÈDE

MINITEL 36-14 SUÈDE

On y prend goût

Nouvelles Frontières

Lepos du guerrier, devant un capuccino discussion fortissimo en terrasse sur la place seul hic : je ne sais pas l'italien... alors on parle avec les mains !

ROME 990 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS. PRIX MINIMUM TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

EUROPE

Avant de gagner Varsovie, dernière étape de son voyage

Le pape invite l'Eglise polonaise à une plus grande modération

Avant de gagner Varsovie, sa dernière étape, le pape poursuivait vendredi 7 juin son voyage dans le centre de la Pologne, à Wrocław et à Plock. A travers les questions de la religion à l'école et de la liberté des médias, Jean-Paul II est revenu, jeudi 6 juin, à Olsztyn et à Wrocław, sur les rapports entre l'Eglise et la société.

OLSZTYN

de notre envoyé spécial

Les rassemblements autour du pape, comme ceux de Lomza mardi, ou d'Olsztyn jeudi, n'ont plus grand-chose à voir avec ceux des années 80 en Pologne. S'ils restent nombreux et fervents, ils ont perdu du caractère. A Varsovie, Cracovie, Gdansk, les témoins ont le souvenir de quasi-dialogues entre un pape utilisant des mots à double sens - religieux et politique - et une foule en liesse, répondant

par de longs applaudissements sous les banderoles « Solidarnosc » et ces incessants « Sto Lat » qu'on chante aux anniversaires (« Qu'il vive cent ans ! »).

Cette année, plus de chants profanes, plus de banderoles, peu d'applaudissements. Certes, aucune contestation ne marque l'actuel voyage. Les commentaires de la presse sont rares et plats. « On ne critique pas le pape en Pologne, c'est notre compatriote, nous dit M. Jerzy Bukowski, maire d'Olsztyn. Les responsables qui voudraient élever la voix contre lui seraient politiquement finis. »

« Exclure tout monopole »

Le pape est revenu, jeudi, à Olsztyn et Wrocław, sur les accusations adressées à l'Eglise de vouloir clériciser la société polonaise, et à livrer la clé de sa conception des rapports entre l'Eglise et l'Etat. Jean-Paul II ne comprend pas que l'Eglise, qui a rendu tant de services à la société polonaise, puisse

être soupçonnée aujourd'hui de vouloir la dominer en réclamant, comme elle l'a fait il y a un an - et obtenu, - que la religion soit enseignée dans toutes les écoles. Elle avait d'autant plus raison de le faire, souligne le pape, que « le système éducatif était devenu un champ de bataille idéologique, un lieu de contentieux entre l'enseignement officiel de l'Etat et le sentiment profond de la nation ».

Au demeurant, l'Eglise polonaise ne doit pas être tentée d'abuser de sa situation de puissance. Il faut « exclure toute forme de monopole », a-t-il dit dans une allusion transparente, demandant aux Polonais de se méfier « des émotions qui peuvent conduire à la xénophobie et à d'autres formes d'intolérance contraires à l'esprit de l'Evangile », puis de rejeter « le fanatisme et le fondamentalisme, tous ceux qui se croient habilités à imposer leur propre perception du bien et de la vérité ». L'affaire du carnet d'Auschwitz est encore dans les esprits, ainsi que les excès révélés

au cours de la dernière campagne présidentielle.

Quelques heures plus tôt déjà, à Olsztyn, recevant des groupes de laïcs catholiques, Jean-Paul II avait tenu à rappeler la lettre même du concile Vatican II. « La communauté politique et l'Eglise sont, dans leurs domaines respectifs, autonomes et indépendantes l'une de l'autre », ajoutant : « L'Eglise désire participer à la vie de la société comme témoin de l'Evangile, et toute tentative pour dominer le champ de la vie publique en dehors de son propre domaine doit lui être étrangère aujourd'hui. »

On ne peut être plus clair. Le terrain de l'Eglise polonaise est bien marqué. Mais, au même moment, par une sorte d'ironie du sort, M. Lech Walesa, président de la République, annonçait jeudi sa décision de ne pas promulguer la nouvelle loi électorale, notamment parce qu'elle « désavantage ostensiblement l'Eglise catholique, plaçant ses liens de culte sous la surveillance de l'administration ». Déjà

voit par la Diète et le Sénat, cette loi interdit toute forme de propagande électorale dans les églises. A Varsovie, on fait remarquer que la décision de M. Walesa était prise depuis longtemps et n'avait rien à voir avec la visite du pape.

Ce dernier s'est aussi livré à une vive attaque des médias : « Le public a le droit d'être informé honnêtement. La presse, la radio, la

télévision, le théâtre doivent former la société, nourrir une culture qui contribuera aux progrès de la société plutôt qu'à son affaiblissement et à sa destruction. » Telle est l'ambiguïté de ce voyage : le jour même où il demande à l'Eglise polonaise d'éviter toute situation de monopole, Jean-Paul II distribue ses leçons à toute la nation.

HENRI TINGO

« Choquée » par les propos de Jean-Paul II

M^{me} Popowicz, secrétaire d'Etat aux droits de la femme, se prononce contre la pénalisation de l'avortement

De passage à Paris, où elle a notamment rencontré M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits de la femme, M^{me} Anna Popowicz, secrétaire d'Etat chargé des femmes et de la famille dans le gouvernement polonais, a déclaré, jeudi 6 juin, qu'elle « n'acceptait pas » la comparaison employée par Jean-Paul II entre le génocide nazi et l'avortement. « De telles comparaisons sont choquantes », a-t-elle ajouté, et rendent plus difficile la solution d'un problème complexe et difficile. Précisant que le gouvernement polonais n'avait pas encore pris position sur ce dossier, elle a déclaré que,

si elle était opposée à la loi en vigueur depuis 1956 autorisant l'interruption volontaire de grossesse sans aucune limitation - « ce n'est pas une bonne chose de banaliser l'avortement », - elle était aussi opposée au nouveau projet de loi, présenté par le Sénat, qui pénalisait l'interruption de grossesse. « Les femmes polonaises se sentent menacées par ce projet qui interdit tout recours à l'avortement », a dit M^{me} Popowicz, qui a prôné une meilleure éducation sexuelle et le développement des moyens contraceptifs.

J.-A. F.

Une mise au point du porte-parole du Vatican

La réaction de M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes, estimant que Jean-Paul II avait « insulté la femme et la communauté juive » (le Monde du 7 juin) par ses déclarations de Késka - où il évoquait le « cinquième » des camps de concentration de tous les génocides du vingtième siècle et celui des enfants non nés à la suite d'avortements (le Monde du 6 juin), - a provoqué une certaine émotion dans la délégation qui accompagne le pape en Pologne.

Dans un communiqué, M. Joaquín Navarro-Valls, porte-parole du Vatican, a déclaré : « Bas-

coup de juifs ont déjà fait parvenir leurs remerciements au pape, qui a voulu, au moment solennel de la messe, évoquer le Shoah parmi les plus graves atteintes historiques à la vie. Aucune réserve ne saurait être formulée après une lecture attentive de l'homélie du Saint Père. »

En privé, le porte-parole devait ajouter : « On peut être en désaccord avec l'éthique chrétienne, mais on n'a pas le droit de dire que le pape insulte la femme quand il rappelle les principes naturels de la défense de la vie. »

H. T.

YUGOSLAVIE

Reprise du dialogue entre les Républiques

Pour tenter de sortir de la crise, les six présidents des Républiques yougoslaves avaient entamé, le 28 mars dernier, une série de rencontres en dehors de la présidence collégiale fédérale. Les cinq premières réunions n'avaient eu pour effet que de renforcer les oppositions. La sixième, initialement prévue début mai, avait été ajournée à plusieurs reprises en raison de l'intensification du conflit entre Serbes et Croates et de la crise constitutionnelle due à l'obstruction de la Serbie à l'élection du Croate Stipe Mesic à la tête de l'Etat fédéral.

BELGRADE

de notre correspondante

Le risque de dislocation du pays grandissant, les six présidents se sont finalement retrouvés, jeudi 6 juin, à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine. Les présidents de Bosnie et de Macédoine, MM. Izetbegovic et Glisovic, avaient préparé « une plate-forme sur l'avenir de la communauté yougoslave », présentée comme un compromis entre la formule fédérale de la Serbie et celle, confédérale, de la Croatie et de la Slovénie.

Elle propose d'aboutir, en cinq ou dix ans, à une communauté d'Etat garantissant la souveraineté de chacune des Républiques, conformément aux thèses de la CEE : la nouvelle Yougoslavie, en respectant les droits de l'homme et des minorités, mettrait en place un marché unique sans obstacles, avec une monnaie et une banque cen-

trale communes; une politique étrangère commune, tout en reconnaissant aux Républiques le droit de mener parallèlement des activités indépendantes dans ce domaine; des forces armées communes, chaque République formant néanmoins sa propre armée; enfin, la pleine égalité entre les Républiques serait assurée par un système paritaire au niveau des institutions de la communauté.

Une lueur d'espoir

Les six présidents sont convenus que cette plate-forme constituait une base sérieuse pour poursuivre les négociations et ont annoncé qu'ils comprirent intensifier leurs rencontres. Par ailleurs, ils ont estimé que la présidence collégiale devait être au plus vite le président et le vice-président de l'Etat yougoslave. Enfin, ils ont décidé que les présidents de Bosnie, de Croatie et de Serbie se réuniraient prochainement pour essayer d'enrayer l'escalade des tensions inter-ethniques entre Serbes, Croates et musulmans.

Après un mois de mai particulièrement tendu, une lueur d'espoir apparaît donc avec cette reprise du dialogue. Toutefois, aucune promesse concrète n'a été faite et rien ne permet d'affirmer qu'un compromis autour des nouvelles structures est encore possible. En outre, les délais sont courts, puisque la Serbie et la Croatie ont décidé de se dissocier de la Yougoslavie avant la fin du mois si aucun accord ne peut être trouvé. Ce mois de juin risque d'être, comme le dit la presse yougoslave, décisif pour l'avenir de ce pays déchiré.

FLORENCE HARTMANN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 5 JUIN 1991



Message du Président

Chers Actionnaires,

Notre groupe est fait de complémentarités et d'équilibres. Plus que jamais, en 1990, cet équilibre de nos activités s'est révélé un atout fondamental.

Dans un contexte économique difficile, nous avons en effet bénéficié de la diversité des cycles économiques de nos métiers : les bagages, parfums et cosmétiques ont dû faire face à une conjoncture très compétitive, nos activités dans les vins et spiritueux ont maintenu la croissance prévue et sensiblement accru leur rentabilité. Nous avons également bénéficié de l'équilibre géographique de nos marchés : l'Extrême-Orient, pôle de développement privilégié pour LVMH, a poursuivi sa forte expansion qui a compensé le ralentissement du marché américain.

Le chiffre d'affaires consolidé de LVMH s'est élevé à 19.832 millions de francs en 1990 et son résultat net a atteint 3.375 millions de francs, en progression de 15 % sur celui de 1989.

Par sa taille et les moyens financiers qu'il a su se donner, LVMH est un groupe solide qui a pu maintenir le cap d'une stratégie ambitieuse en réalisant les investissements nécessaires.

Nous avons porté à 24 % notre participation dans le capital du groupe Guinness, confortant ainsi une alliance commerciale hautement performante.

Nous avons également acquis une participation de près de 11 % dans le capital de notre partenaire espagnol Loewe dont nous distribuons les produits, prêt-à-porter en cuir et textile, maroquinerie et accessoires de mode, depuis 1985.

Volontairement sélectifs dans notre politique de croissance externe, nous nous sommes renforcés dans l'un de nos métiers traditionnels : l'acquisition de Pommery a ajouté à notre portefeuille, déjà exceptionnel, une grande marque de champagne bien implantée sur des marchés privilégiés pour notre groupe et nous a apporté un superbe vignoble de 500 hectares situé au cœur des meilleurs emplacements de la zone d'appellation.

Forts du potentiel de développement de chacune de nos marques, nous avons poursuivi notre politique de croissance interne. Nous avons maintenu un haut niveau d'investissements en recherche et développement, en particulier dans le domaine de la cosmétologie. Nous avons lancé ou développé de nouveaux produits, étendu notre réseau international de distribution et enregistré des succès commerciaux sur de nouveaux marchés à fort potentiel.

Quelles que soient les incertitudes liées à l'évolution de l'économie mondiale, LVMH dispose des meilleurs atouts pour poursuivre sa croissance.

Nous possédons en effet des marques de tout premier plan dans chacun de nos secteurs d'activité. Leur leadership, bâti sur la continuité et un rayonnement mondial, les met à l'abri des effets de mode, à l'heure où précisément le marché des produits de luxe devient toujours plus sélectif.

Nos produits, par leur très haute qualité, répondent à la demande d'une clientèle en expansion que ses aspirations et son pouvoir d'achat incitent à rechercher l'authenticité et une meilleure qualité de vie.

Nous avons, au sein de LVMH, des équipes de professionnels hautement compétents dans chacune de leurs spécialités. Ces hommes et ces femmes perpétuent avec autant de passion que de rigueur les traditions d'excellence sur lesquelles repose le succès des marques de prestige françaises dans le monde. Je les remercie de cette contribution essentielle au développement de LVMH et à son rayonnement.

Mes remerciements s'adressent également à nos actionnaires qui soutiennent et partagent notre exigence.

Nous avons proposé que le dividende global de l'exercice 1990 soit fixé à 68 francs, hors avoir fiscal, en progrès de 10 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Compte tenu de l'acompte déjà versé, le solde de 51,50 francs sera mis en paiement le 13 juin 1991.

La confiance que nous témoignent nos actionnaires, la bonne tenue de notre titre et la qualité de nos résultats m'incitent aujourd'hui à franchir une nouvelle étape dans le renforcement de nos relations. Sur ma proposition, le Directoire de LVMH a donc décidé le principe d'une distribution gratuite d'actions. Cette attribution portera sur une action nouvelle pour dix actions anciennes détenues.

Je suis heureux de pouvoir ainsi encore mieux associer nos actionnaires à la prospérité de notre groupe.

Bernard Arnauld

Bernard ARNAULD

LVMH

MOËT HENNESSY. LOUIS VUITTON

PREMIER GROUPE MONDIAL DE PRODUITS DE PRESTIGE

Les limites de la tactique Gorbatchev

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

Le monde de l'Union soviétique...

EUROPE

URSS

Les limites de la tactique Gorbatchev

Suite de la première page

L'atmosphère politique est incontestablement meilleure que durant l'hiver, lorsque les intellectuels de Moscou s'attendaient chaque jour à se réveiller avec les chars sous leurs fenêtres, mais personne ne songerait à qualifier M. Gorbatchev de cette amélioration. Accusé d'avoir trop tergiversé et d'avoir « couvert » le virage à droite de l'hiver, le chef de l'Etat soviétique n'est plus, dans les esprits, le moteur ou le pivot de ce qui peut faire désormais fondamentalement changer les choses.

C'est pourtant ce même Mikhaïl Gorbatchev qui continue de représenter son pays, et c'est sur lui, faute d'alternative évidente, que s'appuie l'Occident pour tenter de minimiser les dégâts de la désintégration de l'URSS. Mais les appels à une aide massive de l'Occident lancés par le président soviétique ces dernières semaines, et tout particulièrement mercredi, à Oslo, ressemblent fort à une demande de chèque en blanc, compte tenu des incertitudes qui pèsent toujours sur la situation intérieure soviétique.

M. Gorbatchev n'a rien perdu de ses dons de tacticien et se montre toujours capable d'emporter certaines décisions cruciales pour ses rapports avec l'Occident, comme le vote de la loi permettant aux Soviétiques de voyager librement — qui n'entraînera toutefois en vigueur qu'en 1993 — ou les concessions des militaires sur le désarmement conventionnel. Mais il a beaucoup plus de mal à contrôler deux processus intérieurs essentiels : la transformation des rapports entre Moscou et les Républiques soviétiques et le redressement de l'économie.

Le chef de l'Etat fonde beaucoup d'espoirs sur le nouveau projet de traité de l'Union, dont il présente la signature comme très prochaine. Sur ce point, les intérêts du numéro un soviétique et du numéro un russe, M. Boris Eltsine, convergent exceptionnellement en ce moment. M. Gorbatchev aurait un atout de taille pour convaincre les occidentaux s'il arrivait au G7 avec le traité de l'Union en poche. M. Eltsine, en pleine campagne électorale pour la présidence de Russie, a lui, tout intérêt à ne pas être perçu comme l'empêcheur de tourner en rond s'il veut pouvoir compter le 12 juin sur

les voix de l'électorat modéré, face à cinq autres candidats, tous plus conservateurs que lui, à des degrés divers.

Il y a donc eu, ces dix derniers jours, un « moment » politique qui a permis aux « 9 + 1 » (les représentants des neuf Républiques participant aux négociations sur le traité de l'Union plus ceux du pouvoir fédéral) de se mettre d'accord sur un projet de texte, qui devrait être soumis d'ici peu aux Parlements des Républiques pour discussion. Outre les réunions formelles des « 9 + 1 » des 24 mai et 3 juin, ce texte a fait l'objet d'intenses consultations bilatérales russo-soviétiques.

Le président du Soviet suprême (Parlement) d'URSS, M. Anatoli Loukianov, qui tient beaucoup à se présenter comme un médiateur essentiel de ce processus tant il est évident que son institution est appelée à disparaître dans la future Union, a donné de la dernière réunion des « 9 + 1 » un compte rendu très optimiste; les représentants russes, eux, observent une étrange discrétion, tandis que dans l'entourage de M. Gorbatchev on se garde de toute euphorie sur ses progrès apparents.

Jusqu'à l'automne...

D'après les indications fournies au Monde par un conseiller de M. Gorbatchev participant aux négociations, le projet de texte après l'avis en effet certains problèmes importants en suspens. C'est en particulier le cas du système d'imposition, que les Russes et les Ukrainiens veulent unique, c'est-à-dire un impôt collecté par les Républiques, qui en reverseraient ensuite une quote-part à l'Etat fédéral. Un autre problème est celui de savoir qui signera le traité de l'Union, c'est-à-dire, en filigrane, le statut des « Républiques autonomes » comme le Tatarstan, par rapport à celui des Républiques fédérées comme la Russie. Enfin, la question du contrôle de certaines industries, notamment celle de la défense, par la Russie ou par l'Union, ne paraît pas non plus réglée. « On ne saurait tolérer une réduction de la sécurité du pays », souligne-t-on dans l'entourage de M. Gorbatchev.

Bref, les problèmes non résolus

En visite en Suède

Le numéro un soviétique met en garde contre toute « ingérence » dans les affaires intérieures de son pays

STOCKHOLM

de notre correspondant

La capitale suédoise n'avait pas reçu de numéro un soviétique depuis la visite en 1964 de Nikita Khrouchtchev. Elle n'aura vu le président Gorbatchev que huit heures, le temps d'une escale jeudi 6 juin entre Oslo et Moscou. L'entretien en tête à tête avec le premier ministre Ingvar Carlsson a porté essentiellement sur la question balte : « Nos vues sur ces problèmes ne concordent pas sur tous les points », a indiqué M. Carlsson, réaffirmant que les Baltes ont droit à l'autodétermination et que la violence ne peut être utilisée contre eux. Il a aussi souligné que la Suède a des « difficultés à accepter » le rapport du procureur soviétique discutant les soldats de

l'armée rouge de la mort de treize personnes en janvier à Vilnius. Après ces entretiens, M. Gorbatchev a déclaré à la presse que « la composition d'un tel rapport n'a rien de la ingérence dans les affaires intérieures de l'Union soviétique. En particulier lorsque nous nous trouvons au cœur d'un processus de réformes. Ce processus doit être appuyé. Mais encourager la séparation, le manque de respect pour les minorités, est inacceptable... [ces minorités] ne sont-ils pas, eux aussi, des êtres humains? ».

De la grande manifestation balte qui s'est tenue en fin d'après-midi dans le centre de Stockholm, le chef de l'Etat soviétique n'aura rien vu. Il était déjà sur le chemin de l'aéroport.

F. N.

ROUMANIE

Le gouvernement souhaite organiser de nouvelles élections à l'automne

BUCAREST

de notre correspondant

« Pour une plus grande crédibilité internationale et une plus grande stabilité politique et économique intérieure », le gouvernement roumain, un an après avoir triomphé aux premières élections libres de juin 1990, veut retremper sa légitimité dans les urnes « dans les plus brefs délais ». Le ministre de l'Economie et des Finances, M. Eugen Dimarescu, l'a officiellement annoncé mardi 4 juin : le gouvernement souhaite organiser, dès le mois d'octobre ou de novembre, de nouvelles élections parlementaires mais pas d'élection présidentielle.

Alors que la crise économique s'accroît, que le déficit de la balance des paiements crée une hémorragie de devises, le gouvernement s'aspire lentement mais sûrement car les crédits étrangers n'arrivent qu'au compte-gouttes. C'est d'ailleurs au retour de Bruxelles, où la Commission européenne lui avait clairement fait part des réticences de certains grands argentiers (dont les Etats-Unis, le Japon, et la Grande-Bretagne) que le numéro deux du gouvernement roumain a annoncé la volonté des autorités d'organiser rapidement des élections, cachant à peine qu'il répondait ainsi aux vœux de la communauté internationale.

Même si une mission de la CEE

par les « 9 + 1 » semblent tout simplement être renvoyés aux Parlements des Républiques, où il faut s'attendre, si l'on en croit le conseiller du président soviétique, à des débats difficiles, surtout en Russie et en Ukraine, qui sont pourtant, avec le Kazakhstan, les poids lourds de ce traité de l'Union. Personne ne s'attend raisonnablement à une conclusion formelle du traité avant plusieurs semaines, et certains conseillers de M. Eltsine, comme M. Ambartsumov, voient même le processus « traîner jusqu'à l'automne ». D'ici là, M. Eltsine pourrait bien avoir été élu président de Russie au suffrage universel, ce qui pourrait bouleverser bien des accords; cela aura en tout cas pour effet, souligne M. Ambartsumov, « de renforcer sa légitimité tout en affaiblissant celle de son contrepartie », M. Gorbatchev.

Le président de l'URSS est conscient de ce risque, puisqu'il a insisté pour que le futur président de l'Union renoue soit, lui aussi, élu au suffrage universel. Cela signifie que, même si le traité de l'Union finit par se conclure de manière satisfaisante, M. Gorbatchev ne sera pas au bout de ses peines; bien peu seraient prêts à parier actuellement sur ses chances dans un scrutin populaire direct.

En attendant le défilé...

Enfin, le problème des six Républiques non signataires du traité reste entier. Le contenu et le ton des déclarations de M. Gorbatchev sur les pays baltes, jeudi à Stockholm (voir page ailleurs) montrent à quel point il a peu évolué sur cette question, épousant les attitudes des plus conservateurs. On notera d'ailleurs qu'à aucun moment de son discours d'Oslo, pourtant consacré à la réception d'un prix Nobel de la paix, M. Gorbatchev n'a fourni l'ombre d'une explication sur les drame des « républiques de l'hiver »; lui qui, en février, à Minsk, faisait des déclarations d'un dogmatisme d'un autre âge, se contentant aujourd'hui de condamner les « tentatives fautes » des observateurs occidentaux de scruter « chaque ukraine présidentielle », chaque coup de barre « à droite ou à gauche ».

Quant à la refonte de l'économie, si les intentions peuvent paraître sincères, une certaine confusion continue de prévaloir sur les méthodes. Après les prestations des émissaires du président soviétique à Washington — plus ou moins officielles d'ailleurs puisque le statut de M. Grigori Iavinski n'a pas été entièrement éclairci — la manière dont ils ont rendu compte de leur mission, de retour à Moscou, soulève quelques questions. Ainsi, le premier vice-premier ministre Vladimir Tchertchakov a-t-il dû promettre au Soviet suprême, mardi, que « le gouvernement n'envisageait aucunement l'abandonner son programme », tandis que M. Primakov évoquait les « mesures administratives » indispensables pour faire appliquer les réformes.

Des signes d'espoir apparaissent cependant pour l'économie soviétique, avec par exemple l'existence d'une volonté de se lancer dans l'entreprise privée, en particulier chez les jeunes, mais cela se fait indépendamment du pouvoir central, qui continue de mettre des bâtons dans les roues de nombreux entrepreneurs privés. Le Gorbatchev sous prétexte de « lutte contre le sabotage économique ». Le secrétaire d'Etat américain James Baker se déclare prêt à aider les Soviétiques s'ils s'aident d'abord eux-mêmes. M. Gorbatchev est-il l'homme qui pourra provoquer ce « défilé » salutaire dans les mentalités soviétiques? Bien peu ici le croient.

SYLVIE KAUFFMANN

Les premières « confessions » de l'ancien ministre des affaires étrangères

La nouvelle carrière de M. Chevardnadze

De même qu'il y a d'innombrables variétés de conservateurs et de démocrates aujourd'hui en Union soviétique, il y a diverses sortes de « perestroïstes », de ces bréviaires recyclés qui composent l'entourage passé ou présent de M. Gorbatchev : même ceux qui ont joué le rôle le plus positif, tel l'idéologue Alexandre Iakovlev, ne réussissent pas toujours à éviter la langue de bois et les demi-vérités. Le révisionniste, après tout, reste un communiste...

Edouard Chevardnadze aurait pu être de ceux-là : en tant que très vieux membre du PC (il y a adhéré en 1948), puis comme premier personnage de sa Géorgie natale pendant treize ans après avoir dirigé sa police (ce qui lui vaut, encore aujourd'hui, le grade de général des troupes de l'intérieur), il est plus qu'aucun autre un produit du système et un gestionnaire de la « stagnation ».

Et pourtant il est inclassable. Est-ce parce que ce Géorgien est d'abord un méridional? Son discours et son comportement sont ceux d'un homme de chaleur et de charisme, un charme auquel ont succombé ses homologues étrangers, George Shultz et Roland Dumas notamment. Edouard Chevardnadze le sait si bien qu'on ne le croit pas tout à fait lorsqu'il affirme, comme il l'a fait cette semaine à Paris dans une conférence de presse, qu'il n'est pas un acteur.

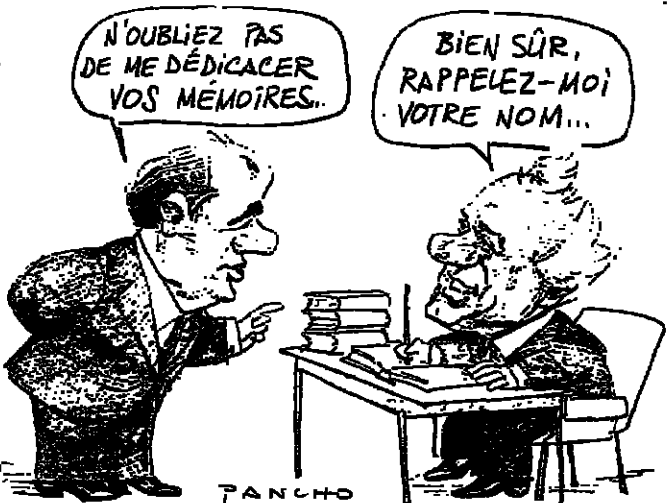
Son livre (1), comme beaucoup d'ouvrages soviétiques récents, a une tonalité quelque peu « boy-scouts » quand il traite de la paix dans le monde et des « valeurs universelles de l'humanité », mais en bon diplomate qu'il est devenu, il sait se taire sur les sujets sensibles, par exemple à propos de la situation en Géorgie et de M. Gamsakhurdia, son président musqué sur lequel il a son « opinion », mais qui n'en est pas moins « élu légitime » du peuple géorgien.

En tout cas Edouard Chevardnadze n'est pas, il n'a jamais été un apparatchik ordinaire : profitant des libertés que Brejnev laissait à ses « préfets », il a inauguré avant l'heure en Géorgie, et sous forme d'« expériences », bien des réformes de la perestroïka. Et les Géorgiens — notamment le cinéaste Abouladze, qu'il a protégé bien avant d'être en mesure de diffuser ses œuvres — sont encore aujourd'hui nombreux à reconnaître ses mérites dans la défense de l'identité culturelle de leur république.

Le portrait que l'auteur brosse de M. Gorbatchev doit être lu de

la même manière, en demi-teinte. Malgré sa démission fracassante, que le président soviétique a promis de « ne pas pardonner », Edouard Chevardnadze se proclame toujours son « ami ». Il a découvert lors de leurs premières rencontres dans les années 50 — d'abord en voisins, en tant que responsables des Jeunesses communistes de leurs régions, puis pendant l'épopée du défrichage des terres vierges — un interlocuteur attentif qui encourageait les confidences « coudées », mais qui, si l'on comprend bien, ne se livrait guère de son côté. Saut pour déplorer de concert l'invasion de l'Afghanistan, une opération qu'ils

décembre 1989, lorsque le procureur militaire présente au Congrès des députés un rapport outrageusement partiel sur le massacre de Tbilissi quelques mois plus tôt, Edouard Chevardnadze veut protester, mais M. Gorbatchev, qui préside, ne lui donne pas la parole. Dès cet instant la lettre de démission est prête. Mais c'est surtout en 1990 que la coupe se rompt : « Les promesses de destituer le ministre des affaires étrangères qu'on entendait non pas dans la rue, mais dans les couloirs du pouvoir suprême, restaient sans réponse de la part de ceux-là mêmes qui devaient y répondre, ne serait-ce qu'en vertu



du poste qu'ils occupaient», écrit l'auteur. A l'automne, les opposants ne se gênent plus pour mettre en cause l'ensemble de la politique étrangère : « Et lui (Gorbatchev), le polémiste expérimenté qui avait jadis convaincu le parti et le pays de la nécessité vitale de la démocratisation et du renouveau, gardait le silence ».

C'est déjà beaucoup pour un auteur qui se veut toujours un homme politique et affirme tenir en réserve d'autres révélations pour ses véritables « mémoires ». Gageons que l'association de politique étrangère qu'Edouard Chevardnadze vient de fonder n'est qu'un tremplin pour d'autres activités plus importantes, de niveau international ou à Moscou. Certains ne disent-ils pas déjà tout bas que des talents de conciliateur feraient merveille à la présidence de ce qui restera d'Union soviétique?

MICHEL TATU

(1) L'avenir s'écrit liberté, par Edouard Chevardnadze. Editions Odile Jacob, 356 pages, 130 francs.

LA RADIO EN DIRECT DE CONCERTO MEDIA

Pour s'orienter dans le nouveau paysage radio, Concerto, pour la troisième année consécutive, réalise une synthèse complète.

Au sommaire de cet ouvrage de 185 pages, illustré de nombreux graphiques, cartes et histogrammes, quatre grandes parties :

- La fréquentation de la radio : équipement des ménages, évolution de l'audience et des consommations.
- Le comportement des auditeurs : fidèles et exclusifs.
- L'offre radio nationale et régionale.
- L'activité publicitaire : évolution des recettes selon les types de support, répartition et saisonnalité de la pression publicitaire.

Tous les classiques de la culture radio, mais aussi des éclairages inhabituels et des exemples étrangers aidant à percevoir les signes avant-coureurs de changements prochains. On y trouve implantés réseaux et programmes nationaux? Des cartes méticuleuses pour chacun des réseaux décrivent les zones de couverture technique. Où en est la réglementation? Quelles seront les conséquences du Communiqué 34 sur le statut des stations et leur activité publicitaire? Et les formats? Que peut-on retenir de leur répartition aux Etats-Unis? Quelles seront les couleurs de la radio dans les années à venir? Et s'il fallait prendre en compte la couleur d'antenne dans les plans médias, dans la création publicitaire? Où en est la concurrence radio-télévision? Pour le savoir rien ne vaut un examen attentif du budget temps des audio-téléspécateurs.

CONCERTO MEDIA SE PRESENTA A VOUS PROPRIETAIRES POUR UNE PRESENTATION CORPUSCULE POUR VOS RESEAUX, VOS RESEAUX, PAR UNE EQUIPE DE SPECIALISTES.

CONCERTO MEDIA

Centre d'investissement Media et d'achat d'espace - Groupe EUROCOM ADVERTISING
27-29 RUE DES POISSONNIERS - 92200 NEUILLY - TELEPHONE 46 43 33 33

ASIE

INDE : enquête sur l'assassinat de l'ancien premier ministre

Qui a tué Rajiv Gandhi ?

Quinze jours après l'assassinat de Rajiv Gandhi, le mystère reste presque entier quant à l'identité des meurtriers et à leurs motivations. La « piste tamoule » continue d'apparaître comme la plus plausible mais, outre qu'aucune preuve formelle n'existe encore, elle n'est plus la seule.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Les assassins de l'ancien premier ministre n'étaient pas des amateurs. De cela au moins, les enquêteurs sont sûrs. L'attentat était non seulement l'œuvre de spécialistes, mais peu de groupes terroristes à travers le monde avaient le savoir-faire nécessaire pour monter une opération aussi sophistiquée.

L'élément essentiel est bien sûr le fait que Rajiv Gandhi ait été tué lors d'une opération-suicide. Son assassin — une femme dont la couleur de la peau indique qu'elle appartient à une race du sud de l'Inde ou du Sri-Lanka — s'est transformée en « bombe humaine ». Cette précision permet de resserer le champ des investigations : rares sont les meurtriers et terroristes qui acceptent de mourir pour leur cause.

La tentation, dès lors, est grande de montrer du doigt le LTTE (Tigres libérateurs de l'Élan tamoul), qui lutte depuis 1983 pour obtenir une patrie (l'Élan) pour les Tamouls, minorité de l'ancienne Ceylan longtemps négligée, voire opprimée par la majorité cinghalaise. Les Tigres sont des combattants redoutables, qui ont mis en échec l'armée de Colombo, mais ils ont en 1987 par Rajiv Gandhi, d'abord pour protéger les Tamouls, ensuite pour mater la rébellion séparatiste.

Les Tigres ont monté plusieurs opérations-suicides. Chaque combattant porte, attachée autour du cou par un cordon noir, une capsule de cyanure : la consigne est de se suicider en cas de capture.

Le LTTE a, d'autre part, systématiquement assassiné les chefs des groupes tamouls rivaux, et il est à l'origine de nombreux attentats meurtriers. Il serait ainsi responsable du meurtre de Rajan Wijeyaratne, le tout-puissant secrétaire d'État à la défense, le 2 mars dernier, à Colombo.

Une « main étrangère »

L'explosif employé — c'est le premier indice sérieux qui accorde la « piste tamoule » — serait le même que celui utilisé dans la machine infernale qui a tué Rajiv Gandhi. Les enquêteurs indiens ont précisé qu'il s'agissait d'un type de plastique — le RDX — fabriqué, selon eux, par quelques rares pays : les États-Unis, le Japon et l'Allemagne. D'où la théorie de la « main étrangère ».

L'assassin a utilisé une ceinture contenant plus de 500 grammes de plastique, additionné de centaines de billes d'acier. C'est en se courbant en signe de respect envers le chef du parti du Congrès que la charge, placée dans son dos, a littéralement sauté au visage de « Rajiv ». Ce qui explique que la tête de celui-ci ait été réduite en charpie mais que son corps n'ait pratiquement pas été touché. Les enquêteurs ont la conviction que la ceinture infernale a également été fabriquée à l'étranger.

Cette femme, dont on recherche toujours l'identité, n'aurait pas agi seule. Un homme qui se trouvait sur place quelques minutes avant l'explosion est activement recherché, ainsi qu'une autre femme, soupçonnée de complicité, d'après les photos d'amateur prises quelques minutes avant l'attentat. De même, on recherche une voiture officielle blanche de marque Ambassador portant un gyrophare Tamoule, ensuite pour mater la rébellion séparatiste.

Tout cela ne constitue pas des preuves contre le LTTE. Mais le dément des Tigres ne prouve rien non plus : ils ne revendiquent plus depuis longtemps les opérations terroristes dont ils sont les

auteurs. Le fait que le cas présente leur allégeance toute sympathie indienne pour longtemps. La plus curieuse dans cette « piste tamoule » est que les motifs qui auraient fait agir les Tigres ne sont pas clairs.

Certes, « Rajiv » est à l'origine de la répression par l'armée indienne des combattants tamouls : en trente mois, 2 200 Tigres ont été tués, mais aussi 1 150 soldats indiens. Mais, outre qu'il s'agit presque d'histoire ancienne, le LTTE avait fait savoir ces derniers mois qu'il était prêt à ouvrir le dialogue avec New-Delhi. Des contacts étroits se poursuivaient, d'autre part, avec les autorités de l'État indien du Tamil-Nadu. C'est même pour cette raison que le gouvernement central avait imposé l'état d'urgence au Tamil-Nadu, accusant son ministre en chef de faire le jeu des « terroristes » en autorisant la présence de camps d'entraînement du LTTE sur son territoire.

Palestiniens ou CIA ?

On sait, d'autre part, que Rajiv Gandhi avait rencontré, le 5 mars dernier, un émissaire des Tigres à qui il aurait donné des assurances sur sa volonté, une fois reprenant son poste, de rouvrir des négociations avec le LTTE. Si cela est vrai, les Tigres n'avaient aucun intérêt à le faire disparaître. Au cours de cet entretien ultra-secrète et controversé, « Rajiv » s'est-il engagé à préciser, ou est-ce, au contraire, son intransigence, qui a décidé les Tigres à l'éliminer ?

Mais, si ce n'est pas le LTTE, qui ? Les enquêteurs écartent a priori les autres groupes tamouls, réputés incapables d'organiser un attentat aussi minuté. De même, les mouvements terroristes et séparatistes qui agissent en Inde, au Sikkim, au Cachemire ou au Bangladesh, sont pour l'instant réputés incapables de mener à bien une telle opération.

Enfin, la « piste étrangère » : le chef de l'OLP avait prévu un ancien premier ministre, il y a un mois, d'un complot visant à l'assassiner. Cette révélation a été faite au premier ministre, M. Chandrasekhar, par M. Arafat lui-même à l'occasion des obsèques de Rajiv Gandhi. Selon certaines sources, les Tigres entretiennent des liens avec des organisations extrémistes au Liban, et deux cents d'entre eux auraient été entraînés par des groupes palestiniens.

M. Chandrasekhar estime que l'implication des Tigres dans l'assassinat est « certaine », même si est possible qu'ils aient été « utilisés par quelqu'un d'autre ». C'est là l'hypothèse selon laquelle le LTTE aurait offert — plus exactement vendu (contre des armes ?) — ses services. Mais pour le compte de qui ?

Dans la foule qui accompagnait la dépouille mortelle, beaucoup de gens ont conspué la CIA. Selon eux, en s'opposant au ravitaillement en carburant des avions américains au cours de la guerre du Golfe, Rajiv Gandhi aurait adopté une attitude anti-américaine potentiellement dangereuse pour les intérêts de Washington dans la région.

L'accusation ne paraît pas très sérieuse : à l'époque, des diplomates américains nous avaient affirmé que « Rajiv » leur avait fait discrètement parvenir des assurances, expliquant que sa position était à « consommation » purement intérieure et que, une fois revenu au pouvoir, il aurait à cœur de resserrer les relations américano-indiennes.

L'enquête, bien sûr, ne fait que commencer. Il n'est pas sûr qu'elle aboutisse jamais. M. Verma, le juge de la Cour suprême qui préside la commission d'enquête, a indiqué avoir accepté cette responsabilité avec l'espoir que des « pressions politiques » ne l'empêchent pas de faire son devoir. De là à penser que la mort de Rajiv Gandhi, comme bien des meurtres célèbres, ne sera jamais complètement élucidée...

LAURENT ZECCHINI

CAMBODGE

Le prince Sihanouk se rendra à Phnom-Penh en novembre à l'invitation du premier ministre

Le prince Norodom Sihanouk a annoncé jeudi 6 juin à Bangkok qu'il retournerait en visite à Phnom-Penh en novembre prochain, à l'invitation du premier ministre du régime pro-vietnamien, M. Hun Sen. Auparavant, ce dernier viendra voir le prince en juillet dans sa résidence de Pyongyang, en

la reprise des combats au Cambodge, mettant fin à un fragile cessez-le-feu en vigueur depuis le 1^{er} mai.

« Aider à la réconciliation nationale »

L'ancien souverain a affirmé que les Khmers rouges ne « voulaient pas que le CNS commence à fonctionner » alors que lui voulait « aider à parvenir à [la] réconciliation nationale » entre « toutes les factions ».

Enfin, à Djakarta, où le président chinois Yang Shangkun se trouve en visite officielle, le ministre des affaires étrangères de Pékin a indiqué que son pays soutenait les efforts de l'Indonésie pour régler le conflit cambodgien. Les deux pays ont estimé que tout retard à une solution du conflit risquait de déstabiliser la région. — (AFP, Reuters, UPI.)

NOMINATIONS

Affaires étrangères

M. Jean Mendelson directeur du cabinet de M. Alain Vivien

M. Jean Mendelson a été nommé directeur du cabinet de M. Alain Vivien, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé des affaires étrangères.

[Né le 24 septembre 1949, M. Jean Mendelson est ancien élève de l'ENA. Au cabinet du ministre des relations extérieures de 1981 à 1985, il a ensuite été détaché à Santiago du Chili, puis à la mission diplomatique de la République française. Depuis février 1990, il était chargé de mission au Centre d'analyse et de prévision du ministère des affaires étrangères.]

Action humanitaire

M. Jean-Maurice Ripert directeur du cabinet de M. Bernard Kouchner

M. Jean-Maurice Ripert a été nommé directeur du cabinet de M. Bernard Kouchner, ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé de l'action humanitaire.

[Né le 22 juin 1953, M. Jean-Maurice Ripert est diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'ENA. Nommé au cabinet du ministre délégué à la coopération en 1983, il a été ministre des affaires européennes en 1984, puis à celui du ministre des relations extérieures, il a ensuite été en poste à Washington (1986-1988). Depuis août 1988, il était chargé de mission auprès du premier ministre.]

Francophonie

M. Christian Connan directeur de cabinet de M^{me} Catherine Tasca

M. Christian Connan a été nommé directeur de cabinet de M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé de la francophonie.

[Né le 18 octobre 1947, M. Christian Connan est ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, agrégé d'histoire et ancien élève de l'ENA. Nommé en 1984 au cabinet du ministre de la défense, il a ensuite été conseiller diplomatique auprès du chef d'état-major des armées. En poste à Bonn depuis 1988, il était chargé de mission depuis septembre 1989.]

DIPLOMATIE

Défense : les divergences entre Paris et Washington

Suite de la première page

« Nous sommes prêts à soutenir les arrangements que vous — nos alliés européens — jugerez nécessaires pour exprimer une nouvelle identité européenne en matière de défense et de sécurité, des arrangements qui peuvent et doivent renforcer l'alliance. Il doit y avoir transparence dans nos débats [au sein de l'OTAN] et de la Communauté européenne] et complémentarité dans nos conclusions. »

Cette référence aux travaux menés par les Douze, sur leur compétence en matière de défense, figure dans le communiqué final de Copenhague, et c'est la première fois dans ce texte de l'OTAN. De même, figure dans le texte consacré au développement des relations avec l'Europe de l'Est une référence à la manière au rôle central de la CSCE et à celui de la Communauté et du Conseil de l'Europe. C'est tout ce qu'attendait la France de la réunion de Copenhague.

Cet exercice diplomatique ne résout évidemment pas les divergences de fond franco-américaines. Paris soupçonne les États-Unis de chercher seulement, en réformant l'OTAN, à maintenir l'instrument de leur pouvoir en Europe et de vouloir étouffer dans l'œuf tout début d'initiative européenne indépendante. Les États-Unis, de leur côté, soupçonnent Paris de vouloir saper la cohésion de l'alliance atlantique par des initiatives concurrentes, et de souhaiter la exclusion à terme des affaires européennes.

Reflet de ces soupçons, M. James Baker a, dans son intervention, affirmé que l'alliance devait rester « la principale voie de consultation et de coopération de toutes les politiques ayant trait à la sécurité de ses membres », et qu'il n'était pas question de supprimer ses structures militaires intégrées. S'il a fait droit au désir des Européens de définir leur identité propre en matière de sécurité, s'il a mentionné les travaux des Douze sur l'union politique, c'est l'OTAN qui reste pour lui le cadre normal de cette réflexion. Il a d'ailleurs souhaité qu'y soient associés les pays européens membres de l'alliance atlantique mais n'appartenant ni à la CEE ni à l'UEO, à savoir la Norvège et la Turquie.

M. Dumas a, de son côté, fait la distinction entre le « réel » (l'alliance atlantique qui existe, dont on a encore besoin et qui doit se réorganiser) et le « virtuel » (la dimension de défense de la Communauté européenne qui n'est qu'à l'état de projet politique pour l'instant, s'incarner dans un dispositif militaire). C'est probablement grâce à cette distinction que l'on sortira de la contradiction actuelle entre les démarches française et américaine d'ici à la fin de l'année.

Le ministre français des affaires étrangères a d'ailleurs insisté sur le fait que le débat n'est pas clos, qu'on est dans une phase transitoire et que le sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'alliance, prévu pour le mois de novembre à Rome, tranchera. C'était laisser entendre que la France a encore son mot à dire sur la réforme de l'OTAN et que les ministres de la défense en ont un peu trop fait la semaine dernière à Bruxelles, lors d'une réunion à laquelle elle ne participait pas, en présentant comme une décision acquise un projet de réorganisation des forces militaires de l'alliance.

Il n'a pas été précisément question, jeudi à Copenhague, de la force de réaction rapide proposée à l'OTAN. Mais la question encore ouverte des missions qui lui seront assignées est de nature politique. Elle relève du rôle que l'on veut faire jouer globalement à l'OTAN. L'alliance, a dit M. Dumas, ne doit pas donner l'impression qu'elle

cherche à tirer profit des changements intervenus ces dernières années dans les relations Est-Ouest pour élargir son rôle militaire. Autrement dit, la France s'opposerait à ce que l'OTAN se dote des moyens d'intervenir hors de son champ actuel, soit en Europe de l'Est, soit dans d'autres régions du monde.

« Partenariat » avec l'Europe de l'Est

Conscient du malaise qu'éprouvent la situation nouvelle en Europe centrale et orientale où le poste de Varsovie n'a été remplacé par aucune garantie de sécurité, le conseil atlantique de Copenhague a consacré une longue déclaration à ce qu'il nomme le « partenariat » avec l'Europe de l'Est. Le texte affirme le soutien de l'OTAN à la consolidation de la démocratie, de même que son souci de « s'assurer aucun pays » (c'est-à-dire l'URSS). Il se prononce pour la mise sur pied rapide du centre de prévision des conflits, prévu dans le cadre de la CSCE, et pour la création d'un mécanisme de consultation d'urgence dans ce cadre en cas de crise.

Le document propose aussi le développement de liaisons diplomatiques régulières entre l'OTAN et les pays d'Europe de l'Est : réunion d'information entre leurs fonctionnaires et experts des questions militaires, invitations des responsables militaires de ces pays à participer à des débats au siège de l'alliance atlantique, voire à des programmes d'études et de formation. On est un peu sceptique, du côté français, sur la finalité de cette démarche, qualifiée de « buzz » par un responsable de la France a surtout cherché dans cette affaire à freiner l'activisme américain et à veiller à ce que soit clairement renvoyé à la CSCE ce qui, selon elle, lui revient d'urgence qu'à l'OTAN.

C'est sur la situation en URSS que M. James Baker, à la veille de rencontrer à Genève son homologue soviétique, a surtout insisté jeudi. Après avoir souligné que les tentatives réformatrices semblaient reprendre le dessus depuis quelques semaines sur les tendances conservatrices à Moscou, il a énoncé les conditions que les États-Unis mettent à une aide à ce pays : orientation vers une véritable économie de marché, poursuite des efforts vers la constitution d'un état de droit, satisfaction « par le dialogue et la négociation » des aspirations des Russes, élaboration d'un traité de l'Union, « qui donne aux Russes l'autonomie qu'ils souhaitent ».

M. Baker a aussi récusé les diverses demandes d'aides massives formulées ces derniers jours à Moscou en déclarant que l'aide américaine ne serait pas de type « big bang », qu'elle ne pouvait être que « progressive et réaliste », dès lors que les Soviétiques auraient admis qu'ils doivent d'abord s'aider eux-mêmes.

CLAIRE TRÉAN

Le Pentagone dévoile l'existence d'un programme de construction d'un nouveau missile de croisière « furtif ». — L'US Air Force a dévoilé jeudi 6 juin l'existence d'un programme de construction d'un missile de croisière « furtif » jusqu'à présent secret, le TSSAM, conçu principalement pour être utilisé par le bombardier B-2. Selon le communiqué publié par l'US Air Force, le TSSAM (Tri-Service Standoff Attack Missile) est un missile de croisière à charge conventionnelle, « à bas niveau de visibilité, pouvant être tiré de l'air ou du sol ». — (AFP.)

Dans le sous-continent indien

Le Pakistan veut réunir une conférence sur la prolifération nucléaire

Le premier ministre pakistanais a proposé jeudi 6 juin de réunir une conférence à cinq pour éliminer les dangers de prolifération nucléaire dans le sous-continent indien.

Au cours d'un discours au Collège national de défense, près de Rawalpindi, M. Nawaz Sharif a déclaré : « Je voudrais proposer que les États-Unis, l'Union soviétique et la Chine rencontrent l'Inde et le Pakistan pour discuter et résoudre la question de la prolifération nucléaire en Asie du sud. » Des signes permettent de penser, a-t-il ajouté, qu'Américains, Chinois et Soviétiques « pourraient vouloir défendre une approche régionale » de la question. Cette proposition intervient alors

que les relations entre Islamabad et Washington se sont dégradées en raison des efforts du Pakistan pour se doter d'une capacité de frappe nucléaire, en particulier avec le soutien de la Chine. « Les difficultés actuelles avec les États-Unis sont particulièrement regrettables (...) et on ne devrait pas laisser ces relations se dégrader », a déclaré M. Sharif.

Ni l'Inde ni le Pakistan n'ont encore signé le traité de non-prolifération nucléaire, auquel la France vient de promettre d'adhérer. L'Inde a fait exploser son premier engin nucléaire en 1974. — (AFP, UPI.)

LE MONDE diplomatique

Juin 1991

- **LIBERTÉS ET RAISON D'ÉTAT :** La démocratie blessée par les injustices du système économique, par Claude Julien. — Tant de complexités dans le financement des partis, par Christian de Brie. — Faibles lueurs dans le cotonneux brouillard du consensus (C. de B.). — Une ténébreuse affaire dans la course à la Maison-Blanche, par Yves Eudes.

- **PROCHE-ORIENT :** Cette guerre qui n'aurait jamais dû avoir lieu, par le général Matitahu Peled. — Le peuple irakien victime de deux folies, par Joost R. Hiltermann. — Privés d'État, les Kurdes ne peuvent oublier les leçons de l'Histoire, par Kendal Nezan.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

مكتبة الأمل

POLITIQUE

La rencontre entre M. Marchais et M. Mauroy

Communistes et socialistes ouvrent « un dialogue nouveau »

M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste, a déjeuné, jeudi 6 juin, avec M. Pierre Mauroy, au bureau parisien du premier secrétaire du Parti socialiste. Ce tête-à-tête, le premier depuis plus de deux ans, consacre une reprise de contact entre les deux dirigeants de gauche.

Il s'est passé quelque chose. Je voudrais à la fois insister sur cet événement et ne pas l'exagérer, a dit M. Mauroy en rendant compte de ce déjeuner devant la presse. « C'était une conversation pour faire le tour des questions. Nous n'avons pas pris de décision », a

insisté le dirigeant socialiste dont le ton était plus empreint de circonspection que d'enthousiasme. Le premier secrétaire a indiqué qu'il voulait « avancer avec prudence, réalisme, conviction, en ne criant pas union, union ». Il a donné un mode d'emploi de ce rapprochement : « Nous entrons dans un dialogue. Si nous avons ce dialogue, on se reverra. A un moment donné, ce dialogue permettra à des délégations de se rencontrer, pourquoi pas ? » M. Mauroy a assuré qu'il n'avait rien négocié avec son interlocuteur, à qui il avait indiqué que les modes de scrutin pour les élections régionales et législatives n'avaient pas de raison de changer.

La seule décision annoncée officiellement au terme de cette entrevue est l'organisation d'un colloque, avant la fin de l'année, où pourront débattre les responsables socialistes et communistes, « de Georges Marchais à Charles Fiterman », a précisé M. Mauroy. Analyse de M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, dans un entretien publié par le quotidien l'Alsace : « De fait, l'union de la gauche est reconstruite pour des raisons tactiques. »

M. Le Pors : « Rétro et archaïque... »

M. Anicet Le Pors, membre du comité central du PCF, qui était, vendredi matin 7 juin, l'invité d'Antenne 2, a commenté avec ironie les retrouvailles politiques de MM. Mauroy et Marchais. « C'était émouvant et sympathique, cela avait un petit air rétro, archaïque, a-t-il notamment déclaré. Ça fait dix-huit mois que je propose le retour à des relations courtoises, je trouve donc que c'est plutôt bien. »

L'ancien ministre de la fonction publique a rappelé qu'il avait été critiqué par la direction de son parti quand il s'était personnellement entretenu avec M. Mauroy, en novembre dernier : « A l'époque, c'était mal vu et on en avait fait un compte-rendu tendancieux. Aujourd'hui, on s'en félicite, c'est mieux effectivement, a-t-il ajouté. Il est certain que la conjoncture explique ce qui se passe. M. Mauroy et M. Marchais sont à la tête de partis en difficulté. En se rencontrant il se légitiment mutuellement. »

Le premier secrétaire du PS ayant annoncé la préparation d'un colloque avec le PCF pour la rentrée prochaine, M. Le Pors, qui fait partie du courant « refondateurs » du PCF, a profité de la circonstance pour rappeler la tenue de la première rencontre publique organisée par les signataires du manifeste « Refondations », vendredi 7 juin à 21 heures et le lendemain à la Cité des sciences et des techniques de la porte de La Villette à Paris.

Un bureau national extraordinaire de l'ADD, réuni mercredi 5 juin en présence de ses trois fondateurs, MM. Michel Durafour, Jacques Feller et Thierry de Beaucourt, a confirmé la ligne d'autonomie décidée au lendemain du changement de gouvernement, qui avait été marqué, notamment, par le départ de ces trois ministres d'ouverture.

La méthode de M^{me} Cresson

L'anti-Rocard

Il est trop tôt pour savoir si M^{me} Cresson parviendra à combiner le « nouvel élan » social et européen avec une priorité accrue à l'industrialisation du pays et le maintien d'un franc fort. En revanche, trois semaines après sa nomination à Matignon, sa méthode de gouvernement apparaît bien comme l'antithèse de celle de M. Michel Rocard. M. Rocard voulait agir sur la durée; il avait ouvert de multiples grands chantiers et cela lui a été reproché; il aimait à théoriser sa pratique de chef de gouvernement, avec une expression souvent complexe, qui impressionnait certains de ses auditeurs, en désorientait d'autres.

Avec M^{me} Cresson au gouvernement, c'est exactement le contraire : son entourage ne cache pas qu'à ses yeux, il est inutile de se lancer dans vingt-six directions différentes. Les mesures doivent être simples, facilement identifiées, rattachées à quelques grandes orientations : la lutte contre le chômage, la formation. En plus, il faut aller vite. L'horizon du premier ministre est limité par les législatives. Sa politique doit donc avoir produit ses effets assez tôt pour que les électeurs le perçoivent et le traduisent dans leurs votes.

En outre, le raisonnement de M^{me} Cresson - tel que le développent ses proches - face à l'abstention des électeurs de gauche est simple : pour que les gens aillent voter, ils doivent comprendre la politique suivie, il faut donc tenir le discours le plus clair, le plus accessible, le plus compréhensible possible, quitte à ce qu'il puisse paraître simpliste (1). Le paradoxe de M. Rocard est qu'il s'était présenté comme le premier ministre de la « vie quotidienne » des Français, au risque de faire sou-

rire l'opposition, et qu'il s'était, en fait, engagé dans de vastes chantiers qui n'ont eu, précisément, que peu d'effets immédiats sur la vie quotidienne. Il s'agit bien, pour M^{me} Cresson, de renouer avec le discours de la vie quotidienne, avec une sensibilité propre qui l'y prédispose plus.

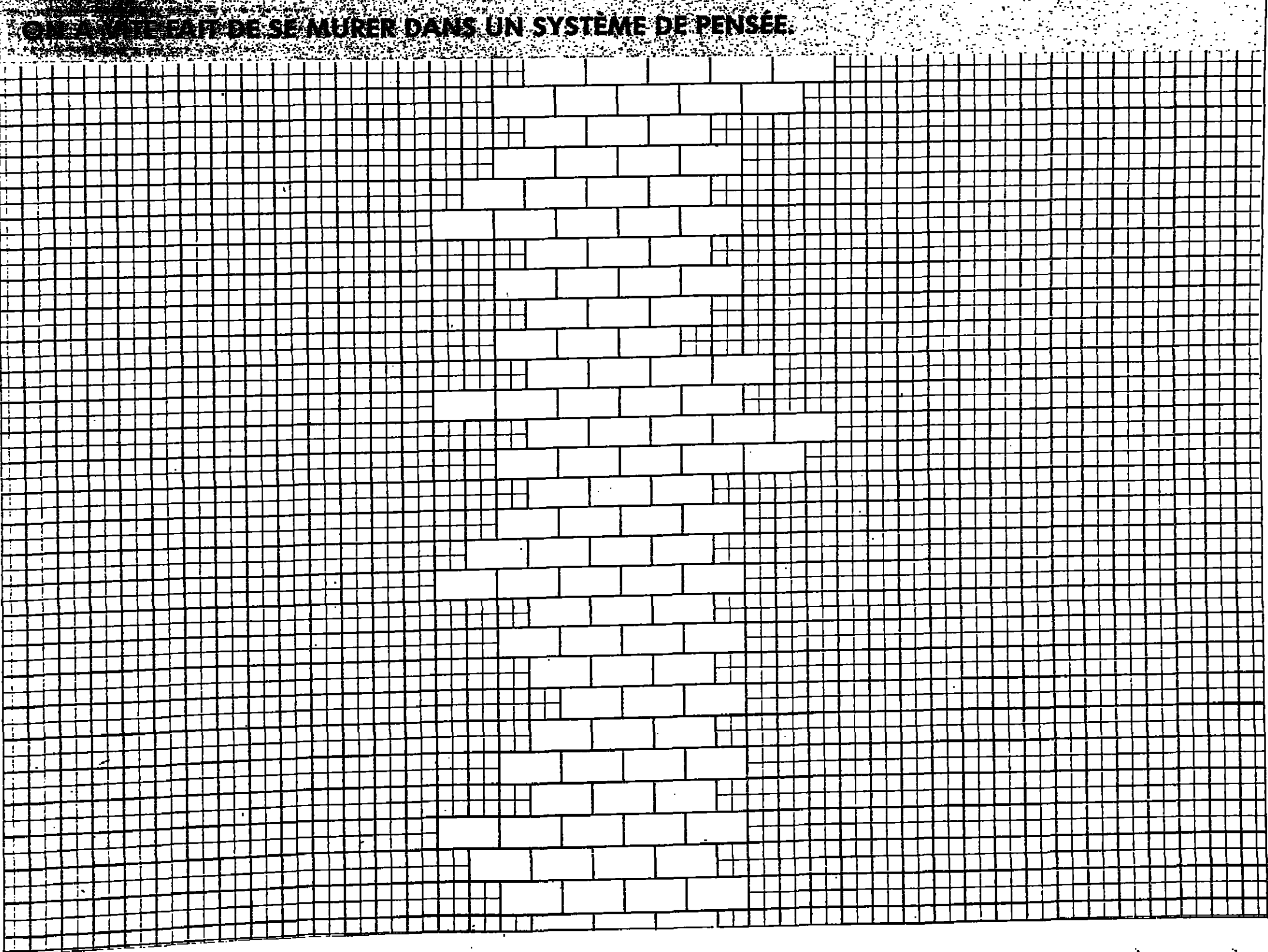
Efficacité rapidité

Il y a encore un autre terrain, d'ailleurs lié au premier, sur lequel le gouvernement de M^{me} Cresson entend prendre le contre-pied de l'image du gouvernement de M. Rocard. Depuis qu'il est porte-parole, M. Jack Lang, à chaque conseil des ministres, souligne combien le nouveau gouvernement a pour souci une meilleure efficacité, une plus grande rapidité de l'appareil d'Etat. Dernier exemple en date : la protection du littoral (le Monde du 7 juin), pour laquelle ministres et préfets sont invités à faire preuve de la plus grande fermeté, ce qui revient à dire que ce n'était pas le cas sous M. Rocard.

Puisque le nouveau gouvernement s'est délibérément placé sur ce terrain très concret et très sensible, il sera intéressant de voir si le volontarisme à la Cresson produit plus d'effets que le mode de gouvernement « apaisé » de M. Rocard.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) M^{me} Cresson a inauguré, jeudi 6 juin, une nouvelle forme de communication indirecte. Chaque semaine, elle s'entretient avec des journalistes de manière informelle, à condition qu'aucun de ses propos ne soit rapporté entre guillemets.



POLITIQUE

L'élection partielle de Belfort

M. Chevènement s'emploie à mobiliser les abstentionnistes

Le second tour de l'élection législative partielle, provoquée par la démission de la suppléante de M. Jean-Pierre Chevènement afin de permettre à l'ancien ministre de la défense de retrouver son siège à l'Assemblée nationale, oppose, dimanche 9 mai, le maire de Belfort au candidat de l'opposition parlementaire, M. Jean Rossetto (RPR). M. Chevènement, qui a obtenu 38,51 % des voix au premier tour, s'est fixé comme objectif d'en réunir 55 % au second et s'emploie, pour y parvenir, à mobiliser les abstentionnistes.

même une tonalité annonciatrice des grands affrontements régionaux et législatifs à venir. De M. Alain Juppé, vedette de la réunion adverse, M. Chevènement affirmait qu'avec M. Edouard Balladur il incarne « ce qui reste du gaullisme quand on en a été l'espérance ». M. Rossetto citait, lui, de méchantes versées d'un de ses partisans : « Belfort, ancienne ville de garnison. Dit très fort : « Non à la trahison ! » Les deux adversaires ont eu droit, jeudi soir, sur la station locale de Radio-France, à un face-à-face, préparé de part et d'autre avec soin.

« Le cynisme des puissants »

Ils avaient déjà eu l'occasion de se mesurer d'une autre manière, moins conventionnelle. L'Est républicain leur ayant demandé de traiter l'un des sujets de philosophie soumis aux lycéens le 5 juin, il s'agissait d'un texte de Kant sur la référence au droit dans les relations entre États. M. Chevènement était à son affaire. « Le cynisme des puissants doit toujours se camoufler derrière l'invocation du « droit », écrit l'ancien ministre de la défense au sujet de l'action des États-Unis dans la crise du Golfe. Il ajoute : « Non ! la raison du plus fort n'est pas toujours la meilleure. On n'a jamais raison d'être toujours du côté du manche. On ne doit pas se coucher ou « collaborer », même si c'est plus confortable. L'appel au droit est au fond de la conscience humaine. Cela s'oppose, selon les époques, à l'égoïsme, à la « résister », ou bien « luter ». Pour moi, c'est cela, être « de gauche » et même, plus simplement, être un homme. »

M. Rossetto voit dans la guerre du Golfe la démonstration de la thèse inverse. « Pour une fois, écrit-il, la « nature » donnait au plus faible le droit de jeter à la face du plus fort son ignominie : elle donnait la possibilité, pour parler Clausewitz [...], de « faire de la guerre la continuation de la morale ». Un pari de l'intelligence ! » Le professeur de philosophie auquel les deux copies ont été soumises sans mention de l'identité de leurs auteurs a jugé non conforme la façon dont les candidats ont pratiqué le commentaire de texte... et a refusé, pour cette raison, de les noter.

PATRICK JARREAU

Le débat sur la défense à l'Assemblée nationale

Le « risque » a remplacé la « menace »

Avant la discussion de la future loi de programmation militaire qui devrait avoir lieu à l'automne au Parlement, les députés ont tenté, jeudi 6 juin, à un galop d'essai en tant que tel, de tirer les enseignements de la guerre du Golfe. M. Edith Cresson a assisté brièvement à ce débat précédé par une déclaration du gouvernement sur les orientations de la politique de défense. Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, s'est prononcé pour une rénovation de la programmation militaire débouchant, à terme, sur une véritable planification.

Bien que les enseignements de la guerre du Golfe aient servi de toile de fond au débat de l'Assemblée, chacun s'est efforcé d'éviter le travers consistant à préparer pour demain la guerre qui vient de se terminer. Précaution d'autant plus sage que l'instabilité du contexte international donne des arguments à ceux qui prônent une défense à l'articulation flexible.

A la notion relativement précise de « menace » (celle que faisait peser par exemple le pacte de Varsovie) s'est substituée celle plus floue et plus inconfortable de « risque », ont rappelé plusieurs orateurs, dont M. Alain Juppé. Le secrétaire général du RPR a estimé que la seule certitude qui demeurerait aujourd'hui, c'est que nous n'en avons aucune... » Le député RPR en conserve toutefois une bien autre, celle de la faillite du socialisme en matière de politique de défense. C'est cette faillite qui, « imposera, a-t-il dit, à nos successeurs des choix difficiles, dont le pays doit prendre conscience dès maintenant ». Il s'est toutefois gardé de reprendre à son compte le chiffre de 4,5 % du PIB (contre 3,37 % aujourd'hui) avancé par le président du RPR, M. Jacques Chirac, comme le niveau à atteindre pour doter la France d'un outil militaire crédible. Il s'est prononcé pour la progression de l'effort de défense de 3 % l'an (en francs constants) sur une durée de cinq ans minimum. Cette progression devrait, dans son esprit, couvrir l'ensemble du budget de la défense (équipement et fonctionnement).

M. Philippe Mestre (UDF, Vendée) lui a emboîté le pas : « La France ne dispose plus des moyens militaires indispensables pour faire face à ses obligations et pour satisfaire sa légitime ambition de tenir son rang dans le monde. Cela saute aux yeux », s'est-il exclamé en demandant un effort financier qui ne soit pas inférieur à 4 % du PIB : « C'est le chiffre pivot au-dessous duquel il serait dangereux de faire descendre l'effort financier. » L'orateur du groupe centriste, M. Loïc Bouvard, a fait preuve de moins d'impétuosité en estimant qu'à un moment où d'autres pays diminuaient leur budget de défense la France se devait de donner l'exemple, non pas par l'augmentation de son propre effort, mais par la conjonction politique, économique et financière de ses efforts. Quant à M. Louis Pierra, il a, au nom du groupe communiste, réitéré la demande d'un transfert de 40 milliards de francs positionnés sur le budget de la défense pour être affectés vers l'éducation. « L'avenir est dans le désarmement et la suppression de toutes les armes nucléaires à l'aube de l'an 2000, a-t-il dit. Il faut une véritable sécurité collective européenne toute l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. » Il n'a pas chappé au ministre de la défense que la tonalité générale de son discours était toutefois plutôt mesurée. Le député communiste s'est notamment félicité des positions prises par le président de la République en faveur du désarmement.

Le ratio miracle

De son côté, M. Guy-Michel Chauveau (PS, Sarthe) a cherché à relativiser cette querelle de chiffres en expliquant que, même avec 6 % du PIB, la France ne pourrait pas réaliser les programmes arrêtés. Membre de la commission des finances, M. François Hollande (PS, Corrèze) a également mis en garde ceux qui feraient du pourcentage du PIB le ratio miracle. Il a contesté sa fiabilité en soulignant son caractère artificiel puisqu'il est lié au niveau de la croissance. Il a renvoyé dos à dos ceux qui prônent une hausse ou une baisse importante des dépenses militaires en rappelant à quel point était rigide la structure du budget de la défense. « Il faut écarter les schémas simplistes et partir des missions », a-t-il rappelé. Au passage, il a salué l'attitude de M. Joxe sur le fait que l'opinion publique comprendrait mal que les contributions financières (6 milliards de francs) apportées à la France par ses alliés pour l'effort de guerre du Golfe n'aillent pas à la défense pour « une part significative ». En effet, selon certains députés, le ministère

du budget ne l'entendrait pas ainsi.

Le président de la commission de la défense, M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ille-et-Vilaine), a également refusé de se laisser enfermer par l'opposition dans « les éternelles polémiques budgétaires qui, trop souvent, masquent un désert de l'analyse stratégique ». Il s'est toutefois montré hostile à une augmentation de l'effort financier parce que « la révision de l'ensemble de nos concepts obligera à décider des efforts nouveaux dans certains domaines, mais aussi des réajustements dans d'autres ». Ainsi a-t-il estimé que l'objectif de mille quatre cents chars était surévalué : « La moitié peut suffire. » Il ne s'est pas montré non plus favorable à la construction d'un système sous-marin nucléaire lanceur d'engins de nouvelle génération (M. Juppé, pour sa part, n'a pas fait du maintien de trois SNLE en permanence à la mer un point de dogme intangible). Des réductions d'essais nucléaires pourraient également, selon M. Boucheron, être envisagées. Il s'est également déclaré hostile au maintien de 35 milliards de francs pour le missile nucléaire S4 et s'est montré dubitatif quant à la nécessité d'avoir trois séries différentes d'avions Rafale et de construction de porte-avions à propulsion nucléaire.

Mais si, dans son esprit, certains programmes doivent être ralentis ou bloqués, d'autres doivent s'accroître. Ainsi, leçon du Golfe oblige, s'est-il prononcé pour une arme de dissuasion conventionnelle du fort au faible que pourrait représenter un missile de croisière à moyenne portée et à grande précision qu'un avion, un bateau ou un sous-marin pourrait tirer sur un pays « qui voudrait prendre la France en otage sous sa menace terroriste ou balistique ».

Horizon 2002

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, s'est gardé également d'avancer trop précieusement sur le terrain de l'évaluation financière. Il a toutefois rappelé que la tendance générale dans les pays occidentaux était plutôt à la réduction des effectifs et à la réduction des dépenses de défense. « Sans se précipiter tête baissée vers des réductions nouvelles, nous ne pouvons non plus fonder dans la direction opposée, c'est-à-dire celle d'une croissance forte de nos dépenses militaires qui ne correspondrait ni à notre analyse stratégique ni à nos capacités économiques. » Il a insisté sur le fait que le nouvel environnement économique de la défense

était à l'internationalisation des programmes d'armement et des capacités de production : « Notre industrie de défense ne saurait vivre dans l'autarcie et avec l'éternelle assurance qu'elle dispose d'un marché protégé. » Il s'est déclaré prêt à se faire l'avocat de la coopération internationale, quelles que soient les difficultés « et, pourquoi pas, l'avocat du marché européen de l'armement ».

S'agissant de la future loi de programmation militaire, le ministre a insisté sur le fait que, pour s'adapter à la nouvelle norme internationale, il fallait la concevoir comme la première étape d'une planification de la défense à l'horizon 2002 (tout particulièrement pour la dimension logistique). Il n'a pas caché son ambition de redonner à l'instrument de programmation « toute son autorité ». Il s'est engagé à rendre compte, chaque année, devant la représentation nationale, de l'exécution des programmes et à justifier les écarts éventuels constatés. D'autre part, conformément à un vœu exprimé par le président Boucheron, M. Joxe s'est dit favorable à la rédaction, chaque année, d'un rapport parlementaire sur les exportations d'armements.

Enfin, il a renouvelé les réserves émises par la France à propos de la réorganisation des futures forces de l'OTAN telles que définies par le Comité des plans de défense le 28 mai dernier. « On peut s'interroger, dit nous le faisons, sur la logique d'une démarche qui conduit nos partenaires à redéfinir la structure des forces de l'alliance, avant même d'être fixés sur l'évolution de la menace, le renouvellement de la stratégie et du rôle de l'OTAN, tous sujets qui, de leur propre aveu, ne feront l'objet de décisions que lors du sommet de l'alliance en novembre, auquel participera le président de la République. »

Le RPR a reproché au gouvernement d'avoir laissé l'OTAN se réorganiser sans intervenir ni faire de propositions. L'ancien président de la commission de la défense, M. François Fillon (RPR, Sarthe), a, quant à lui, défendu l'idée d'une « européanisation de l'OTAN », idée, selon lui, moins « illusoire » qu'une politique de défense commune propre aux Européens. « Il appartient à la France de mettre les Européens au pied du mur et de les convaincre de prendre davantage leurs responsabilités. Les convaincre, c'est aller les chercher là où ils sont : c'est-à-dire à l'OTAN », a-t-il affirmé.

PIERRE SERVANT

Réunion à Poitiers des libéraux démocrates et réformateurs européens

M. Giscard d'Estaing veut inventer un nouveau fédéralisme

POITIERS

de notre envoyé spécial

Les Français ne sont pas très à l'aise dans les regroupements internationaux de partis politiques. Les réunions, tenues à Poitiers depuis le début de la semaine, de la Fédération des libéraux démocrates et réformateurs européens, d'abord de son groupe au Parlement de Strasbourg, puis de son quatorzième Congrès, ont encore une fois montré.

Certes, M. Valéry Giscard d'Estaing a rempli sans rechigner les devoirs de sa charge de président de groupe, n'hésitant pas à tenir le « mauvais rôle » de rapporteur du bilan d'activités : certes, M. Jean-Pierre Raffarin, le président PR du conseil régional de Poitou-Charentes et membre de l'Assemblée de Strasbourg, a su démontrer que la réputation de l'accueil français n'était pas vaine ; mais les deux partis politiques français membres de cette Fédération, le Parti républicain et le Parti radical, n'ont pas manifesté un intérêt très grand pour cette instance. Pour s'en convaincre, il suffisait de voir les tables de leurs délégations obstinément vides, jeudi 6 juin dans l'après-midi, pendant que le congrès débattait avec passion des statuts de la Fédération.

C'est que les alliés européens du PR et des radicaux valoisais sont des partis qui, chez eux, sont autant en lutte contre des partis conservateurs ou démocrates-chrétiens puissants que contre les socialistes. Les divergences de stratégie nationale ne peuvent qu'avoir une influence sur les choix européens.

Ainsi, M. Gérard Longuet, le président du PR, en accueillant jeudi matin les quelque cent soixante délégués des quatorze par-

tis de nos onze voisins de la Communauté membres de cette Fédération, en son nom et en celui de M. Yves Galland, président du Parti radical, a souligné que ces deux formations voulaient allier « un volontarisme européen acharné à une démarche empirique ». C'est, à l'explication que cette prudence dans le cheminement avait pour raison la crainte de donner des arguments aux « néo-populistes » qui pourraient utiliser les contraintes entrainées par la construction européenne. Mais il a aussi clairement laissé entendre qu'en défendant cette ligne, il voulait faciliter un accord en France avec le RPR. Insister sur le pragmatisme, c'était se démarquer du CDS mais aussi du programme de la Fédération libérale qui se veut exclusivement volontariste.

Retour aux pères fondateurs

De même M. Giscard d'Estaing, s'il a souligné que les progrès vers l'union politique effectués par la conférence intergouvernementale qui la prépare étaient « faibles », il n'a pas caché que pour préparer l'élargissement qu'il souhaite de la Communauté aux pays scandinaves et à ceux de l'ancien bloc communiste, il fallait que le résultat de cette conférence intergouvernementale soit compatible avec de nouvelles adhésions à la Communauté. Il faut donc, d'après lui, inventer « un fédéralisme d'un type nouveau ». Or, le projet de résolution préparé par les dirigeants de la Fédération libérale continue à prôner le fédéralisme des pères fondateurs de la construction européenne. Son président, l'ancien ministre belge M. Willy de Clercq, après avoir séchement critiqué l'état actuel des négociations entre

les gouvernements des Douze, a même demandé que les Parlements nationaux s'autorisent pas la ratification du futur traité d'union politique si celui-ci n'était pas approuvé par le Parlement européen. Les Français, eux, ne sont pas prêts à défendre une telle démarche.

M. Giscard d'Estaing s'est aussi montré plus nuancé que ses hôtes étrangers à propos de l'union monétaire. Il s'est dit préoccupé par le fait que la marche vers celle-ci « au lieu de s'accroître, actuellement se ralentit ». Mais il a aussi reconnu que la complexité de sa construction s'accroissait puisqu'il y a, en ce moment, « plutôt divergences que convergences des politiques économiques ». Il a d'ailleurs souligné que la situation allemande, après l'intégration de l'ancienne Allemagne de l'Est, montrait « les difficultés d'une union monétaire trop rapide ». Ainsi, l'ancien président de la République française a souligné, devant les libéraux volontaristes, que la politique ne pouvait pas faire plier l'économie.

THIERRY BRÉHIER

Modifiant le texte du gouvernement

Le Sénat défend l'autonomie des services hospitaliers

Les sénateurs ont continué, jeudi 6 juin, l'examen du projet de loi réformant le système hospitalier. A propos de l'organisation médicale des établissements hospitaliers, la droite a voté un amendement supprimant toute référence aux départements, revenant ainsi à la loi Barzach de 1987.

Service hospitalier ou département hospitalier ? Les familles des questions hospitalières savent que ce débat recèle les ingrédients d'une grande querelle, aussi considérable que le clivage entre l'hôpital privé et l'hôpital public. Il s'agit de la « guerre de la décentralisation », laquelle oppose, à propos des règles de l'organisation médicale interne des établissements, la gauche, qui en tient pour le département, à la droite qui ne veut pas en entendre parler.

Sur proposition du rapporteur de la commission des affaires sociales, M. Claude Huriet (Un. cent. Meurthe-et-Moselle), la majorité sénatoriale a donc prôné l'adoption d'un amendement supprimant la référence aux départements, « afin de souligner que le

service reste bien l'unité administrative de base des établissements ».

« Nous abordons un terrain miné et passionnel », a prudemment commencé le ministre, qui a ensuite critiqué le caractère contraignant de la disposition proposée par la commission des affaires sociales. M. Guy Penne, porte-parole du groupe socialiste, qui avait dénoncé au cours de la discussion générale « la frousse des patrons » qui « se referment comme des mollusques lamellibranches lorsque l'on prononce le terme de département », est venu à la rescousse du ministre en regrettant que le Sénat se fasse « le bastion du mandarinat ».

La responsabilité des établissements

M. Huriet s'est défendu en arguant du fait que l'amendement renforçait l'autonomie des établissements et qu'il participait donc de l'esprit d'une toute autre disposition, adoptée à l'Assemblée nationale sur proposition de M. Durieux, qui offre aux établissements une réelle marge de manœuvre. M. Charles Desours (RPR, Isère) a assisté le rapporteur en indiquant que les jeunes médecins hospitaliers étaient particulièrement remontés contre le texte du gouvernement et qu'ils allaient d'ailleurs bientôt se mettre en grève pour lui signifier leur mécontentement. La majorité sénatoriale a finalement voté pour l'amendement qui précise que « les services peuvent être organisés en unités fonctionnelles ou fédérés en départements ». Le groupe socialiste a voté contre et le groupe communiste s'est abstenu.

La volonté de la commission des affaires sociales de responsabiliser les établissements s'est concrétisée sur d'autres points de

ce projet particulièrement technique. Estimant que le projet en discussion n'a pas comme objectif la réduction des dépenses de santé mais bien la réforme du système hospitalier, les sénateurs ont, par exemple, décidé de supprimer, au chapitre des autorisations pour les établissements, la subordination de cette autorisation au respect d'engagements relatifs aux dépenses, à la charge de l'assurance-maladie ou au volume d'activité.

Ils ont également rétabli, à propos des contrats pluriannuels entre les établissements, l'Etat et les collectivités – pour la réalisation d'objectifs retenus par le schéma d'organisation sanitaire, le texte du gouvernement. Initialement, ce texte précisait le caractère facultatif de ces contrats, alors que l'Assemblée nationale lui en avait donné un plus systématique.

De même, à propos de l'organisation des établissements, les sénateurs, prolongeant une disposition adoptée à l'Assemblée nationale, ont supprimé la tutelle de l'Etat sur les délibérations des conseils d'administration. L'amendement adopté stipule que le contrôle a posteriori est la règle et le contrôle a priori l'exception. Les établissements publics de santé seront donc soumis, sauf en matière financière, à un régime semblable à celui des établissements publics locaux régi par la loi de décentralisation de 1982. C'est d'ailleurs ce dernier point qui a suscité les vaines réserves de MM. Durieux et Penne qui ont estimé que le système, valable pour les collectivités territoriales, était difficilement transposable pour des établissements de santé.

GILLES PARIS

LES CAHIERS DE
ESPRIT L'ORIENT
L'APRÈS GUERRE
Contre la guerre des cultures
ضد حرب الثقافات
Juin 1991, numéro spécial 95.00 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - TEL : 48.01.08.33

مكتبة الأمل

EDUCATION

Malgré la volonté du premier ministre d'accélérer la mise en place d'un contrôle continu

Le gouvernement ne modifiera pas le baccalauréat en 1992

Le baccalauréat n'aura pas lieu. C'était en 1989 : un haut fonctionnaire de la maison Education nationale prophétisait la catastrophe pour 1992. Un raté dans le programme informatique, chargé de répartir les quelque 130 000 candidats de la région parisienne dans les centres d'examen, et la montre rendait son dernier hoquet. Tué par asphyxie et indigestion de candidats.

Un an avant l'échéance fatale, le baccalauréat est toujours là mais le mètre-étalon de notre enseignement n'est plus très gaillard. Année après année, l'examen-phare français bat tous les records d'affluence et s'approche d'un peu plus du point de rupture. Près de 600 000 candidats (dont près de la moitié pour le seul baccalauréat général) sacrifient au rite cette année, soit 12 % de plus que lors de la dernière session.

En 1950, 5 % des jeunes d'une génération obtenaient le précieux parchemin ; ils étaient 11 % en 1960, 20 % en 1970, 38,5 % en 1980 et 44,4 % en 1990. Si l'objectif d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac en l'an 2000 se réalise, c'est 60 % qui décrocheront alors l'examen, si les taux de succès actuels se maintiennent. Et ils sont en progression constante : 68,9 % de succès en 1987, 71,9 % en 1988, 72,9 % en 1989, 73,1 % en 1991 ; le nombre des candidats atteindra alors les 700 000.

Une machine ingérable

L'organisation du bac, qui coûte la bagatelle de 170 millions de francs, s'enlise dans des difficultés qui s'alourdissent chaque année. Le premier ministre, M. Edith Cresson, s'est ennuie, comme auparavant M. Michel Rocard, de la désorganisation du troisième trimestre, imputable en partie à l'examen. Tous les lycées publics

sont, en effet, mobilisés et, dans certaines académies comme à Paris, les collèges sont mis à contribution. Mais, quand bien même on trouverait des solutions de remplacement - établissements publics, églises ou cinémas - les enseignants manqueraient à l'appel. Car ils sont mobilisés, dès le début des épreuves, par la surveillance des salles d'examen, puis par le passage des copies, et, enfin, par la correction. Une corvée qui tourne au cauchemar dans certaines disciplines comme la philosophie, où les professeurs sont rares et les copies très nombreuses.

Signe des temps : le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), s'est fait une douce violence en acceptant, l'an dernier, l'idée que les locaux des lycées privés - qui présentent 100 000 candidats - soient mis à contribution. Car la mise à l'écart du privé avantagé ce dernier, qui peut tranquillement faire travailler ses élèves en toute sérénité jusqu'au dernier jour de l'année scolaire. Le ministère, pour l'instant, n'a pas tranché.

Pas question, néanmoins, pour le SNES de pousser trop loin le bouchon et de laisser les enseignants du privé, même diplômés, corriger les précieuses copies. C'est même le seul point sur lequel, lors de son dernier congrès, le Syndicat a exprimé un vote négatif. Un symbole. Le congrès est, en effet, resté sourd à la requête de certains militants de l'Ouest, qui se plaignaient de crouler sous le poids des copies des lycées du privé, particulièrement nombreux dans la région.

En 1989, M. Lionel Jospin avait déjà tiré le signal d'alarme en s'inquiétant de ce que la machine devenait ingérable. Mais ses propositions du 22 avril pour la rénovation des lycées contournaient soigneusement l'obstacle. Nulle trace, en effet, dans le schéma soumis par le ministre à la concerta-

tion, d'une réforme ou au moins d'aménagements susceptibles de prévenir l'implosion. Pas plus que ses prédécesseurs, l'actuel ministre de l'éducation nationale n'a osé, jusqu'à présent, affronter le suprême tabou, véritable clé de voûte de l'édifice scolaire.

Le débat n'est pas nouveau. Depuis des années, le constat fait l'objet d'un consensus très large : la seule solution pour échapper à l'asphyxie consisterait à alléger, d'une manière ou d'une autre, l'organisation de l'examen. Depuis le rapport de M. Antoine Prost, en 1982, sur l'état des lycées, la plupart des observateurs ont préconisé une formule de contrôle continu, déjà en vigueur pour certains diplômes de l'enseignement professionnel. Mais la réticence des enseignants du SNES, syndicat majoritaire dans les lycées, comme le poids symbolique du baccalauréat pour les familles, ont jusqu'à présent fait avorter toute tentative de réforme. Ainsi, l'an dernier, M. Jospin avait lancé un ballon d'essai en proposant une formule de contrôle continu partiel pour les seuls baccalauréats technologiques. Mais il avait rapidement été obligé de battre en retraite devant le tollé soulevé par cette proposition.

170 millions de francs

A peine installée, le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, a relancé le débat en s'appuyant sur le mécontentement provoqué, cette année comme chaque année, par la désorganisation du troisième trimestre, dont le bac est en partie responsable. « Avec la progression du nombre d'élèves, si on laisse les choses en l'état, la situation empirera, soulignait-elle, le 26 mai à Saint-Ouen-l'Aumône. Je sais les réticences qu'entraîne la suggestion de développer le contrôle continu pour limiter la durée et le contenu

des examens. Si elle n'est pas la bonne, cette solution devrait être remplacée par d'autres suggestions que, pour ma part, je ne vois pas. »

Sentant le vent venir, le ministre de l'éducation nationale avait, dès le 23 mai, à Saint-Avoid (Moselle), évoqué l'éventualité « qu'une partie du baccalauréat se fasse en cours de formation ». Une telle perspective a immédiatement cristallisé les positions. M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, déclarait le 4 juin que l'instauration du contrôle continu au baccalauréat est « une bonne formule, moins coûteuse en temps, moins stressante et tout aussi efficace » que l'examen final actuel. Et il ajoutait que « le contrôle continu ne diminuerait pas la valeur de l'examen ». La riposte ne s'est pas fait attendre. Le SNES, ardent défenseur de la grande-messe annuelle, nationale et anonyme, s'insurgeait contre l'éventualité de « transformer le bac en diplôme maison, avec contrôle en cours de formation, simple attestation de fin d'études, avec son corollaire, la perte du statut de premier grade universitaire et l'instauration d'une sélection à l'entrée à l'université ». Même écho du côté de la Société des agrégés. Devant ces réactions, M. Jospin, le 6 juin, déclarait prudemment à RMC que la question du contrôle en cours de formation « sera posée ». Mais il restreignait son champ d'application éventuel aux langues vivantes et se réservait d'aborder la question lors de la présentation, avant la fin du mois de juin, de sa réforme du lycée.

Tant de tergiversations ne sont manifestement pas du goût du premier ministre. L'entourage de M^{me} Cresson laissait entendre, le 6 juin, qu'il fallait trancher la question. Et rapidement. Commande aurait été passée au ministre de l'éducation nationale d'alléger l'organisation du baccalauréat dès la session 1992.

Il semble aujourd'hui que cette échéance très rapprochée, qui bousculerait le calendrier de la réforme des lycées envisagé par M. Jospin, n'ait jamais été explicitement évoquée par Matignon.

Dans un communiqué publié le 7 juin, « le cabinet du premier ministre précise que, dans le but de permettre aux élèves de bénéficier d'une année scolaire pleine, certaines modalités d'organisation du baccalauréat seront revues dès la session de 1992. En revanche, il ne saurait être envisagé, à cette date, de mettre en œuvre une réforme du baccalauréat. Cette dernière est à l'étude dans les services du ministère d'Etat, ministre de l'éducation nationale. Cette réforme sera conduite en étroite concertation avec les représentants des enseignants et des parents d'élèves. »

Il est évident que les services du premier ministre découvrent à vive allure la lourdeur de l'éducation nationale et la complexité de ce genre de réforme. On ne modifie pas le fonctionnement de cinquante séries de baccalauréat par un coup de baguette. Surtout quand on sait que cette machine complexe est mise en route dès le mois de septembre pour la session de juin suivant.

GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

EN BREF

Le nombre des tués de la route a baissé de 18,3 % en avril. Le bilan du mois d'avril en matière de sécurité routière traduit une nouvelle amélioration par rapport au mois d'avril 1990. Les accidents régressent de 10,4 %, le nombre des blessés de 12,5 % et celui des tués de 18,3 %, soit 673 en un mois.

en vigueur de la limitation de vitesse à 50 kilomètres à l'heure en ville et au port obligatoire de la ceinture de sécurité aux places arrière.

Précisions. - A propos de la réaction de l'ordre des médecins à un texte sur le recours à l'euthanasie (le Monde du 6 juin), nous faisons allusion, dans le titre, à un projet de loi. Il s'agit en fait d'une proposition de résolution qui sera prochainement discutée devant le Parlement européen.

ESPACE

Pour réparer des joints de portes

Sortie imprévue pour les astronautes de Columbia

Mauvaise surprise pour les sept astronautes de la navette américaine Columbia, en orbite autour de la Terre depuis mercredi 5 juin : à peine installés, ils ont appris qu'une sortie imprévue dans l'espace serait peut-être nécessaire pour effectuer une réparation essentielle à la sécurité de leur habitat.

Fixés sur le bord transversal de la soute de la navette, des bandes flexibles de 4,5 mètres de long, qui jouent le rôle de joints hermétiques lorsque les portes se referment, semblent en effet s'être décollées au début du vol.

Les ingénieurs de la NASA craignent que les sections brisées d'un de ces joints ne gênent le bon verrouillage de la navette lors de la phase initiale de son retour sur Terre, prévu pour le 14 juin. La sortie dans l'espace de deux astronautes pourrait avoir lieu dimanche 9 juin, et entraînerait l'arrêt des travaux scientifiques à bord du Spacelab pendant l'opération. - (AFP)

DES PROBLÈMES TROUVENT UNE ISSUE.

Chez Matra c'est la souplesse d'esprit qui permet de marier rigueur et intuition créative pour sortir des sentiers battus et trouver des solutions originales à des problèmes complexes. L'expertise de Matra, en micro-électronique et génie logiciel, acquise au fil des années est à la base de son savoir-faire. Dans ses domaines de compétences, l'Espace, la Défense, le Transport, l'Automobile et les Télécommunications, ses réussites témoignent du bien-fondé et de la créativité de sa démarche.

MATRA

HAUTE TECHNOLOGIE CRÉATIVE

CULTURE

MUSIQUES

Le son du silence

Le saxophoniste Stan Getz est mort le 6 juin à Los Angeles. Il était âgé de soixante-quatre ans

Doué, trop doué, génial, exaspérant, indépassable, désespérant, magnifique, le saxophoniste ténor Stan Getz, surnommé en toute simplicité « The Sound » (le son), vient de disparaître.

Pour une grande part du public, le nom de Stan Getz se confond avec la bossa-nova à l'américaine. Indice éloquent, on pouvait lire, il y a peu, dans des études à prétentions sérieuses, qu'il serait brésilien. Non, non : archétype du musicien de jazz des années 50, Stan Getz est né à Philadelphie, excitante métropole du jazz, le 2 février 1927. La bossa-nova, la « nouvelle vague » sur laquelle il a glissé en compagnie de Luis Bonfá, d'Astrud et de João Gilberto, avec le guitariste Charlie Byrd, ne représente qu'un accident éblouissant et révélateur d'une carrière somme toute étrange : « Les critiques ne m'aiment pas, disait-il, sans doute à cause de ma personnalité désagréable ».

Désagréable ou pas, il a interprété la bossa comme le reste, avec une énorme personnalité. Avec un son inimitable, suave, comme déambulant, flottant, un son que l'on croirait revenu du rêve ou de la mort, et un sens de la mise en place sans défaut.

Quand tout un chacun s'est mis à siffloter *Desafinado*, les puristes de la première heure ont pris le maquis. Pour ne pas être en reste, les intégristes de la musique brésilienne, mi-vaudou, mi-Saint-Nicolas-du-Char-donné, se sont convertis de cendres.

Stan Getz a continué de jouer comme avant. A la vérité, il n'a jamais bien compris comment il

pouvait être simultanément - l'idéal du moi, pourtant ! - le meilleur des « musiciens pour musiciens » et un auteur de tubes à plages. En pleine gloire de Coltrane et Rollins, les revues américaines ont eu le toupet de le classer « meilleur ténor de l'année ». On ne le lui a pas pardonné. Que Coltrane déclare ce qu'il lui devait n'a pas réussi à arranger ses affaires. Lui ne se croyait pas « trop » doué : peut-on l'être « trop » ? Il se savait musicien, un point c'est tout : cela fait une différence.

D'une certaine façon, Stan Getz irrita autant qu'il séduisit, ici choyé avec la démesure qu'inspirent les enfants chéris des dieux, play-boy nonchalant, accablé à tous les clichés imaginables de la côte ouest, pioches maues en forme de cœur, douceur mortelle du plaisir, la détesté pour ses facilités, pour sa conception paresseuse du jeu, pourtant inséparable de cette sonorité feutrée, évanescence, comme doublée de velours : le son même du désir en suspension.

C'était un joueur. Il avait tous les atouts en main. Et en plus, sans raison, comme pour se moquer, il lui arrivait de tricher.

Professionnel à quinze ans, il est d'abord musicien d'orchestre. Rude école, si l'on sait que les orchestres sont ceux de Jack Tegenarden, de Stan Kenton, de Jimmy Dorsey et de Benny Goodman. Monté à New-York, il quitte immédiatement les nouveautés introduites par Charlie Parker, enregistré avec les boppers de renom et file vers les paradis (artificiels) de la côte ouest.



Stan Getz à Vienne en 1960

Au Swing Club de Hollywood, il forme son propre trio. Disparaît. On le retrouve chez Pontrelli, à Los Angeles. Pontrelli, c'est un dancing de rien du tout, où joue un orchestre de mambo, celui de Tony De Carlo (trompettiste, paraît-il). L'attraction de l'orchestre, c'est la section de saxos, là au premier plan, quatre beaux gosses de vingt ans, tous au ténor. Du jamais vu. Et tous flottant sur des nuages de toutes les couleurs. Tous épris de légèreté, la sonorité comme songeuse, hors du temps, angélique, qui semble renouer

avec le souvenir le plus poétique de Lester Young. Or Getz revient, lui, de ce bouillonnement new-yorkais levé par Parker.

Les quatre de chez Pontrelli, pour leur esthétique partagée et cette conception feutrée, incroyablement virtuose, dédaignent et indolente de la musique, on les appelle les frères : « The Brothers ». C'est ainsi que l'un d'eux, Jimmy Giuffrè, initie une de ses compositions les plus célèbres. Les autres sont engagés comme un seul homme par Woody Herman, dont ils assurent la

deuxième vague. Fin du premier acte, nous sommes en 1947.

C'est chez Woody Herman, un an plus tard, que Stan Getz enregistre un des sommets historiques du jazz : son improvisation sur *Early Autumn*. Automne précoce, vaporeux, rêveur. Une armée de ténors s'évertue à trouver le secret de ce son miraculeux, potions magiques comprises. Peine perdue. Beaucoup y laissent des plumes.

« L'expression de ce que je suis »

Commence alors la carrière vraiment autonome de Getz, toujours entouré des meilleurs jeunes musiciens de l'époque. Un talent à la Blakey pour les délices, un savoir-faire à la Miles Davis pour les contraindre à jouer superbement. Mieux qu'ils ne s'en savaient eux-mêmes capables. Al Haig, Horace Silver, Jimmy Raney, Roy Haynes, Gary Burton, Chick Corea se succèdent derrière « le Son », lequel, pour poursuivre la délicatesse de son souffle qu'il sculpte au tabac, fume comme un pompier.

Maniériste (qu'on n'aille pas se braquer sur le mauvais sens du terme), détaché, inventeur d'une sensibilité purement et strictement musicale, abstraite, arbitraire, sans rapport avec aucune quelconque drame intime ou existentiel (ou alors...). Stan Getz déroute, disparaît, descend de la gloire vers les épisodes pénibles que provoquent ses abus, goûte de tout sans jamais exagérer (c'est-à-dire, sans en mourir), se fait

oublier, séjourne en Scandinavie, comme il s'installera plus tard à Marbella, et joue sans se poser d'autre question que celle, centrale, oiseau, du son qu'il tire de son ténor.

Comme d'autres, ce ne sont pas des questions qu'il apporte : ce sont des réponses, immédiates. La triomphe de la bossa nova lui tombe dessus comme une pluie de printemps. Mais, en un sens, il ne l'avait pas volé. Il l'a payé assez cher et ça lui a suffisamment rapporté : n'en parlons plus, il y a prescription. Notons tout de même qu'aujourd'hui où l'automne ne se presse pas, on peut, sans mauvaise foi, écouter ses plages avec João Gilberto comme des splendeurs irrisibles et inessentiels. D'une tendresse et d'une mélancolie souveraines.

Pour la première fois aujourd'hui, on peut prendre Getz au sérieux. Son ambiguïté a fini de le desservir. Ce n'est pas une nouvelle pour ceux qui l'aimaient, faiblesse comprises, tel qu'on l'avait vu encore l'été dernier en tournée, ou récemment à Banlieues bleues, en pleine possession de ses moyens, musicien illuminé, extraordinaire (le Monde du 17 juillet 1990). Et l'on va commencer de comprendre ce qu'il a toujours dit : « Je n'ai jamais pensé au jazz comme à un art. Le jazz est un jeu. C'est l'expression de ce que je suis, de ce que je ressens : combien je suis furieux, combien je suis heureux, combien je suis tendre, c'est tout ».

FRANCIS MARMANDE

Les musiciens d'une île

I Muvrini chante la Corse d'aujourd'hui avec guitares, accordéon et synthétiseur

I MUVRINI, au Théâtre de la Ville.

La Corse possède, en tout et pour tout, une seule salle de concert digne de ce nom, le Théâtre municipal de Bastia. Un millier de places qui ne seraient pallier les carences de la politique culturelle d'une île pourtant musicalement vivante. Dans la foule des voix bilingues, un vent de mode souffle aujourd'hui au royaume des polyphonies. Les chants traditionnels corses n'y ont pas échappé. Témoin, le disque enregistré à l'initiative du musicien parisien Hector Zazou dans l'église Saint-Dominique de Bonifacio, les *Nouvelles Polyphonies corses*, sorti récemment chez Phonogram, où l'on retrouve, côté à côté, des chanteurs de villages, des grands noms de la chanson corse, et quelques garants célèbres de la fusion d'avant-garde : Ryuichi Sakamoto, Manu Dibango, Jon Hassell et John Cale. L'ensemble n'est pas sans intérêt, même s'il pêche parfois par décalage.

Le groupe le plus populaire de Corse, I Muvrini, ne figure pas à ce générique : Jean-François Bernardini, chanteur et auteur-compositeur du groupe, affirme se méfier des modes. Pour quelles raisons la musique de l'île, plutôt mal servie en dépit de quelques festivals d'été, devrait-elle décoller subitement ? Une méfiance aggravée par un militantisme affiché : « Pour nous, il s'agit simplement d'une nécessité chronique de la vie sociale et quotidienne », précise-t-il.

A cela s'ajoute la mauvaise image de la chanson régionale en France. Toutes ces raisons, bonnes ou mauvaises, ont poussé I Muvrini (les moutons, en référence à l'animal qui vit dans les montagnes) à se débrouiller seul pour survivre : neuf albums bien vendus (une moyenne de trente mille exemplaires sur l'île) et un public fidèle. Après une longue gestation chez Ricordu, label corse, le groupe fonde, il y a quatre ans, une SARL, AGBF. Une base suffisante pour produire des concerts dans l'île (Luis Llach, Mory Kante) et enregistrer des albums dans les meilleurs studios.

Malgré plusieurs passages parisiens au Théâtre de la Ville, puis au Bataclan, et une renommée grandissante, le groupe formé en 1978 (six musiciens et deux chanteurs, les frères Bernardini) continue de souffrir de son régionalisme affiché. Jeudi, au Théâtre de la Ville, I Muvrini avait rassemblé un public de convaincus et de curieux. Il avait amené cinq chanteurs du village de Mottifau, issus des écoles de polyphonie, rappelés en Corse au début des années 80. Cinq hommes de noir vêtus, entraînant leur chant dans

une attitude de recueillement, la main sur l'oreille pour plus de concentration. Les piliers du groupe, Jean-François Bernardini et son frère Alain, ont été formés à l'école de leur père, dans le village de Taglio-Isoaccia, en Haute-Corse, puis à celle de l'ensemble traditionnel de Canta U Populu Corsu. Ils ne l'ont pas oublié, mais n'ont pas non plus attendu l'engouement actuel pour introduire des synthétiseurs dans leurs polyphonies. Leur chant a gardé la texture de ces *terzetti*, poèmes à trois strophes, chantés à cappella en longues phrases superposées, et où il est question de terre et de travail.

Le spectacle version 1991 commence par une levée de voiles sur pyramides de lumière. Guitares, batterie, accordéon, basses et synthétiseurs installés sur des cubes achetés de donner au groupe une allure de grosse machinerie. Mais les voix ont une grâce que la technologie ne saurait surmonter.

A mi-course, pour briser une monotonie tranquille, surgit un petit homme bedonnant déguisé en maire, avec écharpe et dossiers, qui multiplie les jeux de mots, en corse, bien sûr, et lit le courrier de ses administrés : « *Ida mère, est corse, mon père aussi. Je vis à Marseille. Sais-je corse ?* ».

VERONIQUE MORTAIGNE

► Au Théâtre de la Ville, le 7 et le 8 juin à 18 heures.

LETTRES

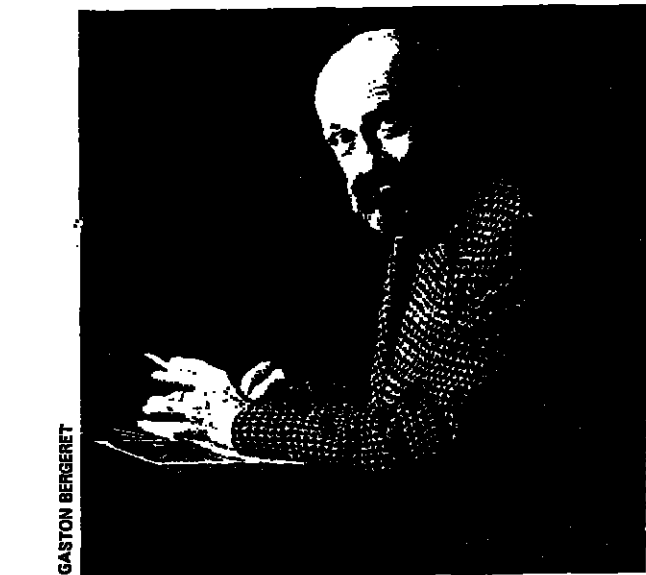
Le bonjour d'Antoine

Suite de la première page

Parce qu'il faut vous dire, il buvait, l'Antoine. Que dis-je ? Il n'a plus fait que ça, un jour. Cela le rendait parfois méchant, au point de laisser ses meilleurs amis. Il faut comprendre. C'était la seule façon qu'il avait trouvée, l'alcool, de rappeler les autres et lui-même au devoir d'en rire, d'en pleurer, de ne pas s'y résoudre, en tout cas. Toute sa vie, il aura été le refus de l'acceptable, comme on entre sa vie de garçon. Une existence en forme de congé. Vous avez le bonjour d'Antoine ! Il ne croyait pas si bien dire.

Au début, cette brouille fondamentale avec la planète - sauf les amis, la bière à jeun et quelques bricoles - ne l'a pas empêché tout à fait d'écrire. C'est même elle qui lui a donné envie de rectifier avec des mots ce qui pouvait l'être. Le traité de Westphalie, par exemple. Le héros de l'Europe buissonnière enseignait l'histoire à sa fantaisie. Il rompt en visière (expression d'escrime). Il y avait de quoi, de la part de l'auteur. Revenu du travail obligatoire en Allemagne, Blondin se retrouvait, à vingt-quatre ans, marié, papa, et étiqueté de droite sous prétexte qu'il comptait sur la littérature pour sauver quelques instants de bonheur, mais pas les masses.

Les *Enfants du Bon Dieu* (1952) et *L'Humeur vagabonde* (1955) allaient confirmer sa rupture avec les optimismes du moment. Galé-



jer et charmer, d'abord. La leçon venait de Giraudoux, et des Anglais, de Waugh, de Wilde. Le refus des adhésions adultes, on pouvait même en faire de l'épique.

Ce fut un *singe en hiver* (prix Interallié 1959). Un jeune buveur et un vétéran revenu de tout, notamment d'Indochine, étaient les âpres retrouvailles de la bière, dans une sorte de Trouville d'hiver, quand grincant au vent les réminiscences d'ombre soire. Gabin et Belmondo ont tiré à merveille, sur cette danse du réel et du rêve enfin réconciliés.

Il n'était pas simple d'aller plus loin. En Birmanie, ou par là, on frète un train pour reconduire chez eux les singes égarés dans la jungle des villes : à Paris, en pleine guerre froide ou coloniale, il fallait le moral pour construire une œuvre pépère. A l'âge où les amateurs de manuscrits vous montent des sagas comme blancs d'œuf en neige, Blondin commençait déjà à solliciter sa mémoire (*Monsieur Jadin*, 1970), à cultiver le raccourci de la nouvelle (*Quatre Saisons*, 1970), à préférer des rééditions de ses maîtres (*Certificats d'études*, 1977). Restaient les rendez-vous du Tour de France, suivi chaque été pour l'Équipe, avec provision de calembours sur le guidon.

Au fond, Blondin était fait pour l'épopée du quotidien, pour de nouvelles guerres microchloïnes. Et il trouvait les sportifs plus dignes de respect que tous les compétiteurs d'aujourd'hui. Il vous récitait les étapes des années 30 comme Nimier les batailles de l'Empire. Les maillots jaunes et les piliers de rugby étaient ses soldats de plomb. Un soir que son favori avait abon-

donné dans le Limousin, il tira : « La défaillance de Limoges. » Ça ne vous fait pas rire ?

Si Blondin se moquait des mots, c'est qu'il ne voyait qu'eux pour le consoler du reste. Il les avait portés au plus haut degré de désinvolture mélancolique, d'insolence rêveuse. Cela n'avait pas été sans respect maniaque des plus grandes proses, sans érudition immense.

Pour pousser plus haut ce chant poignant et fraternel, il aurait fallu la grande perdition des Artaud, des purs maboules. L'alcool et la mort d'un ami en ont décidé autrement.

« Comment va Antoine ? », demandait-on machinalement dans le quartier des anciens bougnats, y compris ceux qui ne le connaissaient pas. La question ne se posera plus. Ne vous en faites pas pour lui. Il est atterré en silence avec Marcel Aymé, Roger Nimier, Vidalie, Haudens, quelques autres. C'est qui ne l'ouvrira pas.

Blondin laisse un regard perdu, des livres gais, et le souvenir de plus noble des désespérés, celui de n'avoir pas pu, décidément, changer le monde avec des phrases. Allez : vous avez le bonjour d'Antoine !

BERTRAND POIROT-DELPECH

[Né à Paris le 11 avril 1922, fils de la poétesse Germaine Blondin, Antoine Blondin a fait des études (brillantes) au lycée Louis-le-Grand et une licence de lettres. Après un séjour en Allemagne pendant l'Occupation au titre du STO, il se consacre au journalisme sportif et à la littérature. Il a beaucoup écrit dans l'Équipe, Arts et la revue la Parisienne. Ami de Roger Nimier et de Jacques Laurent, ce « hussard » obtient le prix des Deux-Magots pour son premier roman, *L'Europe buissonnière*, en 1949. Dix ans plus tard, l'interallié couronne *Un singe en hiver*. Passionné du Tour de France qu'il suit de nombreuses années, Blondin rassemble ses chroniques sur ce sujet, notamment dans *Sur le Tour de France*. Son œuvre romanesque a été reprise, en un volume, aux éditions de la Table Ronde, en 1988.]

CHATELET

THEATRE MUSICAL DE PARIS

SAISON 1991 - 1992

Alban Berg
Lulu

Jeffrey Tate / Adolf Dresen / Herbert Kappelmüller
Orchestre National de France

Maurice Ravel / Francis Poulenc / Erik Satie
L'Enfant et les sortilèges

Eliahu Inbal / John Dexter / David Hockney
Orchestre Philharmonique de Radio France

Ces deux opéras coproduits par RADIO FRANCE
seront retransmis sur France Musique.

42 33 00 00
Minut 3615 Châtelet

MARIE DE PARIS

GUY LOUDMER

COMMISSAIRE PRISEUR SCP

IMPORTANTS

TABLEAUX MODERNES ET SCULPTURES

HOTEL DROUOT SAMEDI 25 MAI 1991 A 14 HEURES

MAITRE GUY LOUDMER

A LE PLAISIR DE VOUS ANNONCER

LES RESULTATS DE SA VENTE

5. DUFY	adjugé	110 000 F	31. MIRO	adjugé	960 000 F
6. DUFY	adjugé	230 000 F	34. ARP	adjugé	4 000 000 F
7. GLEIZES	adjugé	420 000 F	36. LEGER	adjugé	4 400 000 F
8. LEGER	adjugé	400 000 F	37. LEGER	adjugé	3 200 000 F
9. BUFFET	adjugé	550 000 F	39. BALTHUS	adjugé	1 600 000 F
11. PICASSO	adjugé	260 000 F	42. FRIEZS	adjugé	145 000 F
12. PICASSO	adjugé	150 000 F	43. FRIEZS	adjugé	70 000 F
13. DUFY	adjugé	140 000 F	44. SIGNAC	adjugé	3 000 000 F
14. VAN DONGEN	adjugé	200 000 F	45. MAILLOL	adjugé	2 400 000 F
16. DE VLAMINCK	adjugé	1 100 000 F	46. MAILLOL	adjugé	1 100 000 F
17. UTRILLO	adjugé	240 000 F	47. DUFY	adjugé	3 700 000 F
20. FRIEZS	adjugé	240 000 F	48. BERNARD	adjugé	380 000 F
26. FOUJITA	adjugé	900 000 F	50. VALLOTON	adjugé	550 000 F
28. FOUJITA	adjugé	4 700 000 F	53. UTRILLO	adjugé	220 000 F
			54. UTRILLO	adjugé	900 000 F

Nombre de lots vendus : 29 sur 54 soit 53,7 %
Produit vendu : 36 795 000 F sur un total de 55 550 000 F soit 66,2 %

Guy LOUDMER, 43, rue La Fayette, 75009 PARIS
Tél.: (1) 48 78 89 89 - Fax (1) 48 78 91 00

CULTURE

CINÉMA

Le portrait à deux faces

Altman déjoue le piège de la biographie pour peindre la folie des frères Van Gogh

VINCENT ET THÉO
de Robert Altman

Etrange situation que celle du film d'Altman : il arrive après une année et plus de célébration officielle de Van Gogh, après sa diffusion à la télévision (pour laquelle il était initialement conçu) et après, sinon la vision du film de Piatat réservée aux seuls festivaliers de Cannes, du moins la quantité de commentaires qu'il a déjà suscités. Les deux films n'ont rigoureusement rien à voir, sauf une chose : aucun d'eux ne correspond à l'attente de spectateurs devenus experts en oracles coupés avec la « Van Gogh-mania » de 1990.

Vincent et Théo, malgré l'image anachronique et électronique de la vente des *Tournesols* chez Christie's au début, n'est pas un film

sur le peintre Vincent Van Gogh. C'est un film sur Vincent et Théo. L'histoire de deux frères qu'Altman raconte comme les deux moitiés d'une seule folie, le double portrait d'une même incapacité de vivre.

Cette histoire dure dix ans, du jour où Vincent décide de se consacrer à la peinture en 1881 à la mort de Théo en 1891, un an après celle de son frère. Elle suit fidèlement le cours de leur vie (le presbytère de Nuenen, les leçons de Mauve, la liaison avec Sien, Paris, Arles, Saint-Rémy, Auvers-sur-Oise). Mais la biographie est le fil conducteur du film, pas son sujet. Il faut du temps pour s'y accommoder, pour admettre cette absence de réalisme sous les oripeaux du cours d'histoire de l'art.

Le temps d'accepter ce Vincent perpétuellement maculé de peinture, à la mauvaise humeur chronique ponctuée de crises entre révolte radicale et malsaine paranoïa. Tim Roth campe à vif ce punk barbouilleur, dont on verra peu et mal les tableaux, qui ne peindra pas le seul champ de tournesols montré à l'écran. Le temps de comprendre Théo, interprété par Paul Rhys, sa joliesse un peu fade et ses envies de respectabilité d'un yuppie qui dissimulerait les affres de l'impotence. Un « bon garçon » aussi cinglé que son flamboyant casse-pied de grand frère.

Maniant sa caméra comme le couteau du peintre, Robert Altman dépose chaque scène sur l'écran tel un bloc de matière sur une toile. Une par une, ces scènes semblent lourdes et pauvres de sens, même si la plupart des épisodes, surtout les plus attendus (la rencontre avec Gauguin, l'orrible talaïade, les visites au docteur Gachet, le suicide), échappent au stéréotype, par une sorte de rage fantasque ou au contraire de feinte indifférence. « C'est arrivé, quel

qu'un a fait ça », semble seulement dire le cinéaste. Mais c'est la durée du film (le recul) qui donne à voir l'ensemble.

Vincent et Théo n'est pas un film « sur la peinture ». Le très gros plan comme enfoncé dans la pâte colorée du générique n'annonce pas la recherche des secrets de la création, mais la quête d'un mystère plus intime et plus singulier. Il devient peu à peu, littéralement, un film « plein de peinture ». Les taches de couleurs envahissent tout, les vêtements, les meubles, les visages et même l'intérieur des corps lorsque Vincent mange ses tubes, boit l'essence de térébenthine : la couleur envahit ce vide qu'il crée autour de lui, faisant fuir les autres – distribution hétéroclite et handicapée par l'usage de l'anglais. Tous les autres, sauf Théo.

Théo ne peut pas plus s'arracher à ce délire souffrant qu'il ne peut l'atténuer : il en fait partie, il le nourrit et s'en nourrit. Bien que parfaitement chronologique, le film ne « tient », comme une composition picturale, que par sa touche finale, leurs tombes jumelles. L'impossibilité pour le sage Théo de survivre à la mort de Vincent le fou.

J.-M. F.

EN BREF

Changement de distribution au Châtelet. – Le ténor mexicain Francisco Araiza remplacera Gösta Winbergh dans *Werther* de Massenet qui sera donné le 8 juin, à 20 heures, au Théâtre du Châtelet. Le reste de la distribution est inchangé : Catherine Dubosc, Martine Dupuy, Jules Bastin, Gilles Cachemaille, John-Paul Bogart.

Le Chœur d'enfants de Toulouse et l'Orchestre du Théâtre national du Capitole de Toulouse seront placés sous la direction de Michel

THÉÂTRE

Le défi d'Idrissa Ouedraogo

Il vient du Burkina-Faso et du cinéma. Il monte « la Tragédie du roi Christophe » avec les comédiens français

Lorsque Antoine Vitez a inscrit au répertoire de la Comédie-Française la *Tragédie du roi Christophe* d'Aimé Césaire – créée par Jean-Marie Serreau – il pensait en assurer la mise en scène. Il avait confié le rôle-titre à Roland Bertin et décidé de faire jouer par les comédiens français, sans maquillage noir, l'histoire de ce cuisinier haïtien, qui, au début du dix-neuvième siècle, a lutté pour la liberté de son peuple, et qui, pour le sortir de son indifférence, s'est conduit en tyran.

Après la mort d'Antoine Vitez, plutôt que de demander à l'un de ses familiers de reprendre le travail, Jacques Lassalle a fait venir un cinéaste du Burkina-Faso, Idrissa Ouedraogo. Celui-ci a fait un peu de théâtre universitaire, mais il aborde pour la première fois la scène professionnelle et tourne, la plupart du temps, avec des amateurs. Il est le réalisateur de *Yaaba*, Prix de la critique internationale à Cannes en 1989, de *Tilg*, Grand Prix du Jury en 1990. Évidemment, son spectacle ne peut que se situer très loin de ce qu'aurait été celui d'Antoine Vitez.

« Différentes lectures sont possibles, dit-il. Je n'aborde pas la pièce par l'analyse littéraire. Je travaille le texte comme je monterais un

film et l'idée qui me guide se dégage : la pièce repose entièrement sur le personnage du roi Christophe. Les autres gravitent autour de lui. Ce n'est pas la tragédie d'un peuple, mais celle d'un homme qui a conquis le pouvoir, et a été abandonné. Je demeure dans le cadre de la pièce, je ne déborde pas sur l'histoire de Haïti.

« La pièce est construite en petits tableaux, sans action proprement dite. Jouée intégralement, elle durerait près de quatre heures. Ce qui n'est pas envisageable, compte tenu du contexte. Ailleurs, en plein air par exemple, j'aurais pu imaginer un certain réalisme, comme le déploiement des fastes du couronnement. A la Comédie-Française, il n'en est pas question. Il faut seulement donner un dynamisme au spectacle, qui durera environ deux heures.

« Ici, on s'attache à la personnalité d'un homme ambitieux, intelligent. Pas un intellectuel, pas un homme instruit, au sens classique du terme, puisqu'il était cuisinier. Mais il a su écouter. Il a pu s'inscrire en écoutant. Quelques professions le permettent : cuisinier ou chauffeur de taxi. Même s'il a finalement échoué, il savait où il voulait aller. Peut-être a-t-il anticipé le processus des révolutions ratées... Quand Aimé Césaire a écrit la *Tragédie du roi Christophe* en 1936, son combat rejoignait celui de son personnage. A présent, on ne peut plus vraiment culpabiliser les gens en Europe sur le colonialisme. Pour beaucoup, c'est une notion vague, qu'ils ne connaissent pas concrètement. Il faut s'adapter aux mentalités.

« La difficulté – et la beauté du défi – est le travail avec des comédiens blancs. Rester dans l'esprit « nègre » deviendrait une provocation stupide. Je serais mal à l'aise, et eux ne seraient pas bien dans leur peau. D'ailleurs, réserver Césaire aux peuples noirs serait nier l'universalité de sa poésie. Affirmer ma

négritude ne m'intéresse pas. Mon discours est autre. Je viens en tant qu'Idrissa. De sorte que, tout au moins dans ce domaine, le conflit est impossible. Après tout, Roland Bertin n'est pas un Blanc qui joue, c'est un acteur sur scène. Et j'ai recruté Toto Bissainthe : elle fait le lien entre Haïti et nous, elle l'accompagne, elle est complémentaire. Elle apporte ce qu'elle sait de son île, ce qu'elle en a vécu.

« Pourquoi m'a-t-on demandé de monter cette mise en scène ? Je crois qu'ils voulaient un cinéaste, et c'est au Centre national du cinéma que l'on a indiqué mon nom. Je ne connaissais pas le monde du théâtre. Mais, même si je ne sais pas les termes techniques, je suis capable de dire aux acteurs d'aller à droite ou à gauche. Je pense que ce n'était pas si différent du cinéma, mais les comédiens n'ont pas la même attitude. Ils peuvent qu'ils font du théâtre. Leurs gestes ne sont pas spontanés, ils ne sont pas eux-mêmes. Un texte poétique peut amener à surjouer. Ils subissent une sorte de dédoublement, c'est une contradiction difficile à dépasser, disent-ils. Certains y parviennent ou, plutôt, demeurent eux-mêmes. Roland Bertin à la cafétéria ou en roi Christophe ne change pas, et c'est étonnant.

« On m'a laissé établir la distribution, mais comme je ne connais personne, j'ai écouté. On dit les comédiens français fermés, mais ils avaient lu la pièce et avaient accepté de l'inscrire au répertoire. Ils ont demandé à voir mes films. Ils voulaient me connaître, c'est normal. Quant à moi, je ne suis pas venu pour les bousculer. Le reste est affaire de travail, et de confiance. »

Propos recueillis par
COLETTE GODARD
et JEAN-MICHEL FRODON

Comédie-Française. Du 8 juin au 29 juillet en alternance. Tél. : 40-15-00-15.

DU LUNDI AU SAMEDI

THÉÂTRE
MONTMARTRE
LES MYTHES NAISSENT
TOUS
EGO

«...drôlesse...» MATCH.
«...une virtuosité tout à fait époustouflante...» LE FIGARO.
«...burlesque jusqu'au délire...» L'ESPRESSO.
«...un comique explosif...» L'EXPRESS.
«...désopilante...» LE QUOTIDIEN.
«...entre Hitchcock et Buster Keaton...» EUROPE 1.
«...le vernis craque, l'ego explose...» LE PARISIEN.

AU FORT DES 19H
ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS
LOC. 43 22 77 74
160F - ETUDIANTS 80F

CORIDA

PHILIPS
COMPACT DISC
PRÉSENTE

EN CONCERT
A BERCY
3, 4, 5 octobre

: dire straits :

"CALLING ELVIS" :
36 65 7890, ET S'ENTENDRE
dire : "VOUS AVEZ GAGNE!"

BILLETTERIE EN EXCLUSIVITE DANS LES FNAC :

FNAC FORUM, FNAC STOILE, FNAC MONTMARTRE,
FNAC MUSIQUE BASTILLE (4, PLACE DE LA BASTILLE),
FNAC MUSIQUE ITALIENS (24, BOULEVARD DES ITALIENS),
FNAC CRETEIL, FNAC PARLY 2, FNAC LA DEFENSE

fnac

مكتبة النور

SPECTACLES

VENDREDI 7 JUIN

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

Cannes à Paris: Henri Decoin: la fille du diable (1945), d'Henri Decoin, 18 h; le Japon rouge (1988), de Geneviève Lefebvre, 19 h; Fats (1980, v.o. s.t.f.), d'Anne Bancroft, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Le Cinéma australien: Paul (1982, v.o. s.t.f.), de Jane Campion; Dad and Dave come to town (1988, v.o. s.t.f.), de Ken G. Hall, 14 h 30; Trois récents (1987, v.o. s.t.f.), de Cecil Holmes, 17 h 30; la Complainte de Jimmie Blacksmith (1978, v.o. s.t.f.), de Fred Schepisi, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)
Festival de films d'amateurs, 12 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (*) (A., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-62).

AKIRA (Jap., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-62); UGC Convention, 15 (45-54-48-85).

ALICE (A., v.o.): UGC Triomphe, 8 (45-74-63-50).

L'ALLÉE DES OSMANIANES (Chin.-Taiwan, v.o.): Utopia, 5 (43-28-84-65).

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.): George V, 9 (45-82-41-48).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.): Les Trois Pavois, 15 (43-28-84-65); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

L'ANNÉE DE L'ÉVEL (Fr.): Lucerna, 6 (45-44-57-34).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.): Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.): Latine, 4 (42-78-47-88); Le Berry Zebra, 11 (43-67-51-55).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (français, v.o.): Utopia, 5 (43-28-84-65).

BIX (It., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-62); Escorial, 13 (47-07-28-04).

BUSINESS OBLIGE (A., v.o.): George V, 9 (45-82-41-48).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-62); Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

CLASSICATION (A., v.o.): George V, 9 (45-82-41-48).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.): UGC Triomphe, 8 (45-74-63-50).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.): Bretagne, 6 (42-22-57-97); Gaumont Ambassade, 9 (43-59-82-82).

LES DOIGTS (A., v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 6 (45-82-41-48); Miramar, 14 (43-35-30-40); Kinoparadise, 15 (43-06-50-50); v.f.: Pathe Français, 9 (47-07-28-04).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-22-80); Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-80-80); Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-84-65); La Pagoda, 7 (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 9 (43-59-82-82); La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); UGC Meillot, 17 (40-68-00-18); v.f.: Gaumont Convention, 15 (48-26-42-27).

EATING (A., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

LA FIEVRE D'AIMER (A., v.o.): Pathe Mangan-Concorde, 8 (43-59-82-82); v.f.: Pathe Français, 9 (47-07-28-04); Pathe Montparnasse, 14 (43-35-30-40).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.): Épée de Bois, 5 (43-37-57-47); Lucerna, 6 (45-44-57-34).

GRAND CANYON (A.): La Géode, 19 (40-05-80-00).

GREEN CARD (A., v.o.): UGC Triomphe, 8 (45-74-63-50).

HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.): Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

HARDWARE (A., v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); George V, 9 (45-82-41-48); Sept Parnassiens, 15 (43-20-32-20); v.f.: Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94).

HENRY V (Brit., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00); Elysées Lincoln, 6 (43-59-38-14).

L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.): Denfert, 14 (43-21-41-01); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

HORS LA VIE (Fr.-It.-Bel.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23); Pathe Français, 9 (47-07-28-04); Escorial, 13 (47-07-28-04); Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (48-26-42-27).

HOT SPOT (*) (A., v.o.): Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

HOUSE PARTY (A., v.o.): Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09); Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

IN BED WITH MADONNA (A., v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06); v.f.: Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31); Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-62).

JACQUOT DE NANTES (Fr.): Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-58-00); Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31); 14 Juillet Bastille, 11 (43-07-48-60); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79).

LE JOUR DES ROIS (Fr.): Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-62); Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMBULANCE. Film américain de Larry Cohen, v.o.: Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); George V, 9 (45-82-41-48); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); Pathe Français, 9 (47-07-28-04); UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-58-1); Fouvette, 13 (47-07-55-88); Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Pathe Clichy, 15 (42-26-42-27); Le Gambetta, 20 (46-36-10-86).

CHIB. Film franco-algérien de Rachid Boucheb, v.o.: Rex, 2 (42-38-83-83); Cinoches, 6 (46-33-10-62); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50); UGC Biarritz, 6 (45-82-41-48).

L'ENTRAÎNEMENT DU CHAMPION AVANT LA COURSE. Film français de Bernard Fèvre: Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31); Pathe Français, 9 (47-07-28-04); Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (48-26-42-27).

JUNGLE FEVER. Film américain de Spike Lee, v.o.: Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31); Pathe Français, 9 (47-07-28-04); Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (48-26-42-27).

LA LISTE NOIRE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); 14 Juillet Bastille, 11 (43-07-48-60); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79); UGC Meillot, 17 (40-68-00-18); v.f.: UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50); Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31); Les Nations, 12 (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); Pathe Clichy, 15 (42-26-42-27); 45-01.

LUNE FROIDE (*) (Fr.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31); Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00); UGC Odéon, 6 (43-26-58-00); Gaumont Ambassade, 9 (43-59-82-82); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88); Miramar, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-26-42-27); Pathe Clichy, 15 (42-26-42-27); 45-01.

MADAME BOVARY (Fr.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.): George V, 9 (45-82-41-48); Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

MILLER'S CROSSING (*) (A., v.o.): Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 6 (43-54-48-85); Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-62).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.): Studio Galande, 5 (43-54-72-71); Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

NIKITA (Fr.): Gaumont Ambassade, 9 (43-59-82-82); Les Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Lucerna, 6 (45-44-57-34).

LE PORTEUR DE SERVIETTE (It.-Fr., v.o.): Pathe Impérial, 2 (47-42-58-31); Cinoches, 6 (46-33-10-62); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-63-50); UGC Biarritz, 6 (45-82-41-48); Miramar, 14 (43-35-30-40); UGC Meillot, 17 (40-68-00-18).

POUR SACHA (Fr., v.f.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94).

POUSSIERES DANS LE VENT (Chin., v.o.): Utopia, 5 (43-28-84-65).

PREDATOR 2 (*) (A., v.f.): Rex, 2 (42-38-83-83).

PRETTY WOMAN (A., v.o.): Elysées Lincoln, 6 (43-59-38-14); Grand Pavois, 15 (45-54-48-85); v.f.: Bretagne, 6 (42-22-57-97).

LA REINE BLANCHE (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31); Gaumont Ambassade, 9 (43-59-82-82); George V, 9 (45-82-41-48); UGC Lyon Bastille, 12 (43-01-58-1); Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (48-26-42-27); Le Gambetta, 20 (46-36-10-86).

RIAPSOE EN AOUT (Jap., v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Odéon, 6 (43-26-58-00); Elysées Lincoln, 6 (43-59-38-14); Les Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

ROBINSON & CIE (Fr.): Latine, 4 (42-78-47-88); Épée de Bois, 5 (43-37-57-47); 14 Juillet Bastille, 11 (43-07-48-60); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00); Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-62); Studio Galande, 5 (43-54-72-71); Lucerna, 6 (45-44-57-34).

SAISONS (A.): La Géode, 19 (40-05-80-00).

LE SILENCE DES AGNEAUX (*) (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).

THE SILENCE OF THE LAMBS (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-00); UGC Normandie, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (48-26-42-27); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-63-50).



SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France à Roland-Garros

La rechute de Steffi Graf

La finale féminine des Internationaux de France de tennis devait opposer, samedi 8 juin, les deux dernières gagnantes du tournoi de Roland-Garros. En demi-finales, jeudi 6, la Yougoslave Monica Seles, tenante du titre, a facilement disposé de l'Argentine Gabriela Sabatini (6-4, 6-1), tandis que l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario s'imposait encore plus nettement contre l'Allemande Steffi Graf (6-0, 6-2).

Steffi Graf était revenue à Paris pour retrouver sa couronne. Après deux finales perdues consécutivement contre l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario, puis contre la Yougoslave Monica Seles, elle espérait reconquérir le titre déjà décroché en 1987 et 1988, mais un succès à Roland-Garros lui aurait aussi redonné cette première place mondiale qu'elle avait occupée pendant cent quatre-vingt-six semaines consécutives, d'août 1987 à février 1991.

Après quelques mois de tracas et de doutes, un succès à Roland-Garros aurait surtout permis à la championne allemande de retrouver sa sérénité. 1990 restera en effet une année noire dans la carrière de Steffi Graf, avec une opération des sinus à la suite de ses deux finales perdues à Roland-Garros et à Wimbledon, mais surtout à cause de ses démentis avec la presse allemande. Accusé par son ancienne secrétaire d'être aussi le père de son enfant, Peter Graf, le père de Steffi, avait tardé à se disculper.

Les campagnes de presse des grands journaux populaires allemands comme *Bild* avaient sérieusement perturbé la joueuse. Éliminée cet hiver par Jana Novotna en quart de finale des Internationaux d'Australie, Steffi Graf se voyait pour la première fois, depuis 1987, évincée du dernier carré de dames des tournois comptant pour le grand chelem. La championne allemande avait

alors sérieusement songé à s'expatrier ou même à arrêter la compétition.

Le test de paternité négatif que son père avait accepté de faire il y a quelques semaines a permis à Steffi Graf de retrouver en partie sa sérénité et son jeu. Depuis Melbourne, l'Allemande avait bien été battue à quatre reprises par Gabriela Sabatini, dont les balles plus lourdes que rapides et la variété des effets sur le revers lui ont toujours posé des problèmes, mais elle restait sur trois succès, contre Monica Seles à San-Antonio et à Hambourg et contre Arantxa Sanchez-Vicario sur la terre battue de Berlin.

Même convalescente, Steffi Graf ne semblait pas devoir trop redouter l'Espagnole qui, en onze rencontres, ne l'avait battue qu'une fois, en finale de Roland-Garros. Pourtant, dès les premiers échanges de sa demi-finale, dans un stade en partie déserté par le public découragé par les revers et l'heure tardive, l'ancienne numéro un mondiale a compris qu'elle n'était pas dans un bon jour. Quelques coups droits sortis par l'Allemande, quelques balles jouées sur les lignes par l'Espagnole ont suffi pour faire douter la première et donner à la seconde le sentiment qu'elle pouvait tout tenter.

Mise à mort

En vingt minutes, Steffi Graf avait perdu le premier set 6-0 sans avoir eu la moindre balle de jeu contre son adversaire. L'amorce du deuxième set a pu laisser penser que l'Allemande allait se ressaisir. Après avoir difficilement gagné son premier service, elle avait deux balles de break pour mener 2-0, mais elle laissait passer sa chance sur quatre fautes directes. Puis l'Espagnole profitait du troisième jeu pour faire le break et prendre l'avantage 2-1. L'averse qui arrêtait alors le match aurait pu être providentielle pour l'Allemande en lui offrant l'occasion de retrouver ses esprits.

Tandis qu'Arantxa Sanchez attendait la fin de la pluie en écoutant de la musique et en jouant avec un *video-game*, Steffi Graf ne pouvait chasser le doute qui l'avait envahi. Son désarroi était encore plus visible à son retour sur le court, où elle multipliait les fautes directes, notamment en revers. L'Espagnole gagnait ainsi dix des onze premiers points pour mener 4-1 après un deuxième break.

Le public aurait alors pu se réjouir de l'euphorie de plus en plus exubérante d'Arantxa au fur et à mesure qu'elle se rapprochait de cette mise à mort sportive, mais c'est plutôt le sentiment de gêne qui l'emportait devant l'humiliation et la détresse de l'ancienne championne du monde, battue 6-0, 6-2 en moins d'une heure.

A son retour dans la salle d'interviews, Steffi Graf n'avait ni excuse ni explication à avancer : « J'ai perdu confiance d'entrée lorsqu'elle a réussi des coups incroyables, très profonds alors que je n'arrivais pas à garder la balle dans le court. » Depuis combien de temps n'avait-elle pas été battue aussi sévèrement ? « A long, long, long time », finit-elle par répondre, pensive.

Il faudra sans doute attendre Wimbledon pour savoir si ce match n'a été qu'un accident ou une rechute qui pourrait alors précipiter la retraite de Steffi Graf à vingt-deux ans.

GÉRARD ALBOUY

Les résultats du jeudi 6 juin

SIMPLE DAMES

(Demi-finales)

M. SELES (You., n° 1) b. G. SABATINI (Arg., n° 3), 6-4, 6-1; A. SANCHEZ-VICARIO (Esp., n° 5) b. S. GRAF (All., n° 2), 6-0, 6-2.

(En lettres capitales les noms des titrés de série.)

L'une couine, l'autre coince

Voilà plus de cent ans que l'on joue au tennis, et c'est toujours la même chose : quand une partie est interrompue par la pluie, le sort du match se joue dans les vestiaires. En tout cas il ne s'est rien passé d'autre jeudi après-midi à Roland-Garros lors de la première demi-finale du simple dames. La tenante du titre, Monica Seles, était confrontée à la championne de Flushing Meadows, Gabriela Sabatini. Et l'affrontement promettait d'être superbe.

L'enjeu de la partie n'était pas seulement de conquérir une place en finale. Pour la Yougoslave il s'agissait de montrer que, après un début de saison perturbé par de nombreuses blessures, elle était capable de prendre sa revanche sur Sabatini qui l'avait nettement dominée lors des derniers Internationaux d'Italie et qu'accessoirement elle pouvait conserver la première place mondiale qu'elle occupait depuis le début de l'année. Deux jours après avoir « survécu » à deux balles de match face à la Tchèque Jana Novotna, l'Argentine devait faire la preuve que son nouveau jeu, plus agressif, en faisait bien une candidate au premier rôle.

Les premiers échanges furent à la hauteur de l'événement. Diagonales tranchantes comme des coups de rasoir pour Seles, tangentes lourdes comme des gueuses de plomb pour Sabatini, la géométrie sèche du combat était parfois estompée par des amorties légères comme des coups de gomme sur une épure. Bref, les supporters des deux joueuses eurent rapidement les nerfs à vif, d'autant que Seles s'était détachée 3-1 pour être aussi tôt rattrapée par Sabatini à 3-3.

Ce fut alors que la pluie — le ciel ? — s'en mêla. L'arbitre envoya une première fois les joueuses aux vestiaires. Elles y restèrent un petit quart d'heure. Avant l'averse suivante elles eurent le temps de faire deux jeux supplémentaires. Le score était de 4-4 quand le juge les fit mettre une seconde fois à l'abri. Une autre partie, toute psychologique, commença alors loin des regards de la foule.

Gabriela Sabatini est une Latine pure. Elle n'est pas portée à l'introspection. Elle choisit donc d'attendre le retour du soleil dans le gymnase en compagnie de son entraîneur, Carlos Kirmayr, et de son frère Osvaldo. Ils ont parlé, fait des étirements. Il s'agissait d'empêcher « Gabby » de cogiter, de ressasser la finale qu'elle avait gagnée à Rome contre la Yougoslave. Il n'y a rien de pire pour faire jouer « petit bras ». Aucune partie ne ressemble à l'autre.

Une chemise humide

Il fallait donc lui insuffler une nouvelle envie de vaincre, de s'engager à fond. Depuis qu'elle suit les conseils de Kirmayr, Gabriela semblait avoir acquis cette agressivité qui lui a longtemps fait défaut. Mais comment ne pas « gamberger » quand on sait qu'une victoire peut vous permettre de devenir la première joueuse du monde ?

Ce n'était pas le problème de Monica Seles. La jeune Yougoslave est superstitieuse. Elle se tapit donc dans un coin de la salle de repos, baladeur sur les oreilles, jeux électroniques au bout des doigts, en se demandant comment elle allait pouvoir conjurer le mauvais sort. Chaque fois qu'un de ses matches avait été interrompu par la pluie, elle avait constaté qu'elle perdait. Elle avait aussi remarqué que les averses s'interrompaient quand elle mangeait. Elle commençait donc à mastiquer quelques tranches de pain. Et prestige

aussitôt les bâches qui protégeaient le court central de l'eau furent retirées.

Monica Seles réalisa alors qu'elle n'avait pas de polo sec de rechange. Elle dut regagner le court avec une chemise trempée de sueur. Dans ses vêtements humides, Seles s'est mise à couiner comme jamais à chaque frappe de balle. Sous ses mèches brunes, Sabatini a coïncé. La Yougoslave était littéralement déchaînée, l'Argentine étrangement passive. Les jeux se sont mis à défilier à toute allure, Seles en alignant sept avant que Sabatini ait pu réagir. Mais il était trop tard. En moins de vingt minutes, tout était dit : Seles était assurée de défendre son titre et de garder la première place mondiale. Pour avoir mieux négocié le long séjour dans les vestiaires ? C'est probable. Mais ce n'est sans doute pas la seule raison.

Monica Seles a coupé l'épaisse natte qui lui battait naguère les épaules. Ses cuisses se sont arrondies, ses épaules élargies. Il n'y a plus rien en elle de la fillette fragile au museau pointu qui émouvait autant qu'elle impressionnait, ces dernières années, en se qualifiant d'abord pour les demi-finales puis en gagnant. Sur le court, elle reste toutefois identifiable à son feulement de tigresse sur chaque frappe de balle et à la violence des trajectoires que lui autorise un pivotement des hanches de judoka. Son début de saison a été un peu cahoteux. Mais manifestement, après avoir inscrit à son palmarès les Internationaux d'Australie, elle rêve de réédifier à Paris pour tenter de réaliser le grand chelem. Et Monica Seles, qui reste une enfant, semble bien déterminée à réaliser ses rêves.

ALAIN GIRAUDO

T'as pas deux balles ?



BNP. PARRAIN OFFICIEL ROLAND GARROS 91. BNP

A N

Guanaju

هكنا من الامم

S A N S • V I S A

Guanajuato, oasis baroque

L'image était devenue le grand moyen de communication entre deux peuples qui ne pouvaient se comprendre par la langue. Le Mexique colonial fut alors envahi et truffé d'images, comme si l'église baroque, rendant la déité visible et distribuée entre divers dieux, avait précipité le pays dans l'idolâtrie.

ORSQUE, au crépuscule, le vent se lève sur Guanajuato, la ville s'agit dans son écorce de montagnes fauves. Le vent descend des collines lèche le pavé brûlant, s'engouffre dans les ruelles et fait frissonner les lauriers d'Inde des *plazuelas*. Les façades des églises et des palais sortent de leur torpeur et rougeoient sous les feux du couchant. Guanajuato, l'espace d'un instant, est une immense blessure.

Cette vision sanguine, comme un tableau de Goya, se couvre parfois de couleurs assassines, surprend le visiteur qui contemple l'Alfombrado de Granaditas (le marché aux grains), énorme pyramide de pierre où les Espagnols se retranchèrent pour résister aux premiers assauts de l'indépendance. En levant les yeux, on aperçoit encore aux coins de l'édifice les crochets où furent suspendues les têtes des *insurgentes*, capturées peu après à Chihuahua. Durant dix ans, dit-on, jusqu'à l'indépendance en 1821, les têtes, qui avaient été salées, se balançaient au souffle d'égal, le vent tourbillonnant.

Guanajuato est ainsi faite, alternant les pages cruelles et les temps de splendeurs, étalant ses richesses coloniales dans une atmosphère orientale. Tout, ici, rappelle l'Orient : depuis les toits plats étagés sur des collines pelées, au-dessus desquels émergent des coupoles qui pourraient être celles de mosquées, jusqu'aux placettes innombrables pour collecter les rumeurs et prolonger la douceur nocturne, et jusqu'aux *callejones* si étroites que les filles, raconte-t-on encore, ne disent jamais non faute de pouvoir tourner la tête.

« On se trompe si l'on croit que les conquistadores ont été guidés unique-



ROBERT VAN DEN BERG

ment par l'amour de l'or et le fanatisme religieux. Les dangers élevés toujours la poésie de la vie. » Ces propos sont du célèbre naturaliste Alexandre de Humboldt, qui donna le goût des voyages à des générations de romantiques au dix-neuvième siècle. Humboldt fit un long séjour dans la ville en 1803. Il note : « A Guanajuato, il y a assez d'argent pour en inonder le monde. » Bien qu'il réside dans le palais du riche mineur de Rul, propriétaire à l'époque de la fameuse mine de la Valenciana, dont les installations dominent aujourd'hui encore le centre de Guanajuato, Humboldt ne jette aucun regard sur la somptueuse ville baroque qui s'étale sous ses yeux. Il est fasciné, comme tous les voyageurs, par tout cet argent qui dort sous ses pieds.

La filon de Guanajuato, en effet, est exploité depuis 1548. Il est aussi célèbre que celui de Zacatecas. Les deux villes appartiennent à cette première génération de cités, comme Guadalajara ou San-Luis-Potosi, édifiées juste après la conquête de Cortés et dont l'essor est lié à la découverte de l'or et de l'argent. Au nord de Mexico, à la limite du monde inconnu, les Espagnols ont élevé une sorte de « frontière de l'argent » où se font et se défont des fortunes gigantesques.

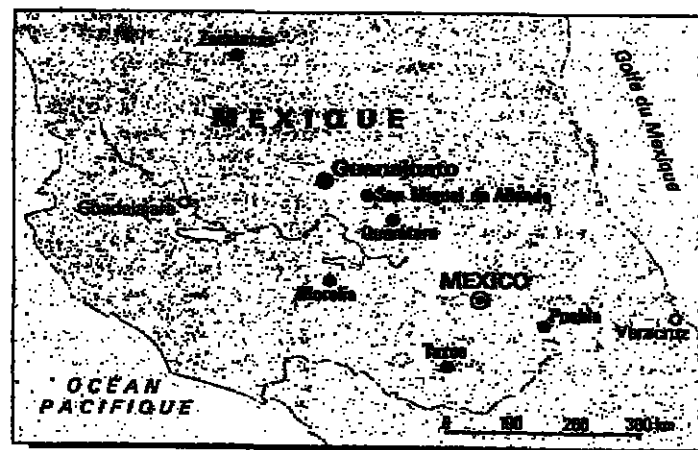
Alors que les autres gisements se tarissent, que l'eldorado péruvien perd de son éclat, on a redécouvert,

à partir de 1760, le filon de la Veta-Madre-de-Guanajuato, quelque peu oublié en raison de difficultés d'extraction, et la frénésie s'est emparée de la ville. Guanajuato (qui comptait 80 000 habitants vers 1810) produisit alors le quart de l'argent mexicain. Des marquis, à la particule toute fraîche mais à la gâchette facile, se pavèrent sur son pavé, font pousser des palais, des haciendas disparaissent sous les magnolias pour se mettre en règle avec Dieu. Humboldt constate que « l'argent gagné rapidement se dépense avec la même facilité » et que « l'exploitation des mines devient un jeu dans lequel on s'engage avec une passion sans borne ».

Artisan de cette réussite de Guanajuato, un extraordinaire flambeur. Il se nomme Laborde. C'est un Français, basque, né à Oloron en 1699, arrivé sans un sou au Mexique. Le voici d'abord à Taxco, la grande cité minière au sud de Mexico. Premier banco. Premières prodigalités. Il fait élever l'église de Santa-Prisca, chef-d'œuvre aujourd'hui reconnu de l'art churrigueresque. Mais son filon s'épuise. Laborde, réduit « à la plus extrême misère », n'a plus d'autre ressource que d'aller trouver l'archevêque. Il lui réclame « un soleil d'or enrichi de diamants » qui orne le tabernacle de Santa-Prisca. Le prélat, dit-on, eut le bon esprit de céder, et, avec les 100 000 piastres

qu'il en retira, Laborde partit refaire fortune à Zacatecas et à Guanajuato. Quelques années plus tard, notre homme est devenu, semble-t-il, le puissant comte de la Valenciana, dont le descendant héberge Humboldt. « Le défunt comte de la Valenciana, le premier de ce titre, écrit le naturaliste, a eu quelquefois de sa mine seule, dans une année, jusqu'à 6 millions de livres de revenu net. Sa mine était la plus riche du monde. » Dans tout le Mexique, Laborde était l'homme qui « produisait des millions aux cathédrales ».

Tout au long du dix-neuvième siècle, les voyageurs passent à Guanajuato et, négligeant la ville, se font conduire sur le carreau de la mine. Gabriel Ferry, le fils d'un négociant français installé à Mexico, s'étend longuement sur les conditions de travail vers 1850. L'esclavage des Indiens – mais pas celui des Noirs – a rapidement disparu peu après Cortés vers 1560 (Cortés possédait des centaines d'esclaves dans les mines qu'il exploitait). Pour des raisons conjoncturelles beaucoup plus qu'humanitaires. En effet, la main-d'œuvre servile a été anéantie par les grandes épidémies, et au même moment on a découvert un nouveau procédé de traitement du minerai d'argent par amalgame avec le mercure. « Le progrès technique relayait la peine des hommes, remarque l'historien Jean-Pierre Berthe. Ce n'est pas si fréquent au seizième siècle. »



de. » Gabriel Ferry arrive sur sa mule, « seul, mais bien armé » dans la cité minière. Son cœur palpite, lui aussi, à la pensée qu'« il marche sur l'argent ». Il médite sur la condition du péon « humble et soumis, à la merci de tous » et sur celle, sûrement plus enviable, même si les conditions de travail sont épouvantables, du mineur dont « la pique retentit, pour ainsi dire, jusqu'au bout du monde, augmentant d'une parcelle, à chacun de ses coups, l'amas des richesses humaines ». Ferry longe la grand-place, quand un « objet bizarre » attire son attention sur un mur. « Une main était clouée sur la pierre. Une main jadis forte et musculeuse, maintenant blanchie et desséchée par le vent. »

Notre homme sent les regards derrière son dos, et bat en retraite avec dignité vers l'entrée de la mine : « Je m'arrêtai un instant avec une sorte de recueillement sur le seuil de cet immense laboratoire souterrain d'où tant de millions s'étaient déjà répandus dans la circulation européenne. » Commence une descente acrobatique au fond du trou de « 1 200 pieds ». Des lueurs « indécises » percent de temps à autre « l'effrayante obscurité ». « C'étaient des mineurs qui allaient et venaient, leur machette allumée derrière l'oreille, semblables à ces gnomes des légendes qui veillent, la flamme au front, sur des trésors cachés. »

Et puis, au détour d'une galerie, c'est la vision « fantastique » : « Une multitude de minces et longues chandelles collées aux parois éclairaient confusément les travailleurs, dont la plupart, plongés dans l'eau jusqu'à la ceinture, ataquèrent la roche vive à coups de barre. »

D'autres, chargés de sacs de minerai dont le poids faisait saillir leurs muscles tendus, se perdaient au loin, tandis que la machette allumée qu'ils portaient éclairait leurs corps bronzés ruisselants de sueur et leurs longs cheveux flottants. C'était une confusion assourdissante de coups de pique sonores qui frappaient le roc en cadence, de voix, de cris répétés et d'haleines sifflantes, qui vibraient sous les voûtes avec de rauques échos, au milieu de la clarté rougeâtre des torches qui se reflétaient dans l'eau... »

En remontant de cet enfer, suspendu à une nacelle de corde, dont la solidité lui paraît douteuse, Ferry apprendra que la main coupée est celle d'un mineur qui a volé le trésor de la cathédrale, tenté d'assassiner un prêtre et d'enlever la fille d'un notable. Quelques mois plus tard, il mourra dans un naufrage au large de la Californie. Son récit sent un peu trop l'enluminure, mais aujourd'hui encore, sur le coup de midi, des équipes, le visage tarteau et le pas lourd, débouchent à l'air libre sous le regard des touristes. La mine de la Valenciana, qui est gérée par une coopérative, n'entretient plus de marquis. Un ingénieur, dans son bureau tapissé d'images pieuses, étudie les modiques performances actuelles du filon qui fit rêver les hommes.

Les récits abondent durant le dix-neuvième siècle sur cette grande quête de l'or et de l'argent sur fond de cactus et de pistolets.

De notre envoyé spécial
Régis Gnyotat
Lire la suite page 20

AU SOMMAIRE



La Pyramide du Louvre à guichets fermés... p. 21
Dinard, toujours sous l'influence britannique... p. 19
Clos des Lambrays, un vin perdu et retrouvé... p. 23
Farouk Hosni, le ministre du Sphinx... p. 24

Escapes (p. 18) • Téléx (p. 18)
Jeu (p. 22) • Table (p. 23)

CET ÉTÉ
LA SCANDINAVIE

CIRCUITS, CROISIÈRES DE TRADITION
ET DE QUALITÉ SCANDINAVE

Demandez la brochure

SCANDITOURS ÉTÉ 91

à votre Agent de Voyages ou à

LA MAISON DE LA SCANDINAVIE ET DES PAYS NORDIQUES

36, rue Tronchet 75009 Paris, Tél. (1) 47 42 38 65

SCANDITOURS

TOUTES LES FORMULES DE VOYAGES
VERS LES PAYS NORDIQUES

COUP D'ŒIL

Pour quelques roupies en moins

C'EST un jour, n'importe quand, un grand nettoyage de printemps, l'exploration méritoire, sur une étagère inaccessible, de vos souvenirs de voyage, cent petits riens qui, sur place, vous avaient paru trésors, le menu d'un restaurant au Caire, un bracelet de faux ivoire, une petite cloche tibétaine, et que votre environnement urbain, continental, l'atmosphère hexagonale, avaient inexorablement effacés, dès vos retours successifs.

Dans un pot, ou une coupe, des pièces de monnaie, la plupart indéchiffrables, des billets élimés, noircis par trop d'échanges, et qui avaient fini leur ronde dans votre main. Votre périple. Dix ans de vacances et d'excursions. Une collection de derniers adieux, avant de reprendre le travail, l'abandon des rêves exotiques, avant le dur réveil. Aussi le fond de vos poches, négligemment vidé là, comme un soupier de soulagement après les émotions du dépaysement. Votre carte intime, la juste mesure de ce que vous fûtes ailleurs, craintif ou exubérant, audacieux ou parcimonieux.

Des noms qui vous reviennent difficilement en mémoire. Le lempra? Honduras? Le kyat? Sans doute la Birmanie. Hier, vous aviez aimé ces mots, patronymes poétiques de ces billets et de ces écus oubliés, la roupie cinghalaise, et le sucre en Equateur. Même sans faire le voyage, vous aviez beaucoup navigué, rien qu'à la liste des taux de change. Mieux : les monnaies sans convertibilité vous fascinaient, comme une jungle impénétrable. La Hongrie du forint, l'Albanie du lek, le Ghana du cedi.

ALORS, devant votre pot, vos pièces déversées, c'est un bilan que vous dressez. Attendez, d'abord, aux traces de vos premiers voyages. Quand il y avait encore quelque chose pour vous recommander de garder vos maigres lasses, de séparer les petites des grosses coupures, de ne sortir, à New-York, qu'avec les 10 dollars réglementaires de l'agression. Les billets de ces aventures, vous les aviez pieusement conservés, fétiches, avec les tickets d'avion charter, et les cartes de visite d'inconnues à qui vous aviez sans doute promis d'écrire.

A l'époque, vous deviez probablement croire que la planète de l'argent était égalitaire, qu'entre vos premiers drachmes et les francs de vos économies d'étudiant, il existait une correspondance. Que la roupie de votre initiation à l'Inde aidait à vivre, à manger, à dormir. Vos petits calculs, au restaurant, un franc égale... diviser par cent... vous rendaient fraternel, à hauteur d'Indien, indien presque. Puis, avec les années, et les départs, avec aussi votre bonne fortune, vous aviez réalisé que tout cela était faux. Qu'en dehors du dollar, du franc suisse, du mark et du yen, vous étiez à peu près partout le plus riche. Supérieur. Que les autres, en pesos boliviens ou en patacas de Macao, vivaient, mangeaient, dormaient, sous la barre de vos 10 francs. Et vous, déjà, vous ne comptiez plus qu'à



partir de 10 francs. Avant d'attendre, bientôt, 100 francs, pour reprendre vos petites conversations des taux de change.

Cette constatation faite, vous ne vous êtes plus jamais senti fraternel. Roupie, hélas, se traduisait par miettes. Aussi avez-vous pris l'habitude de tout payer trop cher, et donc de tout salir, la course en taxi au double de son prix, la balade en felouque contre

un mois de salaire moyen sur les rives du Nil. L'argent, là-bas, ne valait rien, rien pour vous. Embarras de lasses qui gonflaient vos poches. Petits jeux idiots, pour arriver à l'aéroport du retour avec le moins de jetons péruviens, afghans ou haïtiens possibles. Pièces et billets jetés avec dédain dans le pot de l'étagère, comme une preuve que l'étranger, là-bas, au dernier

moment, vous avait encore eu d'un soda, ou d'une taxe d'émigration.

Votre trésor n'était plus que poubelle. Les roupies resteraient là longtemps, dans le cimetière ménager de vos souvenirs. Vous le savez, vous ne vous direz plus : je les garde en cas... Pour le premier taxi, si l'avion se pose à la nuit... Ces pièces ne seront plus de vos voyages, car même s'il vous fallait retourner en Inde, vous n'emporteriez que des dollars. Le monde a changé, et vous avec lui. Vous ne comptez plus en francs de chez vous, mais en dollars, et tous les autres avec vous, surtout les pauvres, qui vivent sous vos 10 francs. Que vaut un balboa du Panama? Vous vous en moquez, et les Panaméens aussi, vous le jurez.

DANS votre pot donc, pas de dollars. Ni de marks, encore moins de francs suisses. Cette absence est la part cruelle de votre itinéraire conservé. Ces monnaies s'échangent, au prix fort, et, dès vos retours, vous vous précipitez à la banque pour rentrer dans vos francs. Malmenés, affaiblis, bien sûr, mais sauvegardés pour l'essentiel. Ni marks ni francs suisses dans votre vieille cachette, car c'est là votre humiliation. Votre part du pauvre. A l'évocation de vos voyages dans ces contrées riches, votre mémoire se fait plus active. Comment oublier que pour vos

1 000 francs, l'année passée, à Genève, vous avez pu, de justesse, payer ce maudit taxi, vous offrir un verre à une terrasse et un tour de bateau sur le lac?

A New-York, vous tenez quoi? Dix jours? Et en comptant, ce dont vous aviez perdu l'habitude. En marks, vous vous effrayez vite, comme en schillings autrichiens. Vous trouvez tout trop cher, Salzbourg et Hambourg, pays de voleurs. Vous hésitez même à y retourner. Car vous savez ce qui vous menace : soudain vous sentez, comme le felouquier du Nil, terriblement du Sud.

Mal engagé dans le rapport Nord-Sud de vos petits calculs de transhumance, obligé sans cesse de retourner à la banque ou l'on auscultera de près, presque avec soupçon, vos billets de 100 francs, qui hier encore, ailleurs, vous faisaient seigneur et prodige.

Alors, face au portier d'hôtel, à Genève, Chicago ou Tokyo, vous vous rappelez le visage du serveur de restaurant de Calcutta ou de Bahia, entrevu dix ans plus tôt, auquel vous aviez laissé une poignée de billets, en pourboire, simplement pour ne pas vous encombrer. En marks ou en dollars, vous tendrez cinquante de vos francs, en convenant que c'est folie, réflexion d'orgueil. Mais, dans les yeux de l'homme, vous lirez très nettement le nom qu'il donne à vos francs : roupie.

Philippe Boggio

ESCALES

Au fil de la Dordogne

C'est une coulée verte entre les arbres. D'un côté la forêt, avec des châteaux isolés, pareils aux burgs allemands; de l'autre, des champs irrigués ou des pans de rochers verticaux auxquels s'accroche le village. Au sommet, en hauteur, le château. La Dordogne, à Beynac, dans le Périgord noir. En bas, dans un coude de la rivière, une grande bâtisse régulière, prolongée d'une terrasse, regarde l'eau. L'hôtel Bonnet (Tél. : 53-29-50-01) est un ancien relais de poste avec une forge où l'on ferait les chevaux. Il y a cent cinquante ans, M. Bonnet, l'ancêtre marchand-ferrier, tenait aussi une petite auberge où s'arrêtaient les gabarres, ces bateaux plats qui, du Limousin à Bordeaux, descendaient la rivière, transportant les merrains, ces pièces de chêne utilisées pour fabriquer les tonneaux. En haut, le château de Beynac (Tél. : 53-29-50-40). C'est le plus visité des châteaux du Périgord. Sa situation

spectaculaire, à 150 mètres au-dessus de la rivière, n'y est pas étrangère. Il fut construit au XIII^e siècle, tout comme le bourg. En face, le château de Castelnaud (Tél. : 53-29-57-08), son grand rival au Moyen Âge,



quand Anglais et Français se querellaient, de part et d'autre de la rivière. Ce château abrite aujourd'hui un Musée de la guerre au Moyen

Âge. Une promenade en bateau sur la Dordogne (Gabarres de Beynac, Tél. : 53-28-51-15) permet de prendre, au ralenti, la mesure des choses. Le commentaire vif qui l'accompagne est plein

du Tibet d'est en ouest jusqu'au mont Kailash, du désert de l'Alakshi-Chin puis de la chaîne du Kunlun. Altitude moyenne, 4 500 mètres. Départs le 31 juillet et le 28 août, 33 900 F tout compris.

La tradition religieuse lamaïste est forte dans le Kham. D'où l'intérêt de cet itinéraire dans une région peu visitée, même si l'hébergement est plus rude. Départs le 1^{er} août et le 5 septembre, 23 600 F. A partir des confins du désert de Gobi, la route de la soie gagne le Tibet puis le Népal. Un circuit en bus avec visite de tous les monastères tibétains du Qinghai. Plusieurs départs de juillet à octobre, 22 900 F. Tous ces voyages, fatigants du fait de l'altitude, s'adressent à des voyageurs motivés et en bonne condition physique. Moins long (douze jours, 9 900 F avec départs de juillet à octobre), un itinéraire à la carte de Katmandou à Lhassa. Deux livres pour préparer ces voyages, tous deux publiés par les éditions Olizane : *Le Tibet*, de Stephen Batchelor, 432 p., 195 F, et *Les Mémoires de Tashi Khedrup*, moine aventurier tibétain, recueillis par Hugh Richardson, 192 p., 98 F.

Musées d'Amérique

« Les années 20, l'âge des métropoles ». Tel est le thème de l'exposition internationale qui se tiendra du 20 juin au 10 novembre au Musée des beaux-arts de Montréal, au Canada. En vedette, trois villes symboles : Paris, New-York et Berlin. Le voyageur Jetset (dans les agences de voyages) construit un itinéraire associant la visite de cette exposition à celle des principaux musées de l'Est canadien. Huit jours, du 10 au 17 octobre, 9 400 F par personne en demi-pension (hôtels trois étoiles), vols inclus. De son côté, l'association Arts et Vie (39, rue des Favorites, 75738 Paris Cedex 15, Tél. : 45-31-40-41) propose de nouveau une découverte approfondie de Chicago. Du 27 octobre au 2 novembre, 8 900 F tout compris avec hébergement en hôtel quatre étoiles.

TÉLEX

Deux stages de BD organisés pour la neuvième année à l'auberge de jeunesse Les Korrigans de Lannion, dans les Côtes-d'Armor. Du 28 juillet au 4 août et du 25 août au 1^{er} septembre. Sept jours : 2 050 F tout compris. Ces stages s'adressent aux jeunes (à partir de quinze ans) qui dessinent et aiment raconter des histoires. Renseignements au 96-37-91-28.

L'exotisme en revue. Publiés depuis peu, en province, les *Carnets de l'exotisme* consacrent leur numéro 5 aux « Voyages rêvés, Voyages réels », avec notamment des inédits de Jean Cocteau et d'Octave Mirbeau et un poème de l'écrivain cubain contemporain Eliseo Diego (avec versions française et espagnole) inspiré par Christophe Colomb au Nouveau Monde. On note avec plaisir le ton peu conformiste de cette « revue littéraire et voyageante » placée sous l'invocation de Valéry Larbaud et Titania, cet auteur peu connu au nom d'antipodes, qui écrivait en 1929 : « Je connais très bien les îles Hawaï, j'ai failli y aller. » Les *Carnets de l'exotisme*, éditions Le Torii, B. P. 93, 86003 Poitiers. Abonnement pour quatre numéros : 150 F (ajouter 15 F pour l'étranger). Parmi les livraisons déjà parues : « L'exotisme, mode d'emploi » (janvier 1990), « Routes malgaches » (septembre 1990, 75 F) et « Au Maroc avec Pierre Loti » (décembre 1990, 65 F).

17^e Forum de l'aventure, mardi 11 juin à 20 heures, au grand auditorium du Palais des congrès à Paris. En présence de Paul-Emile Victor, présentation de films d'aventures récentes : *Le Fleuve du Zanskar*, d'Olivier Föllmi, *Radeau des cimes en Amazonie*, *Volcans d'Indonésie en ULM*, *Transsibérienne*. Renseignements auprès de la Guilde européenne du raid (Tél. : 43-26-97-52).

La Hollande à Paris avec, du 13 au 16 juin, quai Branly/port

Bourdonnaix, face à la tour Eiffel, un village reconstitué pour découvrir les charmes de ce pays. Nombreuses animations artistiques : concerts de flûte et de piano, danse contemporaine, théâtre et peinture. Et, côté nourritures terrestres, dégustation du gouda de printemps.

Air Martinique et Air Guadeloupe, qui assurent ensemble 80 % du trafic entre Pointe-à-Pitre et Fort-de-France, mettront en service, les 7 et 8 juin, une liaison régulière entre Paris-Orly et ces deux villes. Elles proposeront jusqu'à 7 vols par semaine en haute saison (en DC-10-30 et en accord avec le groupe Minerve) et s'attacheront à offrir des prestations de qualité et des correspondances immédiates avec la plupart des îles des Antilles. Le prix du billet A/R s'échelonnait entre 3 520 et 8 290 francs. Réservations dans les agences de voyages.

Open international de parapente dans le ciel des Deux-Alpes, les 21, 22 et 23 juin. Véritable répétition des prochains Championnats du monde, cette compétition, qui réunira 180 pilotes français et étrangers, comprendra quatre épreuves. Elle s'accompagnera d'une grande fête populaire et sportive, d'une exposition d'art et d'artisanat et d'une fête de la musique. Renseignements à l'Office du tourisme, Tél. : 76-79-22-00 ou à la Maison des Deux-Alpes, 58, rue Rambuteau, 75003 Paris, Tél. : 48-87-74-96.

Festival du vent, les 14, 15 et 16 juin, sur le parvis de la Défense, aux portes de Paris. Présents à cette occasion, chars à voile, boomerangs, aéroglisseurs, montgolfières et tout ce qui glisse, siffle, plane, roule, décolle, défile grâce au vent, ainsi que tous ceux qui apprivoisent et défient le vent.

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Tramu

COUDES AU CORPS POUR UN COUP DE COEUR !

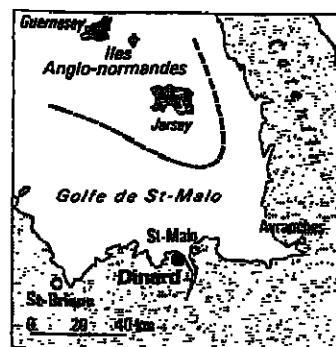
Si vous êtes passionné d'équitation, Bagnoles-de-l'Orne est fait pour vous. Au Village du Cheval, le Champion de France d'attelage vous fera découvrir sa spécialité ou vous emmènera vous balader en forêt. A Tasse-la-Madeleine, l'Ecurie des Andalises est à la disposition des cavaliers débutants ou confirmés. Venez vite avec votre bolide et vos bottes : le coup de cœur est garanti !

BAGNOLES-DE-L'ORNE

A Paris : 58 rue Rambuteau - 75003 Paris Beaubourg
Tél. (1) 48 87 74 96

Station thermique spécialisée dans la santé des jambes, Bagnoles-de-l'Orne est aussi la station-claie idéale de la forêt normande pour vos week-ends et séjours de détente. 45 hôtels, 1000 meublés, 1 camping, 1 centre de remise en forme, 1 casino (roulette), de très bons restaurants et des commerçants ouverts le dimanche se sont mobilisés pour bien vous accueillir.

La version courte du Harp's suffira, mais on aurait tort de s'en priver si, d'aventure, on choisissait Dinard pour une escale sur la route de l'été. Mythes et réalités de la plus british des stations balnéaires françaises.



droit à l'endroit et le pouvoir de jouer de son exclusivité à vie. On a le cause et la tranquillité qu'on peut. Ici aura été défrichée l'idée qu'un paysage se prête, mais ne se partage pas. Et rien ne peut y faire : des balcons de « Granite House » — car en anglais il y a un e à granite ; en français aussi si on veut — la vue est plus envahissante pour l'œil que de la promenade publique. Formidablement plus, puisque des pionniers et repères d'endroits ont fait en sorte que cela le soit.

Dinard's club

A l'époque où les Anglais étaient « tous riches », comme le soutenait Flaubert dans son *Dictionnaire des idées reçues*, ils prirent, un certain temps, du plaisir à s'en aller coloniser des rivages de France, médiocrement encore tout effrayés par les raids vikings, isolés et incertains, muets devant les promesses de paysages maritimes qui vaudraient bientôt de l'or. Ainsi de Saint-Enogat et de Dinard, qui leur tombèrent sous la patte sans coup férir — aidés par une bourgeoisie locale flattée et rassurée par leur présence — et qu'ils s'amusèrent à façonner à leur image et à rendre confortables à leur manière ; entendons par là qu'aucune vie saine ne pouvait se concevoir sans un *lawn tennis*, de l'herbage tondus courts pour jouer au golf, un hippodrome, un port à voiliers, des pubs, des clubs, des hôtels et un casino pour pouvoir saisir l'occasion d'hypothéquer tout ça sur une mauvaise main au baccara.

Ils s'y sont mis tôt à jeter les terrassements de ce qu'on a appelé le « Golden Age » si l'on en croit cette plaque, pieusement vert-de-grisée, posée à même le rocher, sur le flanc de la plage de l'Écluse, là où les jours de régate Dufly se met à colorier Dufly. Qu'on lise bien : « 1836-1936. Dinard à ses amis britanniques, en commémoration du centenaire de l'arrivée de ses premiers résidents britanniques. » C'est daté du 20 juin, juste à temps pour prévenir les protégés du Front populaire, qui se hasardaient dans l'endroit, que les vacances et les bains de mer, ici, on connaissait et qu'on était prié d'aller jeter sa gourme de congés payés plus au large — on voit mal d'ailleurs ce qu'aurait pu commander comme remontant le tourneur-fraiseur de base qui se serait retrouvé dans l'acajou du Walporet Bar ou au bastingage du Balmoral.

Il n'est pas sûr que sa descendance se sente plus à l'aise aujourd'hui, dans une station balnéaire qui continue à afficher une anglomanie soutenue — Dinard agence, Parfumerie institut, avenue George-V, Café Davy's, Jameson, Wind Line, Blue and Green, Bazaar — propre à réjouir toute une *middle class* anglaise qui vient remettre ses pas sur ceux des grands missionnaires du temps de la conquête, mais assez largement en retrait des plaisirs simples qu'un vacancier débarquant en Bretagne vient chercher en Bretagne. Au demeurant, est-on vraiment tout à fait en Bretagne ? Oui sur le papier, moins dans la place. Toujours l'Union Jack qui bat dans le cœur de cette bourgeoisie de bord de mer dont les hommes, passé cinquante ans, n'ont jamais jeté sur le pull de fine laine jeté sur les épaules, une brassée de journaux sous le bras, l'air préoccupé et soucieux de connaître leurs prochains partenaires de parcours sur les *links* de Saint-Briac. Terriblement convenables, les dames, elles, portent une sorte de short long de couleur kaki clair, et donnent l'impression d'être perpétuellement en retard à leur leçon de tennis.

C'est l'institution de pure souche anglaise, pour un peu, qu'on verrait le moins : l'église anglicane, Saint-Barthélemy, ou, plus précisément dit (car après ceux d'outre-Manche arrivèrent les virulents amateurs d'outre-Atlantique), *St Bartholomew's British-American church*. Elle camoufle ses cent vingt ans au fond d'un jardin, rue Faber — nom de la première famille anglo-saxonne à s'être installée dans la place — et laisse sa porte ouverte, ainsi que celle de sa *library*, comme si elle était chez elle et n'avait rien à craindre des vandales ou des mal-faisants. C'est beau la confiance. Ne pas oublier tout de même de mettre 1,50 F dans le tronc, si on embarque l'opuscule qui donne les grandes lignes des pouvoirs et des devoirs de l'archevêque de Cantorbéry...

Tout se passait bien à Dinard. Trop bien même, puisque, fin

1867, Napoléon III fait savoir que lui et Eugénie, entraînés par des bruits de cour, eux-mêmes lancés par une dame d'honneur de l'impératrice native du pays, Madame de Carette, ont décidé de se faire construire une résidence dans la station pour venir en vérifier les vertus curatives et mondaines. De fait, près de l'église, un petit château s'élève, commandé selon toute vraisemblance par des gens de Paris. C'est l'excitation la plus extrême au sein de la chic et courte communauté qui va bientôt voir ses efforts couronnés de succès avec l'arrivée du couple impérial. On l'attend pour l'été 1869. Le ruban est prêt, le champagne aussi... tout le monde répète son rôle, on se tient informé des dernières nouvelles... tout marche comme sur des roulettes... l'inauguration officielle est dans la poche... Dinard sacrée reine de toutes les cités de fastes et de plaisirs de plein vent par le neveu du Petit Caporal. De la guenle, non ? Zou-zou fait capoter l'affaire.

Zou-zou était un chien bichon, confident de l'impératrice, et que Napoléon III ne pouvait supporter. A la veille du voyage le couple revient sur le motif de la dis-corde pour savoir si l'animal sera du voyage ou pas : elle dit oui ; lui non. Elle part boudier à Biarritz ; lui prépare — avec les résultats qu'on sait — l'entrée en guerre contre la Prusse. Dinard reste pétrifiée. Ce contretemps insultant — Zou-zou... — la cité ne l'a jamais tout à fait digéré et les bardes de l'endroit ne manquent pas d'en rappeler tous les désagréments quand ils érudent sur l'histoire sans histoire de leur chère et très balnéaire station.

Station qui touche à la gloire suprême avec l'arrivée de la Belle Époque, après que les financiers d'une fin de siècle hardie, riche et « pleinairiste » eurent mis des billes dans ce qui leur semblait être une affaire très juteuse. On construit à tout va, et Dinard devient la « Nice du Nord », « Dinard l'Italienne », « Dinard la Douce », même si l'eau reste à température modérée, c'est-à-dire proche du glacial, et les vents de juillet quelquefois de fréquentation assez revêche. Des personnages louches, d'autres mystérieux ou bizarres, d'autres plus modestement célèbres, hantent ce bastion avancé de ce qui, sous la plume d'un écrivain régional, Herpin, est devenu la Côte d'Émeraude. Du monde, beaucoup de monde ; du beau monde. Dans les raouts un peu sérieux, les aboyeurs en perdent le souffle et deviennent aphones sous la particule : Oscar II de Suède, l'archiduc Charles d'Autriche, Guillaume d'Allemagne, le grand-duc Michellowitch et la grande-duchesse de Russie, mais aussi Lawrence d'Arabie, Roland Garros, fameux aviateur, Armand Fallières, fameux président, Edouard VII, fameux dandy. Moments d'ivresse et de succès jusqu'à la première guerre mondiale, qui voit l'ensemble de ces bonnes gens se séparer et s'en aller faire leur boulot chacun de son côté.

Dinard ou l'éloge de la villégiature. Très tôt, le site avait été fortifié avec de solides bâtisses ayant pignon sur falaise et maîtrise sur l'horizon ; au-delà de la vue

imprenable, entre la redoute et le phare de haute mer. Du costaud, souvent dans le style néo-breton, une architecture tout à fait impressionnante qui fait hésiter entre le classement immédiat et le déclassement à perpétuité. Elles sont pour la plupart encore en place ces belles et lourdes villas — il doit être impossible d'en venir à bout, même avec les explosifs les plus puissants — et finissent par donner au lieu un cachet assez savoureux, notamment sur la pointe dite du Moulinet, là où le promeneur vient, étonné, baba ou intimidé, prendre la mesure de

ce que pouvait tenter une époque qui abritait son temps de farniente dans beaucoup d'espace et pas mal de largesse.

On pouvait s'y réfugier à plus de cinquante invités ; le personnel suivait. Chez nous, entre nous, Goldoni fait résider ses estivants sur les arrières de Venise, dans les mélancolies douces et amères d'une société qui ne parvient plus à trouver les marques d'un dix-huitième siècle italien languissant ; ici, sous l'inspiration d'em-bruns achetés au prix fort, on invente le maillot de bain, le long

drink et la course au large. Villégiature. Et c'est sans doute ce qu'il faut retenir du bref, mais vif message, qu'envoie de ses sémaphores cette micro-société conquérante et radicalement propriétaire, non seulement d'une des cartes postales les plus convaincantes du paysage français (au loin Saint-Malo : en fond de décor l'estuaire de la Rance ; de face des îlots jouant à « cache-mardes » ; au-dessus le ciel ; plus bas la mer, dans ses bons jours tout à fait comme son générique l'indique : émeraude), mais certaine, en outre, d'avoir mérité le

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Quélin

Minutes de silence

Instants magiques, où la nature s'offre à vous dans son immense beauté, où l'on oublie toutes les contraintes, où tout est réuni pour se remettre en forme tout en se divertissant... Vous découvrez l'île de Majorque. Vivre au jour le jour, entouré par ce sentiment si profond de bien-être, vous incite à jouir de la liberté d'agir individuellement, à puiser votre énergie dans l'environnement. Situés dans une enclave privilégiée de la Méditerranée, les Îles Baléares sont synonymes de vacances vraiment reposantes, où le sens de l'hospitalité se retrouve autant au contact de ses habitants que dans la diversité de ses hôtels. Laissez-vous guider par le silence de Majorque pour contempler sa beauté.



Mallorca



Guanajuato, oasis baroque

Suite de la page 17

La très sérieuse *Revue des deux mondes* se met de la partie : en 1846, en plein règne louis-philippard, voulant sans doute prévenir nos concitoyens des dangers des épidémies, sous la plume d'un économiste, Michel Chevalier, elle indique sans rire, après de savants calculs, que tout l'argent sorti du Nouveau Monde tiendrait largement dans la colonne Vendôme et que l'or ne remplirait même pas la moitié du salon d'un bourgeois à Paris sur 8 mètres de long et 8 mètres de large ». Précision oblige !

En dehors de cette fascination métallique, les villes coloniales ne font pas recette auprès des voyageurs qui débarquent au Mexique. Cette civilisation du baroque, qui dale ses vestiges dans la poussière et ses images trop naïves dans des décors joulus, donne une impression de déjà vu. Le même aveuglement vaut pour des villes, comme Guanajuato ou Taxco, qui échappent à l'orthodoxie du plan colonial. Cette duplication du monde occidental n'intéresse pas le visiteur, venu emmagasiner des images et des sensations exotiques.

Sus évidemment aux pyramides, aux « hiéroglyphes » — on est en pleine mode égyptologique — en sachant d'éviter la fièvre jaune (le vomito negro) et les brigands. Le fils du grand Ampère, Jean-Jacques, qu'on surnomme à Paris l'historien-touriste, ce qui ne l'empêchera pas d'entrer à l'Académie française, donne des conseils depuis Vera-Cruz, en 1852, aux abonnés de la même *Revue des deux mondes* : « Il faut avoir une cinquantaine de francs pour ne point être arrêté les mains vides, ce qui mettrait les voleurs de très mauvaise humeur. Il est sage d'avoir sa petite contribution toute prête ».

Premier contact avec les Indiens : « Leur peau est d'un jaune terne, peu agréable. J'ai laissé Paris très effrayé de la République rouge, je trouve ici la République jaune. » Fier de son bon mot, Ampère respire à pleins poulmons le bon air de Mexico : « La pureté de l'air ici, comme en Égypte, est accompagnée d'une extrême sécheresse. Les cigares se cassent comme nos chapeaux de paille se cassaient sur les bords du Nil ».

Ampère n'a pas lu Sahagun, qu'on vient à peine à publier en Espagne, mais Las Casas et sur-

tout Thomas Gage, un missionnaire dominicain irlandais qui a écrit un « best-seller » au dix-septième siècle sur les Indiens. Ampère est sensible à leur misère, cite le poète mexicain Galvan : « Je suis un Indien, c'est-à-dire un ver qui se tapit dans l'herbe. Toute main l'évite, et tout pied le meurtrit ».

Mexico ressemble pour lui aux « cités neuves des États-Unis ». « Chose étrange, observe-t-il, cette symétrie, caractère des villes qu'on bâtit aujourd'hui de toutes pièces dans l'Amérique du Nord, parce qu'on n'est gêné par aucun débris du passé, comme on aligne les sillons d'un champ nouvellement défriché, cette symétrie est un legs de l'ancienne symétrie de l'ancienne civilisation aztèque ! » Ce qui est vrai. Et, plus loin : « Mexico rappelle un peu Rome ». Avant de se laisser entraîner lui aussi au fond d'une mine d'argent, Ampère conclut : « L'architecture demeure à côté de moi, possède une mine qu'il loue 50 000 piastres. Dans un pays où il y a tant d'argent, tous les objets de consommation et de luxe sont à un prix exorbitant. J'ai visité le musée de Mexico : il y a deux ou trois choses curieuses et belles, telles que le Zodiaque et la Pierre des sacrifices, qui servait au culte des anciens Aztèques, mais on est étonné de voir qu'il n'existe pas plus de traces du passé d'un peuple qui avait sa civilisation, sa religion et ses arts. Probablement, les Espagnols ont détruit toutes ces images pour y substituer les leurs : c'est seulement changer d'idolâtrie ».

Avec la troupe, de Mexico à Guanajuato et Zacatecas. « Elles sont toujours du même modèle, dit-il, mais elles sont assez jolies à cause de leurs nombreux monuments. » Mais de Tuxte est déabusé : « Les traces d'anciennes civilisations sont des blagues pour donner un peu d'intérêt à une expédition qui en a si peu ! »

En 1912, venant des États-Unis, le comte Vay de Vaya et de Lus-kôd s'attend à trouver un Mexique en feu. Il traverse, au contraire, des villes, comme San-Luis-Potosi ou Querétaro, pleines « de gaieté et de grâce méridionales », où l'on paraît beaucoup plus content de son sort que « de l'autre côté du rio Grande, où la lutte pour amasser de l'or jusqu'à ce qu'il en soit devenu l'esclave absorbe l'homme ». Partout des églises où « la population se fait remarquer par une édifiante pitié ». Il est sans doute l'un des premiers à parler, et donc à reconnaître « l'architecture coloniale », à souligner ses influences orientales, à livrer au public français le nom du « Bernin mexicain ». Francisco Eduardo Tresguerras (1765-1833). « Lorsque le baroque, introduit en Espagne par Churriguera, semble avoir atteint les limites de l'ornementation et l'excès de la rocaille, Tresguerras, dans la colonie lointaine, le pousse plus loin encore, jusqu'au fantasme. » Dans son pèlerinage architectural, le comte va jusqu'à visiter la ville natale de Tresguerras, Celaya. « Quand l'arrivé là par un clair de lune, la ville, avec ses nombreuses coupoles, ses hautes tourelles et ses arcades, me fit l'effet d'une vision féerique. » Patatras ! Le lendemain à l'aube, en pleine lumière, la patrie de Tresguerras lui semble un affreux « carton-pâte ». Son récit, dépourvu d'atrocités aztèques — il trouve qu'on en a un peu trop fait sur ce point, même s'il y a sûrement un fond de vérité, et que les écrits de Zumarraya, le premier évêque de Mexico, dépassent les bornes, — trahit son l'écritisme du moment.

Pourtant, au commencement de ce siècle, la mode précolombienne n'en est qu'à ses débuts. Elle sera servie par d'immenses plumes, comme celle d'Artaud qui se forge chez les Tarahumaras une autre écriture. Ou comme celle de Graham Greene, un peu sacrilège lorsqu'il avoue que les ruines de Talenque ne lui ont pas fait plus d'effet qu'une ferme de grand croutant dans la campagne d'Oxford et qu'il préfère la compagnie des cactus, ces « ermites » qui ont toujours l'air d'être « appelés par une affaire urgente ». Et le Mexique colonial patiente encore aujourd'hui pour obtenir une juste reconnaissance artistique et touristique.

Que fut cette période coloniale ? Antonio de Mendoza, premier vice-roi, reconstruit Mexico, dit-on, le trait d'architecture d'Alberti en main, qu'il annotait soigneusement. Le premier acte des Espagnols fut de construire des villes, une bonne quarantaine dans toute l'Amérique au seizième siècle. L'effort financier fut colossal. Toute l'Europe de Charles-Quint, les ban-

quiers Fugger en tête, se mobilisa. La ville est conçue comme l'instrument essentiel de la colonisation et la cellule de base de la société coloniale. On applique le schéma en damier, avec une place au centre (le *zocalo*), siège de tous les pouvoirs (le pouvoir municipal surtout, le *cabildo*). La cathédrale constitue une réplique à la pyramide.

Rien de très original à tout cela, si ce n'est que, l'espace n'étant pas mesuré, on n'a pas peur de faire dans la grandeur, ce qui permet d'éblouir les indigènes. Il en résulte plus de lisibilité, mais du coup moins d'intimité. Lorsqu'on ne peut appliquer ce plan rigoureux, en raison de la configuration du terrain, comme à Guanajuato, on retrouve vite alors cette intimité tout espagnole. Les Mexicains, pendant longtemps d'ailleurs, diront que Guanajuato est fort laide dans sa gorge, et qu'une belle ville ne peut se concevoir que « largement étalée au milieu d'une plaine ». Les rues se coupent à angle droit, et s'ouvrent sur l'extérieur. Cela favorise la rencontre, les mélanges ethniques. Ce sont des villes sans ghetto.

Dans la société urbaine qui s'esquisse, il s'agit de reproduire, de réaliser une copie améliorée — mais en grand parce qu'on a de l'espace — de l'Europe que l'on a laissée derrière soi, mais aussi de l'Europe nouvelle, celle des utopies et des aspirations de la Renaissance. Le conquérant semblait avoir tout prévu, sauf le message, qui fut peut-être la découverte, davantage que celle de l'or ou de l'argent. On ne pouvait chasser les Indiens comme on avait chassé les Juifs et

les Arabes. D'une dizaine de milliers au milieu du seizième siècle, les métis devinrent plus d'un million et demi deux siècles plus tard, et les Noirs arrivèrent aussi nombreux que les Espagnols. « Un chiffre éloquent, mais qui ne dit pas l'étonnant brassage qui entraîne les Indiens, les Noirs, les mulâtres, les Espagnols et quelques Asiatiques dans un monde, celui des villes notamment, qui ressemble étrangement au nôtre », affirme Serge Gruziński, chercheur au CNRS.

Cette société coloniale, qui repose sur le métissage et qui dispose de deux siècles de paix, aux dix-septième et dix-huitième siècles, fait rare dans l'histoire, va s'épanouir et trouver son mode d'expression dans le baroque, qui est finalement l'art de vivre ensemble, en dépit des pires inégalités, de « réaliser un consensus minimum entre les groupes et les individus fondé sur la fusion du sacré et du profane, la rencontre du réel et de la fiction et le plaisir des sens », comme le dit encore Serge Gruziński. La peinture de cette époque est pleine de scènes touchantes d'harmonie ethnique, où les enfants sont toujours présents. L'image est le grand moyen de communication entre des peuples qui ne peuvent se comprendre par la langue. « Le Mexique colonial devient alors une société envahie et truffée d'images, et massivement d'images religieuses, comme si l'église baroque, rendant la déité visible et distribuée entre divers dieux, avait précipité le pays dans l'idolâtrie qu'elle avait tant combattu. L'image colonise le quotidien. Non seulement les sanctuaires, mais aussi les carrefours

de rues ou de chemins, les maisons, les bijoux, les vêtements en sont saturés. Dès le dix-septième siècle les inquisiteurs n'en croient pas leurs yeux en constatant que ceux qu'on aurait pu croire les plus fermés à l'image chrétienne collectionnent les effigies du Christ, de la Vierge ou des saints. Et puis la consommation des hallucinogènes, qui agrandit l'espace visionnaire, fera partie aussi du dispositif baroque ».

« L'image, enfin, investit le corps : la poitrine de l'Indien se transforme en table de chair, comme s'il y avait un corps baroque, terminal humain des images des grands sanctuaires. Toute distance est ainsi abolie entre l'être et l'image », observe Serge Gruziński.

Le baroque est bien l'art de la surface et non pas du superficiel. Et si l'on reste en surface c'est parce qu'on a entrevu l'abîme. Cela s'appelle la survie.

Cette civilisation du baroque est sans doute un moment original de l'histoire de l'humanité. Lorsque le despotisme éclairé — le jésuitisme — voudrait mettre un terme à cet équilibre chancelant, les jésuites qui ont laissé faire cet étrange dérivé, la révolte grondera. La révolution de 1810, qui conduira à l'indépendance, est moins un soulèvement au nom des idées de la Révolution française qu'une réaction de conservatisme. Elle sera menée, d'ailleurs, par des curés mexicains.

Le Mexique colonial est décidément une époque bien proche de cette fin du vingtième siècle, submergée elle aussi par les images.

de notre envoyé spécial
Régis Guyot



FOTO J. J. J. J.

Guide

● Guanajuato est le plus atypique de toutes les villes dites coloniales, parce qu'elle n'a pas été tracée d'une façon géométrique et qu'elle épouse la forme d'un relief tourmenté, le fond et les flancs d'une vallée étroite. La ville est une succession de places bordées d'édifices baroques. On croit être arrivé au bout de la ville : on débouche sur un nouvel ensemble baroque. C'est ce qui fait son charme et son mystère. La ville, depuis 1988, est inscrite sur la liste du patrimoine mondial.

● Les villes coloniales (Guanajuato, Zacatecas, San-Miguel-de-Allende, Querétaro, Morelia, Taxco, etc.), situées sur le plateau central mexicain, constituent une autre façon de découvrir le Mexique. Un Mexique sans serpent à plumes. C'est un gisement touristique largement inexploité, tout au moins par la clientèle européenne.

● Le gouvernement mexicain a décidé de lancer un programme intitulé « Découverte des villes coloniales ». « L'objectif est la restauration des monuments les plus notoires, et l'accueil des touristes. Dans chaque

ville, un comité décide du programme de rénovation. L'Etat devrait allouer l'équivalent de 100 millions de dollars de crédits aux municipalités », explique M. Pedro Joaquín Colwell, secrétaire d'Etat au tourisme.

● Comment y aller ?

● Le tour-opérateur Uniclaim (11, rue du 4-Septembre, 75002 Paris. Tél. : 40-15-07-07) organise à partir du mois de septembre 1991 des circuits culturels à la découverte de cette civilisation du baroque qui s'est épanouie aux dix-septième et dix-huitième siècles, et dont les vestiges méritent tout autant de considération esthétique que ceux des époques précolombiennes. Uniclaim organise aussi des séjours à la carte, et des voyages spéciaux à l'occasion de la feria d'Aguascalientes (avril-mai).

● Depuis le 30 mai dernier, la compagnie Aeromexico (12, rue Auber, 75009 Paris. Tél. : 47-42-40-50) propose deux vols sans escale Paris-Mexico et retour au départ d'Orly (jeudi et samedi).

● A lire

— Le regard le plus original

porté sur le Mexique colonial est celui de M. Serge Gruziński, directeur de recherche au CNRS, auteur de plusieurs ouvrages : *La Colonisation de l'imaginaire, sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol*, 16-18 s. Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 1988 ; *Le Destin brisé de l'empire aztèque*, Gallimard, collection « Découverte », 1988 ; *La Guerre des images, de Christophe Colomb à « Blade Runner »*, Fayard, 1990.

— On peut également consulter : *la Vie quotidienne dans l'Amérique espagnole de Philippe II*, par Georges Baudot, Hachette, 1981.

— Parmi les voyageurs : *Voyages dans l'Amérique équinoxiale*, par Alexandre de Humboldt, 2 vol, La Découverte, 1980.

— Parmi les guides : *le Guide bleu Mexique-Guatemala*, Hachette, 1988, 239 F ; *le Grand Guide du Mexique*, Gallimard, 1989, 169 F.

Et, bien sûr, relire Graham Greene (*Routes sans lois*, La Table ronde 1949), Octavio Paz ou Le Clézio.

La Pyramide

LES DEUXIÈMES DE LA PIRAMIDE...
C'est la deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...

La deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...

La deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...

La deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...

La deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...

La deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...

La deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...
C'est la deuxième partie de la série...

GRAND HOTEL
ADRIANO
Viale Petrucci 42
Tel. 0521-549424
Fax 0521-549424

COMME UNE ÎLE DANS LA MER - UN HOTEL DE PRESTIGE ORIENTÉ SUR LA PLAGE PRIVÉE. Qualité de service tout à fait nouvelle : 130 chambres - 2 piscines - 3 courts de tennis - beach volley - discothèque - parking couvert d'une clôture - cuisine riche et variée avec menu au choix - petit déjeuner buffet dans le jardin - robes de nuit - maison. Offre particulière pour les lecteurs : du 1er juin - septembre P.F. 227, juillet P.F. 273, août P.F. 410, du 1er au 15 juin votre enfant gratis.

Victoria-Laubert-Horn Wengen Bernese Oberland
« Hôtel de famille de 1^{er} cat. garantie avec son grand confort un séjour agréable. Restauration, bar et café, animations. Chambres avec bain, douche, v.c., téléphone direct, radio, sèche-cheveux, télévision, 10, demi-pension. Choix de menus P.F. 98-100 - selon saison, saison et séjour. Div. buffets aux chaudières. Arrangements avantageux : 7 jours demi-pension, choix de menus, bain douche, v.c. y inclus abonnement régional de vacances des P.F. 678 ou bien P.F. 1196 pour 14 jours. Famille 5 + 11 Caravelle. Hôtel Victoria-Laubert-Horn, CH-3823 Wengen, tél. : 1941/3656 51 51. Tél. 023 232. Fax 023 33 77.

IMMOBILIER DE TOURISME
Chaque deuxième semaine du mois le VENDREDI, daté SAMEDI, dans le supplément MONDE SANS VISA en couplage avec LE MONDE RADIO-TV
Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie.
Renseignements insertions : 45-55-91-82, p. 4324.

Irlande
Ecartez-vous de chez vous
de Green en Green de Cottages en Châteaux au Rythme de l'Homme Tranquille
• Séjours ou Circuits Golf
• Bateaux sur le Shannon
• Locations de Roulettes
• Chasse et Pêche
• Tourisme en Liberté
l'Irlande a tant à vous offrir
Choisissez le spécialiste des voyages Gallique
Voyages Gallia
12, rue Auber, 75009 Paris
Tél. (1) 42.55.48.71 / (1) 42.55.07.24

مكتبة القرآن

La Pyramide à guichets fermés

Il est déjà loin le temps où un fameux critique accablait le monument du surnom de « Zircon ». Aujourd'hui, la Pyramide du Louvre fait l'unanimité : on s'y presse, on s'y bouscule, on y attend son tour. Exposé des problèmes d'embouteillage.



musées, a beaucoup de fenêtres : on voit où l'on est par rapport à la cour, à la Seine, à Paris. C'était aussi l'idée de l'architecte, M. Pei, en dessinant cette pyramide transparente, ce grand lanternon, de conserver les accroches du regard vers les différents pavillons.

Autant l'itinéraire vers Sully, qui conduit au Louvre médiéval — celui des « souterrains », dans le langage courant des visiteurs, — est simple, limpide, autant l'entrée vers Denon, qui permet d'accéder à la salle du Manège, est malencontreusement compliquée. Cette mauvaise impression sera corrigée : les escaliers roulants et leur incongruité technologique seront remplacés (le projet est étudié avec Pei) par un escalier plus large, plus ample, plus noble. C'est important, car ce chemin tortueux est celui qu'empruntent chaque jour ceux qui ont demandé à voir d'abord les best-sellers : la Joconde, la Victoire de Samothrace — en haut du bel escalier dessiné pour elle — la Ténus de Milo ou les Esclaves de Michel-Ange.

Avec la louable réserve qui est la leur (aucune raison de priver le visiteur de sa liberté d'errance), les responsables du musée se refusent, pour l'instant du moins, à conseiller tel ou tel circuit. Judicieusement, ils estiment que, se dirigeant vers telle ou telle célébrité, le visiteur, quel que soit son niveau de connaissances, pourra être touché par d'autres œuvres. Même si les Japonais ont conçu un « Louvre en soixante minutes », il n'y aura jamais de « Joconde express ». Plutôt, au contraire, un effort pour clarifier la lecture et la chronologie des salles, qui ne trouvera son accomplissement qu'à l'achèvement du Grand Louvre et avec l'installation de l'ensemble de l'art français dans l'aile Richelieu, laissant aux Italiens la grande galerie.

L'information, toutefois, fait

des progrès. Outre les fiches (en six langues), qu'on peut consulter sur place et qui seront généralisées, outre les cartes et les panneaux historiques, qui doivent « éclairer » l'Antiquité, un ou deux systèmes de vidéodisques interactifs ont été mis en place. Mais cela demande beaucoup de travail de préparation (deux ans) et coûte très cher. C'est donc plutôt vers le personnel qu'on souhaite se tourner pour qu'il soit en mesure de répondre bien. Fini le temps où les casquettes tombaient sur l'œil de vétérans assoupis, voilà, au pied de Delacroix ou près des fresques de Botticelli, « L'idée est de développer la notion d'accueil au sein du personnel de surveillance », précise M^{me} Ganser. Une expérience de surveillance mobile sera tentée dans les semaines qui viennent avec une douzaine d'agents, pour savoir si l'on peut concilier l'accueil et la sécurité.

Cédant tout de même à un réel besoin, le musée vient d'éditer une brochure intitulée *Guide du visiteur pressé*, qui présente une quarantaine de chefs-d'œuvre et renseigne utilement, à mi-chemin du simple plan de situation et du lourd volume d'inventaire des collections.

Placé sous le signe des exigences doubles et parfois contradictoires (grand nombre de visiteurs et qualité de la visite, érudition et pédagogie, science et curiosité, sécurité et accueil, orientation sans embarras), le Louvre mue, démonte sur lui-même, se renoue derrière des façades bâchées, pour une flamboyante réapparition. La Pyramide n'est que la pointe visible d'un nouvel ensemble qui, moins que jamais, ne se donnera à voir en une fois.

Michèle Champenois

ouverte que d'attirer un nouveau public et, d'abord, sans crainte du paradoxe, de partir à la conquête des Parisiens.

C'est à la fin de 1992, quand seront mis en service les espaces souterrains de la cour du Carrousel et les nouvelles salles d'exposition aménagées par l'architecte Italo Rota autour de la cour Carrée, puis surtout, lorsqu'à l'automne de 1993, en fêtant le bicentenaire du Musée central des arts créé par la Convention, le Louvre ouvrira au public l'aile Richelieu (l'ancien ministère des finances) où seront présentés la sculpture monumentale, les objets d'art et la peinture française, que l'aventure, commencée en septembre 1982, pourra être évaluée dans son ensemble.

Chacun son Louvre, son moment préféré du musée, son parcours de prédilection. Comment ne pas partager l'émotion de ceux qui, pour la première fois, découvrent qu'il y avait un Louvre sous le Louvre, un château sous le palais, et se trouvent, dans l'ombre justement dosée, confrontés aux murailles de Charles V et à la tour de Philippe-Auguste, résultat des fouilles entreprises sous la cour Carrée. « En France, on a la triple historique, c'est le château des rois », note Michel Lacroix. Cet itinéraire, qui peut commencer par les salles racontant l'histoire de l'ensemble monumental qui, en cinq siècles, a lentement conquis sa place au cœur de la capitale, offre une mise en condition idéale à la découverte du musée proprement dit, de ses collections, qu'on y entre par la salle des dérivatifs et de la sculpture gréco-romaine ou, reculant de quelques millénaires, par l'Égypte.

Mais le musée se refuse à recommander tel ou tel circuit. Le personnel d'accueil, jeune, aimable, répond en plusieurs langues à toutes les questions : aux plus pointues (« Où est Gabrielle d'Estree ? ») comme aux plus convenues (« Par quel chemin, vite, Mona Lisa ? »). « Il y a les bons lundis soir », raconte Aimée Ganser, responsable de l'accueil, ceux où l'on peut voir la Joconde, et les mauvais lundis, ceux où Denon est fermé. Car les nouveaux horaires, l'effort fait par le personnel et l'organisation pour mieux recevoir, et plus longtemps, engendrent parfois des

déceptions. La campagne d'affiches qui, l'été dernier, rappelait dans tout Paris que le Louvre était ouvert jusqu'à 22 heures avait créé une confusion et presque une frustration. Car c'est la Pyramide, l'auditorium, la librairie et le restaurant ainsi que les expositions temporaires qui sont accessibles tous les soirs jusqu'à la nuit. Les collections permanentes, elles, ne sont offertes en nocturne que le mercredi et par moitié, en alternance, le lundi.

Bien traiter la foule indécernable et les groupes, aider les chercheurs, les historiens de l'art, les scientifiques, conquérir un nouveau public, celui des intellectuels, des Parisiens, ceux qui ont moins de temps mais plus d'exigences, et faire entrer le Louvre et ses manifestations culturelles dans les habitudes de ceux qui « se croient culturellement obligés d'aller voir Sœur », comme le dit Michel Lacroix : c'est le quadruple objectif de l'établissement qu'il dirige et qui, en devenant le Grand Louvre, a pris son autonomie par rapport à la Réunion des musées nationaux.

Les horaires ont changé et il faudra du temps pour que les visiteurs potentiels prennent conscience des nouvelles portes qui se sont ouvertes dans leur calendrier : connaître les meilleurs jours, le jeudi et le vendredi par exemple, venir après 15 heures, fréquenter l'auditorium pour un concert, voir un film à midi, suivre une conférence le soir. Beaucoup le font déjà. Le nombre des Amis du Louvre a doublé, note Michel Lacroix (de 15 000 à 30 000), les demandes de visites-conférences sont en progression rapide : on va ouvrir aux adultes les ateliers pour enfants ; on s'occupe des sourds-muets et même des aveugles pour lesquels des programmes spéciaux sont mis

Guide

PARIS / NEW YORK A PARTIR DE 2 295 F A/R

DECouvrez LES NOUVEAUX TARIFS ACCESS VOYAGES.

LOS ANGELES	A/S 2135 A/R 4290	CARACAS	A/S 3085 A/R 5060
SAN FRANCISCO	A/S 2135 A/R 4290	BUENOS AIRES	A/S 3850 A/R 6100
MIAMI	A/S 1785 A/R 3410	SANTIAGO	A/S 3850 A/R 6100
MONTREAL	A/S 1210 A/R 2420	NAIROBI	A/S 3045 A/R 4995
RIO DE JANEIRO	A/S 3380 A/R 5170	DAKAR	A/S 2930
SAO PAULO	A/S 3625 A/R 5170	BANGKOK	A/S 3205 A/R 4215
MEXICO	A/S 2600 A/R 4790	SYDNEY	A/S 4935 A/R 7885
ANTILLES	A/S 2100 A/R 3275	SEYCHELLES	A/R 6190

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS. DISPONIBILITÉ DE PLACES EN 12 CLASSES. ARRIVÉE PRÉCÉDÉE DE 12 HEURES ET DÉPARTS À L'HEURE. CROISIÈRE DE 10 JOURS À LA CARAÏBE. POSSIBILITÉ DE RÉSERVER ET DE PAIER VOTRE VOYAGE AU 40 LITRE D'AVANCE VOTRE CARTE BANCAIRE. *DEPARTS FRANCOFONIE. **CROISIÈRE BORDÉLAISE. ***ARRIVÉE EN TRAIN D'ÉLITE.

ACCESS voyages

PARIS : MÉTRO ET REN CHATELLET-LES-HALLS, 6, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS. Tél. (1) 40 13 03 02 et (1) 42 21 46 94 - Fax (1) 45 08 83 35 LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU, Tél. 78 63 67 77.

CHYPRE



Moi, j'en partage pas mes vacances avec tout le monde!

Chypre c'est mon île à part, loin des sentiers battus : 340 jours de soleil par an. Des centaines de kilomètres de plages de sable fin, 9000 ans d'histoire et de trésors archéologiques où fresques, icônes et mosaïques rivalisent de beauté. A part... mais pleine de charme, avec en bord de mer, de très nombreux hôtels de grand luxe à la qualité d'accueil légendaire.

CHYPRE : mon paradis à 4 heures de Paris avec les Airbus de Cyprus Airways. Tel. (1) 45 01 93 38

Réservez chez votre agent de voyage

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE

8 OFFICES CHYPRE CHYPRE CHYPRE

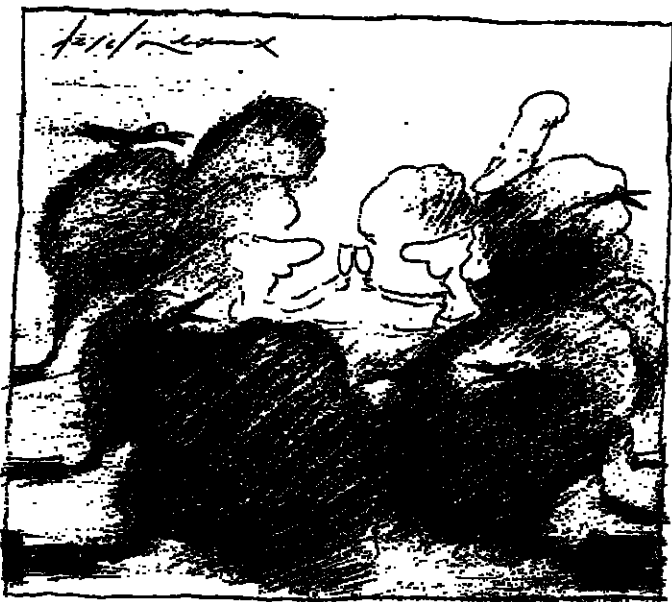
15, RUE DE LA PAIX, 75002 PARIS

Tél. (1) 45 01 93 38

UNIQUEMENT 3000 CHYPRE

Nom Adresse

Les beaux jours à Paris



Il y a, bien sûr, les jardins-patios du *Plaza-Athènes* (Tél. : 47-23-78-33) et du *George-V* (Tél. : 47-23-54-00), le petit jardin élyséen de l'impeccable *Laurent* (Tél. : 42-25-00-39) et, en mineur, celui de l'*Espace Cadin* (Tél. : 42-66-11-70), où deux voyages au buffet des entrées et un à celui des desserts font un rustique repas de charme.

Il y a ceux, excentrés, déjà un peu campagnards, du parc Montsouris *Pavillon Montsouris* (Tél. : 45-88-35-52) et des *Buttes-Chaumont Pavillon Puebla* (Tél. : 42-08-92-62).

Il y a les terrasses « aériennes », celle de *Marot-Gaudry* (Tél. : 45-67-06-83) au Champ-de-Mars, celle des *Toit de Passy* (Tél. : 45-24-55-37).

Les terrasses, les Parisiens les aiment bien ! De là ils jangent le défilé des passants, respirent les relents d'essence et les ragots du quartier, goûtent les rayons du soleil en voleurs, guettent celle-ci à leur du ciel et assourissent celle-ci à l'apéro, le plat qu'ils aiment, la dernière histoire qui indigné ou fait rire !

Il y a bien évidemment les terrasses privilégiées, intemporelles, celle du *Fouquet's* (Tél. : 47-23-70-60), et celle, presque provinciale, du *Restaurant du Marché* (Tél. : 48-28-31-55). Au hasard de la promenade, de l'occasion, de

l'enivie qui passe, vous dégusterez le bourguignon « littéraire » du *Récamière* (Tél. : 45-48-86-58), entre un éditeur et un auteur en vogue ; humerez l'un des meilleurs pots de *La Truite Vagabonde* (Tél. : 43-87-77-80) ; honorez l'Alsace chez *Baummann* (Tél. : 45-74-16-66) ; retrouvez (presque) les Halles d'hier dans la rue piétonne du *Pied de cochon* (Tél. : 42-36-11-75) ; découvrez un presque nouveau, *Serge Grainger*, sur la place du *Marché-Saint-Honoré* (Tél. : 42-60-03-00).

Il en est d'autres, bien d'autres. Quelquefois, trois tables du hasard

retiendront votre attention, dans une rue mal connue de vous. Quelquefois, la cuisine est bonne, quelquefois moins, mais c'est une terrasse le soleil, là-bas, vers l'ouest, termine sa journée, un léger vent joue la bise printanière, vous êtes heureux...

Heureux les boulevardiers évoquant les répliques célèbres à la terrasse du *Grand Café Capucines* (Tél. : 47-42-19-00) ! Heureux ceux qui, aimant « remonter » l'Histoire de France, découvrent la nouvelle terrasse suspendue du *Procope* (Tél. : 43-26-99-20) ! Heureux aussi

ceux qui retrouvent bonne chère à l'admirable terrasse du 123 avenue de *Wagram Faucher* (Tél. : 42-27-61-50) !

Sans oublier le patio secret de *La Grosse Tartine* (91, boulevard Gouvion-Saint-Cyr. Tél. : 45-74-02-77) et le jardinier aux tomates du *Candido* (40, avenue de Versailles. Tél. : 45-27-86-68).

Et puis il y a le bois de Boulogne, son éternelle *Cascade*, bien justement dite *Grande* (Tél. : 45-27-33-51), ainsi que *Le Pavillon royal* qui vient d'être transformé. Le bois, c'est aussi l'île de la Jatte. Et la plus belle terrasse de Neuilly, pour ne point dire la seule, est ici (*La Tonnelle Saintongeaise*, 32, boulevard Vital-Bouhot. Tél. : 46-24-43-15).

J'ai gardé pour la fin l'inoubliable terrasse suspendue d'*A. Beauvilliers* (Tél. : 42-34-54-42). Montmartre vue du balcon d'Edouard Carlier, dans ce cadre de verdure, est un spectacle en soi. Et comme la cuisine est excellente (signée d'un ancien de Faugeron et de Robuchon), que le cadre est éloquent, que l'accueil est chaleureux et que Montmartre reste Montmartre, le plein air ici prend un petit côté romantique et savoureusement ironique : du Marquis Aymé revu par un chansonnier du bon temps !

La Reynière

VIN

Un clos retrouvé

Sur la côte de Nuits, en Bourgogne, la renaissance d'un domaine, minuscule et millénaire, qui avait failli disparaître : le Clos des Lambrays.

Si le Bordelais, plus fier de lui que jamais, poursuit sans crainte la conquête de son avenir, la Bourgogne, elle, est depuis quelque temps déjà en quête d'identité, en mal de mémoire. A un territoire multiple et micronisé, comme impossible à saisir, s'ajoutent aujourd'hui de coupables exagérations (concernant notamment les cépages et les rendements) et des tarifs souvent prohibitifs. Deux plaques qui font que les vins bourguignons ne sont vraiment plus ce qu'ils ont longtemps été.

Bien sûr, ce triste constat n'a rien d'absolu ni d'irréversible, et l'on peut découvrir, ici ou là, de solides îlots de résistance. C'est par exemple le cas, pathologique selon certains, de la célèbre maison Leroy d'Auxey-Duresses, exemple vivant de ce que, rigueur et passion aidant, sont les grandes expressions bourguignonnes. C'est aussi, un peu plus au nord, le Clos des Lambrays, superbe anomalie de la côte de Nuits et symptôme de ce que ce vignoble peut, à travers le temps, restituer à ceux qui le respectent.

On est ici dans l'un des plus

beaux épicentres viticoles du monde, à quelques kilomètres au sud de Dijon, entre Gevrey-Chambertin au nord et Chambolle-Musigny au sud. Grand cru de Morey-Saint-Denis, le Clos des Lambrays a vu le jour il y a près d'un millénaire, avant de devenir l'une des propriétés des moines de Cîteaux. A ce titre, la Révolution ne pouvait l'épargner, offrant à la multitude d'infimes parcelles de ces 8,66 hectares. Les faits étant - en viticulture aussi - ténus, quelques-uns engagèrent patiemment sa reconquête. Un négociant en vins de Nuits d'abord, M. Louis Joly, puis la célèbre famille Rodier qui, moins d'un siècle après les décisions révolutionnaires, parvint à reconstituer dans son entier le vignoble minuscule.

Pour des raisons qu'on ne peut, dit-on, exposer ailleurs qu'en Bourgogne, le Clos des Lambrays passa, en 1936, de la famille Rodier au couple Casson. « M. Casson, banquier à Paris, n'avait ni le goût ni le temps de s'occuper de ce domaine, explique-t-on aujourd'hui à Dijon. Quant à M. Casson, Grand Prix de Rome de sculpture, le vin du Clos était pour elle un objet d'art dont la valeur était quasiment intemporelle. Le vignoble périssait sans pour cela que la valeur du vin en soit diminuée. Le rendement des vignes, toutes très âgées, était descendu bien en dessous du seuil de rentabilité puisqu'il atteignait, dans les meilleures années, le chiffre dérisoire de 10 hectolitres à l'hectare. »

Avec beaucoup moins de diplomatie, on confie, en Bourgogne, que ce chef-d'œuvre fut - crime sans nom - laissé, de 1950 à la fin des années 70, dans le plus complet abandon, sans aucune hygiène, les vignes comme le vin ne continuant à survivre que grâce à l'instinct de conservation du terroir et à quelques habitudes locales. Pouvait-on en rester là ? Après la tentative heureusement avortée d'un ambassadeur d'Allemagne en France, le Clos des Lambrays devint, en 1979, et pour 10 millions de francs, la propriété de MM. Fabien et Louis Saier.

Investissant au total quatre fois le prix d'achat, ces vigneron d'Alsace-Corton et de Mercurey ont vite décidé de tout faire pour ce vin repoussé, en urgence, avec sa mémoire. Ils furent en cela rapidement aidés par les files de l'Institut national des appellations d'origine et par celles du ministère de l'Agriculture qui, fin avril 1981, firent du Clos des Lambrays une appellation d'origine contrôlée (cépages pinots noirs, beurot et liebaux, avec autorisation des pinots blanc et gris et du chardonnay à concurrence de 15 %).

Tout, aujourd'hui, n'est certes pas gagné, mais, argent et volonté aidant, on s'en approche. Remplacement sur 2,44 hectares des cépages morts ou, avec le temps, définitivement trop malades, malhusianisme de la production (30 hectolitres de moyenne à l'hectare), fermentations infinies et respect absolu des usages « locaux, loyaux et constants », les Lambrays sont, depuis 1985, dans le tout petit groupe des meilleurs bourguignons, dépassant notablement - si l'on s'en tient à la comparaison de deux récentes dégustations parisiennes - les vins du Clos de Tard (propriété de la maison Mommessin), son célèbre et coûteux voisin.

Plus précisément, et pour en rester à l'essentiel, cette nouvelle appellation exprime au mieux comment, en concentration et en finesse, ces vins dits de cépage unique peuvent rappeler les meilleurs cépages du Rhône septentrional (herminette et côtes-rouge) ou les plus grands médoc, un phénomène trop rarement retrouvé en Bourgogne et, qui, plus qu'il puisse en dire, tient avant tout à la réduction aromatique des volumes de raisins, c'est-à-dire, ici, à l'âge et à l'hétérogénéité des variétés de pinots noirs. Et si l'on excepte bien volontiers les jeunes millésimes (le 1988 notamment), impossibles à déguster (maladie de la bouteille), on retiendra d'une fort jolie dégustation tout récemment organisée chez Maxim, à Paris, l'ampleur atypique et les superbes profondeurs du 1987. Ou, pour tout dire, celles plus qu'émerveillées d'un 1919 concentré comme jamais : un 1919 dont les propriétaires conservent cent cinquante bouteilles que l'on pourra découvrir avec plénitude dans un autre siècle.

Jean-Yves Nau

• Clos des Lambrays. M.M. Saier frères, 31, rue Basse, Morey-Saint-Denis, 21350 Gevrey-Chambertin. Tél. : (16) 80-51-84-33. Ce vin est présent en vrac millésimés sur quelques-uns seulement des grandes cartes parisiennes (La Tour d'Argent et Maxim's notamment). Entre 1953 et 1979, certaines bouteilles peuvent présenter des problèmes d'oxydation. Ce vin qui, pour l'essentiel, est aujourd'hui vendu à l'exportation peut être acquis directement au domaine. Compter un minimum de 250 F par bouteille.

• Leroy SA, Auxey-Duresses, 21190 Meursault. Tél. : (16) 81-21-21-10. Parfois critiqué pour son intransigeance, l'une des plus belles maisons de négociage bourguignonnes.

• Clos de l'and. Maison Mommessin, La Grange Saint-Pierre, 71830 Charnay-lès-Mâcon. Tél. : (16) 83-34-47-74.

VACANCES VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE*NN**
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Télex 970275
FAX 93-39-19-48
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur, Tél. direct, minibar.

06500 MENTON
HÔTEL-VILLA NEW-YORK*NN**
LOGIS DE FRANCE
Chambres grand confort, climatisées, TV
couleur, téléphone direct, vue panorami-
que, jardin, parking clos. La tranquillité à
100 m des plages. Forfait 7 J/7 N en
1/2 pension à partir de 1 500 F.
DOC : tél. 93-35-78-69. Fax 93-28-55-07.

MANDELIEU - LA NAPOULE
ROCHER SOLEIL
RÉSIDENCE HÔTELIÈRE

STUDIOS, 2 et 3 PIÈCES
de très grand confort, climatisés.
Bar, restaurant, salon, tennis privés.
piscine, sauna, salle de gym,
jeux d'enfants.
Face au golf à 500 m de la plage.
INFORMATIONS - RÉSERVATIONS :
(16-1) 44-01-80-48.

NICE
HÔTEL LA MALMAISON
Best Western ***
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
30 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-87-62-56 - Télex 470410.
Télécopie 93-16-77-99.

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, clim.
Téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.,
TV couleur.
Tél. direct. FAX : 46-34-24-30.
De 280 F à 430 F - Tél. : 45-54-92-55.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
à 5 km de St-VÉRAN
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOGIS DE FRANCE
Soleil, calme, randonnées
Demi-pension, pension
Tél. : 92-45-83-71.

Provence

VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION
AUX BAUX-DE-PROVENCE
LE MAS DE L'OLIVIER***
Un nouvel hôtel grand confort,
avec 30 chambres climatisées, au cœur
d'une oliveraie. Magnifique piscine
paysagée. Tennis. Parking fermé.
A proximité : golf 9 et 18 trous,
équitation, vol à voile.
Et, tout autour, le site prestigieux et
idyllique des BAUX-DE-PROVENCE.
Tél. : 90-54-35-78. Fax : 90-54-44-31.

ROUSSILLON 84220 GORDES
LE MAS DE GARRIGON***
Un hôtel de charme
Un restaurant de qualité
Piscine - Équitation - Tennis à 3 km
Accueil : Christiane Roth-Druant
Rens. et réservation :
Tél. : 90-05-63-22 - Fax : 9005-7001

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS

Toutes chambres avec w.c. + bains
PISCINE, TENNIS PRIVÉS,
Pratiques de golf gratuits.
1/2 pension à partir de 196 F.
34550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 53-29-95-94.

Italie

VENISE
OFFRE SPÉCIALE
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1991
RAMADA HÔTEL VENISE
Seulement 750 FF
par personne pour 3 nuits
avec le petit déjeuner compris
Pour réserver, téléphoner :
1939-41-5310500
Fax : 1939-41-411484
Télex : 433294 RAMVE

Suisse

LUGANO
L'HÔTEL WASHINGTON ****
Situation calme près gare et
centre-ville - Grand parc et parking
1/2 pension : FS. 73 à 85 par pers.
Tél. : (1941) 91/56-41-36.

SILS-MARIA (Engadine)
Hôtel Edelweiss ****
L'hôtel aux 4 étoiles.
Pour vos vacances d'été ou d'hiver.
Tous les sports.
Tél. : 1941-82-4 52 22 Fax. 4-55-22
Hôtel et maison d'appartements
Edelweiss/Alpstein CH-7514 Sils-Maria

TOURISME

"VOSGES EN MARCHÉ"
vous invite à découvrir les Hautes-
Vosges à pied cet été, en séjour détente
ou itinérant, sur une semaine.
Possibilité également de stage randonnée
aquarelle, musique ou botanique.
Ambiance conviviale, petits groupes.
Séjours à partir de 1 170 F par semaine
tout compris.
Renseignements :
Association "VOSGES EN MARCHÉ"
88120 BASSELE RUPT.
Tél. : 29-24-89-40 (matin de préf.)

CANNES

JUIN/JUILLET 1991
Studio touristique
"Les Soirées dorées"
30 mètres de la plage, Croisette.
Renseignements : (16) 93-39-82-55.

CARAÏBES

CET ÉTÉ VOYAGEZ
A SAINT-BARTHELEMY
avec un eau propre et claire
Les plus belles plages
200 MAISONS SUPERBES
Cuisine française raffinée
Voile, sports nautiques et équestres
Appeliez aujourd'hui à WIMCO/SIBARTH
Pour vos réservations
ou tout renseignement :
PARIS : tél./fax 43-25-95-11
SAINT-BARTHELEMY :
tél. 5900-27-62-38/fax 27-60-52
NEWPORT, RI USA :
tél. (401) 849-8012/fax 847-6390

VACANCES VOYAGES

Restaurant

La Mare au Diabie
Déjeuners d'Affaires ou Dîners Romantiques aux Chandelles
Fermé dimanche soir et lundi

Tél. : 60-63-17-17 - Fax : 64-41-88-49
Accès direct R.M. 6 - Entre Liensault et Melun 77500 REAU

La Medina
Spécialités orientales
56, bd du Colonel-Fabien
92240 Malakoff
Tél. : 46-45-94-57
Fermé le dimanche soir et lundi

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES
RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-F.
47-23-54-42. Juss. 22 h 30. Cadre élég.
F. samedi, dimanche.

COPENHAGUE, 1^{er} étage
FLORA DANICA, sur un jardin
SALMON, RENNE, CANARD SALÉ
142, av. des Champs-Élysées, 43-69-20-41

GOBELINS
ENTOTTO, 45-87-81 - F. dim.
143, r. L.-M. Nodding, 13
Spécialités éthiopiennes.

REUILLY-DIDEROT
SAPNA, 160, r. de Charenton, 12^e
F. lundi 43-46-73-33
Musique, danse indienne.
Cuisine raffinée

PARC MONTSOURIS
AUBERGE DE L'ARGOAT,
27, avenue Reille (14^e).
45-89-17-05.
Spécialité poissons. F. sam. et dim.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
LA FOUX, 2, rue Clément (6^e)
F./dim 43-25-77-66
Alex aux fourneaux.

B P&F BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731
• Domaine du Château de Beaucourt -
92 hectares dont 71 hectares
de Premiers crus et Grands crus •
Dégustation LM sur demande à Maison
Bouchard Père & Fils au Château
Beauvilliers 78120 BEAUCOURT CÉDEX
Tél. 80-22-14-41 - Télex Bouchard 359097
* « l'abus d'alcool est dangereux
pour la santé ».

Farouk Hosni

Peintre de son état, soucieux d'arracher la civilisation égyptienne d'hier et d'aujourd'hui à la scribe, fourmillant de projets originaux – et controversés – jusqu'à faire chanter Mozart en arabe, Farouk Hosni est un ministre de la culture comme l'Égypte républicaine n'en avait jamais eu. Il sera bientôt en France l'hôte officiel de Jack Lang.

ministre du Sphinx

Le siège de son ministère, villa faroukienne dans l'île de Zamalek au Caire, appartient – signe des temps – à des Koweïtiens qui veulent la récupérer... Dépendent de lui quarante mille fonctionnaires, un monde en soi allant des épigraphistes les plus pointus aux chauffeurs en turban montant la garde avec un gourdin devant les hypogées, comme dans *Blake et Mortimer*.

Sous ses ordres encore, la plus chatoyante des milices culturelles – avec en tête un Nobel de littérature, Naguib Mahfouz, – suivie, au milieu du cliquetis de leurs castagnettes, des armées toujours renouvelées du cinéma égyptien, rêve de deux cents millions d'Arabes; des minarets de l'an mil tombant en sainte poussière; des croix mal aimées du Musée copte; des carapaces d'or massif qui ont permis aux pharaons de vaincre l'oubli et, fermant la marche, devant la Terre entière admirative, le Sphinx, terrifiant et pataud.

Pour mener cet extraordinaire univers, soigner ses nerfs et ses pierres, le rénover, le « vendre » aux cinquante-cinq millions d'Égyptiens et au reste de la planète, un peintre alexandrin et francophone, Farouk Hosni, depuis 1987 « Son Excellence Monsieur le ministre de la culture de la République arabe d'Égypte ».

Artiste uniquement préoccupé d'art, éloigné de la politique jusqu'à sa promotion ministérielle mais qui, tout de même, fut longtemps ambassadeur de cette civilisation égyptienne aux multiples tiroirs, à Paris, de 1970 à 1978, en tant qu'attaché culturel de son pays; à Rome, de 1979 à 1987, en qualité de directeur de l'Académie égyptienne, la Villa Medici arabe créée en 1927 par le roi-médecin Fouad I^{er}. (C'est en France que Farouk Hosni se lia avec Atef Sedki, actuel chef du cabinet égyptien, qui était alors conseiller culturel près l'ambassade d'Égypte.)

Créateur heureux (ses toiles d'« abstrait informel » rappellent Zao-Won-Ki sont vendues au Caire autour de 100 000 F), Farouk Hosni est, en revanche, malgré ses protections (à celle du président du Conseil s'est ajoutée la sympathie de Suzanne Mubarak, épouse du raïs), un ministre controversé que l'intelligentsia et les médias ont en permanence dans leur viseur alors qu'ils ne songent même pas à s'inquiéter des vieux crabes administratifs qui, depuis des lustres, limitaient la politique culturelle égyptienne à la coupe des baisers hollywoodiens et à l'augmentation du prix d'entrée dans les temples antiques.

Tout ce scribe – depuis toujours, d'ailleurs, la vraie maîtresse de l'Égypte et pas seulement en matière culturelle – s'est trouvée un beau matin dérangée dans son stérile confort par un jeune homme de cinquante ans, sans ventre ni double menton, qui voulait « animer le pays », « remettre en selle l'imagination là où elle a été depuis longtemps bâillonnée » (dixit Hassan Ghelli, jeune metteur en scène de théâtre qui a fait ses classes à... Limoges et auquel M. Hosni vient de confier un nouveau théâtre égyptien), bref ne plus se contenter d'encadrer les dividendes des dorures de Toutankhamon. Sur les bords du Nil, une sorte de révolution. Nous avons rencontré Farouk Hosni au moment où Jack Lang vient de quitter officiellement son collègue égyptien à se rendre en France.

« Où en est l'affaire du Sphinx qui a suscité ici tant de remous ? »

– Le lion à tête humaine de Guizeh est en train, autant que faire se peut, d'être rendu à lui-même par des méthodes douces et éprouvées. De précédentes « restaurations » avaient pas mal dénaturé cette représentation du pharaon Khephren qui, en outre, s'en allait par morceaux (le ministre ne dit pas qu'un directeur des Antiquités, ancien officier de l'armée de l'air, avait infligé au Sphinx des traitements presque dignes de son arme...).

« La question du Sphinx est d'ailleurs celle de tous les monuments anciens menacés à travers le monde par l'usage et la pollution mais aussi par des méthodes expérimentales qu'on proclame d'« équilibre » souveraines et qui, en fait, révèlent des effets secondaires désastreux (1) ».

– Dites-vous que les méthodes manuelles appliquées depuis plus de cinquante ans autour de la pyramide de Sakkara par l'architecte Jean-Philippe Lauer sont bonnes ?

– En effet, elles me paraissent bonnes.

– Avez-vous pu, en traitant du Sphinx, rapatrier vers votre ministère les revenus considérables drainés par le service des Antiquités ?

– Il est vrai que mon budget est modeste (le ministre refuse d'en préciser le montant exact) notamment par rapport aux 150 millions de livres égyptiennes (environ 260 millions de francs) que rapportent les Antiquités une bonne année – pas 1991, à cause de la crise du Golfe ! – mais mon propos n'a jamais été de dérouter ces fonds qui, comme par le passé, doivent surtout aller aux Antiquités, en particulier à leur entretien. Actuellement dans les seuls quartiers islamiques anciens du Caire, cinquante-six chantiers fonctionnent. Nous venons de remettre en état la tombe de la reine Néfertari, à Louxor, etc. Evidemment nos moyens ne nous permettent pas de tout faire : songez que, pour nous en tenir aux deux mille tombeaux pharaoniques, s'il fallait tous les restaurer au rythme de celui de Néfertari, il nous faudrait quatre millénaires...

« Puisque nous parlons de la période des pharaons, je voudrais ajouter que mon projet de protéger définitivement le plateau de Guizeh, où se trouve notamment le Sphinx, projet qui a fait couler tellement d'encre, a été approuvé par des experts de l'UNESCO : nous construisons donc une sorte d'enceinte en forme de gradins, dans les couleurs du sol, afin que l'avancée urbaine soit arrêtée dans la zone des pyramides (le Monde du 8 août 1990).

– Avez-vous l'intention de créer un nouveau musée pharaonique ?

– Oui, car celui qui existe actuellement en plein cœur du Caire – et qui, par parenthèse, est le plus important du monde par le nombre d'objets exposés : 91 000 ! est à tous égards saturé. (Le Louvre, dans son état actuel, présente environ 23 000 pièces, toutes sections comprises.) Transférer notre musée sur un terrain de 70 hectares, dans le désert jouxtant les pyramides, est un but essentiel de notre politique culturelle et nous comptons bien l'avoir atteint avant l'an 2000. Italiens et Japonais nous ont déjà soumis des propositions. Le coût de l'opération est estimé grosso-modo à 1 milliard de francs. On peut imaginer un financement international. Les constructeurs pourraient également récupérer leur mise sur une partie du revenu du nouvel établissement.

– L'Opéra dont vient de se doter Le Caire n'est-il pas un luxe dans la mesure où le bel canto n'intéresse qu'une part infime de vos compatriotes ?

– D'abord Le Caire avait eu un Opéra avant que Paris ait celui de Garnier... Ensuite notre nouvel Opéra est un cadeau du Japon à l'Égypte. Enfin et surtout, il est le pivot d'un dispositif culturel polyvalent n'interessant pas que le bel canto mais aussi les diverses musiques, la danse, le théâtre, etc. Au reste on ne voit pas pourquoi les Égyptiens se seraient privés d'un Opéra...



– L'animation culturelle du pays en général est naturellement au premier rang de mes préoccupations : aussi est-ce pour cela que nous avons ouvert, ou allons ouvrir, de nouvelles maisons de la culture à Louxor, au Sinaï; dans le delta du Nil, à Alexandrie, dans la Nouvelle-Vallée (2), etc. Nous essayons de sauver les cinémas qui nous restent : cent cinquante-six sur un total de quatre cent soixante.

– L'animation culturelle du pays en général est naturellement au premier rang de mes préoccupations : aussi est-ce pour cela que nous avons ouvert, ou allons ouvrir, de nouvelles maisons de la culture à Louxor, au Sinaï; dans le delta du Nil, à Alexandrie, dans la Nouvelle-Vallée (2), etc. Nous essayons de sauver les cinémas qui nous restent : cent cinquante-six sur un total de quatre cent soixante.

– L'animation culturelle du pays en général est naturellement au premier rang de mes préoccupations : aussi est-ce pour cela que nous avons ouvert, ou allons ouvrir, de nouvelles maisons de la culture à Louxor, au Sinaï; dans le delta du Nil, à Alexandrie, dans la Nouvelle-Vallée (2), etc. Nous essayons de sauver les cinémas qui nous restent : cent cinquante-six sur un total de quatre cent soixante.

– L'animation culturelle du pays en général est naturellement au premier rang de mes préoccupations : aussi est-ce pour cela que nous avons ouvert, ou allons ouvrir, de nouvelles maisons de la culture à Louxor, au Sinaï; dans le delta du Nil, à Alexandrie, dans la Nouvelle-Vallée (2), etc. Nous essayons de sauver les cinémas qui nous restent : cent cinquante-six sur un total de quatre cent soixante.

– L'animation culturelle du pays en général est naturellement au premier rang de mes préoccupations : aussi est-ce pour cela que nous avons ouvert, ou allons ouvrir, de nouvelles maisons de la culture à Louxor, au Sinaï; dans le delta du Nil, à Alexandrie, dans la Nouvelle-Vallée (2), etc. Nous essayons de sauver les cinémas qui nous restent : cent cinquante-six sur un total de quatre cent soixante.

– L'animation culturelle du pays en général est naturellement au premier rang de mes préoccupations : aussi est-ce pour cela que nous avons ouvert, ou allons ouvrir, de nouvelles maisons de la culture à Louxor, au Sinaï; dans le delta du Nil, à Alexandrie, dans la Nouvelle-Vallée (2), etc. Nous essayons de sauver les cinémas qui nous restent : cent cinquante-six sur un total de quatre cent soixante.

– L'animation culturelle du pays en général est naturellement au premier rang de mes préoccupations : aussi est-ce pour cela que nous avons ouvert, ou allons ouvrir, de nouvelles maisons de la culture à Louxor, au Sinaï; dans le delta du Nil, à Alexandrie, dans la Nouvelle-Vallée (2), etc. Nous essayons de sauver les cinémas qui nous restent : cent cinquante-six sur un total de quatre cent soixante.

– L'animation culturelle du pays en général est naturellement au premier rang de mes préoccupations : aussi est-ce pour cela que nous avons ouvert, ou allons ouvrir, de nouvelles maisons de la culture à Louxor, au Sinaï; dans le delta du Nil, à Alexandrie, dans la Nouvelle-Vallée (2), etc. Nous essayons de sauver les cinémas qui nous restent : cent cinquante-six sur un total de quatre cent soixante.

– Une cinquantaine de ces salles dépendent de mon ministère et l'idée de les privatiser existe dans un pays où seul le secteur privé produit – encore que ce soit avec une légère subvention de mon administration pour presque chaque œuvre – les soixante longs métrages réalisés par an. En attendant, nous avons refait à neuf le Miami, le Diana et le Roxy, trois des principales salles obscures de la capitale.

– Seulement, encore que la censure soit beaucoup moins draconienne qu'à la télévision, on peut de moins en moins voir au cinéma des scènes de danse orientale un peu lascives, et d'autre part l'Égypte n'a toujours pas de cinématèque nationale ouverte au grand public.

– Vous exagérez : la censure existe, comme elle existe partout, en fonction du cadre social, mais elle n'est pas ici aussi exigeante que vous semblez le croire et, en tout cas, elle n'est plus politique. Quant à la cinématèque, nous n'en avons pas formellement, mais il y en a une depuis quelque temps vous pouvez voir gratis chaque soir dans une salle du ministère de la culture, à Garden-City, à deux pas du centre-ville, un film égyptien ou étranger de qualité.

– On vous accuse de dénaturer le petit palais arabesque (3) du prince Amr Ibrahim, dans l'île de Zamalek...

– Simplement, nous restaurons cet édifice pour y placer des œuvres d'art islamique, principalement de la verrerie et des tapis, car la riche collection de peinture occidentale héritée de Mahmoud Khalil (président du Sénat sous Farouk, il était conseiller par un grand historien d'art français, Louis Hautecœur), va retourner comme il se doit dans le palais 1900 de style

français, sur la rive gauche du Nil, à Guizeh, où elle se trouvait originellement et d'où le président Sadate l'avait fait sortir car ce bâtiment se trouvait dans le périmètre de sa résidence. On pourra bientôt revoir dans l'ancienne maison de Mahmoud Khalil les orfèvres, les impressionnistes, les Lantrec, les Daumier, l'autoportrait de Courbet, les deux Ganguin, les Fleurs de paros (4) de Van Gogh volées, emmenées au Koweït puis restituées de lui-même par le voleur repentant.

– Quid alors du gigantesque palais néo-anglophobe de la banlieue du Caire que ses propriétaires syro-soudanais voudraient détruire pour réaliser une opération immobilière ?

– En le laissant, nous venons de sauver cet énorme édifice étrangement construit au début du vingtième siècle par le baron Empain, au milieu de la ville nouvelle d'Héliopolis qu'il venait de créer. Pour le moment la législation égyptienne ne nous permet pas d'aller au-delà de cette mesure conservatoire. Mais en cette affaire, comme en d'autres, je crois au moins que l'avenir n'est pas bafoué.

– Entre l'aéroport et la capitale, les visiteurs du Caire voient les vestiges des pharaons et des califes continueront donc d'avoir pour première surprise cet insolite morceau d'Anghor en terre africaine, aussi énigmatique que le Sphinx...

Propos recueillis par Alexandre Bucciardi et Jean-Pierre Péroncel-Huguez

(1) Voir les déclarations faites à ce sujet par M. Hosni au Courrier de l'UNESCO, avril 1991 (mensuel en trente-cinq langues et en braille publié à Paris par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture).

(2) Chapelle d'Osiris du désert de Libye qui, dans l'optique assyrienne, devait devenir un axe de développement; mais le projet s'enfuit peu à peu.

(3) Nom en français caennais du style néo-caennais de la première partie de ce siècle en Égypte.

(4) Cette petite huile sur toile de 1896, signée « Vincent », appelée Fleurs de paros par la presse égyptienne, semble bien, en réalité, mériter l'intitulé de Gents et coquelons que lui donne le catalogue faucon-emb de la collection Mahmoud et Emilienne Khalil éditée en 1968 par le ministère égyptien de la culture.

L'Égypte en français

● Pour s'informer en français sur la civilisation égyptienne d'aujourd'hui, on peut consulter la revue trimestrielle Égypte-Monde arabe publiée par le Centre franco-égyptien d'études et de documentation économique, juridique et sociale du Caire (CEDEJ) que dirige Jean-Claude Vatin.

Austère, cette publication n'en fournit pas moins depuis une dizaine d'années d'excellentes enquêtes culturelles, sociologiques, politiques, ainsi que de « bonnes feuilles » d'ouvrages arabes, des analyses de presse, etc. (Abonnements : quatre numéros d'environ 300 pages chacun par an, 400 F pour l'Europe, 500 F hors d'Europe. Écrire : CEDEJ via Mission culturelle française, valise diplomatique Égypte, 37, quai d'Orsay 75007 Paris).

Le CEDEJ édite également des ouvrages sur l'Égypte et le monde arabe contemporains. Pour les aspects

anciens des civilisations pharaonique, copte et islamique, demander le riche catalogue de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire (même adresse que le CEDEJ).

Le gouvernement égyptien et le mécénat des entreprises européennes présentes dans la vallée du Nil patronnent d'autre part l'édition au Caire d'une luxueuse revue trimestrielle en français (avec édition anglaise séparée), Aujourd'hui l'Égypte, qui va fêter son quinzième numéro. Sur papier glacé et avec photographies couleurs, on trouve dans cette publication le reflet très officiel des activités culturelles au Caire et à Alexandrie. (Aujourd'hui l'Égypte est distribué en France par Caméval, 32, allée Darius-Milhaud, 75019 Paris). Deux quotidiens égyptiens en français, le Progrès égyptien (gouvernemental) et le Journal d'Égypte (privé), conti-

nent de leur côté de publier des recensions littéraires et artistiques.

Enfin, chaque trimestre, les Cahiers de l'Orient (80, rue St-Dominique, 75007 Paris. Tél. 45.55.19.75), dirigés par des journalistes et universitaires libanais résidant en France, donnent un assez large panorama de l'actualité arabe et franco-arabe en tous domaines.

Le numéro 20 des Cahiers de l'Orient, qui vient de sortir, contient entre autres un dossier sur « Les nouvelles cultures dans le monde arabe », ouvert par une enquête d'Yves Gonzales-Quijano, du CEDEJ sur la « Littérature des trottoirs en Égypte », qui est ce que nous appelons chez nous la « littérature de gare » et constitue l'un des phénomènes « les moins connus de la créativité populaire égyptienne actuelle ».

L'OCDE

Dans le long débat sur la France, l'OCDE (Organisation pour l'économie et le développement) a été l'un des acteurs les plus actifs. Le français, si elle n'est pas encore la langue officielle de l'organisation, est la langue de travail. La commission d'experts de l'OCDE a été créée en 1961, à la suite de la signature de l'accord de coopération entre la France et l'OCDE. Elle a pour mission de fournir des conseils et des recommandations aux gouvernements des pays membres de l'OCDE sur les questions de politique économique. Elle a été créée en 1961, à la suite de la signature de l'accord de coopération entre la France et l'OCDE. Elle a pour mission de fournir des conseils et des recommandations aux gouvernements des pays membres de l'OCDE sur les questions de politique économique.

Le groupe du transport

Le groupe du transport est un des groupes les plus importants de l'économie française. Il comprend des entreprises de transport aérien, maritime, terrestre, et de logistique. Ces entreprises jouent un rôle crucial dans le développement économique du pays. Elles assurent le transport des personnes et des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur de la France. Le groupe du transport est un des groupes les plus importants de l'économie française. Il comprend des entreprises de transport aérien, maritime, terrestre, et de logistique. Ces entreprises jouent un rôle crucial dans le développement économique du pays. Elles assurent le transport des personnes et des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur de la France.

مكتبة الأهرام

26. Le congrès international des transports publics
- M. Memmaz annonce une aide aux voyageurs

29. La COMAREG poursuit son développement
- La suppression des abattoirs fiscaux

30. Réduction d'effectifs chez Suctes et Darrées
- Le groupe Chateaufort entre chez Jeannou

Décernant un satisfecit à la France pour la bonne conduite des affaires mais préconisant des réformes structurelles

Un coup de main à M. Bérégovoy

La réussite de la politique économique menée par la France depuis 1983 avait déjà été reconnue et saluée par les milieux internationaux. Mais le satisfecit discret que vient de décerner l'OCDE à M. Pierre Bérégovoy pour la bonne conduite des affaires de la France renforce un peu plus, à un moment difficile, la position du ministre de l'économie et des finances.

Au-delà des difficultés économiques actuelles, l'OCDE estime que la situation de la France est fondamentalement « favorable » : monnaie forte, inflation maîtrisée, déficits publics intérieurs et extérieurs modérés. La réussite de la politique gouvernementale est d'abord celle du franc fort.

L'OCDE incite donc la France à poursuivre dans la même voie, celle de la modération salariale et de la réduction des déficits. Le satisfecit de l'OCDE va plus loin. Il prend, d'une façon paradoxale, la forme d'un véritable coup de main donné à M. Bérégovoy quand l'organisation internationale reproche à la France de n'avoir pas assez réformé certaines habitudes ou structures : le SMIC, la mauvaise qualification de beaucoup de jeunes, le déficit des régimes de retraite et de la Sécurité sociale.

S'il est un domaine où le superministre des finances va devoir batailler ferme et probablement affronter des mouvements sociaux, c'est bien celui des rémunérations. Dans quelques semaines devra notamment être prise une décision concernant le relèvement du SMIC. Parce que tout ce qui touche les bas salaires est en France chargé de mauvaise conscience, l'habitude a été prise d'assimiler justice sociale et relèvements prioritaires du SMIC. La pratique en a été constante dans notre pays, depuis les événements de mai 68 jusqu'au programme commun de la gauche de la fin des années 70. L'expérience et les calculs montrent hélas maintenant que l'enfer est souvent pavé de bonnes intentions : un SMIC trop coûteux aux entreprises développe le chômage, notamment chez les jeunes non qualifiés.

Les critiques de l'OCDE, qui portent aussi sur le RMI et la gestion de notre système de sécurité sociale, ont du bon : elles vont nous forcer à réfléchir sur des politiques sociales souvent un peu trop simplistes. Si la pire des injustices est bien le chômage...

ALAIN VERNHOLLES

Les Sept rencontreront M. Gorbatchev à l'issue du sommet de Londres

Le débat sur la participation du président soviétique M. Mikhaïl Gorbatchev au sommet annuel des Sept pays industrialisés, qui se tiendra à Londres du 15 au 17 juillet, est en passe d'être réglé.

Jeu de juin, quelques heures après l'accord des États-Unis à la venue de M. Gorbatchev à Londres, un porte-parole du ministère britannique des affaires étrangères a annoncé que le président de l'URSS rencontrerait les chefs d'État « immédiatement après » le sommet des Sept. « Il n'est pas question que M. Gorbatchev participe au sommet proprement dit », a ajouté le porte-parole. Le président soviétique avait fait part de son intention de rencontrer les Sept afin de discuter de la possibilité d'un soutien financier aux réformes économiques.

L'OCDE critique le niveau trop élevé du SMIC

Dans la longue analyse qu'elle consacre à la France, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) décerne un satisfecit aux pouvoirs publics français pour leur politique conjoncturelle. La France, si elle subit actuellement comme les autres nations industrialisées les retombées du ralentissement de la croissance mondiale, a maintenant une économie saine. La croissance devrait d'ailleurs repartir à partir de l'été. L'OCDE est en revanche plus critique sur certains handicaps structurels qui n'ont pas été corrigés et qui expliquent peut-être l'importance du chômage en France, par exemple, le SMIC est jugé trop élevé pour les travailleurs les moins qualifiés.

L'attentisme des ménages et des entreprises qui, depuis la guerre du Golfe, a dégradé une conjoncture déjà ralentie n'est pas propre à la France : il se retrouve « dans pratiquement tous les pays d'Europe occidentale », estime l'OCDE dans son analyse consacrée à la France.

Dans cette conjoncture aggravée, « la situation économique sous-jacente reste saine ». Et l'OCDE de citer l'inflation « qui paraît maîtrisée et a même été plus faible en 1990 qu'en 1989 ». Les augmentations de salaires « se sont accélérées (...) mais les revendications récentes semblent avoir été plus modérées. Les effets de la hausse des prix du pétrole (...) n'ont pas eu d'incidence durable sur les anticipations inflationnistes (...) ». La rentabilité des entreprises reste sur des niveaux historiquement élevés malgré une compression des marges bénéficiaires (...). Le déficit de la balance des opérations courantes s'est légèrement creusé mais reste suffisamment faible pour ne pas susciter de préoccupations particulières (...). Enfin la tendance à la diminution du déficit budgétaire

s'est poursuivie et les dépenses publiques continuent de se réduire en pourcentage du PIB.

Les perspectives à court terme « sont particulièrement incertaines », reconnaît l'OCDE, qui souligne que le principal élément d'incertitude réside dans le comportement des entreprises. On ne peut exclure, estiment les experts de l'Organisation, que « dans un contexte de taux d'intérêt réels toujours très élevés, les entrepreneurs ne reviennent leur stratégie de façon beaucoup plus drastique et préférentiellement d'investissement de bilan et leur capacité d'autofinancement fortement dégradée depuis 1989 ».

Relance de l'activité

La confiance devrait toutefois se rétablir et l'activité se redresser, mouvements qui devraient être facilités « par l'effet favorable sur le revenu de la récente baisse des prix du pétrole ». Un processus classique s'enclenche selon l'OCDE : « Sous l'impulsion d'abord d'une reprise de la consommation privée et des exportations, puis de la vigueur retrouvée de l'investissement fixe, il n'y a aucune raison que la croissance globale du PIB ne retrouve pas au second semestre de 1991 une pente proche de son taux potentiel de 2,5 à 3 % ».

Cependant, compte tenu du niveau de l'activité au premier semestre, le taux moyen de croissance ne devrait pas dépasser 1,5 %.

Aucune mesure de relance ne sera prise pour soutenir la conjoncture, écrit l'OCDE, traduisant les intentions du gouvernement. « Cette attitude paraît satisfaisante dans la mesure où elle indique aux partenaires sociaux que les augmentations de salaires devront rester modérées. Il existe toutefois un risque (...) que la politique suivie ne devienne trop restrictive et contribue à amplifier les tendances actuelles au ralentissement ».

Le ralentissement de la croissance, qui a débuté « dès le milieu de 1989 », pourrait, souligne

l'OCDE, « provoquer un certain retour en arrière par rapport aux progrès obtenus depuis quelques années sur les fronts du déficit du secteur public et du chômage ». Mais en contrepartie, estiment les auteurs du rapport, « l'augmentation des salaires devrait se modérer et le recul de l'inflation reprendre, tandis que dans le même temps, les marges bénéficiaires pourraient recommencer de s'accroître ». Les experts du centre de la Muette prévoient donc, si les prix du pétrole et les taux de change restent stables, que la hausse des prix à la consommation pourrait être inférieure à 3 % cette année, « soit un des taux les plus faibles des sept principaux pays de l'OCDE ».

Cette analyse de la situation conjoncturelle étant faite, et débouchant sur une vision relativement optimiste, l'OCDE se montre nettement moins laudative quand elle aborde les données structurelles de notre économie.

Regrettant que l'assainissement du déficit budgétaire n'ait pas été mené plus avant lorsque la croissance économique était forte - ce qui nous aurait permis de disposer maintenant « d'une marge de manœuvre plus importante pour faire face à la faiblesse passagère de la conjoncture » - l'OCDE rappelle une fois encore que « la performance en matière de chômage a été plus défavorable en France qu'ailleurs et que les tendances au dualisme du marché du travail paraissent se développer ».

Les coûts généraux de la main-d'œuvre ne sont pas la cause du chômage mais, écrit l'OCDE, « il est plus vraisemblable que le coût global du travail pour les travailleurs les moins qualifiés est supérieur au niveau d'équilibre, avec des conséquences importantes en terme d'emplois perdus. Cette situation est sans doute imputable en partie au niveau du salaire minimum national ». Dans la plupart des autres pays, indique l'OCDE, il n'existe pas de salaire minimum, s'il en existe, il est inférieur à celui de la France. Le salaire minimum s'est creusé au fil du temps, alors qu'en France cet écart

a été fortement resserré au début des années 80, puis a été stabilisé. « L'écart entre le salaire moyen dans l'industrie et le SMIC est tombé de 37 % à la fin des années 70 à 43 % seulement en 1985 (...). Il semblerait que l'augmentation de la valeur relative du SMIC observée dans les années 80 ait entraîné une diminution du niveau de l'emploi, en particulier pour les jeunes et les travailleurs peu qualifiés. Tout rétrécissement des écarts de salaires, s'il est bénéfique du point de vue de la répartition du revenu, s'est révélé aller à l'encontre du but recherché dans le domaine de l'emploi. Depuis 1973, c'est systématiquement dans les pays où la dispersion des salaires est la plus faible, comme en France, que le chômage a le plus augmenté ».

Le RMI en cause

De même l'OCDE met-elle en garde contre les dangers qu'implique la renégociation - encouragée par les pouvoirs publics - des salaires minimum de branches : diminution possible de l'emploi et pressions inflationnistes sur les coûts de main-d'œuvre. En ce qui concerne le RMI (revenu minimum d'insertion), l'OCDE note qu'il est toujours souhaitable en règle générale « de ne pas faire interférer les problèmes d'équité avec les questions de fonctionnement du marché du travail et de traiter directement les premiers au moyen de transferts fiscaux. Une stratégie plus efficace serait d'employer à augmenter la productivité des travailleurs peu qualifiés, en améliorant le système éducatif, afin de fournir aux jeunes les qualifications qui sont aujourd'hui demandées sur le marché du travail, et en élargissant et en revalorisant les possibilités de recyclage offertes aux adultes ».

Autre faiblesse mise en lumière par l'OCDE : le système de financement des collectivités locales « repose en grande partie sur des recettes de caractère automatique, qui ne tiennent pas suffisamment compte de la fiscalité locale aux yeux des contribuables et

empêchent que les autorités locales se sentent suffisamment responsables de leurs dépenses ».

La CSG (contribution sociale généralisée) - « un progrès substantiel dans le domaine du financement des dépenses de la Sécurité sociale » - comporte aussi un risque : « Que son existence conduise les autorités à relâcher leur effort de limitation des dépenses ». Risque qui aurait des conséquences d'autant plus négatives que tout relèvement de son taux « impliquerait un retour en arrière par rapport aux allègements récents de l'impôt sur les revenus de l'épargne, ce qui pourrait provoquer des sorties de capitaux privés vers les pays où l'impôt est moins élevé ».

La solution des problèmes posés par le financement de la sécurité sociale doit, selon l'OCDE, passer « principalement par une action sur les dépenses », de santé notamment, et de créer une réduction des taux de remboursement ainsi qu'une limitation du nombre d'actes remboursables. Mais, à plus long terme, c'est le régime des retraites qui posera le plus de problèmes. Aussi l'OCDE estime que, quelles que soient les réformes décidées, elles devront « vraisemblablement combiner une réduction des prestations, un allongement de la vie active et un relèvement des taux de cotisation ». Les réformes entreprises devraient être rapidement « assorties de mesures d'ajustement nécessaires et de permettre la constitution de réserves temporaires. Un recours partiel à ce genre de financement, par capitalisation, contribuerait à atténuer les distorsions induites par les cotisations et à accroître l'épargne nationale ».

En conclusion, l'OCDE estime que le recours à une stratégie se caractérisant « par des politiques macro-économiques prudentes associées à des réformes audacieuses sur le plan micro-économique devrait permettre à la France de surmonter progressivement les problèmes qu'elle rencontre et de faire face à l'avenir avec une économie donnant la pleine mesure de ses moyens ».

En prenant le contrôle de l'armement naval Delmas-Vieljeux

Le groupe Bolloré devient le numéro deux du transport de marchandises en France

Le conseil d'administration de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux, réuni jeudi 6 juin, a élu à sa présidence, à l'unanimité, M. Dominique de la Martinière (ancien président de la Compagnie générale maritime). L'assemblée générale extraordinaire avait auparavant entériné la démission de M. Tristan Vieljeux, qui présidait la société depuis trente ans, et nommé trois administrateurs du groupe Bolloré, dont la participation vient de passer de 22 % à 31 %.

Avec la démission de M. Tristan Vieljeux et l'entrée dans le groupe d'armement naval qu'il présidait depuis trente ans de M. Vincent Bolloré se profilait la fin d'une bataille commerciale féroce, la naissance du numéro deux français du transport de marchandises et la réalisation du rêve de tout armateur : intégrer verticalement la chaîne logistique qui acheminait du port en port biens et produits, à savoir manutention, transit, stockage et formalités.

Tout avait commencé en 1986, lorsque M. Vincent Bolloré racheta au groupe Suez 52 % de la Société commerciale d'affrètement et de combustibles (SCAC), bien mal en point malgré ses 7 milliards de francs de chiffre d'affaires annuel et ses douze mille collaborateurs de cinquante pays. L'ennemi était M. Tristan Vieljeux, gérant, lui aussi, l'affaire, excellent complément de ses activités et apporteur de fret pour sa ligne de la côte d'Afrique : il n'avait pas du tout apprécié de se l'être fait souffler. S'ensuivit une guérilla de tous les instants. « De 1986 à 1988, la

SCAC a failli crever sous les coups de boutoir de Tristan », rappelle M. Vincent Bolloré, engagé, avec son principal collaborateur, M. Jean-Guy Le Floch, un autre Bolloré, aujourd'hui PDG de la SCAC, dans la restructuration qui permettra à la SCAC de devenir bénéficiaire de près de 200 millions de francs en 1990.

Triomphe charitable

La guérilla fut si coûteuse que M. Bolloré proposa à M. Vieljeux une collaboration, envisageant même de lui apporter la SCAC en échange d'une part de son capital. En vain. L'armateur rochelais alla même jusqu'à offrir à M. Vieljeux de vouloir revendre, avec une forte plus-value, la SCAC au groupe britannique LEP. M. Bolloré réaffirma que la SCAC était son enfant chéri, s'allia avec des armateurs norvégiens et allemands et racheta un petit cargo de navigation. La Caennaise, pour pouvoir associer Delmas-Vieljeux sur la côte d'Afrique. Surtout, il entreprit tout simplement de prendre pied dans le capital de l'armateur, profitant des mésententes familiales, et acquit progressivement 21 % de ce capital pour 500 millions de francs.

M. Tristan Vieljeux savait qu'il risquait de perdre la majorité à l'assemblée générale du 26 juin 1991 du holding de tête de la compagnie financière Delmas-Vieljeux. Ces jours derniers, il se résigna à capituler.

Chez Bolloré, on a le triomphe discret et charitable. « Ni vainqueurs, ni vaincus ». Les équipes des deux groupes, dirigées par M. Le Floch pour la SCAC et M. Wils le second de M. Tristan Delmas-Vieljeux, travaillent déjà pour dégrader les synergies. Ils vont mettre en route l'intégration verticale, qui devrait rapidement procurer 200 millions de francs d'éco-

nomies. Cette intégration, en ajoutant les cinquante bateaux de la flotte Delmas au réseau de commissionnement-affrètement de la SCAC, va résoudre tout problème de gravité du groupe Bolloré, qui va devenir numéro deux français avec 13 milliards de francs de chiffre d'affaires, derrière la SCETA (18 milliards de francs), filiale de la SNCF. Il sera aussi numéro un des transports par portuaire, devant la très nationalisée Compagnie générale maritime, qui regarde la chose d'un oeil un peu inquiet.

Une autre synergie est celle de la livraison aux grandes surfaces, avec la filiale de la SCAC de bouches à feu système (500 000 mètres carrés d'entrepôts et 500 camions), numéro un des produits alimentaires et des articles de bazar, et la maison Dubois, numéro deux pour les produits blancs et bruns, dont 34 % de capital sont détenus par Delmas-Vieljeux.

De ces synergies, les deux partenaires attendent le retour à des marges normales, mettant enfin terme à une concurrence suicidaire. Ils estiment que « c'est une formidable opportunité pour la France dans la perspective de l'échéance de 1993 » : en Allemagne, le rapprochement de Stiner et Schenker va former un groupe intégré, au chiffre d'affaires annuel de 38 milliards de francs.

Loin de chercher à démanteler l'armement Delmas-Vieljeux, M. Vincent Bolloré affirme vouloir s'engager à fond dans le projet industriel, quitte à acheter de nouveaux bateaux. Il vient de consacrer 400 millions de francs de plus pour porter à 31 % sa participation chez l'armateur et n'exclut pas d'aller plus loin « dans les douze mois qui viennent ». Ce qui pourrait l'obliger, suivant les règles boursières, à faire une offre pour le reste du capital (2 milliards de

francs supplémentaires à trouver). Quant au groupe d'assurances AXA, dont la présence dans le capital de Bolloré a constitué une surprise (le Monde du 7 juin), il demeure le principal actionnaire de Delmas-Vieljeux avec 34 %. A moins qu'à l'échéance fiscale de septembre 1992 AXA ne dispose de sa participation.

M. Claude Bébér, président d'AXA, est cependant un ami et un associé de M. Bolloré. Pour ce dernier, ce qui vient de se passer est vraiment un gros coup, la récompense d'une longue patience et, surtout, la démonstration que, depuis le départ, sa démarche n'a pas été financièrement mal industrielle, ce dont beaucoup doutaient encore.

FRANÇOIS RENARD

Whirlpool rachète la part de Philips dans leur filiale commune

Le fabricant d'électroménager américain Whirlpool Corporation va racheter pour 1,2 milliard de florins (3,6 milliards de francs) les 47 % que détient le néerlandais Philips dans Whirlpool International B. V. leur joint-venture créée en janvier 1989.

La nouvelle n'est pas vaine surprise : l'accord conclu entre Philips et Whirlpool ouvrait cette possibilité à l'américain. Les deux partenaires devaient simplement exercer cette option entre le 2 janvier 1990 et le 2 janvier 1992.

Philips, à la recherche de possibilités financières, a donc décidé de ne pas attendre la dernière échéance. Quant à Whirlpool, il conforte sa position sur le marché européen des produits blancs. Whirlpool International B. V. produit et vend du gros électroménager sous les marques Bauknecht, Ignis, Laden et Philips-Whirlpool.

Le CNPF et la CGT repus à l'hôtel Matignon

M. François Perigot : « Continuité »

M^{me} Edith Cresson a poursuivi, jeudi 6 juin, ses entretiens avec les partenaires sociaux en recevant les représentants du CNPF et de la CGT.

A l'issue de son entretien avec le premier ministre, M. François Perigot a estimé que « tous des projets » gouvernementaux, passés en revue, « se situent dans la continuité de la politique économique de ce pays ».

Le président du CNPF a estimé qu'il fallait « être vigilant et tout faire pour que la France soit en état de suivre la reprise dès qu'elle arrivera ». Tout en se défendant d'être « excessivement optimiste », M. Perigot a pour sa part d'ores et déjà relevé des « signes de reprise ». Réaffirmant son attachement à un allègement des charges des entreprises, il a toutefois précisé qu'il y avait, selon lui, des possibilités de réalisation des contributions patronales.

M. Krasucki : des « actes concrets et rapides »

Au nom de la CGT, M. Henri Krasucki, qui a relevé qu'il y avait « peut-être une volonté de discuter » de la part du gouvernement, a réclame « des actes concrets et rapides » afin de « prouver sa volonté réelle » de « faire quelque chose de nouveau, de meilleur ». « Rien n'indique toutefois », a précisé le secrétaire général de la CGT à propos des salaires, une volonté gouvernementale (en faveur de mesures immédiates et sensibles ».

« Déficit de la Sécurité sociale : des mesures seront prises avant le 15 juin », selon M. Jean-Louis Bianco. - Le ministre des affaires sociales, M. Jean-Louis Bianco, a annoncé jeudi soir 6 juin sur TF1 que des mesures « seront prises d'ici au 15 juin » pour combler le déficit prévisionnel de la Sécurité sociale, estimé à 23 milliards de francs. M. Bianco n'a toutefois pas donné de précision sur la nature de ces mesures, indiquant seulement que M^{me} Edith Cresson, M. Pierre Bérégovoy et lui-même « y travaillent très activement ».

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Réunion de la conférence monétaire internationale à Osaka

Les responsables financiers internationaux s'inquiètent de la pénurie d'épargne

Participant à la conférence monétaire internationale (IMC), dont la réunion annuelle se tenait du 2 au 5 juin à Osaka, le président de la Banque de France, M. Jacques de Larosière, s'est déclaré partisan d'une plus grande retenue dans les opérations d'allègement des dettes des pays du tiers-monde. Plus généralement, les responsables financiers présents à la conférence se sont inquiétés de l'insuffisance actuelle de capitaux dans le monde.

TOKYO

de notre correspondant

La question de l'insuffisance de capitaux sur le marché mondial a été le thème central des discussions au sein de la conférence monétaire internationale, qui s'est tenue du 2

au 5 juin à Osaka et a rassemblé les principales personnalités de la finance. Cette insuffisance, due à une demande importante tant en Europe de l'Est qu'en Union soviétique qu'au Proche-Orient à la suite de la guerre du Golfe, est à l'origine d'une compétition serrée entre les pays en quête de capitaux et a pour effet de maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé.

Les risques de cette situation ont été notamment soulignés par M. Hashimoto, ministre japonais des finances, qui a réitéré sa proposition d'autoriser une nouvelle émission de droits de tirage spéciaux dans le cadre du Fonds monétaire international afin de renforcer les possibilités de financement offertes aux pays en développement. Une idée défendue de longue date par la France et à laquelle se sont ralliés les Japonais. Les États-Unis s'y opposent en faisant valoir les risques d'inflation que comporte l'injection de nouvelles liquidités dans des économies dépourvues de structures industrielles suffisantes.

« Tant que la question ne sera pas résolue, nous ne pourrions éviter de maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé », a affirmé M. Hashimoto. Cette déclaration intervient précisément à un moment où faisaient surface à nouveau les spéculations sur une possible baisse des taux d'intérêt au Japon.

M. Hashimoto a en outre souligné une importante demande en capitaux de la région asiatique, que « l'on a tendance dans le reste du monde à perdre de vue ». De son côté, l'ambassadeur américain au Japon, M. Armacost, avait rappelé que si l'Asie apparaît comme la seule région disposant d'un excédent de capitaux, « étant donné la conjoncture favorable dans cette partie du monde, une bonne partie

des sommes disponibles dans la région ont tendance à y rester plutôt qu'à s'investir ailleurs. Pour certains, il ne faut pas dramatiser la pénurie actuelle de capitaux. C'est la thèse défendue notamment par M. Henry Kaufman, ancien analyste vedette de Wall Street et président de la firme d'investissement Henry Kaufman Co.

Selon lui, la limitation de l'offre en capital sera globalement bénéfique à l'économie mondiale, bien qu'elle doive jurer le potentiel de croissance dans certaines régions. Les points positifs seront, selon M. Kaufman, un assainissement du système financier et une meilleure allocation des crédits.

« Division du travail »

Ces ajustements entraîneront, estime-t-il, une approche plus régionale des problèmes : « Les Européens, derrière l'Allemagne, concentreront leurs intérêts sur l'Europe de l'Est, les Japonais sur l'Asie ainsi que la Chine et l'Inde, et les États-Unis sur l'Amérique latine ». Une « division du travail » lui paraît inévitable.

Ancien vice-gouverneur de la Banque de développement du Japon, M. Shinjiro Ogata a, pour sa part, souligné les difficultés des banques japonaises à « lever » des fonds afin de répondre à la

demande en capitaux des autres régions (Europe de l'Est et Amérique latine).

Selon les banquiers américains, les banques étrangères ont commencé à se retirer du marché (elles comptent pour 20 % des prêts aux États-Unis). Le président de la Banque industrielle du Japon, M. Kaneko Nakamura, estime cependant que ce ne serait pas le cas des banques japonaises.

Il reste qu'un repli de la finance japonaise est notable : bien que l'excédent commercial reste important, les investissements japonais à l'étranger ont régressé pour la première fois en huit ans de 15,7 % au cours de l'année fiscale qui s'est achevée le 31 mars, s'élevant à 56,7 milliards de dollars pour 67 milliards en 1989.

Le ralentissement de la croissance économique et le maintien de taux d'intérêt élevés, conjugués à un renchérissement du dollar par rapport au yen, sont les principales raisons de cette diminution. C'est aux États-Unis qu'elle est la plus marquée (-19,9%), alors qu'en Europe il ne s'agit que d'un effritement (-3,5 %). En 1990, les investissements japonais en Europe (14,8 milliards de dollars) représentaient 25,1 % du total.

PHILIPPE PONS

JARDY : UN PRESTIGIEUX DOMAINE DE LOISIRS A GERER

OBJET DU MARCHÉ

Appel d'offres restreint pour la conclusion d'un contrat d'affermage pour la gestion et l'exploitation du domaine de Jardy (75 hectares sur les communes de Marnes-la-Coquette et de Vaucresson).

ACTIVITES CONCERNEES :

- Activités équestres et sportives (golf, tennis...)
- Accueil et restauration
- Entretien du domaine
- Sous-traitance possible pour l'entretien du parc et la restauration.

Les candidatures seront remises le mardi 18 juin 1991, à 16 heures au plus tard.

Les conditions de participation, conformes à la réglementation des marchés publics, sont précisées dans les annonces légales envoyées au BOAMP et au Moniteur le 28 mai 1991.

Tous renseignements complémentaires seront obtenus auprès du service consultant : Téléphone : (1) 47 29 30 31 postes : 53660-53662-56884



CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTS DE SEINE

Hôtel du Département

2-16, boulevard Soufflot - 92015 NANTERRE CEDEX

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Comptes de l'exercice 1990-1991 clos le 28.03.1991 arrêtés par le Conseil d'Administration du 22 mai 1991 présidé par M. François BIENABE.

Actif net au 28.03.1991 : F 229.395.423
Performance du 29.03.1990 au 28.03.1991 : + 12,24 %
Valeur liquidative au 21.05.1991 : F 1.081,89
Progression de la valeur liquidative du 28.12.1990 au 21.05.1991 : + 6,18 %
Dividende : F 88,80 + F 1,18 d'avoir fiscal pour mise en paiement le 17 juillet 1991



Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

La maîtrise de vos affaires dans l'environnement européen



Droit communautaire
— Traité et accords
— Directives
et commentaires
— Textes communautaires

Jurisprudence européenne
— C.J.C.E.-T.H.
— C.E.E.
— C.E.C.A.
— Convention de Bruxelles

Collection JUPITER - Droit des affaires dans les pays de la CEE

Deux recueils à feuillets mobiles - 8 et 10 volumes mis à jour 6 à 8 fois par an

L.G.D.J.

26, rue Vergétarix - 75014 Paris Tél. (1) 43.35.01.67 Fax (1) 43.20.07.42

The world made manageable.

The Economist

Traduction de l'annonce ci-dessus : « LE MONDE ENCADRÉ »

BNPI

BNP INTERCONTINENTALE

DIVIDENDE EN PROGRESSION DE 11,50 %

L'Assemblée Générale Ordinaire de la BNP INTERCONTINENTALE, qui s'est tenue le 28 mai 1991 à Paris sous la présidence de Monsieur René THOMAS, a approuvé le bilan et le compte de résultats arrêtés au 31 décembre 1990.

Les résultats nets consolidés du Groupe s'élèvent à 286,7 millions de francs dont 247,7 millions représentent la part du Groupe. Le bilan consolidé totalise 21,6 milliards de francs.

Le bénéfice net de la BNP INTERCONTINENTALE Maison mère atteint 208,3 millions de francs, en augmentation de 10,5 %.

Le Président René THOMAS a souligné dans ses commentaires le bon comportement de toutes les entités du Groupe. Il a ajouté que l'Europe contribue désormais pour 40 % à ces résultats, et l'Océan Indien pour près de 30 %. Quant au Bassin Méditerranéen, il a connu une excellente année grâce, notamment, aux filiales du Maroc et de la Tunisie.

En progression de 11,50 % par rapport à l'an dernier le dividende a été fixé à 14,50 francs par action (21,75 francs avoir fiscal compris). La distribution totale augmente de 16,74 % compte tenu de l'accroissement du nombre d'actions.

Les actionnaires pourront choisir, comme en 1990, le paiement du dividende en actions au prix de 261,00 francs par titre. L'option devra être exprimée avant le 3 juillet, les dividendes en numéraire seront payés à compter du 19 juillet 1991.

Après répartition, les fonds propres du Groupe atteignent 1.837 millions de francs.

BNP. TOUT CE QU'UNE BANQUE PEUT VOUS APPORTER.

GROUPE

BNP**Le Monde****PUBLICITÉ FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Le Monde

HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Crédit - services - études d'investissement

Information SICAV**FUTUROBLIG**
Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV FUTUROBLIG sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le lundi 1^{er} juillet 1991 à 16 heures, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1990-1991.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

SEGESPAR
TITRES
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE**Information SICAV****EURODYN**
Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV EURODYN sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le mardi 2 juillet 1991 à 9 heures 30, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1990-1991.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

SEGESPAR
TITRES
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE**Information SICAV****DIEZE**
Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV DIEZE sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le mardi 2 juillet 1991 à 16 heures, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1990-1991.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

SEGESPAR
TITRES
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE**TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES**
ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE 17 JUIN 1991

Mesdames et Messieurs les actionnaires, vous êtes invités à participer aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires

le lundi 17 juin 1991 à 10 h 30, Palais des Congrès "salle bleue" (Paris - Porte Maillot).

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions "A" ou "B" qu'il possède, a le droit de participer à ces assemblées, de s'y faire représenter par un mandataire actionnaire, membre de cette assemblée ou par son conjoint, ou d'y voter par correspondance.

Des formulaires de pouvoir, de vote par correspondance ainsi que des cartes d'admission sont disponibles auprès de la Banque Paribas, Service des Assemblées 3, rue d'Antin, 75002 Paris.

Une fois remplis, les formulaires de pouvoir ou de vote par correspondance devront parvenir à la Banque Paribas impérativement avant le 14 juin 1991.

TOTAL

TOTAL, 24 cours Michelet, codex 47, 92069 Paris La Défense

SOUHAITANT ÉLARGIR LA DIFFUSION DU TITRE ELF AQUITAINE.

LA SNEA PROJETTE UNE AUGMENTATION DE CAPITAL FRANÇAISE ET INTERNATIONALE

ET A DEMANDÉ SON ADMISSION À LA COTE DU NEW YORK STOCK EXCHANGE

LA SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE a demandé son admission à la Cote du New York Stock Exchange, et envisage de procéder simultanément à une augmentation de capital portant sur environ 7,5 millions d'actions nouvelles.

Cette opération vise à développer la diffusion du titre ELF AQUITAINE en lui ouvrant un nouveau marché significatif aux États-Unis. Elle s'adressera également aux actionnaires traditionnels d'ELF AQUITAINE, en France et en Europe. Les fonds ainsi obtenus compléteront le financement d'un programme d'investissement soutenu.

Afin d'assurer un placement simultané des actions nouvelles sur les marchés américain, français et international, cette émission ne comportera pas de droit préférentiel de souscription ni de délai de priorité. Elle sera précédée d'une campagne d'information, qui commence aujourd'hui.

Les caractéristiques définitives des actions nouvelles, et en particulier le prix d'émission, seront arrêtées par le Conseil d'Administration de la S.N.E.A. qui devrait se réunir à cet effet le 10 juin prochain. La période de souscription se déroulera du 11 juin au 13 juin inclus, sur les trois marchés et ne pourra être close par anticipation. Les actions nouvelles seront créées avec jouissance du 1^{er} janvier 1991.

La date de lancement de l'émission étant fonction des conditions générales du marché, le calendrier ci-dessus pourra, le cas échéant, être décalé.

Le placement sera assuré simultanément dans les trois zones par des groupes de banques respectivement dirigés par :

- La BANQUE NATIONALE DE PARIS pour la tranche française,
- PARIBAS Limited pour la tranche internationale,
- GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL Limited pour la tranche américaine.

Le syndicat de placement de la tranche française se compose ainsi :

Banque Nationale de Paris, Banque Paribas, Banque Indosuez, Crédit Lyonnais, Société Générale, Caisse des dépôts et consignations, Caisse Centrale des Banques de France, Caisse Nationale de Crédit Agricole, Crédit Commercial de France, Banque de Neufilze-Schlumberger-Mallet, Banque Worms, JP Morgan et Cie SA, Banque du Phénix, Banque Française du Commerce Extérieur, Banque pour l'Industrie Française, Crédit du Nord, Banque Eurofin, Banque OBC Odier-Bungener-Courvoisier, Banque Pallas France, Banque Stern, Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne, L'Européenne de Banque, Sofabank.

La coordination globale du placement sera assurée par PARIBAS et GOLDMAN SACHS.

Le prix d'émission des actions nouvelles dépendra des conditions de marché au moment du lancement de l'émission et sera en tout état de cause, conformément à la Loi, au moins égal à la moyenne des cours de l'action constatés pendant 20 jours consécutifs choisis parmi les 40 précédant le jour du début de l'émission, après correction de cette moyenne pour tenir compte de la différence des dates de jouissance.

Ces actions seront admises à la Cote Officielle de la Bourse de Paris après la réalisation de l'opération, étant précisé qu'elles feront l'objet de négociations sous forme de promesses d'actions dès la clôture du placement. Elles feront également l'objet d'une demande d'admission aux Bourses de Bruxelles, Luxembourg, Düsseldorf, Francfort, Bâle, Genève et Zurich. Les actions de la société réservées aux placements français et international ne sont pas offertes et ne pourront pas être offertes ou vendues aux États-Unis sous réserve de certaines exceptions. Un document de référence, comprenant notamment le rapport d'activité et les renseignements financiers, a été enregistré sous le numéro R91-003 auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 16 avril 1991 et est tenu à la disposition du public. Préalablement à l'ouverture du placement, une note d'information sera soumise au visa de la Commission des Opérations de Bourse; cette note sera publiée dans la presse.

Pour toute information sur la Société

N° VERT: 05.01.10.11

elf aquitaine

La Commission des Opérations de Bourse attire l'attention du public sur le fait qu'aucune souscription ou réservation de souscription ne pourra être effectuée tant que les modalités précises de cette émission n'auront pas fait l'objet d'une note d'opération complémentaire, visée par la Commission et publiée dans la presse.

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS,
le Monde
est la première source d'information
des cadres supérieurs.

(IPSOS 90)

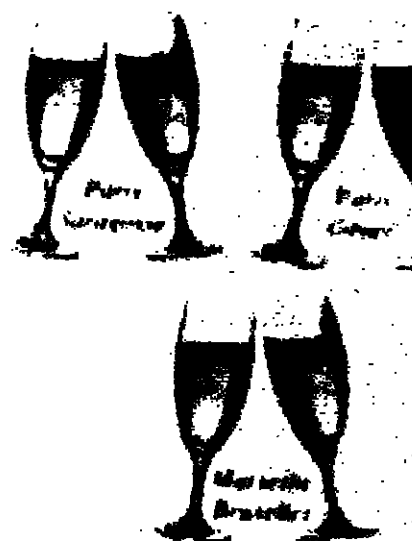
La société contrôlant les
reprend les éditions B

La société contrôlant les éditions B... (Texte très flou et partiellement coupé à droite de la page)

AIR LITT

DANS NO

TCHI



COMMUNICATION

Tandis que les activités livres pour enfants passent chez Hachette

La société contrôlant les taxis G7 reprend les éditions Balland

Les éditions Balland revivent. Le tribunal de commerce de Paris a approuvé jeudi 6 juin le plan de reprise de la maison d'édition par la Copagest, une société appartenant à M. André Rousselet, PDG de Canal Plus. La Copagest reprend aussi une des filiales de Balland, publiant des documents sous la responsabilité de M. Jacques Bertoin. Les deux autres filiales éditoriales de Balland, les Deux Cogs d'or et Gauthier-Languereau (Bécassine), passent dans le giron de Hachette.

La Copagest, dont le chiffre d'affaires avoisine 1,3 milliard de francs, contrôle en plus du groupe de taxis G7 un cabinet de courtage en assurances, une mutuelle de transporteurs, les remorqueurs « Abeille », les Magasins généraux de France et leurs entrepôts, ainsi que la Galerie de France.

M. Jean-Jacques Augier, polytechnicien et inspecteur des finances, vice-président de la Copagest et directeur général des taxis G7, devient PDG des éditions Balland. M. Maurice Parrotte, directeur général et littéraire, a été reconduit dans ses fonctions. Les quatorze salariés de la maison d'édition ont d'ores et déjà repris leur activité.

« Eurocom voudrait créer une holding aux Etats-Unis. Septième groupe publicitaire mondial, le groupe français Eurocom s'approprierait à lancer une société holding aux Etats-Unis. Dirigée par M. Jerry Della Femina, cette nouvelle entité, baptisée Eurocom Della Femina, devrait lancer un important programme d'expansion outre-Atlantique et servir de « structure d'accueil » pour toutes les sociétés américaines spécialisées dans la publicité et dans la promotion des ventes (marketing direct), dont le groupe français pourrait prendre le contrôle. Eurocom est décidé à devenir l'une des dix premières agences américaines d'ici 1994.

Différents éditeurs - La Découverte, Calmann-Lévy, Masson-Belfond - s'étaient intéressés au rachat de tout ou partie des éditions Balland. Mais l'arrivée sur scène il y a quelques semaines de la Copagest les en avait dissuadés. Créées en 1967, les éditions Balland ont été vendues en 1990 au groupe Cap D, spécialisé dans les matériaux informatiques, les logiciels bancaires, etc.

En dépit de ses efforts, qui s'étaient traduits l'an dernier par un réajustement éditorial et commercial et par le début d'un redressement financier (le Monde du 20 et du 21 mars), la maison d'édition avait été victime de la faillite de sa maison mère. Elle avait été mise en redressement judiciaire en mars (le Monde daté 24-25 mars).

Le nouveau PDG, M. Jean-Jacques Augier, n'entend pas modifier la ligne de la maison d'édition. « C'est la première fois que je touche à l'édition, a-t-il expliqué. Le livre est ma passion, (...) ce sera mon oxygène. Notre axe principal sera l'édition d'ouvrages d'auteurs de qualité, grand public sans être forcément des best-sellers. Par ailleurs, nous publierons des traductions de petits romans étrangers. (...) Il est inutile de multiplier les parutions : soixante à soixante-dix titres par an sont un nombre raisonnable pour la taille de Balland. » « Nous allons démontrer qu'avec un peu de rigueur de gestion cette maison d'édition peut réussir », a confié pour sa part M. André Rousselet.

Une trentaine de nouveaux livres devraient être publiés par Balland durant le quatrième trimestre. Les ouvrages, auparavant distribués par une filiale de Balland, Sphère Diffusion, le seront désormais par la filiale de distribution des éditions Gallimard, CDE-Sodis.

Y. M. L.

Epargnée par la récession publicitaire

La COMAREG poursuit son développement en presse gratuite

La Compagnie pour les marchés régionaux (COMAREG), premier groupe de presse gratuite en France et en Europe, dont Havas détiendait 52 %, a vécu une année 1990 relativement faste. Le secteur de la presse gratuite a, il est vrai, été moins touché que d'autres par la récession publicitaire. Alors que l'année dernière, selon l'Institut d'études et de recherches publicitaires (IREP), la progression des recettes publicitaires était de 9 % pour les autres médias (presse quotidienne et magazine, télévisions, radios, affichage et cinéma), les journaux gratuits affichaient une hausse de 13,3 %. On est pourtant loin des augmentations spectaculaires des dernières années, qui avaient vu le chiffre

d'affaires de la presse gratuite progresser de 106 % entre 1985 et 1989 (le Monde du 3 juillet 1989).

La COMAREG a annoncé un chiffre d'affaires en 1990 de 1,85 milliard de francs - en augmentation de 18 % - et un résultat net de 128,8 millions de francs, en hausse de 45 % par rapport à 1989. La société présidée par M. Paul Dini - qui l'a lancée en 1968 dans la région grenobloise avant qu'elle n'essime en d'autres régions, notamment à Lyon et dans le Sud-Est - édite cent soixante-dix journaux gratuits par semaine, dispose de cent douze centres de distribution, de vingt ateliers de photocomposition, de quatre imprimeries intégrées, de deux régies publicitaires extra-locales et de six régionales. Elle est associée à quatorze quotidiens ou groupes de presse, comme la Voix du Nord ou l'Est républicain.

En matière de développement en France, la COMAREG parie aujourd'hui sur l'Ile-de-France, où elle possède déjà dix-sept éditions, dont le dernier-né, Bonjour Saint-Germain, est tiré à 200 000 exemplaires. Pour 1991, le chiffre d'affaires de la COMAREG ne devrait croître que de 5 %, a indiqué M. Hervé Finet, vice-président. Ce qui ne l'empêchera pas de jouer la carte européenne. Si la filiale presse gratuite d'Havas s'est désengagée du marché américain en cédant Pennysaver l'an dernier - une cession qui explique aussi la bonne santé du chiffre d'affaires et du résultat 1990 - c'est afin de privilégier le « développement international européen », notamment dans la perspective du grand marché de 1993. L'entreprise est aujourd'hui implantée en Italie et en Espagne, pays où la COMAREG devrait s'associer prochainement à un grand quotidien.

Pour favoriser ce développement, la COMAREG va émettre 600 millions de francs d'obligations convertibles et, le cas échéant, procéder parallèlement à une augmentation de capital de 40 millions de francs.

A. Co.

La suppression des abattements fiscaux

Syndicats de journalistes et éditeurs protestent contre le projet de M. Charasse

« Les fédérations patronales de la presse doivent lutter contre la menace charassienne ou réparer le préjudice causé aux journalistes », le Syndicat national des journalistes (autonome), inquiet de la volonté réitérée du ministre du budget de supprimer l'abattement fiscal de 30 % (plafonné à 50 000 francs) accordé aux journalistes, renvoie la balle aux éditeurs de presse. Le SNJ souligne que, « depuis le Front populaire, l'équilibre financier de la presse française repose largement sur les aides directes et indirectes, tarifaires, sociales et fiscales ».

La petite phrase de M. Michel Charasse a provoqué une levée de boucliers parmi tous les syndicats de journalistes. FO annonce ainsi qu'il « défendra bec et ongles les 30 % obtenus à la fin de la guerre pour compenser les bas salaires de la profession et permettre aux

patrons de presse de relancer leurs activités ». Même rappel historique au Syndicat national des journalistes CGT, qui constate que « le pouvoir d'achat des journalistes n'a cessé de se dégrader ». Le syndicat chrétien des journalistes CFTC dénonce avec véhémence les intentions de M. Charasse : « Le ministre du budget se fait décidément une spécialité des attaques contre les journalistes, dont il a menacé certains de congédiements fiscaux, ajoutant l'odieux à l'arbitraire de vengeances mesquines ».

Les syndicats de journalistes ne sont pas les seuls à protester. La Fédération française des agences de presse, organisation patronale, affirme que « cette déduction a toujours fait partie des aides à la presse, indispensables à son équilibre financier et à propos desquels l'Etat n'a jamais cessé d'affirmer son attachement ».

M. de Tarlé quitte la présidence de la Vie catholique

M. Antoine de Tarlé quittera à la fin du mois le groupe de presse la Vie catholique, dont il était président du directoire depuis mai 1989. Selon un communiqué du groupe, M. de Tarlé « a exprimé le souhait que son mandat ne soit pas renouvelé. Des divergences sont en effet apparues entre lui-même et certains actionnaires en ce qui concerne la stratégie du groupe et la définition d'une politique ».

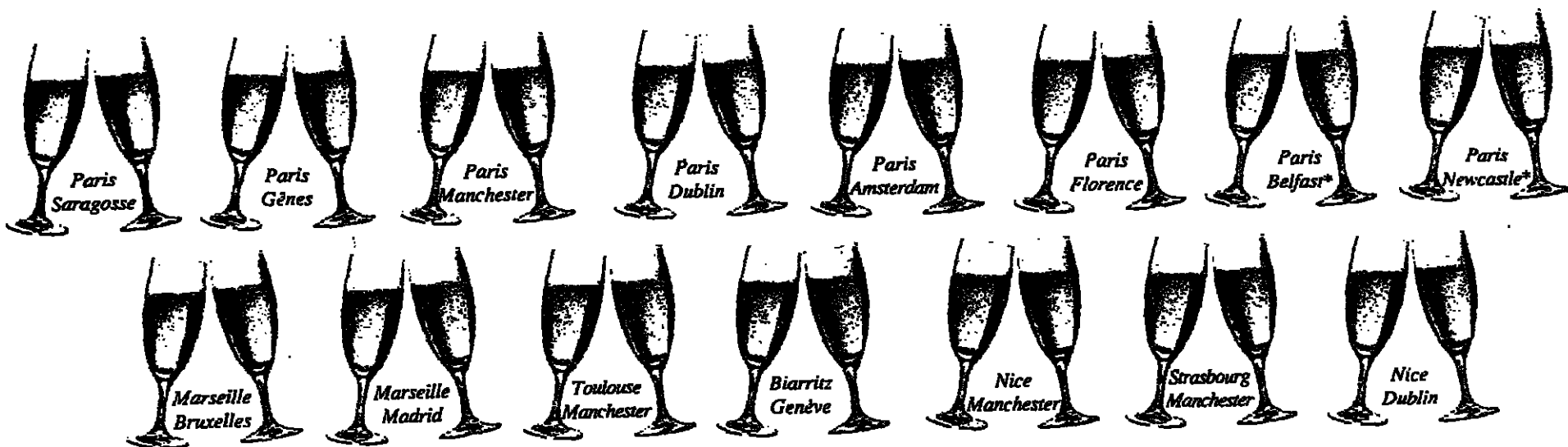
Le successeur de M. de Tarlé sera nommé fin juin par le conseil de surveillance qui sera, lui aussi, renouvelé par l'assemblée générale des actionnaires. Le groupe de presse est détenu par la famille Hourdin (27 %), M. Michel Housin (15 %) et trois sociétés de personnel (6 % chacune). Le reste des parts est détenu par de nom-

breuses personnes physiques appartenant au groupe.

La Vie catholique, qui emploie un millier de salariés, comprend une dizaine de sociétés présentes dans la presse (Télérama, la Vie, Croissance des jeunes nations, etc.), les services, la publicité, L'édition (Desclée de Brouwer, Cana et Le Cerf) et la librairie (La Procure). M. de Tarlé, ancien élève de HEC, a fait une grande partie de sa carrière, depuis 1965, comme administrateur de l'Assemblée nationale. Secrétaire général de l'Institut national de l'audiovisuel en 1981, puis directeur général adjoint de TF1 en octobre 1982, il s'est occupé de la diversification d'Ouest-France entre 1985 et 1989.

AIR LITTORAL OUVRE 15 NOUVELLES LIGNES EN EUROPE.

DANS NOS AVIONS, LES CONVERSATIONS VONT BON TRAIN :



POUR INAUGURER CES 15 NOUVELLES DESTINATIONS EUROPÉENNES, DU 2 JUIN AU 10 JUILLET, AIR LITTORAL VOUS OFFRE UNE COUPE DE CHAMPAGNE. LES FINS CONNAISSEURS EN APPRÉCIERONT LA SAVEUR AUX DÉPARTS DE PARIS, FLORENCE, GENÈVE, NICE, MANCHESTER, SARAGOSSE, DUBLIN, AMSTERDAM... VOUS POURREZ AUSSI DÉGUSTER VOTRE COUPE CONFORTABLEMENT INSTALLÉ DANS LES SIÈGES EN CUIR DE LA

NOUVELLE CLASSE-AFFAIRES AIR LITTORAL. ET POUR CEUX QUI NE SE LASSENT PAS DES BONNES NOUVELLES, SACHEZ QUE VOTRE 5^e VOYAGE EST GRATUIT. * Offre valable jusqu'à 31 août et uniquement pour les personnes payant plein tarif. 4 allers effectués sur les nouvelles lignes au départ de Paris = 1 aller gratuit sur une des lignes du réseau Air Littoral, ou 4 allers retours effectués sur les nouvelles lignes au départ de Paris = 1 aller retour gratuit sur une des lignes du réseau Air Littoral.

Champagne pour tous les passagers pendant 1 mois !

AIR LITTORAL

RÉSERVATIONS : AIR LITTORAL PARIS - TÉL. (1) 47 35 70 71 - MONTPELLIER - TÉL. 67 65 49 49 OU SE RENSEIGNER AUPRÈS DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES LA PLUS PROCHE.

MARCHÉS FINANCIERS

Poursuivant sa restructuration

Sucres et Denrées va réduire de 35 % ses effectifs du négoce

Le groupe de négoce français Sucres et Denrées a confirmé le 6 juin dans un communiqué avoir enregistré en 1990 une perte nette de 467 millions de francs. « Ce résultat, précise le groupe, provient essentiellement du sous-groupe Merkuria Suden, qui enregistre une perte de 368 millions de francs alors que les autres sous-groupes de négoce enregistrent des résultats positifs ».

Comme elle l'avait laissé entendre dans les dernières semaines, la direction de Sucres et Denrées a entrepris la restructuration de certaines activités du négoce. La filiale Merkuria Suden, qui est à l'origine des revers essuyés en 1990, verra ses activités sur le riz et les projets (compensation, ingénierie) sensiblement réduites. Les effectifs passeront de 146 à 86 personnes, sans que le groupe renonce à ses points forts sur le cacao et le café. Quant à la filiale Sucres Kerry, leader mondial du négoce du sucre, elle « doit

s'adapter aux changements intervenus dans son environnement international, notamment à l'Est », estime la direction. Les effectifs seront ramenés de 156 à 110 salariés. Quant à la société SKI Energie, spécialisée dans le négoce de produits pétroliers destinés au marché français, elle se concentrera sur les importations de gaz-oil. Les effectifs passeront de 26 à 16 personnes.

Ainsi, au total, les trois entités de négoce du groupe, qui comptaient 328 personnes début 1991, verront leurs effectifs réduits de 116 personnes, soit 35 %. « Les autres sociétés de négoce basées à Paris, spécialisées dans les produits laitiers, les mélasses ou les viandes, ainsi que les sociétés industrielles ne seront pas touchées par la restructuration », précise le communiqué, ajoutant que des cessions d'actifs non stratégiques, notamment dans l'immobilier, sont en cours de réalisation en France, en Allemagne et sur le continent américain.

Le groupe Chatellier entre chez Jeanneau

Le groupe Chatellier Industrie va entrer chez Jeanneau, l'un des deux principaux constructeurs français de bateaux de plaisance, détenu majoritairement par ses salariés à la suite d'une RES (reprise d'entreprise par les salariés) en avril 1987, mais qui traverse de graves difficultés. Le groupe Chatellier, déjà actionnaire de deux sociétés d'accastillage de plaisance (Golet et Moine), pourrait prendre le contrôle de l'entreprise à l'occasion d'une augmentation de capital. Depuis le début de l'année, Jeanneau doit faire face à un effondrement de ses ventes : près de 400 suppressions d'emplois sur un effectif de 1 512 personnes ont été annoncées le 4 mars (dont 287 licenciements économiques), ce qui posait le problème du remboursement de leur mise aux salariés quittant l'entreprise (le Monde du 15 mars).

AXA est sur le point de prendre pied dans Equitable Life

AXA, premier groupe français privé d'assurances, sera le bienvenu dans Equitable Life Insurance, la troisième compagnie d'assurance-vie américaine, à l'indiqué, jeudi 6 juin, le président de la société américaine, M. Joe Melone, lors d'un congrès international à Cannes.

De son côté, AXA a confirmé son intention d'investir un milliard de dollars pour acquérir une participation significative estimée à environ 40 % dans Equitable (140 milliards de dollars d'actifs gérés). Cette opération financière attend l'accord des autorités de tutelle des États-Unis et se fera à la faveur du changement de statut d'Equitable, qui, de mutuelle, va se transformer en société cotée en Bourse.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information SICAV

ORATION Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV ORATION sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le lundi 1^{er} juillet 1991 à 14 heures, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1990-1991.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

CA SEGESPAR
TITRES
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Information SICAV

UNIVERS-OBLIGATIONS Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV UNIVERS-OBLIGATIONS sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le mardi 2 juillet 1991 à 14 heures, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1990-1991.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

CA SEGESPAR
TITRES
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

NEW-YORK, 6 juin ↓

Au-dessous des 3000 points

Pour la première fois depuis une semaine, la grande Bourse de New-York est repassée jeudi 6 juin au-dessous de la barre des 3 000 points de l'indice Dow Jones. L'événement ne s'est toutefois produit que vers le fin de la séance, après que la cote se fut raffermie. A la clôture, le célèbre « Dow » s'établissait à la cote de 2 994,86, avec une perte de 10,51 points (0,35 %) d'un jour à l'autre mais de 32,20 points par rapport à son plus haut niveau de la journée (3 027,06). Le bilan général a été le reflet du résultat indicatif. Sur 2 029 valeurs traitées, 862 ont baissé, 682 ont monté et 485 n'ont pas varié.

La hausse des taux d'intérêt à long terme, prêche d'une reprise de l'activité économique aux États-Unis, commence à inquiéter les investisseurs. Dans la mesure où, en se poursuivant, elle risquerait de mettre un frein à la reprise à peine naissante. Mais, au-delà de ces considérations monétaires, la communauté boursière new-yorkaise attend la publication dans la journée de vendredi des derniers chiffres du chômage pour le mois de mai. Ces derniers sont importants et ont surtout du « Big Board » envisager de prendre la moindre initiative avant d'en avoir pris connaissance. La preuve en est : l'activité a très nettement décliné.

LONDRES, 6 juin =

Stable

Les valeurs ont évolué au cours de la séance dans une marge étroite, jusqu'à 6 juin au Stock Exchange, avant de finir en une légère hausse. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 2,8 points à 2 525,3. Le volume des échanges a peu varié, passant de 404,6 millions de titres échangés mercredi à 433,9 millions.

TOKYO, 7 juin ↑

Raffermissement

Après trois jours de baisse, la tendance s'est légèrement raffermie vendredi 7 juin au Kabutocho. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de reprise devait s'achever au milieu de la séance, mais l'approche de la clôture a permis à l'indice Nikkei d'inscrire à 25 035,11 avec un gain de 200 points (0,8 %) la séance, sa progression avait atteint 0,50 %.

Ce léger raffermissement a pour l'essentiel été dû à la chute des cours de croissance pour les investisseurs. A l'issue de la séance récente, de nombreuses valeurs ont en effet revu à la baisse leurs cours.

PARIS, 7 juin ↓

Tassement

Fin de semaine plutôt triste à la Bourse de Paris. La reprise, qui s'était déjà presque effacée quatre heures auparavant, a en effet laissé place vendredi à la baisse. Une baisse raisonnable sans doute, mais une baisse tout de même. Insignifiante à l'ouverture (-0,01 %), celle-ci prenait progressivement corps jusqu'à atteindre 0,57 % en fin de matinée. Un ralentissement se produisant ensuite. Malgré tout, en milieu d'après-midi, l'indice CAC-40 s'établissait encore à 0,21 % au-dessous de son niveau précédent.

Nouvelles ventes bénéficiaires consécutives au dernier samedi de hausse ? Quelques professionnels l'assurent. L'activité fut cependant loin d'atteindre l'ampleur prise en début de semaine. Des spéculateurs affirmant aussi que le rapprochement PS-PC précéderait les investisseurs étrangers. « Seilvernes », disent leurs collègues. « Simple manœuvre tactique. M. M. Pierre Mendès-France, qui n'a pas encore n'ont plus grande crédibilité », s'alarment. En fait, il faut surtout chercher l'explication de ce tassement dans le mouvement de croissance du marché à l'égard du nouveau premier ministre. En particulier, la hausse prévue des cotisations sociales pour boucher le trou de la Sécurité sociale est très mal perçue. « C'est un effet de levier », disent les professionnels, « mais, en même temps, quand on est encore à l'extérieur, on ne peut pas s'inquiéter ».

TOKYO, 7 juin ↑

Raffermissement

Après trois jours de baisse, la tendance s'est légèrement raffermie vendredi 7 juin au Kabutocho. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de reprise devait s'achever au milieu de la séance, mais l'approche de la clôture a permis à l'indice Nikkei d'inscrire à 25 035,11 avec un gain de 200 points (0,8 %) la séance, sa progression avait atteint 0,50 %.

Ce léger raffermissement a pour l'essentiel été dû à la chute des cours de croissance pour les investisseurs. A l'issue de la séance récente, de nombreuses valeurs ont en effet revu à la baisse leurs cours.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cités	3650	3651	IDA	351	348
Arcelor	281	280	Idemec	149 80	149 80
B.P.A.C.	151	151 80	Immo. Habitat	821	830
Banque Paribas	880	880	LP.B.M.	98	100
Banque Lyonnaise	370	370	Loca Invest.	258	258 50
Banque de France (C.F.I.)	205 50	205 50	Locam	87	87
Calsonic	413	415	Mara Comm.	114 70	116
Cedex	660	675	Mok	144 10	144 10
C.E.E.P.	150	158	Prebours	85	85
C.F.P.I.	281 50	273 10	Publi-Paris	371	370 50
CALIM	981	970	Razal	635	680
Codis	294	302 80	Rhone-Alp. (S.A.)	305	305
Conforama	884	884	St-H. Magasin	175	172
Crest	212	218	Select Invest (S.A.)	100	100
Dauphin	420	415	Sorbus	436	436
Delmec	1082	1080	S.M.T. Gasp.	130	115
Demisey Wines Co.	450	450	Supe	289 80	289 80
Dessau	1005	1080	T.F.I.	325 70	321 80
Dette	370	375	Thomson H. (S.A.)	284 80	284 80
Difone	135	135 80	Unilog	214 40	214 40
Epihou (Belton)	225	207 40	Viad et Co.	95 50	95 30
Europ. Population	310	310	Y. St-Laurent Group	757	752
Finacor	128	113 30			
Frankfort	127	132 10			
GFF (group. S.A.)	289	288			
Grand Lins	400 50	387 40			
Grouping	218	218			
Grouping	751	759			
Gulnail	951	951			
I.C.C.	257	257			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 6 juin 1991

COURS		ÉCHÉANCES		
		Jan 91	Sept. 91	Déc. 91
Dernier		105,34	105,40	105,64
Précédent		105,56	105,58	105,52
Options sur non-donnéel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91

Options sur notionnel

CAC40 A TERME			
Volume : 6 240		(MATIF)	
COURS	juin	juillet	août
Dernier _____	1 864	1 857	1 867,5
Préfixé _____	1 861	1 852	1 862

CAC 40 A TERME

Volume : 6 240 (MATIF)

COURS	juin	juillet	août
Dernier	1 864	1 857	1 867,5
Précédent	1 861	1 852	1 862

CHANGES

Dollar : 5,9545 F ↑
Le dollar s'inscrivait en hausse vendredi 7 juin, s'échangeant à Paris à 5,9545 francs contre 5,9275 francs la veille à la cotation officielle.
Les opérateurs attendaient la publication, dans l'après-midi, des statistiques américaines du chômage en mai.
FRANCFORT 6 juin 7 juin
Dollar (en DM) 1,7983 1,7964
TOKYO 6 juin 7 juin
Dollar (en yen) 139,25 139,39

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (7 juin) 10-10 1/8 %
New-York (6 juin) 5 5/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)
Valeurs françaises 120,90 120,90
Valeurs étrangères 119,10 119,70
Indice général CAC 40 491,81 491,67
Indice général CAC 100 1 124,81 1 124,81
Indice CAC 40 1 864,92 1 863,92
NEW-YORK (indice Dow Jones)
Industriel 3 095,37 2 994,86
LONDRES (indice Financial Times)
100 valeurs 2 251 50 2 255,30
30 valeurs 1 974,80 1 974,10
Fonds d'Etat 83,71 83,73
FRANCFORT
Dax 1 712,76 1 704,17
TOKYO
Nikkei Dow Jones 24 964,12 25 035,11
Indice général 1 922,94 1 922,49

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

TAUX DES EUROMONNAIES									
	5 1976	8 1976	6 1976	5 1976	6 1976	6 1976	6 1976	6 3/16	6 3/16
\$ E.-U.	15 1976	8 3/4	7 13/16	7 13/16	7 13/16	7 3/4	7 13/16	7 9/16	7 3/4
\$ can.	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
Yen (100)	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4
DM	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4
Florin	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4
FB (100)	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2
PS	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4
L (1 000)	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4
£	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
Ces cours ne tiennent pas compte des									

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	5 7/8	6	5 15/16	6 1/16	6	6 1/8	6 3/16	6 5/16
Yen	7 15/16	8 1/16	7 13/16	7 15/16	7 3/4	7 13/16	7 9/16	7 3/4
DM	8 5/8	8 3/4	8 13/16	8 15/16	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
Florin	8 3/4	9 1/4	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
FB (100)	8 5/8	9 1/4	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
PS	7 1/8	7 3/8	7 15/16	8 1/16	7 15/16	8 1/16	7 7/8	8
L (1 000)	11 11/16	12 9/16	11 1/2	11 5/8	11 5/16	11 3/16	11 1/8	11 1/2
Franc	10	10 1/8	9 1/2	9 5/8	9 7/16	9 3/16	9 3/8	9 1/2

Ces courants pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Vendredi 7 juin Albert Camus PDG de Go Sport

Lundi 10 juin Luc Dublet, PDG de la société fabricant les drapeaux Dublet, interviewé par Jean-Noël Coche.

BOURSE DU 7 JUIN

VALEURS	Cours	Différence
Alcatel Cités	3651	+1
Arcelor	280	-1
B.P.A.C.	151 80	+80
Banque Paribas	880	0
Banque Lyonnaise	370	0
Banque de France (C.F.I.)	205 50	0
Calsonic	415	+2
Cedex	675	+15
C.E.E.P.	158	+8
C.F.P.I.	273 10	-80
CALIM	970	-10
Codis	302 80	+80
Conforama	884	0
Crest	218	+6
Dauphin	415	-5
Delmec	1080	-20
Demisey Wines Co.	450	0
Dessau	1080	0
Dette	375	+5
Difone	135 80	+30
Epihou (Belton)	207 40	-180
Europ. Population	310	0
Finacor	113 30	-10
Frankfort	132 10	+50
GFF (group. S.A.)	288	-1
Grand Lins	387 40	-10
Grouping	218	0
Grouping	759	+8
Gulnail	951	0
I.C.C.	257	0

COMPTANT

VALEURS	Cours	Différence
Alcatel Cités	3651	+1
Arcelor	280	-1
B.P.A.C.	151 80	+80
Banque Paribas	880	0
Banque Lyonnaise	370	0
Banque de France (C.F.I.)	205 50	0
Calsonic	415	+2
Cedex	675	+15
C.E.E.P.	158	+8
C.F.P.I.	273 10	-80
CALIM	970	-10
Codis	302 80	+80
Conforama	884	0
Crest	218	+6
Dauphin	415	-5
Delmec	1080	-20
Demisey Wines Co.	450	0
Dessau	1080	0
Dette	375	+5
Difone	135 80	+30
Epihou (Belton)	207 40	-180
Europ. Population	310	0
Finacor	113 30	-10
Frankfort	132 10	+50
GFF (group. S.A.)	288	-1
Grand Lins	387 40	-10
Grouping	218	0
Grouping	759	+8
Gulnail	951	0
I.C.C.	257	0

Actions

VALEURS	Cours	Différence
Alcatel Cités	3651	+1
Arcelor	280	-1
B.P.A.C.	151 80	+80
Banque Paribas	880	0
Banque Lyonnaise	370	0
Banque de France (C.F.I.)	205 50	0
Calsonic	415	+2
Cedex	675	+15
C.E.E.P.	158	+8
C.F.P.I.	273 10	-80
CALIM	970	-10
Codis	302 80	+80
Conforama	884	0
Crest	218	+6
Dauphin	415	-5
Delmec	1080	-20
Demisey Wines Co.	450	0
Dessau	1080	0
Dette	375	+5
Difone	135 80	+30
Epihou (Belton)	207 40	-180
Europ. Population	310	0
Finacor	113 30	-10
Frankfort	132 10	+50
GFF (group. S.A.)	288	-1
Grand Lins	387 40	-10
Grouping	218	0
Grouping	759	+8
Gulnail	951	0
I.C.C.	257	0

Cote des Changes

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 7 JUIN

Règlement mensuel														Cours relevés à 13 h 57													
VALEURS		Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Composition	VALEURS		Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Composition	VALEURS		Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Composition							
4085	C.A.E. 3%	4706	2390	4070	300	+0.57	Composition	4706	2390	4070	300	+0.57	Composition	4706	2390	4070	300	+0.57	Composition								
865	B.A.P. T.P.	900	820	890	880	+0.33	Composition	900	820	890	880	+0.33	Composition	900	820	890	880	+0.33	Composition								
910	Remont. T.P.	1286	1286	1286	1286	0.00	Composition	1286	1286	1286	1286	0.00	Composition	1286	1286	1286	1286	0.00	Composition								
1571	Rhone-Pon. T.P.	1286	1286	1286	1286	0.00	Composition	1286	1286	1286	1286	0.00	Composition	1286	1286	1286	1286	0.00	Composition								
1920	Sat. Sabon T.P.	1286	1286	1286	1286	0.00	Composition	1286	1286	1286	1286	0.00	Composition	1286	1286	1286	1286	0.00	Composition								
950	Thomson T.P.	1286	1286	1286	1286	0.00	Composition	1286	1286	1286	1286	0.00	Composition	1286	1286	1286	1286	0.00	Composition								
1000	A.C.P.	1286	1286	1286	1286	0.00	Composition	1286	1286	1286	1286	0.00	Composition	1286	1286	1286	1286	0.00	Composition								
715	Air Liquides	806	800	807	801	+0.00	Composition	806	800	807	801	+0.00	Composition	806	800	807	801	+0.00	Composition								
1710	Alcatel-Alcatel	888	888	888	888	0.00	Composition	888	888	888	888	0.00	Composition	888	888	888	888	0.00	Composition								
575	Al-Supram	1895	1895	1895	1895	0.00	Composition	1895	1895	1895	1895	0.00	Composition	1895	1895	1895	1895	0.00	Composition								
1180	A.L.S.P.	386	386	386	386	0.00	Composition	386	386	386	386	0.00	Composition	386	386	386	386	0.00	Composition								
2320	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
1180	AEC-Sat. Capital	1135	1160	1160	1160	0.00	Composition	1135	1160	1160	1160	0.00	Composition	1135	1160	1160	1160	0.00	Composition								
1180	Aur. Energy	1135	1160	1160	1160	0.00	Composition	1135	1160	1160	1160	0.00	Composition	1135	1160	1160	1160	0.00	Composition								
1180	Aur. H. Média	1135	1160	1160	1160	0.00	Composition	1135	1160	1160	1160	0.00	Composition	1135	1160	1160	1160	0.00	Composition								
1180	Aur. H. Média	1135	1160	1160	1160	0.00	Composition	1135	1160	1160	1160	0.00	Composition	1135	1160	1160	1160	0.00	Composition								
235	Aur. Méd. Ass.	1033	1031	1031	1031	0.00	Composition	1033	1031	1031	1031	0.00	Composition	1033	1031	1031	1031	0.00	Composition								
1180	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition								
130	Bal. Indus. Fr.	2060	2105	2106	2106	+0.48	Composition	2060	2105	2106	2106	+0.48															

COMPTANT (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Frais incl.	Rechart net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rechart net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rechart net
A.A.A.	1957 01	1032 01	Franchises	858 27	837 85	Pacem Gencon	99364 84	59504 84
Actien	230 67	222 55	Franchises	24 33	24 33	Pamco City	10605 03	10585 03
Agroparag	752 48	756 35	Franch-Prance	11537 75	11357 39	Privity Equip	105 38	105 38
Amalg-am	7552 05	7251 59	Franchise	4871 49	4859 03	Pro Assocos	25239 64	25829 64
Ampliflex	538 10	619 51	Franchising	1314 79	1282 72	Profron	1082 78	1056 25
Arbitrage Court-T	8575 88	8555 74	Geacision	13527 92	13460 62	Quartz	132 30	129 27
Assoco	1105 105	105 105	Gen. Associates	189	185	Relaflow	933 91	906 71
Asat France	375 25	369 50	Hercion	1222 82	1287 01	Reform	160 52	159 15
Asat Int'l	1285 47	1285 47	Inter-Comp	1102 29	1102 29	Reform France	550 68	550 68
Avenir Autos	1862 36	164 90	Intergrate	110014 19	106814 56	Revo-Visi	1144 79	1127 07
Avenir Cit	119 25	107 04	Interlogix	13300 40	12788 85	St Honoré Bo-Alm	942 92	900 26
Asa Capital	195 57	149 83	Intermedico Fin	533 36	517 83	St Honoré Bn de Tr.	1221 82	10240 42
Asa Court Terme	7219 17	7219 17	Japack	173 46	181 41	St Honoré Global	226 11	221 58
Asa Europe	131 29	125 84	Jeanpurgat	267 12	263 17	St Honoré Int	760 10	731 26
Asa Investments	124 82	119 54	Lafize Europe	242 29	232 21	St Honoré Mar Pac	196 85	195 85
Asa Perennials	118 36	111 61	Lafize France	257 29	248 58	St Honoré P&E	926 19	926 19
Asa Perennials	103 03	106 70	Lafize Spain	254 81	244 42	St Honoré P&E	529 19	506 19
Asa Values P&E	124 17	118 82	Lafize France	309 47	296 85	St Honoré Res	13688 25	13633 72
Capimodern	5781 47	5775 88	Lafize Immobil	223 03	222 57	St Honoré Services	500 37	489 78
Capimodern	5829 82	5842 18	Lafize Japan	436 33	418 54	Stonor	1601 66	1601 66
Cepacore	1161 81	1161 81	Lafize Belg	137 71	132 10	Stonor Gen	12638 47	12636 74
Credit France	30 73	29 73	Lafize Handmen	196 37	182 67	Stonor Int'l	1276 72	1276 72
Credit France	1328 33	1192 33	Lafize Italy	306 37	376 36	Stonor Int'l	705 81	695 36
Compagny	3200 21	3200 40	Lanside	2085 67	2062 56	Stonor Services	1696 01	1693 47
Commercor	386 20	371 35	Launs C.T.	11822 92	11822 92	Stor-OP Asac	681 26	661 42
Creditor	491 88	477 48	Launs L.T.	8509 83	8305 83	S.T.E. Fr. opportunités	1028 57	1006 40
Credit Mutual Capital	1161 89	1160 72	Loan Association	12600 11	12608 11	Stor-5,000	417 11	415 11
Dames & Moore	1215 39	1189 75	Loan Restriction	28589 62	28589 62	S.L.G. Inc.	1490 75	1490 75
Dames & Moore	807 72	807 72	Loyalties	87 74	87 74	Stor-5,000	670 24	652 30
Dames & Moore	1025 30	961 15	Loan Tidyer	2057 57	2070 60	Stor-5,000	427 28	415 93
Dames & Moore	251 67	240 18	Loan 20,000	24144 19	24144 19	Stor-5,000	224 12	219 74
Dames & Moore	151 54	145 01	Lover Bourse Inc	538 23	522 56	Stor-5,000	456 51	453 02
Dames & Moore	1062 42	1036 87	Lover Bourse Inc	717 93	697 29	S.M.I.	1222 83	1187 02
Dames & Moore	128 61	122 61	Maldenfield	152 67	154 27	Stor-5,000	927 96	916 11
Dames & Moore	2554 79	2554 79	Maldenfield	10057 59	10056 59	Stor-5,000	1004 10	1004 10
Dames & Moore	2182 20	2118 64	Maldenfield	5741 82	5741 82	Stor-5,000	1376 51	1376 51
Dames & Moore	412 89	400 47	Manofest	61915 28	61915 28	Solel Investments	589 59	558 64
Dames & Moore	61083 74	61083 74	Manofest	68653 34	68653 34	Stor-5,000	2150 26	2154 26
Dames & Moore	3600 12	3600 12	Manofest	7425 02	7425 02	Stor-5,000	826 75	761 94
Dames & Moore	2229 19	2229 19	Manofest Belgium	12425 05	12401 78	Stor-5,000	1256 72	1256 72
Dames & Moore	2554 79	2554 79	Manofest Belgium	12425 05	12401 78	Stor-5,000	1256 72	1256 72
Dames & Moore	545938 05	545938 05	Manofest Court Terme	252327 00	252327 00	Stor-5,000	9558 79	9577 88
Dames & Moore	281 65	281 65	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	603 57	582 18
Dames & Moore	432 48	432 48	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	140 24	132 24
Dames & Moore	3276 48	3276 48	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1184 14	1172 42
Dames & Moore	24620 28	24620 28	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	8700 78	8700 78	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	917 87	917 87	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1802 83	1802 83	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	93 06	91 15	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	6737 35	6737 35	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1834 15	1834 15	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1333 41	1333 41	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1368 19	1368 19	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames & Moore	1348 68	1348 68	Manofest-Europe	16272 92	16111 60	Stor-5,000	1313 13	1313 13
Dames &								

Marché libre de l'or	Harbo Ropes Zan.....	210
	Hoogovens.....	29

MARCHÉ OFFICIEL	COURS DES BILLETS				MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/6	No.
	COURS préc.	COURS 7/6	achat	vente				
Canada-Unie (1 unit)	6 827	5 954	5 700	5 200				121
France (100 frs)	6 387	5 997	388	388				122
Allemagne (100 dm)	338 620	338 850	328	17	Or fin (en barre)	69700	69600	123
Belgique (100 f)	18 658	18 458	6	17	Or fin (en lingot)	68850	69600	124
Pays-Bas (100 fl.)	300 570	300 770	290	310	Napoleon (20 f)	385	385	125
Portugal (100 r.)	4 571	4 586	4	4 800	France Fr (10 r.)	385	385	126
Danemark (100 kr.)	88 180		9 600	10 400	Piece Suisse (20 f.)	382	385	127
Grèce (1000 lepta)	10 018		82	3 600	Piece Latine (20 f.)	382	396	128
Grèce (100 lepta)	3 103	3 103			Souverain	496	502	129
Indes (100 rs.)	385 620		384	404	Piece 20 dollars	2120	2125	130
Indes (100 rs.)	94 240		89	91	Piece 10 dollars	1040	1010	131
Norvège (100 k)	88 210		48 700	5 750	Piece 5 dollars	600		132
Autriche (100 sch)	5 478		5 200	4 300	Piece 50 pesos	2555	2685	133
Espagne (100 pes)	2 891		4 950	5 350	Piece 10 florins	401	401	134
Portugal (100 esc)	5 172		4 130	4 330				135
Canada (1 \$ can)	1 772	1 496						136

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 8 juin

IMAGES

PIERRE GEORGES

L'ordre noir de Los Angeles

L'ACADÉMIE de police de Los Angeles, pimpante et fleurie, ressemble à un décor de feuillet. Les flics, en treillis kaki, qui s'y entraînent, à des marines. L'instructeur à un juteux chef. Et les exercices de tir à une répétition générale de la prochaine guerre. D'ailleurs c'est la guerre, une guerre impitoyable contre les criminels, de préférence basés ou noirs.

Aux carrefours, les agents portent des gilets pare-balles. Dans le ciel, les hélicoptères, avec leurs phares, tournent et traquent. Sur les routes, les voitures de patrouille équipées de systèmes infrarouges et d'ordinateurs de bord tournent et traquent. Dans les rues, dotées de tout l'arsenal portatif, et même du fusil électrique, 50 000 volts garantis, les soldats policiers tournent, traquent et frappent.

L'ordre règne à Los Angeles. L'ordre noir d'une police fascisante, d'une police en guerre contre sa propre cité. Brutalités, bavures, matraquages, suspects ligotés comme du bétail, d'ailleurs la « prise-bétail » s'ensuit, les troupes de l'immortel M. Gato, chef de police ou chef de guerre, ont retenu la leçon. Comme le dit, avec fierté, le chef-instructeur : « On est le produit de son entraînement. » Et comme le

confirme John Ferraro, maire-adjoint, il faut ce qu'il faut, puisque « notre police est la seule protection contre l'anarchie ».

Le reportage diffusé par « Envoyé spécial » n'avait rien de très nouveau. Depuis ce film tourné le 3 mars par un amateur à l'insu de quatre policiers qui, lors de l'arrestation d'un Noir, s'étaient acharnés sur lui avec une violence inouïe, les Etats-Unis savent. Les tentatives de meurtres peuvent être assementées : onze fractures du crâne, une de la mâchoire, deux de la jambe, des lésions irréversibles au cerveau. Comme le dira un message mémorisé par l'ordinateur de bord, « on n'avait pas battu quelqu'un aussi fort depuis longtemps. Quelle racée ! Beaucoup d'os cassés... »

L'intérêt du film d'A2 tenait dans la suite : les quatre policiers ont été incriminés et risquent sept ans de prison. Le cinéaste amateur s'est vu décorer de la médaille d'honneur de la ville. A l'école de police, on enseigne toujours l'usage du fusil électrique, l'art de la prise-bétail et la juste utilisation de la matraque pour provoquer des fractures. Le chef de la police a été maintenu. Il y a de beaux jours encore pour les amateurs de médailles.

Signification des symboles :

► A voir ; ◊ Film à éviter ; ○ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 7 juin

TF 1

- 20.45 Variétés : Tous à la Une.
- 22.45 Magazine : 52 sur la Une.
- 23.45 Magazine : Spécial sport. Boxe dans l'Ohio. Finale des Golden Gloves.
- 0.50 La Bébête show.
- 0.55 Journal, Météo et Bourse.

A 2

- 20.45 Téléfilm : Pour le pire et pour la mort.
- 22.15 Flash bridge.
- 22.25 Magazine : Caractères. Golfe : les coulisses de la guerre. Invité : Eric Laurent (l'opéra du désert). Serge Joly (la Diagonale du Golfe). Jean Baudrillard (la guerre du Golfe n'a pas eu lieu). Josette Alta et Christine Clerc (la Guerre de Mitterrand). Dominique Jamet (la Partie du Golfe : la guerre des deux mondes).
- 23.44 Magazine : Morceaux choisis. Résumé des Internationalaux de France de Roland-Garros 1991.
- 0.15 Journal et Météo.

FR 3

- 20.45 Magazine : Thalassa. Départ de la 4^e édition de l'Open UAP des Communautés européennes, en direct de Lorient : Ananas Island, d'Agnès et Jean-Claude Barol.
- 21.40 Traverses. Famille Victor, un rêveur dans le siècle.
- 22.35 Journal et Météo.
- 22.55 Danse : Quatrième Concours Eurovision des Jeunes danseurs. En direct de Helsinki.
- 0.30 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm : On a tué mes enfants.
- 22.00 Documentaire : Mag max.
- 22.50 Flash d'informations.

23.00 Cinéma :

- Dangerusement votre. ■ Film américain de John Glen (1988).
- 1.05 Cinéma : Fever. ■ Film australien de Craig Lahiff (1987).

LA 5

- 20.50 Téléfilm : Pour le meilleur et pour la mort.
- 22.25 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks (8^e épisode, rediff.).
- 0.00 Journal de la nuit.

M 6

- 20.40 Téléfilm : SOS otages.
- 22.20 Météo des plages.
- 22.25 Série : Equalizer.
- 23.15 Magazine : Vénus.
- 23.45 Capital.
- 23.55 Six minutes d'informations.

0.00 Documentaire :

- Angouême 1990. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 21.00 Téléfilm : Un destin cannibale.
- 22.35 Téléfilm : Liberté, liberté, D. J. D. de La Rochefoucauld (1^{re} partie).

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. Jacques Villon par Marcel Duchamp.
- 21.30 Musique : Black and blue.
- 22.40 Les nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 10 mars à Francfort) : Requiem, de Verdi, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck et la Singakademie de Francfort, dir. Kazimierz Kord.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Femmes battues... une sur dix.
- 13.50 La Une est à vous.
- 13.55 Vivement lundi.
- 14.30 La Une est à vous (suite). Avec la série Aventures à l'aéroport.
- 17.35 Divertissement : Mondo dingy.
- 18.00 Magazine : Trente Millions d'amis.
- 18.35 Jeu : Une Famille en or.
- 19.00 La Roue de la fortune.
- 19.30 Journal et Météo.
- 19.50 Tirage du Loto.
- 19.55 Sport : Football. Finale de la Coupe de France, en direct du Parc des Princes : Marseille-Monaco.
- 20.45 Tirage du Loto.
- 21.00 Sport : Football (suite).
- 22.15 Tapis vert.
- 22.20 Magazine : Ushuaïa.
- 23.20 Magazine : Formule sport.
- 0.15 Au trot.
- 0.20 Journal et Météo.

A 2

- 13.40 Magazine : Objectif sciences.
- 14.10 Magazine : Animalia.
- 15.05 Téléfilm : Emportez-la avec vous.
- 16.35 Club sandwich.
- 17.45 Magazine : A l'air d'Asstérie. La banque, sketch avec les marionnettes d'Alain Duverne ; Fausses pubs ; Extraits de dessins animés ; Les bons tuyaux de Panorama ; Le journal d'Asstérie ; Les blagues d'Assurancourch ; L'invité d'Assurancourch : Benny B.
- 18.15 Jeu : Le Chevalier du labyrinthe.
- 18.40 Documentaire : Quartiers lumineux. Côté Swing à Nanterre ; l'apprentissage de la boxe française à Amiens ; le projet tiers-monde à Bar-Le-Duc ;

TF 1

- 13.20 Série : Hooker.
- 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc (rediff.).
- 15.10 Série : Columbo (rediff.).
- 16.20 Divertissement : Vidéo gag.
- 16.55 Disney Parade.
- 18.15 Magazine : Téléfoot.
- 18.55 Loto sportif.
- 19.05 Magazine : 7 sur 7. Invité : François Léotard.
- 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
- 20.45 Cinéma : La Corde raide. ■■ Film américain de Richard Tuggle (1984). Avec Clint Eastwood, Genevieve Bujold, Dan Hedaya.
- 22.45 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.50 Moi et Catherine. ■■ Film italien d'Alberto Sordi (1980). Avec Alberto Sordi, Rossano Brazzi, Catherine Spaak.
- 0.40 Au trot.
- 0.45 Journal et Météo.

A 2

- 13.25 Série : Mac Gyver (rediff.).
- 14.20 Séries : Explosif (rediff.).
- 14.45 Tennis. Finale hommes des Internationalaux de France de Roland-Garros 1991, en direct et en Eurovision.
- 17.50 Documentaire : L'Equipe Cousteau à la redécouverte du monde. Clés : Les arques, montagnes de la mer.
- 18.45 Magazine : Stade 2. Tennis : Football ; Rugby ; Images et données de la semaine ; Cyclisme : Athlisme ; Gymnastique ; Voile ; Omnisports.
- 19.25 Série : Maguy.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Série : Contre-jour. (rediff.).
- 22.15 Magazine : Morceaux choisis. Résumé des Internationalaux de France de Roland-Garros 1991.
- 23.05 Empreintes. Le Pouvoir et les murs.
- 0.00 Journal et Météo.
- 0.15 Série : La Saint (rediff.).

FR 3

- 13.30 Magazine : Musicales.

Du théâtre à Marseille et Avignon.

- 19.05 Série : L'Homme qui tombe à pic (rediff.).
- 19.55 INC.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 A tombé ouvert. Magazine : Bouton de culture. Invité : Alain Fondary.
- 23.50 Magazine : Morceaux choisis. Internationalaux de France de Roland-Garros 1991.
- 0.37 Journal et Météo.
- 0.55 Concert : SOS-Racisme.

FR 3

- 13.00 Sport : Tennis. Finale dames des Internationalaux de France de Roland-Garros 1991.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
- 0.05 Série rose : L'Expertise Halima.
- 0.35 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS

- 13.30 Téléfilm : Les Ritals.
- 15.10 Jeu : V.O.
- 15.40 Documentaire : Les Allumés... L'Amoureux de la rivière.
- 16.05 Sport : Rugby. Bègles-Bordeaux-Narbonne, finale du Challenge Yves-du-Manoir, en direct de Béziers.
- 17.05 Les Superstars du catch. En clair jusqu'à 20.30.
- 18.00 Décade pas Bunny.
- 19.05 Dessin animé : Les Simpson.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Top 50.
- 20.30 Téléfilm : Vidéo scandale. Les Nuits... l'émission. Invité : Catherine Jacob.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : La Séance de minuit. ■

Dimanche 9 juin

14.30 Magazine :

- Sports 3 dimanche. Spécial sports de glisse, de nature et de découverte. Voile : Char à voile ; VTT : Sports d'eau vive ; Para-voile : Les actualités ; Le film de la semaine : Les résidents ; Parcours sans faute ; Salut les mômes ; Les magazines couleuvres.
- 17.30 Magazine : Montagne. Montagne ludo : le piége, de François Landesman.
- 18.00 Amuse 3.
- 18.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
- 20.05 Série : Benny Hill.
- 20.40 Cirque : Le Septième Golden Circus Festival à Rome.
- 22.00 Magazine : La Divan. Invité : Angela Molina, comédienne.
- 22.25 Journal et Météo.
- 22.45 Cinéma : Macao, l'enfer du jeu. ■■ Film français de Jean Delannoy (1939). Avec Sessue Hayakawa, Erich von Stroheim, Mireille Balin.
- 0.20 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 14.00 Téléfilm : Dans l'enfer de l'alcool.
- 15.35 Magazine : 24 heures (rediff.).
- 16.40 Dessin animé : Les Simpson.
- 17.05 Les Nuits... l'émission (rediff.).
- 18.00 Cinéma : Les Voies. ■■ Film américain de John G. Avildsen (1981). Avec John Belushi, Dan Ackroyd, Kathryn Walker.
- En clair jusqu'à 20.35.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Ça cartoon.
- 20.25 Dis Jérôme... ?
- 20.30 Magazine : L'Equipe du dimanche.
- 20.35 Cinéma : Milagro. ■■ Film américain de Robert Redford (1990). Avec Ruben Blades, Richard Bradford, Sonia Braga.
- 22.30 Flash d'informations.
- 22.35 L'Equipe du dimanche. Football, Boxe, Rugby, Basket américain.
- LA 5
- 13.20 Dessin animé :

Film canadien de Richard Mar-
din (1988). Avec Ron White,
Gillian Barber, Jeff Shultz.

- 0.20 Cinéma : Sexe, mensonges et vidéo. ■■ Film américain de Steven Soderbergh (1989). Avec James Spader, Andie Mac Dowell, Peter Gallagher (v.o.).

LA 5

- 13.25 Série : V.
- 14.15 Série : La Loi de Los Angeles.
- 15.10 Série : Lou Grant.
- 16.05 Série : Frog Show.
- 16.20 Tiercé à Evry.
- 16.50 Série : Le Retour de Mike Hammer.
- 17.45 Magazine : Intégral.
- 18.20 Divertissement : Hires parade.
- 19.00 Série : L'Enfer du devoir.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Divertissement : Grain de folie.
- 22.35 Magazine : A tort et à raison. Thème : les polices privées.
- 23.50 Journal de la nuit.

M 6

- 13.30 Série : Cosby Show (rediff.).
- 14.00 Série : Supercopier.
- 14.45 Série : Laramie.
- 15.35 Série : Les Espions.
- 16.30 Jeu : Hit hit hit hourra !
- 16.40 Série : Vegas.
- 17.35 Série : L'Homme de fer.
- 18.30 Série : Les Têtes brûlées.
- 19.20 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Téléfilm : Les Larmes de l'enfance.
- 22.15 Météo des plages.
- 22.20 Téléfilm : L'Homme à abattre.
- 23.55 Six minutes d'informations.
- 0.00 Musique : Rapline.

0.50 Boulevard des clips.

LA SEPT

- 13.30 Téléfilm : Un destin cannibale.
- 15.00 Documentaire : Kataev, la classe du maître.
- 16.00 Documentaire : Dix jours... quarante-huit heures.
- 17.00 Documentaire : Poussières de guerre (2). Le Temps des larmes.
- 18.00 Megamix.
- 19.00 De Gaulle ou l'Eternel Défi.
- 19.55 Le Dessous des cartes.
- 20.05 Histoire parallèle.
- 21.00 Documentaire : Inisfree.
- 22.35 Soir 3.
- 22.55 Concert : Songs for Drella, et à 23.40 Portrait d'Andy Warhol.
- 0.00 Théâtre : Le Conte d'hiver. Pièce de William Shakespeare, mise en scène de Luc Bondy.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Grégoire Hespel, peintre.
- 20.45 Dramatique. 24 heures pour conclure, d'Alain Sachs.
- 22.35 Musique : Opus. Hélène Merrill, chanteuse de jazz.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct de la Salle Pleyel) : Les Hébérdes, ouverture op. 26. Concerto pour piano et orchestre n° 2 en ré mineur op. 40, de Mendelssohn ; Symphonie n° 1 en ut mineur op. 68, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Hans Vonk ; sol : Pascal Devoyon, piano.
- 23.05 Poussières d'étoiles. Brahms dans l'histoire. Œuvres de Brahms, Bach, Palestrina, Schutz, Haendel.

de Montparnasse.

- 17.20 Téléfilm : Liberté, liberté.
- 18.50 Documentaire : Live.
- 20.00 Magazine : La SEPT et le Monde.
- 20.30 Cinéma : La Stratégie de l'araignée. ■■ Film italien de Bernardo Bertolucci (1989).
- 22.05 Court-métrage : Histoire de Catherine.
- 22.35 Cinéma : Les Mendiants. ■■ Film français de Benoît Jacquot (1987).
- 0.00 Court-métrage : Le Maréchal-ferrant.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radiophonique. Vanise... derrière le masque... derrière la mur.
- 22.35 Musique : Le concert. Housa Aichi, chanteuse bér-ber.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné les 5 et 6 avril à la Philharmonie de Berlin) : Métamorphoses pour 23 instruments à cordes, de R. Strauss ; Totentanz, poème symphonique, de Mahler ; Oratorio pour baryton, chœur et orchestre op. 21, de Blacher, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. Joerg Peter Weigle ; sol : Roland Hermann, baryton.
- 23.05 Poussières d'étoiles. Autour des lettres romaines de Bizet. A 1.00, Cycle acoustique : Cantate pour elle, de Malac ; Vives, noires, mi-tantes, de Tosi.

Du lundi au vendredi,

à 9 heures,

sur FRANCE-INTER

« ZAPPING »

Une émission de GILBERT DENOYAN

avec ANNECK COJEAN

et la collaboration de « Monde ».

LOTTO

MERCREDI 05 JUIN 1991

19855

2	3	17	19	37	40	23
---	---	----	----	----	----	----

6 numéros : 679 220 F

5 numéros : 117 415 F

4 numéros : 8 890 F

3 numéros : 738 F

2 numéros : 1 192 688 F

20835

8	9	15	19	47	39	46
---	---	----	----	----	----	----

6 numéros : 2 389 910 F

5 numéros : 142 785 F

4 numéros : 6 515 F

3 numéros : 110 F

2 numéros : 1 228 278 F

TALOTAL

LE N° 975 727 GAGNE 400 000 F

75 727	40 000 F
5 727	4 000 F
727	400 F
27	40 F
7	10 F

23^e TRANCHE

TIRAGE DU 06 JUIN 1991

ANDRÉ PHILIP

par LOIC PHILIP

témoignage de LEO HAMON

POLITIQUES & CHRETIENS - 5

150 FF

BEAUCHESNE, 72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS - Tél. : 45 48 20 25

L'HERMÈS Editeur

Tél. (1) 46 34 07 70

L'essentiel sur

METHODES DES SCIENCES SOCIALES

par Paul DUBOUCHET

Diffusion MEDILIS SA 9 rue Ségur 75006 PARIS

ÉTATS-UNIS : après un vote favorable des représentants

La station américaine Freedom retrouve ses crédits

La Chambre des représentants américaine a finalement voté, jeudi 6 juin, par 240 voix contre 173, au terme d'un débat animé de six heures, l'enveloppe de 1,9 milliard de dollars destinée à la station spatiale Freedom pour l'année fiscale 1992. Ces fonds avaient été précédemment annulés en commission par cette même assemblée.

En ne suivant pas l'avis de leurs commissions budgétaires, les représentants américains accordent un ballon d'oxygène à la station spatiale qui, en butte à des coupes budgétaires à répétition, apparaissait gravement menacée (le Monde du 18 mai).

En apparence, ils semblent donc avoir cédé aux pressions de la Maison Blanche et des partenaires étrangers de la NASA. Les collaborateurs de M. George Bush évoquent, en effet, l'utilisation par le président de son droit de veto pour sauver un

projet qui lui tient très à cœur. Et les agences spatiales européennes (ESA), canadienne et japonaise, qui participent au programme Freedom, ont protesté auprès du Congrès. M. Jean-Marie Lutton, directeur général de l'ESA, est même venu en personne plaider la cause de ce projet, mardi 4 juin, devant le comité de la Chambre des représentants pour la science, l'espace et la technologie.

Mais le problème n'est pas vraiment réglé pour autant. Les opposants, qui qualifient la station de « trou noir budgétaire dans l'espace », et font valoir que ces crédits seraient plus utiles pour les pauvres, les anciens combattants ou l'environnement, ont en effet quand même obtenu gain de cause. Les 2 milliards seront prélevés sur le propre budget de la NASA, au détriment d'autres programmes de l'agence comme ceux des sciences ou de l'aéronautique.

Le projet Freedom commence, par ailleurs, à avoir des adversaires au sein même de l'Agence spatiale américaine, notamment parmi les scientifiques qui contestent l'utilité d'une station dont la taille a fondu au gré des coupes budgétaires.

J.-P. D.

Mal accueilli par les syndicats

Le plan de M. Bourges prévoit une intégration progressive d'A2 et FR 3

Les directeurs généraux d'Antenne 2 et FR 3, M. Eric Giulio et M. Dominique Aidun, ont présenté, jeudi 6 juin, aux organisations syndicales le plan de restructuration des deux chaînes publiques élaboré par leur président commun, M. Hervé Bourges. Présenté aux cadres des deux entreprises lundi dernier, ce plan prévoit un début d'intégration des deux chaînes par la création d'entités communes.

Le service des études est déjà regroupé à la présidence commune. D'ici à la fin de 1991, les services des sports et des programmes pour la jeunesse seront également communs aux deux chaînes.

Ces fusions serviront d'expériences pour le regroupement, en 1992, des rédactions et des autres unités de programmes. Côté gestion, la trésorerie sera centralisée et une société de financement créée pour acheter et gérer en commun fictions et films.

La filiale d'A2, EVA 2, commercialisera les productions et les droits dérivés des chaînes.

Cette volonté de fusionner deux chaînes en une seule société impli-

quera l'abandon des deux sièges sociaux de l'avenue Montaigne (A2) et de la Maison de la radio (FR 3) et la recherche d'une implantation immobilière commune.

Parallèlement à cette réforme des structures, les mesures d'économies demandées par le gouvernement vont se traduire par des suppressions d'emplois. Présentées en comité d'entreprise début juillet, celles-ci devraient se traduire par des licenciements après l'été. Les organisations syndicales ont vivement réagi à l'annonce de ce plan. A FR 3, où une grève est déjà prévue le 14 juin, l'intersyndicale a accusé M. Bourges ainsi que les ministères de tutelle de vouloir « casser » la télévision de service public et a appelé à « la mobilisation ».

Les syndicats de FR 3 demandent l'ouverture immédiate de négociations et réclament une entrevue avec le ministre délégué à la communication, M. Georges Legrand. A A2, une assemblée générale des personnels devait se tenir vendredi 7 juin à l'appel de la CFDT.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Donnez votre or

DITES, faut qu'on se parle sérieusement, là, aujourd'hui. Je suis mille fois d'accord, c'est infect cette affaire de sang infecté, sans des affaires et chiffre d'affaires à la clé. Moi aussi, j'ai été choqué par tout ce qu'on raconte sur l'argent tiré de l'or rouge ramassé à travers le pays pour une bouchée de pain : le casse-croûte consent aux millions de donneurs bénévoles.

Mais j'ai été indigné en entendant ce matin à la radio qu'on nous accusait, nous, les journalistes, de vous avoir dégoûtés, découragés d'en faire cadeau, en lançant cette campagne de presse contre ceux qui en font commerce et qui s'enrichissent sur votre dos. C'est injuste, c'est malhonnête, c'est faux ! Il y a belle lurette que vous renchiez devant la prise de sang.

Depuis trois, quatre ans, les collectes ont baissé de façon régulière. A quoi ça tient ? Peur de la seringue empoisonnée ? Discrédit attaché à la transfusion por-

teuse de sida ? Je n'en sais rien. Ce que je sais, c'est que c'est dramatique. Et si je le sais, c'est parce qu'il a fallu que mes neveux et mes enfants donnent leur propre sang pour tenter de sauver un être cher dans un grand hôpital parisien dont les réserves allaient s'épuisant.

Moi, j'ai passé l'âge, sinon, croyez-le bien, je n'hésiterais pas à continuer d'alimenter une banque dont on peut espérer qu'elle n'osera plus désormais se livrer, en le détournant, au trafic juteux de cette source de vie. Ne vous y trompez pas, c'est de ça qu'il s'agit, de ne pas donner la mort en refusant la vie. En reculant devant un acte qui n'était pas gratuit pour tout le monde. Et qui doit le redevenir et qui doit le rester.

Le sang n'a pas de prix. Et ce n'est pas une image. Si on nous le payait, seuls les plus pauvres auraient intérêt à le vendre. Et le scandale rebondirait de plus belle. Alors, au nom du Ciel, n'hésitez pas, ouvrez vos bras aux autres.

ALLEMAGNE : ancien chef des syndicats est-allemands

M. Harry Tisch a été condamné à dix-huit mois de prison pour malversations

L'ancien chef des syndicats est-allemands et membre de la direction communiste de l'ex-RDA, M. Harry Tisch, a été condamné, jeudi 6 juin à Berlin, à dix-huit mois de prison pour malversations. Il a été reconnu coupable d'avoir puisé dans les caisses de son organisation pour financer les vacances de sa famille et celles de M. Günther Mittag, qui dirigeait d'une poigne de fer l'économie de l'ex-RDA.

BERLIN

de notre correspondant

Premier dirigeant est-allemand à passer en jugement, M. Tisch avait été arrêté il y a un an. Il a été remis en liberté après le verdict. Jusqu'à l'arrestation, le mois dernier, de M. Willi Stoph et Heinz Kessler, anciens chefs de gouvernement et ministre de la défense, il était, avec l'ex-chef de la STASI, M. Erich Mielke, l'un des deux seuls responsables de l'ex-RDA en prison.

Ce verdict devait être très mal accueilli dans l'ancienne RDA, où la population a l'impression que, jusqu'à présent, ce sont davantage les lampistes de l'ancien régime

qui ont trinqué que les responsables. Certes, l'ancien numéro un, M. Erich Honecker, comme M. Mielke, Stoph, Kessler et quelques autres encore, sont sous le coup d'une inculpation pour complicité de meurtre comme responsables des tirs contre ceux qui ont tenté de franchir le rideau de fer. Mais il sera bien difficile à la justice allemande de séparer leur responsabilité pénale de leur responsabilité politique.

La nouvelle Allemagne ne semble pas être en mesure de mettre au point une procédure de la nature des procès de Nuremberg. Sans doute parce que cela l'aurait obligé à placer également le grand frère soviétique au banc des accusés. La protection accordée par Moscou à Erich Honecker, ses protestations contre l'arrestation des autres dirigeants sont là pour montrer les limites d'une telle opération. Bonn n'a pas non plus montré un très grand empressement à faire la lumière sur ces affaires. Ainsi, le Parlement vient seulement de décider de constituer une commission d'enquête sur les activités de M. Alexander Schöck-Gothkowski, le pourvoyeur de devises de l'ex-RDA, contre lequel la justice n'a jamais rien pu prouver.

HENRI DE BRESSON

Une lettre de M. Dufrique à M. Marchais

« Seul un authentique résistant peut rendre hommage aux héros de Châteaubriant »

Ancien maire de Montreuil (Seine-Saint-Denis), communiste « constructeur » qui éprouve une certaine tendresse pour les « refondateurs », M. Marcel Dufrique vient d'envoyer une lettre assez sèche à M. Georges Marchais. Ayant appris par l'Humanité que le secrétaire général du PCF compte assister, le 20 octobre, à la célébration du cinquantième anniversaire de la fusillade de Châteaubriant (1) et prendre la parole au cours de la cérémonie, M. Dufrique a décidé d'exprimer publiquement la défiance qu'inspire depuis longtemps, à certains communistes anciens résistants, la conduite de M. Marchais pendant la dernière guerre.

« Au Musée de Montreuil, écrit-il, nous conservons pieusement les planches de la baraque de Châteaubriant sur lesquelles nos martyrs ont écrit leurs dernières pensées. Guy Môquet, cet enfant de seize ans, a tracé d'une main ferme les mots suivants : « Les copains qui restent, soyez dignes des vingt-sept qui vont mourir ». M. Dufrique, aujourd'hui âgé de quatre-vingt ans,

conclut : « C'est par dignité et en qualité d'ancien résistant, interné, déporté, évadé, que je considère que seul un compagnon d'armes, un authentique résistant peut rendre hommage aux héros de Châteaubriant au nom du parti des fusillés. » Il demande que « si, parmi les vétérans, il en est qui partagent [son] avis, ils le fassent savoir ».

M. Marchais était allé travailler, à l'âge de vingt-deux ans, en décembre 1942, dans les usines aéronautiques Messerschmitt en Allemagne, avant l'instauration du service du travail obligatoire (STO) au mois de février suivant. Rentré en France, selon ses dires, en mai 1943, le secrétaire général a toujours été épris sur ses activités de 1943 à 1947, date officielle de son adhésion au PCF.

O. B.

(1) Les 22 et 23 octobre 1941, les nazis fusillèrent quatre-vingt-dix-neuf otages à Nantes, Bordeaux et Châteaubriant, parmi lesquels des communistes dont Charles Michels, Jean-Pierre Timbaud et Guy Môquet.

L'ESSENTIEL

SECTION A

- Débats**
Un entretien avec M. Harlem Désir..... 2
Le voyage du pape en Pologne
Jean-Paul II incite l'Eglise à la modération..... 6
L'enquête sur l'assassinat de Rajiv Gandhi
La piste tamoule et les autres..... 8
La prolifération nucléaire
Le Pakistan veut réunir une conférence pour le sous-continent indien..... 8
Le débat sur la défense à l'Assemblée nationale
« Les risques » a remplacé la « menace »..... 10
La rencontre entre M. Mauroy et M. Marchais
PC et PS ouvrent un « dialogue nouveau »..... 9
Fausse facture
Un nouveau juge d'instruction désigné à Nantes..... 12
Le portrait des Van Gogh
Vincent et Théo, un film de Robert Altman sur le peintre et son frère..... 14
Roland-Garros
Monica Seles en finale contre Arantxa Sanchez..... 16

SECTION B

SANS VISA

- Guanajuato, oasis baroque
● Dinard's Club ● La Pyramide à guichets fermés ● La table ● Les Jeux ● Farouk Hossni, ministre du Sphinx..... 17 à 24

SECTION C

- Transports en commun contre automobiles**
Le congrès international des transports publics à Stockholm..... 26
Capitales insuffisantes sur le marché mondial
Les responsables réunis à Osaka s'inquiètent de la pénurie d'épargne..... 27
Les taxis 67 reprennent les éditions Balland
La société de M. André Rousselet veut apporter la rigueur de gestion..... 29

Services

- Abonnements..... 8
Annonces classées..... 26
Carnet..... 32
Jeu..... 22
Loto, TAO-tac..... 33
Marchés financiers..... 30-31
Météorologie..... 32
Philatélie..... 32
Radio-Télévision..... 33
Spectacles..... 16
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 7 juin 1991 a été tiré à 499 182 exemplaires.

Les larmes de M. George Bush

S'adressant à la convention des baptistes du Sud, le président Bush n'a pu s'empêcher de verser des larmes en public en racontant comment il avait pris pour lui les troupes américaines lors du déclenchement de la guerre du Golfe.

Devant cette audience de vingt mille chrétiens conservateurs réunis à Atlanta, M. Bush a expliqué que, « comme beaucoup de gens, je m'inquiétais de la possibilité de verser des larmes en public ». Jusqu'au jour où, en week-end à Camp David, il se mit à pleurer avec son épouse Barbara avant de donner l'ordre à son aviation de bombarder l'Irak.

« Des larmes commencent à couler le long de mes joues. Mais notre pasteur me sourit. Depuis, je ne me préoccupe plus de l'image que je peux donner », a-t-il dit, d'abord avec des sanglots dans la voix, puis sans retenir ses larmes. Emue, la foule lui a fait une ovation. Elle a également apprécié quand M. Bush a condamné l'utilisation des fonds publics pour des avortements et a défendu les valeurs chrétiennes et familiales. - (AFP, UPI)

Une grande tradition actualisée.

LES «PREMIERS PRIX» DE LA MODE SONT DES «PRIX D'EXCELLENCE»

Ces tissus, pour être admis chez Rodin, doivent être les meilleurs de leur promotion. ... Et « premiers prix » de style et de qualité, de création et de goût. Ils font partie de l'élite, ils ont de la classe, ils sont beaux et aimables et se présentent à vous... (depuis 30 F le mètre)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

POLYTECHNIQUE

36.15 LE MONDE

Tapez RES

M. Mitterrand et l'Algérie : «Lier démocratie, paix civile et prospérité»

Interrogé sur la situation en Algérie, vendredi 7 juin à Lugano, au cours de sa visite officielle au Tessin (Suisse), M. François Mitterrand a déclaré : « Chacun observe avec beaucoup d'attention ce qui peut advenir à un pays - voisin, ami méditerranéen - comme l'Algérie, auquel nous sommes si fortement liés. Bien entendu, il serait bon que les trois termes de démocratie, de paix civile et de prospérité soient liés ».

« Le Monde Publicité » change d'adresse

A compter du 10 juin, « Le Monde Publicité » et le groupe Régie Presse s'installent dans de nouveaux bureaux situés dans l'immeuble Péri 15, à la limite du quinzième arrondissement et d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine).

Voici les nouvelles coordonnées de « Le Monde Publicité » : Adresse postale : 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75802 Paris Cedex 15.

Téléphone : numéro d'appel général de « Le Monde Publicité » : 46-82-72-72. Télécopieur : 46-82-88-72.

Pour les annonces du carnet, s'adresser au journal, 15-17, rue Faigüière, 75501 Paris Cedex 15. Tél. : 40-65-29-94.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. Poste 4138

Au Chili

Dix morts après la finale de la Coupe sud-américaine de football

SANTIAGO

de notre correspondant

Dix morts, cent cinquante blessés : c'est un lourd bilan pour un triomphe sportif.

A peine l'arbitre eut-il sifflé la fin du match de finale de la Coupe sud-américaine de football - dite « Coupe Libertadores » - disputée mercredi soir 5 juin à Santiago-du-Chili, que des centaines de milliers de Chiliens, à pied ou en voiture, envahirent les rues : leur équipe, Colo Colo, en dominant les Paraguayens d'Olympia d'Asunción par trois buts à zéro, remportait le trophée pour la première fois dans l'histoire.

L'euphorie des supporters, souvent pris de boisson, dégénéra en rixes, accidents d'automobile, - qui causèrent la mort de sept personnes - bris de vitrines et mises à sac. La police dut intervenir pour rétablir l'ordre.

Dans les quartiers misérables qui entourent la capitale, des groupes de jeunes ont élevé des barricades de fortune au moyen de pneus enflammés, renouant avec la tradition des « protestas » organisées naguère par les opposants à la dictature militaire. Un simulacre d'explosion sociale, une manifestation d'exaspération pour épancher le trop-plein de désespoir....

G. B.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

M. Michel Delebarre invité du «Grand Jury RTL-Le Monde»

M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire, sera l'invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-Le Monde» dimanche 9 juin, de 18 h 30 à 19 h 30. Le ministre répondra aux questions de Jean-René Lore du Monde, et de Philippe Ballard et de Paul-Jacques Truffaut de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazarolle.

Les ennuis de M. Major

M. Major, ministre de l'Intérieur, a été élu dimanche 3 juin à la présidence de la République. Il a été élu avec 52,1 % des voix, contre 47,9 % à son adversaire, M. François Mitterrand. M. Major a été élu à l'âge de 52 ans, devenant ainsi le plus jeune président de la Cinquième République.

Les islamistes une

Les islamistes ont été élus dimanche 3 juin à la présidence de la République. Ils ont été élus avec 52,1 % des voix, contre 47,9 % à leur adversaire, M. François Mitterrand. Les islamistes ont été élus à l'âge de 52 ans, devenant ainsi le plus jeune président de la Cinquième République.

ALGER

Le régime démocratique

Le régime démocratique a été élu dimanche 3 juin à la présidence de la République. Il a été élu avec 52,1 % des voix, contre 47,9 % à son adversaire, M. François Mitterrand. Le régime démocratique a été élu à l'âge de 52 ans, devenant ainsi le plus jeune président de la Cinquième République.

Leger signe de retour au FIAN-UM

Le léger signe de retour au FIAN-UM a été élu dimanche 3 juin à la présidence de la République. Il a été élu avec 52,1 % des voix, contre 47,9 % à son adversaire, M. François Mitterrand. Le léger signe de retour au FIAN-UM a été élu à l'âge de 52 ans, devenant ainsi le plus jeune président de la Cinquième République.

Après un week-end de

Après un week-end de... Le léger signe de retour au FIAN-UM a été élu dimanche 3 juin à la présidence de la République. Il a été élu avec 52,1 % des voix, contre 47,9 % à son adversaire, M. François Mitterrand. Le léger signe de retour au FIAN-UM a été élu à l'âge de 52 ans, devenant ainsi le plus jeune président de la Cinquième République.

Les élections législatives

page 13



A. L. STANISLAS